

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'AVEU

en

MATIÈRE PÉNALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 6 janvier 1908, à 2 h. du soir

PAR

Auguste CUAZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DU STAGE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE MÉDECINE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. L. BOUTRY, professeur.
Membres : M. L. BOUTRY, professeur.
M. L. BOUTRY, professeur.
M. L. BOUTRY, professeur.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

- CAILLEMER, C. ✱, ✱, I. Doyen, professeur de droit civil, correspondant de l'Institut.
- MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.
- GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.
- APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.
- FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.
- THALLER, I. ✱, professeur honoraire.
- AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.
- COHENY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.
- PIC P., ✱, professeur de Droit international public.
- APPLETON (Jean), A. ✱, professeur de Droit administratif.
- LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.
- BOUVIER, A. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.
- LAMEIRE, A. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
- JOSSERAND, A. ✱, professeur de Droit civil.
- BROUILHET, A. ✱, professeur d'Économie politique.
- HUVELIN A. ✱, professeur de Droit romain.
- LÉVY, A. ✱, professeur de Procédure civile.
- GONNARD, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Économie politique.
- BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE :

- Président* : M. GARRAUD, professeur,
- Suffragants* : { MM. Jean APPLETON, professeur,
GONNARD, professeur
-

L'AVEU

en

MATIÈRE PÉNALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 6 janvier 1908, à 2 h. du soir

PAR

Auguste CUAZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DU STAGE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

BIBLIOGRAPHIE

- Aguesseau (d').** — Lettres et Discours. Paris, 1771, lettre 199.
- André.** — De la récidive, Théorie et commentaire des lois préventives et répressives de la récidive. Paris, 1892, p. 117.
- Appleton (Jean).** — La réforme des casiers judiciaires, Lyon, 1892, not. p. 114.
- Assises de Jérusalem**, édition Beugnot (1841-1843). chap. 285, II^e p., p. 216.
- Aubry et Rau.** — Cours de Droit civil français, not. t. VIII (éd. 1878), § 751, n^o 4.
- Ayrault (Pierre).** — L'ordre, formalités et instruction judiciaire dont les Anciens, Grecs et Romains ont usé, ès-accusations publiques, 1604, in-4, liv. III, 3^e partie, n^{os} 27 et 28.
- Baudry-Lacantinerie.** — Précis de Droit civil, t. II, n^o 1296.
- Beccaria.** — Des délits et des peines (1778), trad. de l'italien.
- Bentham (Jérémie).** — Traité des preuves judiciaires. Paris, 1830, 2^e éd., not. liv. I, p. 353 et suiv. ; liv. II, p. 135 et suiv.
- Béranger.** — Les résultats de la condamnation conditionnelle. *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1902, p. 302 à 311.
- Binet.** — La suggestibilité. Paris, 1900, chap. VI : L'interrogatoire.
- Bonneville de Marsangy.** — De l'amélioration de la loi criminelle. Paris, 1864, 2 vol. in-8 ; t. II, p. 334 et suiv.
- Bonnier.** — Traité théorique des preuves en droit civil et droit criminel, not. p. 324, 331 à 353.
- Bourdod de Richebourg.** — Très ancienne coutume de Bretagne. Coutumier nouveau général ou corps des coutumes générales et particulières de France. Paris, 1724, 4 vol. in-f^o, t. IV, 1^{re} p., p. 214.
- Bouteiller.** — Grand coutumier et Practique du droit civil et canon (1627), voir p. 228, 229, 240, 241, 242, tit. XXIV, p. 376.
- Boys (du).** — Histoire du Droit criminel chez les peuples modernes, 1858-1870, 4 vol., t. I, p. 85 à 104.
- Bruyère (La).** — Des caractères (De quelques usages).
- Buchez et Roux.** — Histoire parlementaire de la Révolution française. Paris, 1834-1839, 4 vol. in-8^o, t. I, p. 241.

- Carnot.** — De l'instruction criminelle, *passim*.
- Claparède et Borst.** — La fidélité et l'éducabilité du témoignage, *Archives des sciences physiques et naturelles*, 7 avril 1904.
- Clarus (Julius).** — *Opera omnia, sive practica civilis, atque criminalis*. Francfort, P. Chovet, 1636, V. quaest. 45, n° 13; liv. V, quaest. 65, n° 1.
- Codes.** — Code pénal allemand, art. 74.
 — des Pays-Bas, 3 mars 1881, traduit et annoté par Wintgins. Paris, 1883.
 — pénal hongrois des crimes et délits, 28 mai 1878; des contraventions, 14 juin 1879, traduit par Martinet et Dareste. Paris, Imp. Nat., 1885.
 — de procédure pénale allemand 1^{er} février 1887, art. 355.
 — d'instruction criminelle autrichien, traduit par Bertrand et Lyon-Caen, 1875, art. 532-535.
 — d'instruction criminelle hongrois, art. 261-284.
 — — de Norvège, art. 287-290.
 — — du canton de Soleure, art. 338.
 — — du canton de Glaris, 1899, art. 171 à 186.
- Colin.** — L'état mental des hystériques. Thèse de médecine, Paris, 1890, *passim*.
- Dagallier et Bazenet.** — Commentaire théorique et pratique de la loi de 1897, n° 31, p. 92, p. 88.
- Daguin.** — Code de procédure pénale allemand, 1^{er} février 1877, traduit et annoté. Paris, Imp. Nat., 1884, in-8, not. p. 212.
- Demolombe.** — Cours de Code Napoléon, 1865-1882. Paris, 3^e et 4^e édit., t. VII, n° 546.
- Domat.** — Les loix civiles dans leur ordre naturel. Paris, 1691, 2 vol. in-4°, tit. I, liv. III.
- Dumas (Jacques).** — Esquisse d'une théorie de l'aveu en matière pénale. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1903, t. II, p. 587.
- Dupré (Dr).** — Rapport au Congrès de Neurologie de Grenoble, 1902, du 1^{er} au 5 août, dans la *Revue Neurologique*, 1902, p. 799.
- Duverger.** — Manuel des juges d'instruction (3^e édit.). Paris, 1862, 3 vol. in-8; t. II, n° 351.
- Esmein.** — La procédure criminelle en France. Paris, 1882, in-8, *passim*.
 — Le Criminel Evidence Act de 1898. *Revue politique et parlementaire*, 1898, t. IV, p. 341 et suiv.
- Faustin-Hélie.** — Traité d'instruction criminelle, 1866, not. t. I.

- IV, VI et VII, *passim* ; t. I, not. n° 294 ; t. IV, n° 1934 et suiv.
- Fournier.** — Code de procédure criminelle de l'Etat de New-York, traduit, annoté et précédé d'une introduction sur la procédure criminelle des Etats-Unis. Paris, Larose, 1893. V. art. 332, 333, 334.
- Garçon.** — Rapport sur l'extension de la compétence des juges de paix. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1903, t. II, p. 478 à 587.
- Garnier (D^r).** — Les hystériques accusatrices. Communication à l'Académie de Médecine, juillet 1903.
- Garraud.** — Traité d'instruction criminelle, 1907, t. I, *passim*.
— Précis de droit criminel, nouv. édit., 1907, *passim* ; not. p. 674 à 687.
— Note sous divers arrêts, not. Cassation, 18 juin 1898, Dalloz 1900.I.137.
— Discussion à la Société des prisons du rapport de M. Garçon. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1903, p. 478 à 537, etc.
- Glasson.** — Histoire du droit et des institutions d'Angleterre. Paris, 1882-1883, 6 vol. in-8, not. t. VI, p. 782 et suiv.
- Grasserie (de la).** — De l'effet qu'il conviendrait de donner à l'aveu. Etudes de criminologie, 1903, 39 pages.
- Grasset.** — Hypnotisme et suggestion (1904). L'occultisme hier et aujourd'hui. Le merveilleux préscientifique, *passim*.
- Hafters.** — La situation de l'inculpé dans l'instruction préparatoire d'après le Code de procédure pénale de Zurich. *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 957.
- Halton.** — Etude sur la procédure criminelle en Angleterre et en France. Paris, 1898, in-8, *passim*.
- Imbert (Jean).** — La pratique judiciaire tant civile que criminelle. Genève, 1625, liv. III, chap. 14, n° 1 ; liv. III, chap. 13, n°s 13 et 14.
- Isambert.** — Recueil général des anciennes lois françaises, ordonnances royales, not. coll. t. XII, p. 630.
- Jousse.** — Traité de la justice criminelle de France. Paris, Debures, 1771, 4 vol. in-4, not. t. I, II, p. 332-434.
— Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle de 1670. Paris, 1763, in-12 ; sur l'article 5, I, XXV, p. 435.
- Kinghorn (John).** — L'instruction criminelle en Angleterre, notice parue dans la *Revue générale du Droit*, 1882, p. 247.
- Labbe (E.H.).** — Note sous arrêt de la Cour de Toulouse du 16 juin 1897, S. 98.2.137.
- Lacointa (Jules).** — Code pénal italien, traduit et annoté. Paris, 1890, Imp. Nat., art. 101.

- Lamoignon.** — Recueil des arrêts (1777), nouvelle édition, in-4° ; Procès-verbal, p. 244.
- Lasègue.** — Des manifestations cérébrales de l'alcoolisme. Etudes médicales, t. II, *passim*.
- Le Graverend.** — Traité de législation criminelle en France, 3^e édit. Paris, Charles Béchét, 1830, 2 vol. in-4° ; t. I, p. 247, 243.
- Lehr (Ernest).** — Les nouveaux projets du Code pénal espagnol. Paris, 1885, p. 17.
- Le Poittevin.** — Des nullités commises dans l'instruction. *La France judiciaire*, 1900.
— Rapports et discussions à la Société des prisons. *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 423 et suiv.
- Liszt (Franz von).** — Le droit criminel des Etats européens, t. I. La législation pénale comparée publiée par l'*Union internationale de Droit pénal*. Berlin, O. Liebman, 1894, *passim* ; 2^e éd., p. 383 à 410 not.
- Locard (Dr).** — Le xviii^e siècle Médico-judiciaire, *passim*. — Vi^e Congrès d'anthropologie criminelle, Turin, 1906, p. 26.
- Manet (Dr).** — L'autohétéro-accusation chez les hystériques. Thèse de Bordeaux, 1903, *passim*. V. p. 56. — Séance du 22 octobre 1899 à la clinique neuro-psychiatrique de St-Petersbourg.
- Mangin.** — Traité des procès-verbaux en matière de délits et de contraventions. Paris, 1839, in-8° ; not. p. 39.
— L'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle. Paris, Hingray, 1847, 2 vol. in-8.
- Marigny.** — Les procès-verbaux en matière répressive. Paris, 1903, *passim*.
- Massabiau.** — Manuel du ministère public près les cours d'assises, les cours d'appel, et les tribunaux civils, correctionnels et de police, 4^e éd. Paris, 1876, 3 vol. in-8, *passim*.
- Mittermaier.** — De la preuve en matière criminelle, not. chap. 56, ch. 33, p. 260.
— Traité de la procédure criminelle en Angleterre, en Ecosse et dans l'Amérique du Nord, traduit par Chauffard. Paris, 1868, in-8, p. 379, 380, 381.
- Montaigne.** — Les Essais (1580). Liv. II, chap. V ; Liv. VI, chap. xii ; Liv. XII, chap. II.
- Montesquieu.** — L'Esprit des Lois, I-II, liv. I à XXIV, 2 vol. in-12, Genève.
- Lettres persanes, édit Jouant, 2 vol. in-12. Paris, 1886, Barillot et fils, lettre 78.

- Montrochet.** — La psychologie du témoignage, discours de rentrée à la conférence du Stage de Lyon, 1906, *passim*.
- Muyart de Vouglans.** — Institutes au droit criminel ou Principes généraux sur ces matières avec un traité particulier des crimes. Paris, 1768, Le Breton, in-4°. V. pp. 244, 390, 403, 327.
- Picard (D^r).** — Les auto-accusateurs alcooliques. Thèse de médecine, 1904, *passim*.
- Planiol.** — Cours élémentaire de droit civil, not. t. II, p. 20.
- Prins.** — Science pénale et droit positif. Préface, p. XLIII.
- Rodière.** — Eléments de procédure criminelle. Paris, 1850, in-8.
- Roques (Georges).** — De l'application de la peine par le juge. Etude de critique pénale (1903), *passim*.
- Rougier.** — Le nouveau Code italien de procédure pénale. *Revue pénitentiaire*, 1907, p. 520.
- Rousseaud de Lacombe (du).** — Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance de 1670. Paris, 1762, p. 1012.
- Roux.** — Note sous arrêt de Cassation, 17 mars 1899, S. 1901.1.475.
- Saleilles.** — L'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale. Paris, Alcan, 1898, V. *passim*, p. 25 et suiv. ; p. 211 à 225.
- Observations complémentaires sur l'extension de la compétence des juges de paix. *Bulletin des Etudes législatives*, 1903, p. 587.
- Tarde.** — La philosophie pénale, 1890, p. 430 et suiv.
- La loi de sursis conditionnel et ses effets en France. *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1902, p. 296.
- Tcheglowitow.** — La procédure en matière de contravention. *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, t. X, 1902, p. 132.
- Ulpian.** — Digeste, lib. 8. *De officio proconsulis*, tit. XVIII, *De quaestionibus*, lib. XLVIII, § 1 et 17.
- Valère Maxime.** — Œuvres complètes, Corn. Nepos. Lib. VII, cap. 4, n^o 2 et 3.
- Verdier et Depeiges.** — Code de procédure criminelle espagnole, 14 septembre 1882, traduit et annoté. Paris, Imp. Nat, 1898.
- Voltaire.** — Le prix de la justice. Œuvres, éd. Beuchot, art. XXIV.

Recueils, revues, périodiques.

- Revue politique et parlementaire*, not. 1898, t. IV, p. 347 et suiv.
- Année psychologique*, not. 1905, p. 128 à 137.
- Archives d'anthropologie criminelle*, not. 1906, p. 459 à 461, p. 256, p. 364.

Revue de Neurologie, not. 1902, p. 799.

Annales psychiques, not. 1906, p. 385 : jugement du tribunal de St-Quentin, 17 mai 1906.

Revue pénitentiaire, not. 1899, p. 429 et suiv. ; 1902, p. 1122 ; 1903, p. 357 ; 1904, p. 1078 ; 1905, p. 106 ; 1907, p. 857.

Pandectes françaises, v^o *Aveu et Instruction criminelle*. — Fuzier-Herman, *Répertoire*, même mot. — Dalloz, *Jurisprudence générale*, même mot. — Morin, *Répertoire*, v^o *Aveu*.

Dalloz. — Sirey. — *Pandectes chronologiques*.

Moniteur judiciaire de Lyon.

Recueil des sommaires.

Gazette des tribunaux, v. not. 23 septembre 1904.

Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, not. 1902, p. 302. à 311.

Bulletin de la Société d'études législatives, v. not. 1903, t. II, p. 478 à 587.

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, matière criminelle.

La France judiciaire.

Revue pratique de droit français, not. t. 34.

AVANT-PROPOS

Le mensonge du coupable est considéré comme un fait normal ; ne pas dire la vérité, ou nier toute participation à l'acte incriminé, semble être pour l'accusé une conséquence nécessaire de toute poursuite. Le Code pénal, celui d'instruction criminelle, évitent de prononcer le mot d'aveu. Le Code pénal n'attache pas à la spontanéité des déclarations de l'inculpé et à sa véracité, le caractère de circonstance atténuante légale de la culpabilité. Le Code d'instruction criminelle organise une procédure d'instruction, sillonnée d'interrogatoires, de confrontations, d'expertises, dont le but est de démasquer l'accusé et de faire la preuve, pour ainsi dire malgré lui. On ne prévoit pas l'aveu de l'inculpé dont la sincérité non seulement ne se présume pas, mais paraît surprendre.

Et cependant, le coupable ne cherche pas toujours à égarer la justice. L'aveu est un véritable besoin pour le criminel. Il peut confesser spontanément sa faute poussé par le repentir, le remords, comme si cet aveu devait le réhabiliter. Pourquoi ne pas encourager cet élan de la conscience qui se manifeste même chez les criminels les plus endurcis ? Si l'aveu n'est obtenu que par l'évidence des preuves, ne convient-il pas encore de rendre hommage à la vérité ? Le droit strict et absolu de

l'accusé est de nier et de se défendre. Il faut lui savoir gré de prêter aide à la justice, d'éviter que des erreurs judiciaires ne se commettent, et d'assurer la prompte réparation du dommage social causé par sa faute.

En réalité, le juge est fatalement amené à provoquer l'aveu. C'est le point de mire de toutes ses recherches. Il le désire et y attache la force probante la plus complète. La conscience populaire en a le souci ; pour elle, l'aveu est le critérium le plus sûr de la culpabilité. L'indifférence de notre législation à son égard est seulement apparente. La vérité est qu'on craint d'envisager l'aveu en face.

Il jouit, en effet, d'une mauvaise réputation. La violence physique, la torture, la contrainte morale, tous les moyens auxquels notre ancien droit eut recours pour le provoquer, ont amené son discrédit. Il supporte les conséquences de son passé. De nos jours, pourquoi ne pas donner à l'aveu la place qu'il devrait avoir dans une législation soucieuse de ses propres intérêts et de l'intérêt individuel ? Ces erreurs anciennes ne sont plus à redouter. Ces abus de la provocation de l'aveu ne sont plus que des souvenirs historiques. Dans une société, où la conscience de l'individu est plus développée, les garanties les plus grandes étant apportées à la libre défense individuelle, des modifications heureuses le favorisant pourraient être introduites.

Pour encourager l'aveu, son effet doit porter sur la peine. Celle-ci a d'abord été liée à l'idée d'expiation :

la forme secondaire fut l'exemplarité. De nos jours la conception de la peine repose sur l'amendement du coupable dans la mesure où il sera possible (1). Le principe de la représaille ne préside plus à la distribution des peines. Or pour réaliser ce but de l'amendement du coupable, la peine proportionnée à la gravité du crime, doit être strictement adaptée au délinquant, individualisée. La définition la plus juste de la peine n'est-elle pas « la garantie de l'ordre juridique au moyen d'une influence propre à exercer sur la personne du criminel » (2) ? Afin d'individualiser la répression, le juge se rapprochant de la vie sociale, y participant plus directement, ne se contente plus de peser la responsabilité, mais il analyse la qualité et la nature de la responsabilité. Sa tâche est impossible, sans l'aveu de l'inculpé qui l'identifie moralement, donne son état d'âme. L'aveu est l'élément le plus instructif de la personnalité du criminel, au même titre que le signalement anthropométrique identifie physiquement l'inculpé.

« Le juge ne se prononce pas seulement sur les faits du procès et sur la culpabilité de l'accusé. On lui demande d'adapter le châtiment à l'individualité du délinquant » (3). Cette mission, il ne peut l'accomplir, s'il n'a d'autres éléments d'appréciation que ceux que lui four-

(1) Voir sur ces points : Tarde, *La philosophie pénale*, p. 145.

(2) Franz von Listz, *La notion de politique criminelle*. Communication au Congrès international de droit comparé, 1900.

(3) Garraud, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. I, p. 54.

nissent les débats, si l'accusé ne lui donne les moyens de le connaître, de l'apprécier, de fixer son coefficient de responsabilité, en expliquant et déterminant les motifs de son acte.

Le juge n'a pas seulement, en effet, un rôle de défense sociale où il s'efforce de protéger les droits et les libertés individuelles, mais il doit suivre pas à pas le délinquant et mesurer le degré exact de la culpabilité.

« Le juge idéal, dit Prins, n'est-ce pas le juge, à la fois primitif et actuel, qui vit au milieu des siens et les suit pas à pas, qui scrute les mobiles de leur conduite, étudie leur nature, leur tempérament, leurs instincts, leurs qualités et leurs défauts, et peut, suivant les cas, arrêter ou corriger, donner une éducation réformatrice aux dociles, punir et essayer de dompter les rebelles (1) ? » Le juge fera ainsi la meilleure politique criminelle, distinguant le délinquant d'occasion, susceptible de s'amender, du malfaiteur d'habitude pour lequel la peine doit servir à inspirer la crainte. Il sera guidé par l'aveu dans le choix de la peine, la proportionnant non pas à l'acte mais à l'agent. La société subit actuellement des transformations profondes et devant les formes nouvelles de la criminalité, elle ne doit pas rester inactive. Il s'agit, dit-on, de prévenir le crime par une sorte d'hygiène sociale. Pour déterminer et caractériser la personnalité du délinquant, pour prendre à son égard des mesures de

(1) Prins, *Science pénale et droit positif*, préface, XLVII. — V. Locard, VI^e Congrès d'anthropologie criminelle, Turin, 1906, p. 26.

AVANT-PROPOS

préservation, pour l'isoler du milieu qui l'a contaminé, ou au contraire le réadapter à la vie sociale, l'aveu qui renseigne et l'identifie paraît nécessaire.

Comment obtenir l'aveu ? Le moyen qui semble le plus rationnel est de le faire bénéficier d'une atténuation de la peine. Une diminution de peine serait la prime légale réservée à l'aveu. Cette faveur n'est pas excessive. Montesquieu avait déjà observé que l'aggravation des peines n'arrêtait pas le cours de la criminalité. Il conseillait une répression modérée et bien dirigée. « Il ne faut point mener les hommes par les voies extrêmes, disait-il ; on doit ménager les moyens que la nature donne pour les conduire. Qu'on examine la cause de tous les relâchements, on verra qu'elle vient de l'impunité du crime et non de la modération des peines (1). » La conscience collective est scandalisée par l'impunité des coupables. Cette impunité disparaîtrait, semble-t-il, si l'on donnait à l'aveu le rôle et la portée qu'il doit avoir : en même temps que la crainte de l'erreur judiciaire, le motif de ces acquittements trop fréquents, qui énervent la répression et choquent le bon sens populaire, aurait cessé d'exister. Ce n'est pas le moindre avantage de l'aveu que de rassurer la conscience du juge, en lui permettant en toute certitude de prononcer une condamnation.

Soit pour individualiser la peine, soit pour assurer une répression exemplaire et utile, on se heurte à l'iné-

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. VI, chap. xii.

luctable nécessité de l'aveu. Après avoir indiqué les motifs du discrédit qui pèse sur lui, ses modes de provocation et rappelé la jurisprudence, en ce qui concerne sa force probante, nous étudierons les effets qu'il convient de faire produire à l'aveu et les moyens de le favoriser.

Il est bien une maxime qui a cours : « On ne réforme pas les lois de la société sans réformer les hommes. » Nous avons foi cependant en l'aveu du coupable, dans cet éveil de la conscience chez les cœurs les plus pervers ! C'est l'indice d'une régénération morale. « L'opinion publique s'en rend bien compte, et lorsque le langage populaire, dans ses locutions imagées, veut marquer le trait dominant d'un être déchu, d'un vagabond, d'un déclassé dont il n'y a plus rien à attendre, elle n'a qu'un mot pour lui. C'est un homme sans aveu (1). »

(1) Dumas-Jacques, « Esquisse d'une théorie de l'aveu », *Bulletin de la Société d'études législatives*, p. 587 à 600, 1903, p. 600.

PREMIÈRE PARTIE

LE DISCRÉDIT LÉGAL DE L'AVEU

Les motifs de la défaveur de l'aveu. — Abus de la provocation de l'aveu. — La torture. — La maxime : « Nemo auditur perire volens ». — Théorie psychiatrique de l'auto-accusation.

CHAPITRE PREMIER

LE DISCRÉDIT LÉGAL DE L'AVEU.

« L'objet de toute procédure est la découverte de la vérité, et la vérité, par rapport à la thèse du procès pénal qui est l'imputation d'un délit, doit aboutir à la démonstration de la culpabilité de l'accusé (1). »

L'équivalent de la vérité est la certitude. La certitude de culpabilité d'un accusé ne résulte-t-elle pas de son aveu ? Il semble que l'aveu, cette déclaration que l'inculpé apporte sur les faits mêmes du procès, cette confession qu'il fait contre lui-même et contre son propre intérêt, soit la preuve la plus sûre et la plus complète. L'aveu doit emporter la certitude.

(1) Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, I, p.473.

Le flagrant délit, recherché dans les procédures primitives paraît être l'hypothèse normale de la répression. Mais la constatation du flagrant délit est rare, « l'aveu semble être son succédané pour l'évidence (1) ». Le flagrant délit où l'accusé est surpris au moment précis pendant lequel il commet l'infraction, l'aveu de l'accusé qui confesse son crime sachant, dans l'état actuel de notre législation, qu'il a tout à perdre en avouant, mettent non seulement l'esprit à l'abri du doute, mais aussi le jugement à l'abri de toute erreur judiciaire. « Et l'opinion publique qui suit avec un intérêt si passionné les procès sur lesquels plane l'incertitude se réserve le droit de contester et discuter les verdicts jusqu'au jour de l'aveu (2). »

L'aveu peut aussi nous renseigner sur la personnalité morale de l'accusé. Entouré de certaines garanties, il éclaire sur la moralité du délinquant au même titre que ses antécédents, son hérédité ; il doit dominer le débat judiciaire où il s'agit moins de punir un fait que de frapper la criminalité révélée par le fait. La force que l'on attachera à l'aveu semble une condition et un procédé de l'individualisation de la peine (3).

Enfin à une époque durant laquelle la vie sociale était plus troublée, les vengeances contre les témoins plus

(1) De la Grasserie, « De l'effet qu'il conviendrait de donner à l'aveu ». *Etudes de criminologie* (1903), p. 6.

(2) J. Dumas, « Esquisse d'une théorie de l'aveu ». *Bulletin de la Société d'études législatives*, p. 587, 1903.

(3) Voir Saleilles. *Individualisation de la peine et ibid.*

fréquentes et les témoignages par conséquent plus difficiles à recueillir, l'aveu était la base de toute l'accusation et le but de toute la procédure criminelle. De nos jours il doit être recherché non plus pour les mêmes causes, mais pour lui-même, à raison de la certitude qu'il apporte. Les études récentes, en effet, ont démontré le peu de valeur du témoignage comme moyen de preuve. Les recherches expérimentales faites dans le but de contrôler sa valeur ont fixé la psychologie du témoignage (1). On a pu conclure qu'un témoignage entièrement fidèle n'est pas la règle, qu'il est l'exception. L'erreur est un élément constant du témoignage. L'influence du temps vient encore s'exercer pour déformer la vérité des impressions et des souvenirs des témoins. En somme le témoignage qui est le principal mode de preuve en matière criminelle devra être accompagné de l'aveu pour déterminer la certitude. Et le rôle de l'aveu devra être plus considérable, l'importance qu'on doit y attacher plus grande, parce qu'il supplée au vice inhérent au témoignage et qu'il peut donner en même temps la mesure exacte de la moralité de l'accusé.

Si aujourd'hui encore, on tient tant à l'aveu, si l'effort de l'accusation, soit devant les juridictions d'instruction,

(1) Voir Garraud, *Instruction criminelle*, op. cit., p. 546 ; les études de Binet, « La science du témoignage » (*Année psychologique*, 1903, p. 128-137 ; Borst et Claparède, « La fidélité et l'éducabilité du témoignage », *Archives des sciences physiques et naturelles*, 7 avril 1904. La psychologie du témoignage de Montrochet, Discours de rentrée de la Conférence des avocats de Lyon, 1906.

soit devant les juridictions de jugement, est de le provoquer, pourquoi les criminalistes le considèrent-ils avec une sorte de défaveur ?

Il y a dans le Code civil une théorie de l'aveu. Le Code d'instruction criminelle, non seulement ne le mentionne pas dans la nomenclature des preuves admises par lui, mais le Code d'instruction criminelle, comme le Code pénal, ignorent jusqu'à son nom.

Le Code civil consacre trois articles à l'aveu, les articles 1354, 1355 et 1356 ; une doctrine de l'aveu s'est édifiée en droit civil. En matière pénale, dans le silence des textes, une théorie de l'aveu s'est formée en jurisprudence, mais timidement et lentement. L'aveu a une mauvaise réputation, une sorte de discrédit pèse sur lui et c'est, il semble, vers 1830, pour la première fois (1) seulement, que la Cour de cassation a décidé, que si le Code d'instruction criminelle n'a pas placé l'aveu au nombre des preuves admises en matière criminelle, aucune loi ne défend au juge de faire entrer l'aveu du prévenu dans les éléments de sa conviction. La sociologie a négligé d'en rechercher à travers la société actuelle et dans l'histoire, les éléments essentiels et le fonctionnement.

Quelles sont les raisons du silence du Code d'instruction criminelle et du Code pénal sur l'aveu, pourquoi semblent-ils ignorer d'une façon absolue comme moyen

(1) Cass., 30 janvier 1830, S. et *Pand.*, 1830, II, 426, D.1830.1.97.

de preuve, l'aveu, la *probatio probatissima* des anciens ? Pourquoi à côté de ce discrédit légal qui pèse sur lui, les criminalistes le considèrent-ils avec une sorte de suspicion ?

On reste tout d'abord « sur l'impression des scandaleux abus de la procédure inquisitoire qui faisait violence à l'inculpé pour lui arracher à tout prix sa confession » (1). Notre ancien droit admettait, en effet, que l'instruction avait pour but d'arriver à l'aveu de l'accusé. La procédure par la question s'est répandue rapidement dans tous les pays, à part l'Angleterre. Mais si odieuse qu'elle fut, la question s'est enracinée « en coutume nationale » (2) à tel point, que les ordonnances françaises de 1539 et de 1670 qui prescrivent et consacrent l'emploi de la torture ont été à plusieurs reprises approuvées par les Etats généraux et les assemblées des notables. Il fallait l'aveu à tout prix, ou la preuve de l'impossibilité de l'obtenir. Tous les moyens étaient bons pour l'amener. Il semblait qu'en infligeant à un homme des tourments horribles, la vérité pût sortir de la douleur. De là ces interrogatoires multiples accompagnés des tortures les plus atroces. Il est certain (3) « que la violence dont on usait vis-à-vis de l'accusé était l'un des plus regrettables abus de la force qui aient été commis, car si l'aveu librement fait peut inspirer confiance, il n'en saurait être de même de celui

(1) G. Dumas, *op. cit.*, p. 4.

(2) Voir Tarde, *Philosophie pénale*, p. 430 et suiv.

(3) Faustin-Hélie, *Instruction criminelle*, p. 4, n° 1934 et suiv.

qui se produit au milieu des tortures et qui le plus souvent est rétracté après ». La torture qui s'était acclimatée en France, à cause précisément de ces vertus probantes attachées à l'aveu, et qui a régné sur la procédure criminelle pendant de longs siècles, disparut avec les réformes de notre législation pénale un peu avant la Révolution. C'est à la suite de ces abus et de ces procédés inqualifiables auxquels on avait recours que l'aveu est tombé dans le discrédit le plus complet. On rapproche de l'aveu les tortures auxquelles était soumis l'accusé. La torture a nui à l'aveu.

Il y aussi quelque chose d'anormal dans le spectacle d'un homme venant s'accuser lui-même. Et l'on n'a pas tardé à émettre cette maxime : *Nemo auditur perire volens nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Quel peut être l'intérêt du coupable qui avoue ? Il est vrai que la confession de son crime est un singulier mais un véritable besoin pour le criminel. Malgré cet instinct qui lui dicte un aveu, la raison, un autre instinct de conservation, le lui fait retenir. On ne s'explique pas le motif, la raison de l'aveu, qui doit donc être tenu pour suspect. Cela est si vrai que certaines législations ne soumettent pas l'accusé à la formalité de l'interrogatoire, prévenant ainsi l'aveu. En Angleterre, notamment, l'accusé qui plaide coupable, non seulement n'est pas interrogé, mais il ne lui est pas tenu compte de celui qui pourrait se produire au cours des débats ; le président l'engage à le rétracter avant qu'il ne soit enregistré.

L'aveu d'un accusé qui n'ignore pas qu'il a tout à perdre en avouant, est suspect. Il ne peut fournir au juge la preuve qui détermine sa conviction.

Enfin des théories scientifiques nouvelles et très récentes sont venues lui enlever le prestige bien diminué qu'il conservait encore. Il y a des aveux mensongers qui sont les rêves de déséquilibrés, le produit de l'imagination d'hystériques ou d'alcooliques. Avec l'augmentation constante du nombre de ces alcooliques et des dégénérés qu'ils engendrent, le mal ne doit pas s'atténuer (1). Le juge doit se mettre en garde contre le danger de certains aveux. S'il y ajoute foi, ce sont autant d'erreurs judiciaires avec leurs tristes conséquences.

Tels sont les motifs historiques et psychiatriques que l'on donne pour expliquer le discrédit de l'aveu. Justifient-ils, à eux seuls, cette défaveur que l'on y attache ? Ne doit-on pas conclure malgré eux « qu'il ne peut y avoir de condamnation plus juste que celle qui se prononce contre ceux qui, sans violence, ni tourments confessent librement le crime dont ils sont accusés (2) » ? c'est ce que nous allons examiner.

(1) Sur ce point, *Revue pénitentiaire*, 1907, p. 857.

(2) Jousse, *Traité de la justice criminelle*, liv. III, 3^e partie, p. 27.

CHAPITRE II

APERÇU HISTORIQUE DES PROCÉDÉS ET DES ABUS DE LA PROVOCATION DE L'AVEU.

Si les criminalistes modernes ont tenu l'aveu en complète suspicion, le premier motif de cette défiance est une raison d'ordre historique. Notre ancien droit donnait à l'aveu, comme moyen de preuve, la force probante la plus grande. Il le considérait comme la première des preuves, parce qu'elle produisait la somme de certitude déterminant le juge. Mais l'aveu est retenu par l'accusé, il faut l'y contraindre ; et cette nécessité amena à le provoquer par la violence et par la force. On n'en discute ni la valeur, ni la sincérité. Autant l'aveu spontané est précieux, autant l'aveu forcé est vicié et sans aucune valeur. Et cependant malgré ces considérations, la violence directe employée contre l'accusé a été mise en œuvre depuis les origines jusqu'aux temps modernes dans la plupart des pays. La question, accompagnée de l'enquête secrète, fut un des traits saillants de la procédure inquisitoire ; introduite au ^{xiii}^e siècle, elle finit par envahir l'Europe entière, à la seule exception de l'Angleterre.

Pour écrire l'histoire de l'aveu, pour étudier sa force

probante et son rôle dans la procédure criminelle à travers les âges, il faut se guider sur les moyens qui ont servi à l'obtenir. On remarque que les législations qui ont eu recours au pire de tous, à la torture, sont précisément celles qui attachaient le plus d'effets à l'aveu. « La torture était la manière d'interroger et le moyen de le provoquer qui ont paru si naturels et nécessaires à travers les siècles que dans le langage usuel on la nommait « la question judiciaire » (1). »

Cette recherche de l'aveu par la question, et ce nouveau mode d'instruction, n'étaient pas, au fond, plus barbares que les ordalies et le duel judiciaire. Comme le fait remarquer M. Tarde, il reposait sur une intuition psychologique d'une certaine profondeur. L'homme a un penchant à dire ce qu'il sait, et s'il ne le dit pas, ou s'il dit le contraire, c'est en se contraignant, en exerçant son empire sur lui-même qui suppose une dépense de force cérébrale de « force d'inhibition » employée de cette manière (2).

En infligeant à cet homme un tourment physique, on oblige la plus grande part ou la totalité de son énergie à se tourner en résistance à la douleur ; et dès lors son secret doit lui échapper, faute d'obstacle qui l'arrête (3).

(1) Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, op. cit., p. 56.

(2) Tarde, *La philosophie pénale*, p. 430 et suiv.

(3) V. Tarde, op. cit., p. 430 et note. Les armées en campagne l'ont souvent fait subir avec succès aux espions et aux fuyards qu'elles arrêtent. Les voleurs de grand chemin ont ou avaient l'habitude de procéder de la sorte. « La plupart de ces messieurs, dit Voltaire,

« Lorsqu'un homme sait la vérité sur ce qu'on lui demande, la torture qui lui est appliquée peut et doit être efficace. Il n'en est plus de même quand on applique la question à des gens qui ne peuvent rien savoir, n'étant pas coupables. C'est ici que l'atrocité de la question apparaît.

La nécessité de l'aveu expliqua la torture à une époque où on ne croyait plus aux ordalies ou aux cojurantes et quand d'autre part, on ne voulait pas prononcer une condamnation sur des indices, quelle que fût leur force. Peut-être, en effet, n'était-elle pas plus atroce que l'épreuve par le fer rougi, par l'huile bouillante, épreuves qui égalaient en souffrances la torture par le chevalet, le brodequin ou l'eau. Cette époque de notre histoire avait la superstition de la force, c'est par la force qu'on prétendait arriver à la découverte de la vérité.

Mais la recherche de l'aveu a amené trop d'abus. Il n'est pas douteux que la défaveur de l'aveu trouve sa cause dans les atrocités commises ; si ces excès ont été tolérés longtemps, c'est à raison des vertus que la

en leur attribuant ironiquement l'invention de la torture, sont encore dans l'usage de serrer les pouces, brûler les pieds et de questionner par d'autres tourments ceux qui refusent de leur dire où ils ont leur argent. » Ce sont les procédés des chauffeurs de sinistre mémoire. Esmein dans son *Histoire du droit criminel* cite les exemples de nombreux brigands qui, soumis à la question, ont révélé des milliers de crimes ignorés. La torture a aussi une explication plus palpable ; c'est qu'une douleur vive et actuelle à éviter, dùt-elle l'être au prix du bain ou de l'échafaud dans un temps limité, fait oublier à l'homme le malheur futur qui doit la suivre.

conscience populaire lui attache, mais elles en ont ruiné le crédit. Il semble que de nos jours il ne puisse y avoir d'aveux spontanés et sincères, que tout aveu est forcé, arraché par le juge. S'il n'occupe pas dans les législations la place qu'il devrait avoir, la raison en est dans son histoire qui dégagera le rôle considérable qu'il eût, puis le discrédit injustifié dont il a été frappé et dont il ne s'est pas relevé, à cause des abus commis en son nom. On sait que l'histoire du droit criminel présente deux formes principales de procédure. La procédure a passé par la phase accusatoire et par la phase inquisitoire. L'aveu a une bien plus grande importance dans l'une que dans l'autre, il est le but de la procédure inquisitoire.

La procédure accusatoire est le système de l'accusation privée, qui caractérise les législations primitives. Elle répond à la notion même du procès pénal qui suppose une lutte entre deux adversaires, à laquelle le juge met fin en donnant tort à l'un ou à l'autre. Ce type apparaît tout d'abord dans l'histoire du droit criminel ; il se maintient dans les coutumes germaniques et féodales ; il existe encore de nos jours dans les institutions juridiques anglaises. Elle se caractérise par le fait que l'accusation est librement exercée par tout citoyen. Le juge n'est qu'un arbitre de combat ; l'instruction est contradictoire, orale et publique.

La procédure inquisitoire s'est développée devant les tribunaux ecclésiastiques ; elle est devenue générale dans tous les pays d'Europe à partir du xvi^e siècle. Le pouvoir

social dans l'intérêt public procède lui-même à la recherche et à la punition du délit. Le juge dirige une instruction secrète, écrite et non contradictoire. Le système des preuves légales enchaîne sa conviction et tous ses efforts tendent à obtenir l'aveu (1).

Comment est née la procédure accusatoire ?

Le droit pénal a commencé par la vengeance privée : celui qui a subi une offense prend les armes et déclare la guerre à son agresseur ; puis vint une époque où l'idée de paix sociale commence à se faire jour, et où la collectivité s'entremet pour faire cesser les guerres privées et obtenir que les deux adversaires consentant à mettre bas les armes, transigent pour un prix à payer. La collectivité tarifa le prix à payer. L'idée de sanction publique se révéla dans le partage de la composition pécuniaire entre la victime, d'une part, et la communauté, d'autre part. L'idée de pénalité est indépendante de l'idée de culpabilité morale, puisqu'en l'absence de volonté on punit encore. L'application de la peine au crime commis est absolue et réglée. La peine à subir est la même pour chaque criminel. Le juge ne sera que l'instrument de l'application de la peine. Il n'a qu'un rôle, vérifier le fait, l'établir, la loi n'a pas à tenir compte de la gravité sociale et matérielle du fait. Il suffit qu'il soit reconnu (2).

Le procès pénal sera donc analogue au procès civil. Les deux parties comparaissent au jour fixé. L'aveu

(1) V. Garraud, *Précis de Droit criminel*, 1901, p. 22 et suiv.

(2) V. Saleilles, *op. cit.*, p. 25 et suiv.

« sera la meilleure preuve, la plus claire, celle qui ne laisse aucun doute pour le juge et ne suscite aucun trouble de conscience » (1). Si l'accusé n'avoue pas, il doit apporter la preuve de son innocence. Cette preuve, il l'administre par le serment purgatoire. Les ordalies interviennent et font partie de ce formalisme juridique habituel aux peuples primitifs qui sont tous enclins au mysticisme.

L'aveu a un grand rôle, mais ce n'est pas la preuve par excellence. « Croit-on que la décision d'un oracle accusateur aux temps héroïques de la Grèce, ou l'épreuve mal subie de l'eau bouillante ou du fer rougi aux jours les plus grossiers du moyen âge, n'eût pas autant de force probante que l'aveu lui-même ? Etant donné que les actions bonnes ou mauvaises, passées, présentes ou futures, sont la grande préoccupation de la divinité ambiante et constituent toute son omniscience relative, il est naturel de la questionner symboliquement sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé » (2). C'est la justification des ordalies, du serment déféré à l'accusé.

Les Grecs déferaient le serment à l'accusé. Les dieux ne pouvaient laisser le parjure impuni et cette délation de serment passait pour le moyen le plus sûr de déterminer la culpabilité de l'accusé. Le serment déféré à l'accusé donnait la certitude au juge. Il n'est donc pas nécessaire d'arracher à l'accusé un aveu ; la violence et

(1) Garraud, *op. cit.*, p. 41.

(2) Tarde, *op. cit.*, p. 426.

la torture ne trouvent pas leur application. « Dans une procédure accusatoire, et chez un peuple libre, la torture n'a pas de place, l'accusateur et l'accusé sont deux adversaires qui combattent au grand jouet à armes égales » (1). Le juge ne fait personnellement aucun effort, aucune recherche pour obtenir la vérité. La divinité doit prêter appui à l'accusé innocent ; elle ne laisserait pas le parjure impuni au cas où l'accusé coupable prêterait serment de son innocence.

Cette sorte de positivisme, de rationalisme grossier et cruel que suppose l'emploi prédominant de la torture, explique pourquoi elle n'a jamais joué de rôle, en Egypte, le pays théocratique par excellence, pourquoi en Judée elle n'apparut pas et semble avoir été en Grèce longtemps réservée aux esclaves seuls (2). Le scepticisme avait depuis longtemps envahi l'empire romain quand l'abus de la torture y a sévi contre les hommes libres eux-mêmes.

La violence servant à extorquer un aveu ne fut employée à l'origine que contre les esclaves, c'était un principe dans l'antiquité que l'esclave ne pût dire la vérité

(1) Esmein, *La procédure criminelle en France*, p. 93.

(2) Tarde, *eod. loc., op. cit.*, p. 426. — Muyart de Vouglans, p. 244, affirme qu'elle était employée chez les Hébreux. « Comme il paraît au livre des Nombres où Moïse, pour convaincre une femme d'adultère lui donne des potions amères qui excitent des tiraillements et l'amènent à l'aveu de sa faute » !

Chez les Juifs l'aveu de l'accusé suffisait pour condamner au dernier supplice. Voir Du Boys, *Droit criminel des peuples anciens*, p. 85-104.

que dans la douleur. En Grèce la torture pour obtenir l'aveu paraît cependant avoir été appliquée à des hommes libres. Tite-Live (1) raconte qu'en Sicile un citoyen fut livré par Hiéron à la torture. Cicéron en fait un reproche aux Athéniens (2). Quand cette tendance inquisitoriale se manifesta-t-elle à Athènes, « ce serait à l'époque où s'établit une magistrature permanente chargée de statuer sur les crimes les plus graves, l'Aréopage (3) ». Pour les crimes politiques et religieux, il y aurait eu une instruction préparatoire, où il était permis d'interroger les accusés et de les confronter entre eux.

A Rome également « tant que la procédure fut strictement accusatoire, la question dans le but de provoquer l'aveu, ne fut jamais employée contre un homme libre (4) ». Pendant toute la durée de la République ce fut aux esclaves seuls que fut appliquée la question. « Leurs déclarations ne faisaient foi que lorsqu'elles étaient pour ainsi dire scellées par la torture. » Ce fut seulement la loi Julia Majestatis qui posa comme règle générale que tous les citoyens sans aucune distinction seraient soumis à la torture, dans les accusations de crimes de lèse-majesté. La procédure perdant son caractère accusatoire, la torture devint le moyen ordinaire d'instruction, sauf certaines exceptions au profit des privi-

(1) Livius, XXIV, 5, rapporté par Faustin Hélie, p. 22 et suiv., I, *op. cit.*

(2) Cicero, *De partit. Ora.*, XXXIV.

(3) Bonnier, *Traité des preuves*, p. 345.

(4) Esmein, *op. cit.*, p. 93.

légiés appartenant aux classes supérieures de la société. La question était appliquée avec une grande cruauté. Valère Maxime parle de la question donnée à des esclaves six ou huit fois (1). « N'était-il pas dérisoire de chercher des preuves de la vérité dans des aveux arrachés par tant de tortures et quand les victimes, brisées par tant de souffrances réitérées, n'avaient plus la force de la volonté, ni l'intelligence de leurs paroles (2). »

Après l'abolition des *judices* et la généralisation de la procédure *extra-ordinem*, la procédure est nettement inquisitoire. Quand aucun accusateur ne s'est constitué, le juge instruit seul et d'office. L'aveu plus que toute autre preuve est cherché par le juge, parce qu'il détermine sa conviction. Dioclétien restreignit l'emploi de la question au cas où des indices graves attestaient l'accusation. Les personnes appartenant aux classes supérieures de la société y échappaient.

Lorsque le christianisme se développa, cette tendance à l'obtention de l'aveu se fortifia. On dut redoubler d'efforts pour obtenir une déclaration sincère qui était à la fois une preuve grave pour le juge et l'acquittement d'une obligation de conscience pour l'accusé.

Dans le système de la procédure accusatoire l'emploi

(1) Valère Maxime, liv. VIII, cap. 4, n^{os} 2 et 3. — « Contra P. Atinii servus Alexander cum in suspicionem C. F. Flavii Romani occisi venisset, *sexies* sortus pernegavit ei se culpa adfinem fuisse..., n^o 3, item Philippus octies tortus. »

(2) Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 62.

de la question pour obtenir l'aveu ne se justifie pas. Aussi de même que la vieille procédure romaine ignorait la torture, de même les lois barbares n'en connaissent pas l'emploi. Quand le juge ne peut former sa conviction, que l'accusé nie le délit, ce sont les épreuves « qui sont le mode d'instruction des coutumes barbares »(1). Puis lorsque les coutumes se furent transformées sous l'influence du christianisme et d'une vie plus sédentaire, la pratique des ordalies fut régularisée. Le principe était qu'on les admettrait à défaut de preuves ordinaires ou de *cojuratores*. Charlemagne prescrit (2) de ne point mettre en doute les jugements de Dieu et enfin le quatrième concile de Latran défendit aux clercs de prêter leur ministère à des actes de cette nature.

A cette époque, on ne faisait donc pas violence à l'accusé pour obtenir son aveu. Cependant la loi des Wisigoths, plus fortement imprégnée de droit romain, semble avoir admis, à titre exceptionnel, la torture à défaut d'autre preuve, même lorsque l'accusé est un homme libre. « Si l'accusateur ne peut prouver son accusation, il devra requérir la mise à la question par une *inscriptio trium testium suscriptione roborata*, la plainte sera remise secrètement au juge, sans cela l'aveu fait dans les tourments n'aurait pas de valeur, l'accusé sachant ce qu'on

(1) Garraud, *op. cit.*, p. 42.

(2) « Ut omnes judicio Dei credant absque dubitatione. » Cap. 1, ann. 809, cap. XX.

lui reproche (1). » Les autres lois réservent l'usage de la torture aux esclaves (2).

Lorsque s'organisa le régime féodal, le régime des preuves resta ce qu'il était à l'époque franque. Avec le temps, les épreuves tombèrent en désuétude, le serment purgatoire disparaît. Le duel judiciaire fut généralement adopté pour suppléer la preuve par témoins ; avec l'aveu c'est le moyen de preuve ordinaire. Mais pour provoquer l'aveu, on n'emploie pas encore la torture. « Dans la procédure accusatoire et publique qui amenait l'homme de fief, le *miles* devant ses pairs, il n'y avait aucune place pour la torture (3). » Ou le coupable était pris sur le fait, il était condamné après son aveu et les déclarations des témoins, ou s'il n'était pas pris en flagrant délit, et niait, il devait alors relever le gage de bataille.

Devant l'augmentation des crimes et en face de l'inertie de la partie lésée, on reconnut au juge la poursuite d'office. En même temps que se modifie la poursuite, les anciens modes de preuves disparaissent ; on a recours aux enquêtes. La procédure d'*inquisitio* qui consiste essentiellement dans une enquête secrète et écrite, empruntée aux tribunaux ecclésiastiques, se développe en France. L'inculpé est un prévenu dont le juge a le droit

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 95. Lex Wisigoth., liv. VI, tit. 1, l. 2 : « Quod si probare non potuerit, trium testium inscriptio fiat, et sic quaestionis examen incipiat » (Waller, 1,537).

(2) La loi salique admet que l'esclave peut être soumis deux fois à la question, XL, 2.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 96.

de rechercher tous les actes par une enquête attentive et minutieuse (*inquisitio*) et contre lequel il peut employer tous moyens d'information (1). La procédure inquisitoire fut appliquée aux vilains, puis elle devint d'un usage constant dans les juridictions laïques et enfin elle fut définitivement consacrée par les ordonnances.

Avant cette transformation de la procédure, ne recourait-on pas à la violence pour obtenir la confession de l'accusé ? Dans Beaumanoir (2), dans Pierre de Fontaines, il n'y a aucune trace de la question. Les Assises de Jérusalem contiennent deux passages où figure la torture et on en parle comme d'une institution bien établie (3). La géhenne, la torture, favorisée par la procédure que les tribunaux ecclésiastiques venaient d'adopter, s'était peu à peu introduite dans l'usage, mais la question était intimement liée à la procédure inquisitoriale. Les formes habituelles des cours féodales, leur publicité, les dépositions orales des témoins, les gages de bataille, toutes leurs règles repoussaient ce moyen de preuve.

Ce n'est que de l'époque de la transformation de la procédure accusatoire en procédure inquisitoire que

(1) V. Garraud, *op. cit.*, p. 50 et suiv.

(2) V. Esmein, *op. cit.*, p. 96 ; Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 209.

(3) Assises de Jérusalem, *Court des Bourgeois*. Chap. 285, édit. Beugnot, II, p. 216 « et puis tenue de céans destraindre par abreusement ou par martire qu'ils reconnoissent la vérité de celui mauvais. »... Il y a eu un meurtre, deux parents sont témoins, l'aveu de l'accusé est nécessaire, on soumet l'accusé à la question de l'eau. « Mais bien juge la raison que celui deist être mis à gehine et deit être tant abrevé qu'il reconnoisse la vérité ».

l'aveu devint véritablement le but de la procédure criminelle. Comme les indices, que le juge recueille, sont souvent insuffisants, l'aveu deviendra le mode normal de preuve. On aura même recours à la violence, à la torture pour arracher cet aveu à l'accusé. C'est vers le xiii^e siècle que la question devint le moyen ordinaire de conviction du juge et qu'elle commence à être habituellement appliquée. Les ordonnances constatent et réglementent l'emploi de la torture. L'ordonnance de 1254, article 21, décide en particulier qu'elle ne sera jamais donnée sur le dire d'un seul témoin (1).

Louis X accorde sur leur demande aux nobles de Champagne l'exemption de la torture (2), plus tard aux gens de Normandie.

C'est sans aucun doute l'influence du droit romain qui fit renaître le nouveau mode d'instruction, la torture. Ces lois romaines étaient étudiées avec soin, elles avaient placé la torture au nombre des preuves légales ; l'autorité du droit romain à cette époque était considérable et suffit pour la propager. On ne dissimulait point ce que la torture avait de terrible (3), mais on ne fut pas plus

(1) Ordonnance de 1254 de Saint-Louis. « Personnas honestas et bonae fama... ad dictum testis unici, subedi tormentis aut quaestionibus inhibemus. »

(2) Ordonnance de 1315. Mai et juillet. « Nous accordons que nuls nobles ne soient mis en gehine. » — En duché de Normandie. « En duché de Normandie, ordonnons que nul franc homme ne soit mis en question ou tourmenté ».

(3) Très ancienne coutume de Bretagne, ch. 97. « S'il nie le fait ou si l'on trouve commune renommée contre lui, il devra avoir jins ou

ému aux XIII^e et XIV^e siècles à la vue du supplice que dans l'antiquité. Les idées d'humanité et de pitié ne s'étaient pas encore fait jour.

L'insuffisance des preuves de la procédure écrite, son impuissance à produire la conviction du juge, amenaient celui-ci nécessairement à attacher à la confession de l'accusé, à l'aveu, une force probante absolue.

Lorsque l'accusé résistait aux interrogatoires habiles, il n'y avait, pensait-on (car on voyait toujours en lui un coupable), que la torture qui pût le faire fléchir.

« Les juges regardaient la confession de l'accusé comme une victoire sur le crime, qu'il fallait remporter à tout prix ; ils ne soupçonnaient pas que dans cette lutte horrible de l'homme et de la douleur, la douleur pouvait être aux prises avec l'innocence » (1). C'était la vengeance de la société contre le crime.

L'ordonnance de mars 1498, articles 112 et 113, réglemente cette confession de l'accusé et les formes de la question.

« Nos baillis, juges et sénéchaux feront délibérer ladite question en la chambre du conseil ou autre lieu secret et ladite question délibérée la feront incontinent exécuter ; sans divertir d'autres actes, sans en rien dire ni

géhénne par trois fois. Et s'il ne peut passer sans faire confession en la géhénne il se sauverait (et il apparaîtrait bien que Dieu montrerait miracles pour lui) et devrait être sauf du fait et jugeroit l'en qu'il serait quitte et délivré, Bourdot de Richebourg, 4, I, p. 214.

(1) Faustin Hélie, *op. cit.*, p. 351.

révéler en personne. » L'article 113 ajoutait : « quant à exécuter ladite question ou torture ledit greffier sera présent qui écrira la forme et manière de ladite question et la quantité d'eau que l'on aura baillé audit prisonnier et par quantes fois la réitération de ladite torture si aucune y en a, les interrogatoires et réponses avec la persévérance du prisonnier, la constance ou variation et le lendemain de ladite question sera derechef interrogé ledit prisonnier hors du lieu où il aura eu ladite torture pour voir sa persévérance et sera le tout écrit par le greffier. »

Tous les accusés pouvaient être également soumis à la torture. « Suivant le droit civil et canon, dit Jean Imbert (1), aucunes personnes pour l'excellence de leurs dignités ne pouvaient être torturées, comme les décurions et les prêtres ; mais aujourd'hui tous indistinctement sont sujets à la torture. » Quant aux garanties sur la sincérité des déclarations et des aveux de l'accusé, elles étaient moindres. « Car à toutes fins le juge doit prendre garde qu'il ne tourmente tellement l'homme qu'il perde vie, ni membre par tourments ou gesne, ... que bien se preigne garde le juge que la question soit sans feu, ni sans tel méhaing que les membres du questionné ne puissent être brisés ou dérompus, car ce serait au péril du juge (2) ». Le lendemain l'accusé était interrogé « afin que la crainte de la question ou de la torture ou douleur véhémence

(1) Jean Imbert, *Pratique judiciaire*, liv. III, chap. 14.

(2) Bouteiller, *Grand Coutumier*, 1621. Voir notamment, p. 228, 229, 240, 241, 242.

d'icelle, cessant, on puisse voir si en liberté, il persévérera dans la confession faite en la géhenne. » S'il déniait les aveux qu'on lui avait arrachés dans la torture, le juge pouvait maintenir ces aveux. La seule mesure d'humanité était celle de l'article 114 défendant au juge de réitérer la question sans nouveaux indices. Ce sont ces rigueurs et ces abus de la torture, qui sont les causes du discrédit qui pèse sur l'aveu.

L'ordonnance de Villers-Cotteret, rendue par François 1^{er} en 1539, fixa les règles de la procédure criminelle en France. Le procès se divise en deux parties, l'instruction et le jugement.

L'instruction appartient au juge criminel « qui informera ou fera informer ». On se préoccupe toujours de l'aveu. Si l'accusé a avoué dans l'interrogatoire, celui-ci sera communiqué au procureur du roi qui requiert jugement sans plus de formes. La même règle résulte de l'ordonnance de 1670, article 5 du titre XXVI, l'aveu de l'accusé fait preuve suffisante (1) et dispense de toute autre instruction. Il fut admis dans la suite, en jurisprudence, que dans tous les cas il fallait procéder au récolement, à la confrontation (2) et suivre les règles habituelles de la procédure.

Sur le vu des pièces de l'instruction le magistrat instructeur procédait au règlement de la procédure ; on dis-

(1) Julius Clarus, quaest, 45, n° 13.

(2) Jousse, t. II, p. 332 ; Bonnier, t. II, p. 334 ; Ayrault, liv. III, 3^e partie, n° 28.

tingue le règlement à l'ordinaire ou le règlement à l'extraordinaire. La procédure ordinaire est la procédure civile, sans la torture comme moyen de preuve, réservée aux délits de peu de gravité : le règlement à l'extraordinaire était, au contraire, la décision par laquelle les juges ordonnaient, après l'examen de la procédure, que l'accusation serait instruite par voie des récolements et de la confrontation. Le règlement à l'extraordinaire était réservé aux crimes (1).

Après les récolements et confrontations, les pièces étaient communiquées au procureur du roi ou des seigneurs pour avoir leurs conclusions définitives. Elles avaient pour objet, ou l'application de la peine, ou l'absolution, ou une sentence de torture. La procédure était portée devant les juges assemblés du tribunal et de la Cour. On procédait à un dernier interrogatoire qui avait lieu « sur la sellette ». Les juges pouvaient ordonner alors la preuve des faits justificatifs allégués par l'accusé ou l'application de la torture à l'accusé. Si, au lieu de preuves certaines et péremptoires, il ne se dégagait contre l'accusé que des indices graves, si on n'avait rien pu « gagner » contre lui, on recourait pour obtenir un aveu, objet constant des préoccupations de la justice, à la torture (2). « Le juge par après met le tout au conseil,

(1) Les récolements étaient les réitérations devant le juge des dépositions des témoins ; avec les confrontations ils formaient l'instruction définitive, l'information et l'interrogatoire formant l'instruction préparatoire.

(2) V. Garraud, *Instruction criminelle*, I, *op. cit.*, p. 56 et arti-

et si le cas dont est question est presque vérifié et prouvé, par manière qu'il ne reste plus que la confession du défendeur, le juge fera délibérer la question en quelque lieu secret » (1).

L'ordonnance de 1539 n'apportait aucune restriction au pouvoir du juge et plaça la question sans aucunes conditions entre ses mains. « Si la matière, dit l'article 163, est trouvée sujette à la torture ou question extraordinaire, nous voulons incontinent la sentence de ladite torture estre prononcée au prisonnier, pour estre promptement exécutée. » Rien n'était prescrit quant à la manière de la donner et les usages étaient aussi variés qu'odieux.

« Hippolyte de Marseille avait en Italie soigneusement énuméré 14 modes de tortures et en France il semble qu'on n'était pas moins fécond. « Par la disposition du droit, les juges ne doivent se servir que de cordes. Et néanmoins en diverses provinces, les juges et les prévôts des maréchaux se servent d'autres instruments comme de riottes, de l'eau pour l'avallement, de la serviette, du vinaigre, de l'huile instillée par le gosier, de poix ardentes, des œufs cuits en la braise appliquez sous les aisselles, quelques-uns de froid intolérable, de la faim, de la soif occasionnée par la manducation de viandes extrêmement salées données à l'accusé sans aucun breuvage ; autres par les doigts serrés estroitement et en ex-

cle 18 de l'ordonnance de 1536, chap. III, article 153 de celle de 1539.

(1) Imbert, *op. cit.*, chap. 14, n° 1.

trémité ou dans le chien d'une arquebuse ou pistolet ou liez de petites cordelettes ou fiscelles entre divers petits bâtons qu'ils nomment grésillons, autres par la botte d'une corde, autres par escarpins et autres diversement». Vide Hypolytus de Marsiliis in commen. super Tit. de quaestion. in L.I ubi ponit quatuordecim species tormentorum diversas. Mais le tout dépend de l'ordonnance du juge (1). »

Cette torture à laquelle était soumis l'accusé avait aussi bien pour but d'obtenir son aveu que de servir de sorte d'« épreuve ». C'est un souvenir des ordalies : l'accusé qui la subissait sans fléchir était nécessairement absous (2). L'article 104 de l'ordonnance de 1539 nous fait connaître cette préoccupation. « Et si par la question ou torture, on ne peut rien gagner contre l'accusé tellement qu'il n'y ait matière de la condamner, nous voulons être fait droit à son absolution (3). »

Si l'aveu n'est pas obtenu, « gagné » par la torture, l'accusé devra être mis en liberté.

Cette préoccupation et ce besoin d'obtenir l'aveu de l'accusé ressortent encore plus nettement de l'ordonnance de 1670. Cette ordonnance ne fit que recueillir la jurisprudence des parlements en modifiant sur certains

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 149, et voir également le *Procès civil et criminel*, par Claude Lebrun de la Rochette, à Rouen, 1616, 2 p., p. 140.

(2) Faustin Hélie, *op. cit.*, p. 414.

(3) Muyart de Vouglans, *Inst. crim.*, p. 390.

points ses dispositions. C'est l'aveu que l'on recherche. Muyart de Vouglans s'exprime ainsi à cet égard : « Lors- qu'après la visite du procès et que l'accusé a subi son dernier interrogatoire, le juge vient à reconnaître que la preuve n'est pas suffisamment acquise et qu'il reste encore des doutes sur le jugement qu'il doit porter ; alors, si ces doutes sont combattus par des présomptions violentes qui s'élèvent contre l'accusé de manière à le faire regarder plutôt comme un coupable que comme un innocent et qu'il ne manque plus que sa propre confession pour le convaincre, c'est le cas où il peut ordonner la torture. »

Pour arracher l'aveu de l'accusé, on lui appliquait « la question préparatoire ». La question préparatoire précédait le jugement définitif. Elle avait pour objet, dit Esmein, de contraindre la confession d'accusés dans le cas d'accusations capitales, lorsque les charges ne suffisaient pas pour leur infliger la peine de mort. Elle différait de la question préalable qui était une peine, réservée aux accusés condamnés à mort pour les obliger à révéler le nom de leurs complices. On distinguait dans les deux sortes de question la question ordinaire et la question extraordinaire, au point de vue de l'intensité des tourments. Le juge avait toujours pleins pouvoirs pour s'arrêter à l'une ou pour pousser jusqu'à l'autre.

L'ordonnance de 1670 contenait au sujet de la question préparatoire une amélioration sensible. Il fallait, pour que le juge puisse y recourir, que le corps du délit fût

suffisamment prouvé, et que le crime fût de nature à entraîner la peine de mort.

L'aveu complétait la preuve, car la torture n'était, en plus de ces conditions, appliquée que s'il y avait déjà preuve considérable (1).

Il y avait deux genres de questions préparatoires. La question sans réserve de preuves n'était que la question de l'ordonnance de 1539 ; elle libérait l'accusé s'il l'avait subie sans faire aucun aveu. L'accusé ne pouvait être condamné à aucune peine.

L'autre, avec réserve de preuves, n'empêchait pas la condamnation sauf à la peine de mort, bien que l'accusé n'eût rien avoué (2). C'était donc un moyen d'instruction propre à fortifier les charges mais qui ne les remplaçait pas et aussi une peine (3), alors que le jugement de culpabilité n'était pas encore rendu.

Quelle valeur pouvaient avoir des aveux de cette nature ? Et cependant ce procédé d'instruction semblait naturel et normal.

La preuve de la culpabilité arrachée à la défaillance physique de l'accusé par un aveu paraissait convaincante et indiscutable ! Aucune règle fixe n'existait sur la manière d'appliquer la torture et les pratiques les plus cruelles furent employées pour savoir si l'accusé persistait à nier son crime.

(1) Tit. XIX, art. 1, ordonnance de 1670.

(2) Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 415.

(3) Ord. de 1670, art. 13 du tit. XXV, tit. XIX, art. 2.

Lamoignon, qui ne s'étonnait pas de ces cruautés indigènes d'un siècle civilisé, disait cependant qu'il serait à souhaiter que la manière de donner la question fût uniforme dans tout le royaume parce qu'en certains endroits on la donne si durement que celui qui la souffre est mis hors d'état de pouvoir travailler et demeure souvent estropié le reste de ses jours » et Pussort répondait (1) qu'« il était difficile de rendre la question uniforme, la description qu'il ne faudrait faire [serait indécente dans une ordonnance..... les juges prendront garde seulement que les condamnés n'en demeurent pas estropiés... ».

Les tortures variaient, en effet, suivant les coutumes. Après le jugement précisant l'espèce de question à laquelle il était condamné, l'accusé était interrogé de nouveau, pour savoir s'il persistait à dénier son crime (2). Il était ensuite soumis à la question. Aucune autre règle n'avait été édictée. Muyart de Vouglans nous décrit les supplices les plus usités. « Au parlement de Paris, la question se donne de deux manières : à l'eau et aux brodequins ; dans le parlement de Bretagne avec le feu, dans celui de Rouen, en serrant les pouces ou autres doigts ; au parlement de Besançon le patient ayant les bras liés est élevé en l'air par une poulie attachée aux bras (3). » Dans le présidial d'Autun, c'est la question à l'huile bouillante. On ne peut se défendre de plaindre les

(1) *Procès-verbal*, p. 244.

(2) Ord. 1670, tit. XIX, art. 8.

(3) Muyart de Vouglans, *Inst. crim.*, p. 403.

juges que leur devoir forçait à en dresser procès-verbal. Au milieu même des tourments, ils adressaient au patient un second interrogatoire et épiaient non seulement ses réponses, mais ses gestes, ses cris, ses plaintes pour en rédiger un récit fidèle. En cas d'aveu ils pouvaient faire modérer et relâcher une partie des rigueurs de la question, mais s'il persistait, le supplice devait suivre son cours ; sa durée était d'environ une heure. Après la torture un autre interrogatoire avait encore lieu pour recueillir les déclarations de l'accusé et s'assurer du point de savoir s'il persistait dans son aveu (1) !

Cette confession de l'accusé était donc le but de toute la procédure criminelle. A défaut d'un autre moyen, on l'obtenait par la torture. L'aveu était considéré comme la plus forte et la plus énergique des preuves ; il était la préoccupation constante de la justice (2). Cette force, l'aveu la possédait en lui-même parce qu'il satisfait la conscience du juge et aussi, parce qu'il était à cette époque le complément indispensable de la théorie des preuves légales qui enchaînaient la conviction du juge.

De nos jours les juges d'un procès criminel puisent les éléments de leur conviction dans tous les faits et documents de la cause ; ils ne doivent aucun compte des motifs de leur décision ; il suffit qu'ils soient convaincus.

(1) V. Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 417 ; Ord. 1670, tit. XIX, art. 9 et 10.

(2) Julius Clarus, lib. V, quaest. 65, n° 1 ; Farinacius, quaest. 31, n° 1 et suiv.

Sous l'empire des ordonnances de 1539 et de 1670, les juges devaient attacher à chaque fait et à chaque circonstance du procès, la preuve et l'effet que la loi lui assignait. Ils n'étaient pas libres de discuter la valeur de la preuve : c'étaient les preuves légales apportées et classées qui déterminaient seules leur conviction.

Dans la procédure féodale, ainsi que nous l'avons vu, l'appréciation des preuves était facile ; si un aveu se produisait de la part de l'accusé, toute procédure ultérieure n'était d'aucune utilité. Au cas où l'accusé niait, le duel judiciaire fournissait la démonstration de l'innocence et de la culpabilité de l'accusé. Le rôle du juge était donc simple. C'est, avec la modification de la procédure, l'installation des juges permanents, le principe des peines arbitraires, la ressource de l'appel, qu'est née cette théorie des preuves légales.

Les juges avaient à leur disposition quatre moyens de preuves : les témoignages, les écrits, les présomptions et l'aveu.

La preuve par témoins étant féconde en difficultés ; les dépositions des témoins « idoines » (non écartés par les reproches nombreux) devaient être concluantes, concordantes et « juridiques », revêtues de toutes les formalités prescrites.

La preuve par écrit, toujours très rare en matière criminelle, devait constater directement la perpétration du crime (1).

(1) Muyart de Voulans, *op. cit.*, p. 327.

La preuve conjecturale se tirait des indices et présomptions que les légistes avaient soigneusement classés en indices prochains ou éloignés, graves ou légers, preuve composée d'éléments nombreux, difficiles à réunir. Les juges étaient enchaînés par ces preuves légales.

Il se pouvait que ces preuves, dégagées et analysées, réunies même toutes ensemble, fussent insuffisantes. Quelle était donc la meilleure preuve à laquelle pût recourir le juge, et qu'il eût à sa disposition ? C'était la confession de l'accusé, l'aveu.

Jousse déclarait que l'aveu était la preuve par excellence. « De toutes les preuves que l'on peut avoir en matière criminelle, la confession de l'accusé est la plus forte, la plus certaine, et par conséquent cette preuve est suffisante ; une pareille confession est la plus complète des preuves que l'on peut désirer (1). »

La maxime *Nemo auditur perire volens* semble ne pas avoir eu cours dans notre ancienne jurisprudence où son application en tout cas fut restreinte (2). Jousse s'appuyant sur l'autorité de Paul de Castro, Julius Clarus et Bartole, faisait remarquer « qu'on ne présume jamais sans renverser toutes les lois de la nature, qu'un homme veuille de sang-froid s'accuser d'un crime dont il n'est

(1) Jousse, *Comm. sur l'Ordonnance de 1670* sur l'article 5, l. XXV, p. 435.

(2) Julius Clarus, liv. V, quaest. 65, n° 1 : « Rerum qui delictum confessus est, omnino condemnandum es se, debet » ; Farinacius, quest. 84, n° 1 ; Kressius, *Comm. in. Carol.*, in art. 22, p. 73 ; Crusius, *de indicis delict.*, cap. V, 1^{er} et 4.

pas l'auteur ». Il invoquait ainsi dans le sens de son opinion les formalités de l'interrogatoire si bien réglées d'après l'ordonnance : « eût-on pris tant de soin pour obtenir un aveu s'il n'avait pas de valeur décisive » (1).

Mais on devait apporter dans l'examen de l'aveu une attention particulière, rechercher s'il avait été suggéré ou provoqué ; et le rapprocher des indices et des circonstances établies, des dépositions des témoins. A lui seul il n'a peut-être pas eu tout seul la force absolue dont parle Jousse ; cela résulte des dispositions de l'ordonnance de 1670 (2) et certains auteurs comme Domat et Duplessis affirment que dans les crimes graves l'aveu ne constituait point une preuve complète (3). L'importance de l'aveu n'en était pas moins cependant considérable : « joint à ce qu'on appelait un indice prochain, il formait une véritable preuve, complète et suffisante : les indices prochains se trouvaient bien plus fréquemment que les preuves complètes » (4).

Sans cette preuve complète on ne pouvait condamner à mort un accusé.

C'était l'aveu de l'accusé qui venait parfaire la preuve lorsqu'il manquait à la somme des preuves un élément nécessaire.

(1) Jousse, *op. cit.*, p. 434 et Esmein, *op. cit.*, p. 273, note 2.

(2) V. art. 5 du titre XXV, 17 du titre XIV.

(3) Domat, *Droit public*, tit. I, liv. III, Des causes et délits, et réponse de Duplessis à Colbert sur le procès de la Voisin. « L'aveu par un criminel de son crime ne peut opérer sa condamnation s'il est tout nu... » *Lettres de Colbert*, t. VI, app., p. 429.

(4) Esmein, p. 275.

Le juge n'a pour déterminer sa conviction que les preuves que la loi met à sa disposition. Si la preuve légale n'est pas faite, l'aveu de l'accusé est nécessaire. Il faut le lui arracher même par la torture.

C'est le système des peines légales qui conduit à cet aveu forcé.

C'est ce besoin de la confession de l'accusé qui a maintenu la torture, après l'avoir rendue obligatoire. Muyart de Vouglans explique cette nécessité. « Les raisons qui semblent devoir l'autoriser sont fondées sur ce qu'étant souvent impossible d'acquérir une entière conviction du crime, soit par les dépositions des témoins, soit par les pièces, soit par les indices qui concourent rarement ensemble pour former cette preuve plus claire que le jour qu'il faut pour condamner, il n'y aurait pas moins d'injustice à renvoyer absous celui qui d'ailleurs est suspect de crime, qu'il n'y en aurait à condamner celui qui n'est pas entièrement convaincu, outre que le bien de l'humanité demande que les crimes ne demeurent point impunis. C'est pour cela que faute d'autres moyens pour parvenir à cette entière conviction on s'est vu obligé de tourmenter le corps de l'accusé (1). » L'aveu et la question préparatoire pour l'obtenir sont les dernières ressources, lorsque tous les moyens de preuve sont épuisés.

Cette procédure criminelle et la manière dont elle a

(1) *Institutes criminelles*, *op. cit.*, p. 344.

dénaturé l'aveu ont pu à la rigueur se comprendre au xv^e siècle où la société, menacée par les attentats et les violences commis chaque jour, cherchait à y mettre un terme et à effrayer le crime. On peut reprocher au législateur du xvi^e, du xvii^e et du xviii^e siècle d'avoir, dans des siècles de progrès et de lumière, méconnu la justice et sacrifié toutes les garanties individuelles. « Torture, serment purgatoire, question préparatoire et question définitive, autant d'atrocités qui dans l'ordre des temps, depuis la période franque jusqu'à la fin de la période coutumière, ne paraissent avoir été inventées par les pouvoirs publics, et tolérées consciemment ou inconsciemment par les masses, qu'en raison des vertus probantes attachées à l'aveu (1). »

L'esprit public au xvii^e siècle ne semble pas hostile à cette procédure inquisitoire et secrète, et bien peu d'écrivains ont protesté contre la torture et les abus de la provocation de l'aveu. La Bruyère est un des rares qui les signale. « La question est une invention merveilleuse et tout à fait sûre pour perdre un innocent qui a la complexion faible et sauver un coupable qui est né robuste. Une condition lamentable est celle d'un homme innocent à qui la précipitation et la procédure ont trouvé un crime, celle même de son juge peut l'être davantage (2). »

Puis Augustin Nicolas, président au parlement de

(1) J. Dumas, *op. cit.*, p. 587.

(2) La Bruyère, *Les Caractères (de quelques usages)*.

Dijon, à la fin du xvii^e siècle, élève aussi la voix contre les abus de la procédure.

« Tant de pauvres innocents qui périssent dès si longtemps par les horribles violences de la torture, tant de pauvres femmes aussi cruellement martyrisées qu'injustement condamnées de sortilèges sur des confessions arrachées à force de tourments insupportables, tendent leurs mains au trône du Grand Monarque (1)... je me compte le premier et confesse ingénument que je suis de ceux qui préféreraient une prompte mort à des douleurs aussi insupportables et je ne fais aucun doute que tout l'homme de bien, qui ne soit ni stoïque ni athlète, confesse la même chose de soi... »

Il fait voir des exemples nombreux d'innocents ayant avoué à la question et montre « les juges criminels si acharnés à tirer la confession de tous accusez, qu'ils se plaisent à inventer de nouveaux tourments où ils ajoutent quelques atrocités aux anciennes pour réduire un accusé à confesser à quelque prix que ce soit » (2).

Ce n'étaient là que des protestations isolées.

Au xviii^e siècle, la procédure pénale rigoureuse suivie jusqu'alors semble une monstruosité aux esprits éclairés. Dès 1721 Montesquieu dans ses *Lettres Persanes* pose

(1) Nicolas, *Si la torture est un moyen sûr à vérifier les crimes secrets*, dissertation morale et juridique par laquelle il est amplement traité des abus qui se commettent partout en l'instruction des procès criminels. A Amsterdam, chez Abraham Wolfgang, près de la Bourse, 1682, rapporté dans Esmein, *op. cit.*, p. 350 et suiv.

(2) *Eod. loc.*, p. 29.

les principes nouveaux du droit pénal et de la procédure criminelle (1). La procédure pénale doit être la garantie de toutes les libertés, Montesquieu flétrit en conséquence la torture.

Beccaria, dans le *Traité des délits et des peines*, s'élève contre la torture.

Voltaire, commentant ce traité, proteste lui aussi contre l'ordonnance criminelle de 1670 : « On ne rencontre dans les livres qui tiennent lieu de code en France que les mots affreux question préparatoire, question provisoire, question avec réserves ou sans réserves de preuves, question en présence de deux conseillers, question en présence d'un médecin, etc... Il semble que tous ces livres aient été composés par le bourreau (2). »

Muyart de Vouglans est peut-être le seul qui fit l'apologie de l'ordonnance de 1670 et répondant à Beccaria, il se prononce pour le maintien de la procédure telle qu'elle est et affirme « que pour un exemple d'un innocent qui ait cédé à la violence du tourment, on pourrait opposer un million d'autres qui servent à justifier que sans le secours de la torture des erreurs atroces seraient restées impunies... et qu'on pourrait apporter d'autres exemples où l'expérience a fait voir pareillement l'utilité de la torture, si cette utilité ne se trouvait pas justifiée par ailleurs et par l'avantage particulier qu'y trouve l'accusé

(1) *Lettres Persanes*, lettre 78. *Esprit des lois*, liv. XII, chap. 11,

(2) Voltaire, *Prix de la justice*, art. 24.

lui-même en ce qu'on le rend par là juge de sa propre cause et le maître d'éviter la peine capitale attachée au crime dont il est prévenu » (1).

L'avocat général Louis Séguier fut un des derniers apologistes de l'ordonnance de 1670.

La plupart des auteurs s'élèvent contre ses rigueurs, Pothier, Serpillon (2). « On ne peut rien trouver de plus criminel et de plus injuste que la question préparatoire. » Et Rousseaud de la Combe : « Les accusés n'avouent presque jamais rien, en sorte que le plus souvent la question préparatoire ne produit aucun effet, les accusés souffrent les tourments de la question sans rien avouer et s'ils parlent c'est pour tout nier (3). » Enfin l'opinion publique se manifeste, l'esprit de réforme s'affirme.

Servan dans un discours de rentrée à la Cour, prononce une harangue célèbre où il combat la théorie des preuves légales et la torture (4).

Des mémoires sont envoyés à l'Académie de Paris : parlout, on s'inquiète d'adoucir la rigueur des lois pénales en France.

Sous Louis XVI l'ère des réformes s'ouvre. La question préparatoire est abrogée. C'est une déclaration du 24 août 1781 qui en prononce la suppression.

La question préalable, réservée aux condamnés à mort

(1) *Op. cit.*, p. 75.

(2) *Code criminel*, p. 907.

(3) *Mat. crim.*, p. 424, 425, 426.

(4) *Discours en titre du Code criminel de Serpillon*, p. 26.

dans le but de leur faire dénoncer leurs complices, est abolie par l'article 8 de l'édit du 8 mai 1788 (1). L'Assemblée constituante, dans sa loi du 8-9 octobre 1789, confirma ces dispositions.

Telle est, brièvement exposée, l'histoire de l'aveu, comme moyen de preuve en matière criminelle. Elle se résume en quelques mots : le crime doit être puni, la preuve de la culpabilité est difficile à établir : l'aveu est la meilleure preuve, mais il est rarement spontané. Il faut l'obtenir à tout prix, on aura même recours à la violence pour le provoquer. C'est ainsi que l'on a songé à la torture, car il semblait que dans la douleur l'accusé n'aurait pas la force de retenir l'aveu. L'aveu a donc une histoire sanglante qui est la cause de son discrédit : il reste encore sous la dépendance et les souvenirs de son passé.

Il est juste cependant de reconnaître que ce n'est pas seulement en France que cette grande erreur fut commise de vouloir rechercher dans la torture un aveu qui emporte la certitude. La question fut universellement répandue en Europe, à l'exception de l'Angleterre (2). C'est vers le

(1) « De nouvelles réflexions nous ont convaincu de l'illusion et de l'inconvénient de ce genre d'épreuves, qui ne conduit jamais sûrement à la connaissance de la vérité, prolonge ordinairement sans fruits le supplice des condamnés et peut plus souvent égarer nos juges que les éclairer. » V. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. I, p. 241.

(2) L'Angleterre même n'aurait pas été indemne de ces coutumes

xii^e siècle que la découverte du droit romain par les criminalistes de l'école de Bologne, jeta le trouble dans les tribunaux féodaux et bouleversa leur jurisprudence coutumière (1). En Espagne, dès cette date, l'action des criminalistes de Bologne se fait sentir. En Allemagne, la procédure issue du droit romain et du droit canonique, fait de rapides progrès. La torture, dit M. Esmein, fut employée à « l'exemple des Italiens ». L'emploi de la question fut donc commun à tous les pays, et ce fut le mode de procédure ordinaire pour l'obtention de l'aveu.

On ne peut s'empêcher de songer aux atrocités (2) qui furent commises dans ce but. Nous avons indiqué les modes de torture usités (3) et, avec La Bruyère, on peut sans crainte affirmer « qu'ils étaient une invention merveilleuse et sûre pour perdre un innocent ».

L'esprit public n'était cependant pas hostile à la procédure criminelle en vigueur. La cruauté du système pénal, la procédure inquisitoire et secrète, les mons-

barbares. V. du Boys, *Hist. du Droit criminel chez les peuples modernes*, t. I.

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 431.

(2) Delacroix, *Les procès de sorcellerie au xvii^e siècle*.

(3) Un des plus cruels fut « le doux moyen inventé par Marsile pour faire confesser toutes sortes de crimes. Il faisait asseoir les patients sur un banc entre deux bourreaux fort éveillés et remplacés à tour de rôle, qui les empêchaient de dormir nuit et jour. Au bout de deux nuits, il n'y avait force de tempérament, ni pacte de silence qui pût tenir, et ces patients étaient contraints de confesser ce qu'on voulait d'eux » Delacroix, *op. cit.*, rapporté par le Dr E. Locard, thèse, *La médecine judiciaire au xvii^e siècle*.

truosités de la question paraissaient comme des rigueurs nécessaires.

En 1614 (1) nous trouvons même dans les cahiers des Etats Généraux des vœux qui tendent à aggraver les durétés de la procédure. A la fin du XVIII^e siècle la question comptait d'illustres défenseurs. Il ne faut pas oublier que l'on considérait toujours l'accusé comme coupable, et que le rôle du juge devait être un rôle de défense sociale.

De nos jours, le rôle du droit pénal apparaît comme devant être un acte de justice, et non plus seulement comme un acte de défense sociale ; les idées de liberté et de responsabilité sont la base de la répression. Aussi les procédés d'information, les moyens barbares d'instruction que nous avons étudiés nous paraissent encore plus grossiers et plus cruels.

Mais, de ce qu'une procédure a abusé de l'aveu de l'accusé, on ne saurait conclure que tout aveu dans la suite n'aura plus de valeur. Si les Codes d'instruction criminelle et pénale ignorent l'aveu, c'est qu'ils ont été rédigés à une époque où l'on était encore sous l'impression des violences commises contre l'accusé et imputables à la procédure inquisitoire. Aujourd'hui, que cette procédure s'est modifiée, que l'instruction avec la loi de 1897 est devenue contradictoire, ne convient-il pas de restituer à l'aveu la force probante qu'il mérite ? Le discrédit qui l'a frappé doit tomber, en même temps que la cause en a disparu.

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 433.

CHAPITRE III

LA MAXIME : « NEMO AUDITUR PERIRE VOLENS »

L'emploi de la torture, nous l'avons vu, a nui à la réputation de l'aveu. L'aveu extorqué par la violence non seulement apparaît comme dénué de toute valeur, mais de nos jours encore il paraît entaché de son vice originel, il porte la marque et les traces de son passé. Aussi, par réaction contre les abus de la procédure inquisitoire, l'aveu spontané ne semble plus suffisamment probant pour motiver une condamnation.

Aux raisons d'ordre historique qui nuisent à l'aveu s'opposent aujourd'hui les raisons purement morales qui se traduisent par les adages romains : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans, nemo auditur perire volens.*

En lui-même l'aveu devrait apporter la certitude au juge. La confession que fait l'accusé, lorsque les conséquences de sa déclaration ne peuvent lui échapper, lorsque la peine est en quelque sorte suspendue sur sa tête, semble une preuve supérieure à tous les indices, à tous les témoignages. « L'aveu satisfait la conscience publique et pour le juge qui a condamné il est un soulagement. Il semble que l'aveu, cette déclaration par laquelle une per-

sonne reconnaît pour vrai un fait de nature à produire contre elle les conséquences les plus graves, soit le critérium le plus sûr de sa culpabilité. Après l'aveu la conviction du juge est faite il ne lui reste plus qu'à prononcer la peine (1). » C'est à cette idée que se rattache la disposition du droit anglais (2) « d'après laquelle, lorsque l'accusé reconnaît avoir commis l'acte à raison duquel il a été poursuivi, il en résulte une sorte de preuve légale de la culpabilité ». En effet, lorsque l'accusé a déclaré qu'il plaide coupable (*guilty*), c'est-à-dire a avoué le fait, il est immédiatement jugé par le magistrat et sans jury ; il n'y a plus lieu de trancher une question de culpabilité, il ne reste qu'à procéder à l'application de la peine (3).

Mais, en analysant l'aveu d'un accusé, en déterminant la cause de cet aveu, il semble que jamais il ne puisse être une preuve absolue et convaincante de la culpabilité.

Il y a des aveux qui ne sont que les produits de l'imagination démente des auto-accusateurs (4).

L'aveu ne s'explique pas ; l'accusé n'a aucun intérêt à avouer. Notre législation n'a pas fait de l'aveu de l'accusé une circonstance atténuante, à la cour d'assises il a souvent pour effet d'indisposer le jury.

(1) Bonnier, *Traité des preuves*, n° 363.

(2) Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre*, t. VI : *Le droit actuel*, p. 782. — Voir aussi la thèse de Halton, 1898, *La procédure criminelle en France et en Angleterre*.

(1) V. Garraud, *Précis de Droit pénal*, 1907, p. 675.

(2) V. Congrès de Neurologie de Grenoble, Rapport du Dr Dupré et plus loin, *ibid.*

Quand le prévenu est réellement coupable le parti le plus raisonnable pour lui serait un silence absolu. Tout aveu comporte un élément de doute, les motifs de l'aveu. Si l'aveu arraché par la torture a paru insuffisamment probant, l'aveu spontané paraît trop peu réfléchi pour servir de base à une condamnation.

« Le premier n'était que le résultat d'une défaillance physique, le second est parfois le signe d'une hyperesthésie morale. Ni l'un ni l'autre ne fournissent au droit criminel cet élément de preuve objective que réclame la conscience sociale (1). »

C'est le sens de l'ancien adage *Nemo auditur perire volens* qui traduit en une formule abstraite cette impression de doute sur la sincérité de l'aveu.

De tout temps, en effet, il y eut des aveux mensongers. Ulpien (L. I, 27. Dig. *de quaest.*) nous parle d'un esclave qui se déclara faussement coupable de meurtre pour ne pas tomber au pouvoir de son maître. Ulpien rapporte également une constitution rendue par Septime Sévère qui défend d'ajouter foi à un aveu que rien ne viendrait appuyer : *Confessiones reorum pro exploratis facinoribus haberi non oportere, si nulla probatio religionem cognoscentis instruat* (2).

Certains criminalistes anciens, Farinacius (quest. 81,

(1) J. Dumas, *Esquisse théorique de l'aveu*, op. cit.

(2) Nous lisons encore au Digeste qu'il faut se défier de l'aveu : « Etenim res fragilis et periculosa, quae veritatem fallat : non ei semper fides habenda est, non numquam enim aut metu, aut qua alia de causa, in se confitentur. » D. *De quaest.*, L. I, § 17, 23, 25 et 27.

n° 30), affirment que la crainte de la torture, plus forte que celle de la mort, amena bien des innocents à se reconnaître coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis, et Montaigne disait : « Mille et mille ont chargé leur tête de fausses confessions » (1).

Si cette cause d'erreurs a disparu, bien des aveux n'en sont pas moins imaginaires : on ne peut se laisser convaincre. Bentham (2) a établi toute une classification de ces aveux, ce sont des aveux faux par ennui de la vie, par les souffrances d'une longue détention, faux par sympathie pour un individu que l'accusé veut sauver à ses dépens, faux par sympathie pour le public, faux pour obtenir une récompense pécuniaire. Cela s'appliquerait, dit Bentham (3), aux délits inférieurs, un homme pourrait prendre sur lui le crime et la peine pour en décharger le vrai coupable à un prix convenu. On dit que ce cas est fréquent en Chine ! L'aveu serait faux, affirme encore Bentham pour s'assurer contre une autre accusation. Il cite le fait suivant. Dans une des dernières révolutions de Naples, l'amnistie ayant été promise à tous ceux qui viendraient se déclarer « pour avoir été brigands » (nom que l'on donnait alors à un parti), plusieurs paysans qui n'avaient jamais pris les armes, se déclarèrent coupables pour recevoir le bénéfice de l'acte ; c'était une fausse quittance en

(1) Montaigne, *Essais*, liv. II, chap. v. — V. Bonnier, *op. cit.*, p. 326.

(2) *Traité des preuves judiciaires*, I, p. 353.

(3) Bentham, *op. cit.*, p. 354.

cas d'une fausse imputation. C'est encore l'aveu faux pour cacher le fait que l'on veut commettre par l'aveu d'un délit qu'on n'a pas commis. C'est ainsi qu'un homme, surpris la nuit dans une maison, avouerait le vol dont il est innocent plutôt que de trahir la femme à laquelle il a donné rendez-vous.

Tous ces cas rapportés par Bentham sont sans doute assez rares, mais combien sont fréquents certains aveux fallacieux, que nous rencontrons dans la pratique judiciaire. Ce sont des déclassés qui, incapables de travailler, par paresse, et par misère se font arrêter comme vagabonds, pendant l'hiver, alors qu'il leur serait facile d'établir qu'ils ne sont pas en état de vagabondage. Ce sont des aveux de prévenus qui se prétendent les complices de crimes, qui défrayent la curiosité publique, par jactance, par gloriole, parfois pour obtenir un changement de prison, et de lieu de détention. Bien souvent certains se chargent du délit de leur camarade récidiviste, dont la condamnation entraînerait la relégation. Duverger (1) cite le cas d'un individu comparaissant devant le tribunal correctionnel de la Seine, comme prévenu du vol d'une montre, le 6 novembre 1823. Cet homme détenu pour infraction au ban de surveillance s'était spontanément déclaré l'auteur du délit : il n'existait contre lui d'autre charge que son aveu, dans lequel il persévérerait. On s'aperçut que le vol avait été commis

(1) Duverger, *Manuel des juges d'instruction*, t. II, n° 351.

en ville alors qu'il était en prison depuis deux jours. Cet homme voulait se faire condamner pour un fait étranger afin d'éviter d'aller à la prison de Bicêtre.

Il faut donc se demander, lorsqu'un individu avoue l'infraction, à quel motif il obéit, motif si puissant qu'il le pousse à faire des déclarations préjudiciables pour lui-même, aveux, dans notre législation tout au moins, dont il ne lui est pour ainsi dire jamais tenu compte.

Mais le motif déterminé peut être parfaitement légitime et même recommandable, lorsque c'est le remords ou le repentir qui le dictent. Aussi on doit rechercher les antécédents de celui qui s'accuse lui-même, l'intérêt qu'il peut avoir à avouer et si l'aveu peut paraître de mauvais aloi, fallacieux et mensonger. C'est alors qu'il doit être écarté et l'adage *Nemo auditur perire volens* s'explique aisément en ce sens et trouve sa justification.

Il faut reconnaître qu'on a souvent abusé de cet adage. On a été jusqu'à prétendre que l'aveu lorsqu'il n'a rien de suspect, ni d'invraisemblable, n'est pas une véritable preuve et qu'il ne saurait suffire lui-même à motiver une condamnation. Qu'en matière civile quelqu'un avoue à tort, tant pis pour lui. Puisqu'on peut payer la dette d'autrui, on doit également au besoin avouer cette dette pour autrui, pour lui rendre service, quitte à se retourner contre le véritable débiteur dans la suite. « En matière pénale, dit M. Dumas (1), il en est autrement ; il

(1) Dumas, *Esquisse théorie*, précité, p. 588.

est inadmissible qu'on puisse avouer le crime d'autrui et être cru sur parole. Un pays qui laisserait la porte ouverte à de telles éventualités, serait un pays où les sanctions pénales perdraient toute autorité morale. » Notre ancienne jurisprudence dans cet ordre d'idée, qui regardait le juge comme tenu par la déposition de deux témoins conformes, ne lui permettait pas de se déclarer convaincu par la confession de l'accusé; d'Aguesseau (1) pouvait affirmer : « La règle qui a lieu à l'égard de tous les crimes publics, c'est que la seule confession du coupable ne suffit pas pour mettre la justice en état de condamner, suivant cet ancien axiome de la jurisprudence *Nemo auditur perire volens.* »

On ne saurait conclure sans exagération manifeste de ce qu'il y a eu parfois des aveux faux et mensongers, à l'infériorité de l'aveu comme moyen de preuve. « L'aveu n'est pas infaillible, mais on ne saurait le rejeter sans tomber dans un système de doute qui serait essentiellement dangereux pour l'intérêt social. Il est bien certain que celui qui avoue la dette d'autrui, pourra exercer l'action en répétition de l'indû au cas d'erreur, et qu'il n'y a pas de répétition possible contre la peine indue. »

Mais la crainte d'aveux fallacieux et mensongers justifie-t-elle le discrédit de l'aveu comme moyen de preuve? La maxime *Nemo auditur perire volens* qui reflète cette suspicion attachée à l'aveu doit-elle s'imposer comme un principe fondamental en matière pénale.

(1) D'Aguesseau, lettre 199. V. Garraud, *Précis*, éd. 1907, p. 676.

Il semble que non et nous verrons même, en étudiant la force probante de l'aveu, que la Cour de cassation a été jusqu'à écarter complètement l'application que l'on voulait faire de la règle *Nemo auditur perire volens*, en déclarant que cette maxime de jurisprudence ne peut lier le juge du fait, puisqu'elle n'est revêtue d'aucun caractère législatif (1).

A notre époque où l'on s'efforce d'individualiser la peine et de fixer le coefficient de responsabilité de chaque individu, l'aveu du prévenu doit être recherché et encouragé. Il est pour lui le guide le plus sûr et le meilleur.

Certains aveux pourront paraître suspects. L'étude des antécédents du prévenu, de son état mental, des circonstances dans lesquelles l'aveu est recueilli, le motif et la raison d'être de cet aveu éclairent le juge et pourront le fixer sur sa sincérité. Souvent, en effet, « le cri de la conscience, dit Bonnier (2), expliquera la confession de l'accusé plus naturellement qu'un dérangement de l'esprit, qu'un intérêt, autre que celui de la vérité, que l'on pourrait établir d'après les circonstances de la cause, mais qui ne doit pas se supposer ».

Dans la recherche de la vérité les faux aveux sont infiniment plus rares que les faux témoignages. Ils sont moins à redouter et leurs conséquences seront moins graves.

On doit donc laisser de côté cette maxime *Nemo au-*

(1) Cass., 23 septembre 1837, *D. crim.*, n° 293.

(2) Bonnier, *op. cit.*, p. 327.

ditur perire volens, se la rappeler uniquement pour apprécier la moralité d'un aveu, mais non pour rejeter *a priori* tout aveu, quelque sincère qu'il puisse paraître. L'aveu est nécessaire pour fixer l'intention criminelle, il est une des conditions de l'individualisation des peines, il devrait être parfois une circonstance atténuante légale de la culpabilité. Ce sera l'objet d'un autre chapitre (1).

(1) Saleilles, *L'individualisation des peines*, p. 211 à 225.

CHAPITRE IV

LES AUTO-ACCUSATEURS

Une théorie nouvelle, celle de l'auto-accusation contrôlée par des observations nombreuses, parfois concluantes est venue diminuer le prestige que l'aveu conservait encore. Un certain nombre d'individus se déclarent, semble-t-il, de bonne foi, les auteurs de crimes et de délits dont ils veulent rendre compte à la justice. Ils ne font en réalité que l'égarer. Il y a des aveux imaginaires et fictifs qui ne sont que les produits d'imaginations démentes, de rêves d'alcooliques, d'idées fixes et d'obsessions malades. L'auto-accusation est fréquente dans l'hystérie ; elle a aussi sa cause dans l'alcoolisme. Mais peu importe le motif de ces aveux, que ce soient le besoin de notoriété, le besoin de mensonge ou de vanité, l'alcoolisme, la dégénérescence mentale ou l'hystérie qui occasionnent ces aveux, ils n'en sont pas moins sans aucune valeur. Basée sur ces observations s'est fait jour cette théorie psychiatrique de l'auto-accusation. Elle tiendrait à établir que l'aveu qui paraît sincère et spontané, n'est souvent dû en réalité qu'à un état mental et pathologique, à un phénomène de dédoublement de la personnalité et qu'il est une cause d'erreur et de danger dans la recherche de la vérité. Ces aveux illusionnent le juge.

La question de l'auto-accusation fut précisée par M. le Dr Dupré, professeur agrégé à la Faculté de Paris, dans son rapport au Congrès de Neurologie de Grenoble, tenu du 1^{er} au 5 août 1902, sur « les auto-accusateurs au point de vue médico-légal » (1). Depuis cette époque elle a été l'objet de recherches de M. le Dr Manet dans une thèse soutenue en 1903 (2) : *L'autohétéro-accusation chez les hystériques* et par M. le Dr Picard *Les auto-accusateurs alcooliques*, thèse de 1904.

Il convient de citer également les études de M. Oudard : *Le délire d'auto-accusation* (3) et de M. Ségla qui rapportent les observations intéressantes recueillies par eux sur le même sujet.

M. le Dr Ernest Dupré, dans son remarquable rapport au Congrès de Grenoble en 1902, sur les auto-accusateurs au point de vue médico-légal, a mis le premier au point cette question de l'auto-accusation.

En psychiatrie, le terme de auto-accusation s'applique non seulement au malade qui avoue avoir commis un crime déterminé, mais encore au sujet qui porte sur lui-même un jugement défavorable, qui se déprécie, qui déplore sa déchéance physique et morale et exprime des idées générales d'incapacité, d'indignité, de culpabilité ou de remords. *En médecine légale, le terme auto-ac-*

(1) *Revue Neurologique*, 1902, p. 799.

(2) *Etude médico-légale*. Thèse de Bordeaux, 1900.

(3) *Leçons sur les maladies mentales*, 1895. Le délire systématique primitif d'auto-accusation. *Archives de Neurologie*, 1899.

cusateur, s'applique strictement au sujet qui se dénonce lui-même comme étant l'auteur d'un délit ou d'un crime dont il relate avec des termes circonstanciés, le lieu, l'heure et le mode d'exécution dont il doit rendre compte à la justice (Dupré) (1).

Il existe donc une catégorie de gens coupables qui s'accusent eux-mêmes de méfaits qu'ils n'ont pas commis. L'auto-accusation est synonyme de auto-dénunciation, c'est l'acte de s'accuser. Suivant la classification proposée par M. Régis (2), il y aurait quatre groupes d'auto-accusateurs, ceux qui s'accusent :

1° D'un crime inexistant, imaginaire ;

2° D'un crime réel, mais évidemment non imputable à l'auto-dénonciateur ;

3° D'un crime réel mais parfaitement imputable à l'auto-dénonciateur ;

4° D'un crime réellement commis par lui, mais grossi et aggravé par sa déposition et avoué, sous des influences d'ordre pathologique.

Ce sera au magistrat instructeur d'établir la preuve de la possibilité d'imputer ou de l'impossibilité d'imputer à l'auto-accusateur le crime avoué et en cas de doute évidemment de provoquer une expertise médico-légale (3).

Tout fait d'auto-dénunciation comporte l'examen d'un

(1) *Revue Neurologique*, 1902, p. 798.

(2) Communication à l'Académie de médecine, 7 mai 1901.

(3) M. Picard, *Les auto-accusateurs alcooliques*, Thèse, 1904.

double problème, un problème judiciaire et un problème médical.

C'est le problème judiciaire qui se pose le premier et c'est au magistrat que l'auto-dénonciateur adresse tout d'abord ses confidences. Souvent l'auto-accusation se présente dans des circonstances telles que sans une enquête judiciaire au préalable, l'hypothèse de folie s'impose à l'esprit du magistrat. C'est l'évidente impossibilité de l'acte criminel, la bizarrerie de l'attitude ou du langage, l'étrangeté des causes ou des conditions de l'aveu qui imposent au juge l'expertise.

D'autres fois, les circonstances et les causes de l'aveu paraissent très plausibles ; l'auto-dénonciation semble sincère, rien dans la manière d'être et d'agir du malade ne peut faire soupçonner la folie. C'est ici qu'apparaît le danger de ces aveux mensongers. Ce n'est que par des enquêtes, par un examen plus complet des circonstances de fait du crime ou du délit, que le juge d'instruction pourra concevoir des doutes sur la réalité et la sincérité de l'aveu. M. Oudard concluait : « Dans certains cas, en présence d'un sujet qui se dénonce, il faut avant tout songer à la possibilité de la folie ; ce qui importe, en effet, c'est de savoir si l'individu qui s'accuse est ou non aliéné, car s'il est aliéné, qu'il ait ou non commis l'acte incriminé, il n'en est pas moins un malade. Pour peu qu'il y ait des présomptions en ce sens, le magistrat ne saurait mieux faire que de recourir à un homme de l'art. »

Ce sera le rôle de l'expert d'examiner le problème au point de vue médico-légal et de formuler son opinion. Le juge d'instruction en présence d'un aveu douteux devra s'en rapporter au médecin expert, c'est une précaution utile à prendre.

Les cas d'auto-accusation sont spécialisés. L'auto-accusation s'observe dans les états mélancoliques, dans les psychoses toxiques. Le délire d'auto-accusation est fréquent chez les alcooliques, mais il est moins à redouter dans ses conséquences, car il se caractérise nettement et il est transitoire. Il s'observe le plus fréquemment chez les hommes adultes intoxiqués d'assez longue date, sous l'influence d'excès de boisson ou de surmenage récent. On rencontre l'auto-accusation dans la dégénérescence mentale, dans la débilité et la déséquilibration mentale. L'auto-accusation est relativement plus rare chez les hystériques que l'hétéro-accusation. Elle s'associe cependant à elle, visant particulièrement les attentats d'ordre sexuel. Elle s'observe particulièrement chez les femmes et peut entraîner les conséquences les plus graves.

Elles sont nombreuses, et malheureusement elles ont eu bien souvent de tragiques conséquences les hétéro-accusations de viol et d'attentat à la pudeur des hystériques. « Et lorsque les hystériques accusent autrui, elles ont plus ou moins participé malgré elles à la faute qu'elles lui reprochent et s'accusent elles-mêmes, compromettant dans leurs révélations un complice plus ou

moins consentant (1). » L'hystérie, en effet, qui est une maladie de la personnalité se caractérisant surtout par un dédoublement du moi, « une hallucinabilité et une suggestibilité » extrême, un besoin d'extérioriser les sensations, devient une des causes principales d'auto-accusation (2).

L'histoire nous fait connaître de nombreux exemples d'auto-accusations. Combien de crimes imaginaires de viol, d'empoisonnement, de sodomie, d'inceste, ont été avoués, même sans l'intervention de la torture, par les sorciers et leurs complices aux ^{xv^e}, ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles.

« Ces malheureuses victimes d'une époque ignorante et d'une procédure barbare, atteintes d'hystérie et de maladies mentales et des diverses formes démonopathiques du délire de possession, représentent une innombrable théorie d'auto-accusateurs dont l'histoire médico-légale n'est qu'un long et instructif martyrologe (3). »

Un des principaux caractères de l'auto-accusation hystérique, comme ceux du reste des accusations d'hystériques, est cette vraisemblance de la faute apportée ; les apparences lucides, sincères et désintéressées de l'accusateur, le luxe de détails dans l'exposition et le récit souvent dramatique des faits. Nous les retrouvons dans

(1) Voir les thèses précitées et rapport du D^r Dupré au Congrès de Grenoble.

(2) Voir les études de Charcot, Bernheim, etc., et Grasset, *L'hypnotisme et la suggestion*, 1904.

(3) Dupré, rapport au Congrès de Grenoble, précité.

les quelques observations les plus intéressantes parmi les auto-accusations étudiées jusqu'à ce jour.

La longue suite des procès de sorcellerie des ^{xv}^e, ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles fournissent toute une série d'auto-accusations, où l'hystérie joua le principal rôle. Les sorcières et les possédés ne sont autres que des auto-hétéro-accusateurs. C'est l'épidémie délirante qualifiée de folie des Vaudois vers 1346 (1) où les paysans d'un village avouent avoir appartenu à la corporation des sorciers et sont brûlés. Ce sont les deux observations célèbres qui ont trail aux deux prêtres Gauffridi et Urbain Grandier. Gauffridi, prêtre de l'église des Ecoles à Marseille, est accusé par Madeleine de la Palud d'avoir abusé d'elle par magie et de « l'avoir endiablée ». Il fut brûlé après dégradation le 30 août 1611 à Aix. Urbain Grandier, coupable des mêmes maléfices qu'il avoue avec sa complice, est brûlé le 18 août 1634. C'est un des derniers procès de sorcellerie qui eurent lieu à Genève, où Michel Chauderon s'accuse d'avoir eu commerce avec le diable et d'avoir maléficié deux femmes et qui est pendu le 6 avril 1652.

M. Manet rappelle également une épidémie de possession où chaque malade s'accusait d'être possédé et crie le nom — autohétéro-accusation — de celui qui l'a « gâté », ensorcelé. Cette épidémie récente eut lieu en Russie en 1899.

A côté de ces observations, où la folie apparaît, d'au-

(1) Thèse de Manet, p. 56 et suiv. — Conférence de la clinique neuro-psychiatrique de Pétersbourg, séance du 22 octobre 1899.

tres peuvent parfois causer des doutes, et l'aveu qui semble spontané et sincère peut être la cause des erreurs les plus regrettables. C'est une fillette de 15 ans qui accuse d'attentats aux mœurs un individu, — dénonciation comportant à la fois une auto-accusation et une auto-hétéro-accusation ; au bout d'un an seulement on reconnaît que la plainte est imaginaire (1). C'est un sieur L... qui s'accuse d'un vol de 40.000 francs commis d'accord avec sa maîtresse à Amiens (2) alors qu'il n'était pas coupable.

Si l'auto-accusation chez les hystériques est presque toujours accompagnée d'auto-hétéro-accusation, le procédé habituel de dénonciation des alcooliques, et le genre des délits dont ils s'accusent est autre. L'alcoolisme entraîne les déséquilibrés à l'auto-accusation par le délire et par les idées fixes de culpabilité, consécutives aux illusions et aux rêves.

Les exemples d'auto-accusation chez des alcooliques sont assez fréquents et ils tendent nécessairement à augmenter avec la progression de l'alcoolisme. Les observations suivantes méritent d'être relatées :

Une sœur s'accuse elle-même du meurtre de son frère et est condamnée ; cinq ans auparavant elle avait été acquittée de ce chef (3).

Le 1^{er} janvier 1878 F... avait donné sur un meurtre qui

(1) Manet, p. 27.

(2) Colin, *Etat mental des hystériques*, thèse Paris, 1890.

(3) Cullere, *Des faux témoignages des aliénés devant la justice*. Rapport au Congrès de La Rochelle, août 1893.

avait eu lieu le 11 novembre 1877 des indications très précises et très graves pour lui. Il les contredit, mais n'en fut pas moins condamné, le 8 août 1878, à quinze ans de prison. Peu après un nommé G... avoua publiquement avoir seul commis l'acte incriminé. F... obtint la révision de son procès ; on étudia la valeur psychiatrique de son aveu de 1878 : F... était un ivrogne ; au moment de l'aveu il était dans un état anormal dû à l'excès de la boisson. Il avait fait ses aveux au premier venu, s'était endormi et n'avait conservé aucun souvenir de cet aveu. L'aveu était donc le produit d'une imagination malade dans un état mental irresponsable provoqué par l'ivresse (1).

Une autre observation relative au sieur Lainé ouvrier (2). Ce dernier se constitue prisonnier dans la Dordogne à Sarlat, racontant aux gendarmes qu'il a tué une fille galante trois ans auparavant à Paris. Il précise son aveu, est arrêté, passe en Cour d'assises qui l'acquitte, parce qu'il a apparu au jury qu'il ne s'était accusé du crime d'un autre que sous l'empire d'un délire onirique. Il fut acquitté comme auto-dénonciateur alcoolique.

Dans ces diverses catégories morbides, l'idée de l'auto-accusation revêt donc des caractères très différents. Ce qu'il importe pour nous de retenir, c'est que les cas d'auto-accusation, que nous avons signalés, relèvent tous de la médecine, que les auto-accusateurs sont des

(1) Kraft-Ebing, *Médecine légale des aliénés*, obs. 174.

(2) Dr René Picard, Thèse, Paris, 1904, précitée.

hystériques, des dégénérés, des déments ou des alcooliques. « Quand un homme vient dire qu'il a tué quelqu'un, sans que cela soit vrai, il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que ce soit un alcoolique », disait M. Lassègue, médecin de l'infirmerie du dépôt (1). Cette affirmation nous montre l'importance de l'alcoolisme dans l'étiologie de l'auto-accusation. On arrête, dit-il encore, à Paris tous les ans plus de cinquante auto-accusateurs alcooliques. Le Dr Dupré dans son rapport affirme que sur soixante observations d'auto-accusateurs, seize concernent des auto-accusations auxquelles on peut attribuer comme cause l'alcoolisme seul, les autres sont des dégénérés.

Il convient d'indiquer en terminant, que des auto-accusations peuvent provenir d'un état hypnotique dans lequel, sous l'influence de la suggestion, un individu viendrait s'accuser du crime d'un autre qui lui aurait imposé sa volonté. Il est en effet aujourd'hui scientifiquement démontré que la production de l'état hypnotique permet d'obtenir la réalisation d'actes déterminés, l'apparition d'émotions, de sentiments, d'opinions, et anéantit complètement la personnalité. Une auto-accusation dans l'état d'hypnose est possible de même qu'il peut y avoir en justice des mensonges et des faux témoignages suggérés (2).

(1) Lassègue, Des manifestations cérébrales de l'alcoolisme. *Etudes médicales*, t. II.

(2) Voir notamment. Grasset, 907 : *L'occultisme hier et aujourd'hui*.

L'auto-accusation doit donc être étudiée avec soin ; elle est maintenant définie, ses caractères et son processus établis. Les auto-accusations nombreuses, leurs tristes conséquences que l'histoire nous a fait connaître, obligent le magistrat à multiplier les éléments d'information. La nécessité de l'expertise médicale approfondie s'impose, dans tous les cas où l'état mental de l'individu qui s'accuse paraît sujet à caution et les circonstances psychiques de l'aveu inexplicables. M. le Dr Garnier estime que pour se prémunir le plus possible contre les erreurs judiciaires le magistrat a le devoir de s'entourer des plus minutieuses précautions et à son avis « l'expertise médicale apparaît bien comme l'un des principaux éléments de cet indispensable contrôle (1).

En présence d'un sujet qui se dénonce ou qui avoue, on ne doit pas conclure nécessairement et en tous cas à la folie. Les faits d'auto-accusation que nous avons pas-

d'hui. Le merveilleux préscientifique : Du même auteur *Hypnotisme et suggestion*. Nous estimons comme lui antiscientifique un arrêt de la Cour de Lyon du 17 juin 1896 rendu en ces termes. « Attendu que la question de savoir si l'on peut, après avoir placé une personne dans l'état d'hypnose, lui imposer sa volonté, de telle sorte que, soit pendant le sommeil, soit au réveil, elle exécutera comme une machine les actes qui lui auront été commandés, est un problème sur lequel la lumière n'est pas encore faite complètement, qu'en présence des divisions des écoles de Nancy et de la Salpêtrière, le tribunal ne saurait trancher une question aussi importante. » Tribunal de Lyon du 20 juin 1895, confirmé par Cour Lyon précité. — Voir un jugement du tribunal de Saint-Quentin du 17 mai 1906, *Annales psychiques*, 1906, p. 385.

(1) Dr Garnier, communication à l'Académie de médecine : *Les hystériques accusatrices*, juillet 1903.

sés en revue, l'étude de leurs causes, permettent d'affirmer qu'ils ne sont que des exceptions. Ils ont pu cependant et peuvent encore entraîner des erreurs graves ; des précautions, comme l'expertise, des enquêtes administratives et judiciaires s'imposent.

Mais parce qu'il y a des aveux imaginaires, des aveux dus à une obsession délirante et à des idées fixes, on ne saurait prétendre que tous les aveux en général sont suspects, qu'ils ne seront jamais l'expression d'une volonté raisonnée et qu'ils ne pourront guider la conscience du juge.

Nous avons tenu à signaler ces études récentes, car elles nous permettent d'affirmer que les cas d'auto-accusations semblent nettement classés et définis, qu'ils sont délimités et catalogués. Les auto-accusateurs se rencontrent par ordre de fréquence, d'abord chez les alcooliques, ensuite chez les dégénérés, et enfin dans certains états mélancoliques, comme dans l'hystérie. Le danger que présentent ces faux aveux est moindre encore ; ainsi que l'indique le Dr Dupré dans son rapport au Congrès de Grenoble, les deux tiers des auto-accusations portent sur des crimes inexistants dont une courte enquête préliminaire démontre la nature imaginaire. Le dernier tiers se partage entre des crimes réels, mais le plus souvent impossibles à imputer à leurs prétendus auteurs, et des crimes réellement commis et avoués sous les influences que nous avons déterminées.

Avec l'expertise médicale si facilement accordée au

prévenu aujourd'hui, les erreurs regrettables seront souvent évitées. Des cas d'auto-accusations, certains que nous avons signalés appartiennent à l'histoire et ne se présenteront plus jamais. Le juge doit cependant se défier de certains aveux ; les analyser et parfois les rejeter lorsque l'expertise ou l'enquête lui auront fait connaître les antécédents pathologiques de l'auto-accusateur.

Sous ces réserves ces aveux exceptionnels que nous avons étudiés, ne peuvent diminuer la force que l'on doit attacher à l'aveu en général. Ils ne sauraient justifier la suspicion dont les criminalistes entourent l'aveu comme moyen de preuve et de conviction du juge. On ne saurait conclure qu'il ne faut voir dans un aveu que l'influence d'une disposition pathologique, qu'un aveu ne saurait jamais être véridique et sincère, en un mot qu'on ne peut y ajouter foi.

Telles sont brièvement exposées, les causes de la défaveur de l'aveu dans notre droit criminel. La plus récente provient des études médicales et psychiatriques. Les conséquences qu'on prétend tirer de la théorie de l'auto-accusation ne doivent pas cependant nous arrêter dans l'étude de la réhabilitation de l'aveu que nous avons entreprise. Les faits et les observations recueillis méritaient d'être signalés, mais ils ne sont ni assez concluants, si surtout assez fréquents pour leur attribuer une trop grande importance ; ils ne sont, en somme, que l'exception. Tout aveu n'est donc pas nécessairement suspect, ou corrompu,

parce que certains aveux d'apparence sincère ont été mensongers et fictifs. Quant aux abus auxquels la provocation de l'aveu a pu donner naissance; les tortures employées et les atrocités commises ne sont plus que des souvenirs historiques. La torture morale de l'interrogatoire, dans la juridiction d'instruction, avait disparu bien avant la loi du 8 décembre 1897. Depuis cette époque le juge d'instruction avertit lui-même l'accusé qu'il est libre de ne faire aucune déclaration et qu'il n'est pas obligé de répondre sans l'assistance d'un conseil. La publicité de l'audience est la meilleure garantie de l'accusé dans son interrogatoire devant la juridiction de jugement. Quant à la maxime *Nemo auditur perire volens*, son véritable sens et son rôle sont de rappeler que tout aveu ne doit pas être accepté *a priori*, mais qu'il doit être contrôlé et vérifié. Elle ne peut nuire à l'aveu.

Nous pouvons conclure que la défaveur dont est frappé injustement l'aveu, n'est qu'une survivance historique. L'aveu est spontané, sa sincérité alors ne peut être suspectée. L'aveu est obtenu par le juge d'instruction, ou à l'audience, mais il n'est plus extorqué au prévenu. Nous allons étudier ces modes de provocation de l'aveu, principalement l'interrogatoire qui a pour but de recueillir les explications de l'inculpé et par conséquent ses aveux. Ayant déterminé les garanties de leur sincérité et de leur authenticité, il nous apparaîtra que l'aveu, loin de sembler suspect, fixe le coefficient de la responsabilité de l'in-

culpé, donné la mesure exacte de sa moralité et pour le juge est la meilleure des preuves. C'est pour ces motifs que la société doit l'encourager en faisant bénéficier celui qui confesse son crime d'une diminution de la peine et en se montrant plus bienveillante pour lui.

DEUXIÈME PARTIE

MODES DE PROVOCATION DE L'AVEU

L'aveu judiciaire et l'interrogatoire devant la juridiction d'instruction et à l'audience. — L'aveu extra-judiciaire.

CHAPITRE PREMIER

LA PROVOCATION DE L'AVEU

L'aveu de l'accusé, lorsqu'il n'est pas spontané, est difficile à obtenir. Le prévenu coupable ne veut pas le laisser échapper. Il sait qu'en avouant, il agit contre son propre intérêt ; il va au devant d'une condamnation qui trouve sa justification dans la preuve qu'il apporte. Il souscrit à sa propre condamnation. Aussi souvent s'efforce-t-il de résister à l'aveu. Mais comme malgré tout on recherche l'aveu, on tient à lui parce qu'il semble la meilleure des preuves, la plupart des législations veulent l'obtenir ; leurs procédures pénales reflètent ce souci de l'aveu.

Quant aux moyens qui servent à le provoquer, ils devront varier avec les formes mêmes de la procédure.

« Dans l'instruction préparatoire, comme dans l'instruction définitive, dit M. Garraud, une dissidence grave s'est toujours manifestée entre les conceptions du système inquisitorial et celles du système accusatoire. Lorsque l'accusation est abandonnée aux parties lésées, on laisse l'accusateur et l'accusé se débattre comme en champ clos, le juge ne pouvant être que l'arbitre des coups qu'ils se portent (1). »

Dans la procédure accusatoire qui apparaît comme un combat entre l'accusateur et l'accusé, au grand jour chaque partie faisant entendre ses témoins et produisant ses preuves, c'est à l'accusateur qu'il appartient d'amener l'aveu par des questions habilement posées, par les contradictions relevées dans les dépositions des témoins. Le juge n'intervient pas, il détermine sa conviction sur les preuves apportées. L'aveu pourra la former ; mais le juge ne peut le provoquer ; il doit assister impassible aux débats (2).

A côté de cette forme de procédure, un système nou-

(1) V. Garraud, *Précis*, 1907, p. 678 et suiv.

(2) Nous verrons qu'en Angleterre, aux Etats-Unis, la procédure s'est toujours développée en se conformant au système accusatoire. L'accusé est un simple spectateur des débats : on ne procède pas à son interrogatoire. Depuis 1898 en Angleterre, il peut être entendu comme témoin dans sa propre cause. V. plus loin, p. 92. Aux Etats-Unis il peut faire une déclaration « statement ».

veau prenait naissance et se développait, c'est la procédure inquisitoriale. Les sociétés, à mesure qu'elles sont plus fortement organisées, prenant conscience d'elles-mêmes, conçoivent la nécessité de défendre l'ordre social contre les auteurs de faits délictueux. Quand la royauté eût affermi son pouvoir à l'encontre de la féodalité, la procédure inquisitoriale recueillie dans le droit canonique se substitue au système accusatoire conservé dans les justices seigneuriales. « La poursuite est exercée à cause d'office, à la requête du procureur du roy ou par le droict office du juge (1). » Celui-ci dirige l'instruction préparatoire ; il interroge l'accusé secrètement. Tout l'effort de l'interrogatoire sera d'amener l'aveu de l'accusé.

L'inculpé comparait seul, ignorant des charges accumulées contre lui, il dépose sous la foi du serment. Privé de conseils, troublé par l'appareil judiciaire, il est victime des ruses du magistrat instructeur, qui ne recule devant aucun stratagème, ne cherchant qu'à surprendre l'inculpé ou l'embarrasser par des questions insidieuses et captieuses, par des finesses et des subterfuges de toutes sortes. Si l'accusé résiste, si l'aveu ne s'est pas produit, on recourt à la contrainte en prolongeant la détention à l'extrême (2). Au besoin, lorsque l'interrogatoire est terminé, le procureur du roi peut prendre des con-

(1) Bouteiller, *Grand coutumier*, tit. XXIV, p. 376.

(2) Il faut les conserver en prison afin que la souffrance leur ouvre l'esprit ». Bernard Gui, *Pratique*, part. V. form. 13, p. 302.

clusions à la suite desquelles commence l'instruction définitive. Après le récolement et la confrontation des témoins, si au lieu de preuves certaines et péremptoires il ne se dégage contre l'accusé que des indices graves, la torture, « la question » est mise en œuvre pour arracher enfin un aveu.

Toute la procédure recherche donc l'aveu. On l'obtiendra même par la violence. La torture sera le moyen légal de la provocation de l'aveu. On n'explique évidemment la cruauté et la barbarie des procédés employés, et cette sorte d'aberration de la procédure, que par cet intérêt que la justice ancienne attachait à l'aveu, par cette nécessité d'obtenir à tout prix, ce que l'on considérait comme un indispensable complément de preuve.

Ces abus de la provocation de l'aveu justifient aisément les doutes auxquels ils donnèrent naissance sur la force probante et la légitimité de l'interrogatoire, comme moyen d'instruction. Plusieurs législations ont même repoussé ce moyen d'information. Nous savons qu'en Angleterre le pouvoir social joue un rôle purement passif dans la plupart des accusations. Aux Etats-Unis le principe consacré par la Constitution est que nul en matière pénale ne peut être contraint à être témoin contre lui-même (1).

L'aveu considéré en lui-même apparaît comme un devoir de conscience pour l'inculpé. A ce point de vue, comme tous les devoirs, il doit être librement accompli.

(1) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 347.

Dans aucun cas, sous aucun prétexte, on ne peut contraindre un accusé à avouer son crime. « Toute violence physique ou morale entreprise à cette fin est un attentat à l'inviolable liberté de conscience, un crime de lèse humanité (1). » Un aveu obtenu par une sorte de violence morale, au même titre que celui dû à une torture physique, sont dépourvus de toute valeur. Leur force probante disparaît. Si l'on doit donc rechercher l'aveu, il ne faut user dans ce but que de moyens légitimes, qui sont la garantie de sa sincérité et de sa loyauté.

Nous sommes en présence de la société qui accuse et d'un prévenu qui se défend. Leurs intérêts contradictoires doivent être sauvegardés. La société ne peut abuser de sa puissance, les intérêts individuels seraient sacrifiés. Le juge, qui représente la société, recherche la vérité ; il ne doit pas procéder par violence et par ruse, imposer l'aveu, le contraindre par force. L'aveu rassurera sa conscience, permettra une répression plus efficace et protectrice, plus indulgente aussi. Mais l'aveu doit être libre.

On s'accorde à reconnaître, en général, la supériorité du système inquisitorial modéré. Dans cette forme de procédure pénale, c'est l'interrogatoire de l'accusé par ses déclarations en réponse aux questions posées qui sera le moyen habituel d'obtenir l'aveu.

On procède à l'interrogatoire dans les deux phases de

(1) Bonneville de Marsangy, *De l'amélioration de la loi criminelle*, t. II, p. 334.

la procédure, soit devant la juridiction d'instruction, soit devant la juridiction de jugement.

C'est l'aveu judiciaire exprès, objet de la première partie de notre étude ? Nous nous demanderons si, en matière pénale, il peut y avoir des aveux tacites ?

La seconde partie sera consacrée aux aveux extra-judiciaires recueillis en dehors de toutes poursuites judiciaires.

Après avoir ainsi étudié de quelle manière sont provoqués et obtenus les aveux en matière pénale, appréciant leurs garanties de sincérité et d'authenticité, nous nous placerons en face de ces aveux pour en déterminer la valeur probante, en préciser l'importance et les avantages qui en résultent pour la recherche de la vérité et la bonne administration de la justice.

CHAPITRE II

PROVOCATION DE L'AVEU JUDICIAIRE

L'aveu judiciaire est celui qui se produit en justice.

Dans le droit civil l'aveu recueilli en justice peut être exprès ou tacite.

Exprès, lorsqu'il intervient à la suite d'un serment déféré par le tribunal ; tacite, quand une des parties au procès refuse de répondre aux questions posées dans un interrogatoire sur faits et articles, ou ne veut pas prêter le serment qui lui est déféré par l'autre partie (1).

En matière pénale, la loi ne prévoit pas l'aveu tacite.

L'aveu exprès résulte de l'interrogatoire de l'inculpé, qui est organisé dans la procédure d'instruction et dans celle de jugement. L'interrogatoire est la source de l'aveu. Habilement dirigé il doit l'amener insensiblement, soit par les circonstances nettement précisées de l'accusation, soit par les preuves fournies qui ne permettent plus à l'accusé de nier sa culpabilité. Il sert en même temps à la défense de l'inculpé, c'est la tendance actuelle de notre législation qui s'est affirmée notamment par la loi du 8 décembre 1897.

(1) Voir les articles 1358, 1361, 1366 du Code civil, et l'article 330 du Code de procédure civile. « Si l'assigné refuse de répondre, les faits pourront être tenus pour avérés. »

Nous étudierons l'interrogatoire, moyen normal de provoquer l'aveu, devant les juridictions d'instruction et devant celles de jugement, dans sa forme et dans ses tendances.

L'aveu judiciaire exprès.

L'interrogatoire.

La plupart des législations prescrivent l'interrogatoire du prévenu comme une formalité indispensable de la procédure criminelle.

La fonction normale de l'interrogatoire (1) est d'entendre les explications du prévenu pour les vérifier, de consigner ses déclarations ou ses aveux, de rechercher dans ses déclarations satisfaisantes ou contradictoires la vérité des faits. « L'interrogatoire, dit Bentham, est l'instrument le plus efficace pour l'extraction de la vérité, de toute la vérité, de quelque côté qu'elle se trouve. Sa propriété par excellence est d'éclaircir les doutes laissés ou produits par d'autres preuves ; doué de cette force il n'est pas moins favorable à l'innocence que redoutable au crime (2). »

Tel est le but de l'interrogatoire, soit devant les juridictions d'instruction, soit devant celles de jugement, la recherche de la vérité dans les explications du prévenu, s'il est coupable dans son aveu. Il fera ressortir, ou la justification de l'accusé ou l'aveu de sa culpabilité.

(1) V. Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 560 et suiv.

(2) Bentham, *op. cit.*, liv. V, chap. vi et ix.

L'interrogatoire du prévenu est un souvenir de la procédure inquisitoriale. Dans notre ancien droit, aidé de la torture il tend à obtenir l'aveu. Les ordonnances précisent ce but. « Seront incontinent les délinquants adjournez à comparaître en personne, bien et diligemment interrogés, pour trouver la vérité des crimes, délits et excès par la bouche des accusés si faire se peut. » L'ordonnance de 1670 exigeait que les accusés soient bien et dûment interrogés, mots qui indiquent qu'il existe un art d'interroger les accusés, de façon à obtenir la confession volontaire de leur culpabilité (1). Cet aveu mettait fin à l'incertitude du juge et substituait une preuve réelle à toutes les preuves légales.

L'interrogatoire était donc surtout un moyen d'instruction. Créé pour amener l'aveu, il a dévié quelque peu de son but. Cette idée s'est fait jour que l'interrogatoire doit servir surtout à mettre le prévenu en état de faire éclater son innocence. Il doit faire connaître à l'inculpé le motif des mesures prises contre lui, les charges relevées contre lui par l'accusation, recevoir sa défense, lui permettre de se disculper. Devant la juridiction d'instruction, la destination de l'interrogatoire fut d'amener un aveu, puis de servir à l'accusé à faire la preuve de son innocence. De nos jours il convient de signaler l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence qui tendent à voir en lui, avant tout, un moyen de défense

(1) V. Bonneville de Marsangy, *op. cit.*, p. 340 et suiv. — Ordonnance de 1539, article 146 ; Isambert, *Coll.*, t. XII, p. 630.

pour l'inculpé. La loi du 8 décembre 1897 reflète cette idée.

Devant la juridiction de jugement, l'interrogatoire a principalement pour but la justification de l'accusé (1). L'instruction de l'affaire étant complète, en général, lorsqu'elle est appelée devant la juridiction de jugement, les explications fournies par l'inculpé tendront à le disculper. Les aveux à l'audience sont moins fréquents.

Dans l'ordonnance de 1670, il apparaît déjà très nettement que le but de l'interrogatoire devant les juridictions d'instruction n'est pas seulement d'obtenir l'aveu, mais aussi de permettre à l'accusé de se défendre.

Si le législateur le considère comme le meilleur moyen d'information, il s'en préoccupe aussi comme moyen de justification et, dans ce but, il édicte la règle d'après laquelle tout prévenu doit être interrogé dans les vingt-quatre heures et par le juge personnellement.

Jousse précise le double caractère de l'interrogatoire. « Les interrogatoires qui se font aux accusés ont été établis à deux fins : 1^o pour savoir d'eux la vérité des faits, soit directement, soit en tirant de leurs variations, dénégations et autres circonstances de leurs réponses des arguments qui font connaître qu'ils sont les auteurs du crime dont ils sont accusés ; 2^o pour être entendus dans leurs défenses sur les charges qu'il y a contre eux au

(1) Garraud, *Précis*, 1907, p. 684. « L'interrogatoire doit fournir à l'inculpé l'occasion d'écarter les soupçons et de faire connaître les circonstances qui militent en sa faveur. »

procès, c'est-à-dire que les interrogatoires sont établis tant pour la conviction de l'accusé que pour sa défense (1). »

Dans les conférences préparatoires de l'ordonnance de 1670, M. le premier président de Lamoignon s'exprimait ainsi : « Interroger les inculpés est absolument nécessaire, parce que c'est principalement dans l'interrogatoire que l'accusé peut employer les moyens naturels de défense et parce que c'est en cette occasion principalement que le juge, par sa prudence et son autorité, peut découvrir la vérité et pénétrer dans les déguisements d'un criminel (2). »

Muyart de Vouglans dit également dans ses *Institutes* : « Il paraît que l'interrogatoire en matière criminelle n'a pas seulement été introduit parmi nous pour faciliter la découverte du crime, mais encore pour favoriser la défense de l'accusé, en lui donnant un moyen de faire valoir les raisons qui peuvent servir à le justifier, moyen d'autant plus précieux pour lui, que jusqu'alors toute la procédure criminelle s'est instruite à son insu (3). »

Plus tard M. le chancelier d'Aguesseau affirmait que « ce n'est pas seulement pour l'accusé que la nécessité

(1) Jousse, *op. cit.*, t. II, p. 253. — Ayrault à ce sujet : « Il faut entendre et puis juger. Ce serait violer cet univers et mettre dessous ciel et terre que d'en user et pratiquer autrement. » — *De l'ordre, form. et inst. judic.*, liv. I, 1^{re} partie, n° 2, p. 9.

(2) Procès-verbal de l'Ord. de 1670, p. 154.

(3) *De l'instr. crim.*, p. 452, 458.

de l'interrogatoire a été établie, c'est aussi contre lui et pour le bien de la justice (1) ».

Tel est le véritable caractère de l'interrogatoire. Il constitue un moyen de défense, il est aussi un moyen d'instruction et sert à obtenir l'aveu.

L'interrogatoire fut maintenu par la loi du 16-29 septembre 1791 et par le Code de brumaire an IV. Il fut principalement considéré comme un moyen de défense (2).

Quant à notre Code, très peu explicite sur ce point, il a conservé à l'interrogatoire ce double caractère.

« Il constitue d'abord un moyen de défense, car dans tout le cours de l'instruction préalable, le prévenu n'en a pas d'autre; dépourvu de conseil, à cette première phase de la procédure, c'est par sa propre bouche, suivant les expressions des ordonnances, qu'il doit repousser les inculpations qui pèsent sur lui, son interrogatoire est la seule voie qui lui soit donnée de faire valoir sa défense. Il constitue ensuite un moyen d'instruction, car toutes les questions que le juge adresse à l'accusé même celles qui auraient pour objet de développer sa défense peuvent avoir pour résultat, soit par la vérification ultérieure de la véracité de ses réponses, soit par leurs contradictions et leurs mensonges, de mettre sur la voie de la vérité (3). »

La loi du 8 décembre 1897 est venue modifier, dans la

(1) Lettre du 12 mai 1730.

(2) Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 565.

(3) Faustin-Hélie, *op. cit.*, *ibid.*

juridiction d'instruction, le caractère de l'interrogatoire qui apparaît comme devant servir à l'accusé pour se disculper. On met l'inculpé en garde contre ses propres déclarations, on l'invite à garder le silence, on l'avertit des charges qui pèsent sur lui. Il a le temps de combiner un système de défense, et il est assisté d'un conseil dans toute la procédure.

L'aveu sera plus difficilement obtenu par le juge d'instruction. Il est intéressant de se rendre compte de la manière dont s'est produite cette évolution, qui a modifié profondément le caractère de l'interrogatoire.

On a commencé par discuter la légitimité de l'interrogatoire et par la mettre en doute. Cette défaveur a sa cause dans les abus de la procédure inquisitoriale. L'interrogatoire fut considéré comme une vexation intolérable et un abus de l'autorité. Beccaria prétendait que l'interrogatoire est contraire à l'humanité en ce qu'il exige d'un homme qu'il soit son propre accusateur. Bentham disait (*op. cit.*, liv. V, ch. xi), que l'interrogatoire personnel n'est pas une manière de procéder avantageuse, c'est prendre un homme à son désavantage : « il est contre les règles de presser un adversaire qu'un accident a mis hors d'état de résister, il est contre les règles de battre un ennemi à terre, il faut lui donner une autre lance et lui permettre de se relever ». On fait remarquer que notre Code d'instruction criminelle a souvent donné lieu à des abus. On reproche à certains juges d'instruction de s'être laissé aller à de déplorables excès envers

des inculpés. Le pouvoir du juge était absolu : il pouvait prolonger les rigueurs de la détention, imposer à l'inculpé une véritable contrainte morale. L'interrogatoire vient demander à l'accusé son propre témoignage contre lui-même : pressé par les questions du juge l'accusé fera des aveux mensongers ou tombera dans des contradictions qui compromettront sa défense dans la suite.

En admettant que l'on maintienne devant la juridiction d'instruction l'interrogatoire, celui-ci ne sera légitime que s'il n'a d'autre but que de demander au prévenu des explications sur la prévention dont il est l'objet.

C'est alors qu'en jurisprudence s'est développé le principe d'après lequel l'interrogatoire, qui eut pour principal but de provoquer les aveux par les questions posées, est surtout un moyen de justification pour l'inculpé.

L'évolution de la jurisprudence est facile à suivre. Nous allons en étudier les étapes. Elle est arrivée à cette conclusion que l'interrogatoire a moins pour effet d'amener un aveu que de permettre à l'accusé de se disculper, principe consacré par la loi de 1897. Nous relevons dès 1835 cette préoccupation dans un arrêt de la Cour de cassation rendu à cette date.

« La Chambre d'accusation saisie d'une poursuite contre un prévenu ne peut sans excès de pouvoir renvoyer en même temps devant les assises un autre individu qui n'était pas compris dans les poursuites, qui ainsi n'a

pas été interrogé et n'a été l'objet d'aucun mandat (1). » Un arrêt de 1849 est plus formel. « L'interrogatoire par le juge d'instruction, du prévenu d'un délit, contre lequel une instruction est poursuivie, est une formalité substantielle, en ce qu'elle touche au droit de la défense et, dès lors, son inobservation emporte nullité de la procédure (2). » « L'interrogatoire du prévenu, dit un arrêt du 21 mars 1873, est poursuivi non pas comme un simple moyen d'information, c'est aussi un moyen de défense, et par cela une formalité substantielle. Une instruction ne doit pas être close et une mise en accusation être prononcée contre un inculpé sans qu'il ait été dûment interpellé d'avoir à se prononcer devant le magistrat instructeur pour y répondre aux inculpations dirigées contre lui et proposer ses moyens de justification (3). » Il a été jugé, en conséquence (4), « que lorsque de l'arrêt d'une chambre des mises en accusation, il résulte qu'à dater du jour où le magistrat instructeur a déclaré un individu inculpé de complicité d'abus de confiance dont un tiers est prévenu, ce complice s'est trouvé physiquement dans l'impossibilité de fournir ses explications ; que son état de

(1) Cass., 11 février 1835, S. 35.1.459.

(2) Ch. crim., 16 novembre 1849, S. 50.1.234. En ce qui concerne l'interrogatoire du président d'assises : sur sa nécessité sous peine de nullité : V. Cass., 3 janvier 1850, S. 50.1.631 et Ch. crim., 29 mars 1860, S. 60.1.761 ; Cass., 6 janvier 1872, S. 72.1.249 ; Cass., 4 janvier 1877, S. 77.1.96.

(3) Ch. crim., 21 mars 1873, S. 73.1.431.

(4) Cass., 8 avril 1892, *Pand. franç.*, 93.1.211.

santé ne s'était pas modifié au moment où plus tard un mandat de comparution, auquel il n'a pu répondre, a été donné contre lui ; et que néanmoins il a été rangé en état d'accusation sans qu'il ait été procédé à aucun interrogatoire subi par lui à titre d'inculpé, il y a une grave violation des droits de la défense et des articles 91, 92, 299 et 408 du Code d'instruction criminelle ».

De ce principe que l'interrogatoire est surtout un moyen de défense, la jurisprudence déduisait de nombreuses conséquences. L'interrogatoire ne peut tendre à incriminer le prévenu, mais il doit servir simplement à établir la vérité des faits. Il est donc une formalité essentielle de la procédure préalable. Cette procédure ne peut être close sans que le prévenu ait été interrogé, ou du moins mis en demeure de comparaître et de faire connaître ses moyens de défense. L'interrogatoire est une garantie pour l'accusé et son omission entraîne aussi bien la nullité de l'instruction elle-même que celle de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui a statué sur la prévention. Il n'appartient même pas à la Chambre des mises en accusation saisie de l'affaire d'apprécier les moyens de justification proposés par le prévenu ; cette appréciation ne devant avoir lieu qu'après l'accomplissement de la formalité de l'interrogatoire dont s'agit (1).

(1) Voir en outre des arrêts précités : Cass., 4 août 1820, *Bull. cass. crim.*, n° 110 ; 7 janvier 1830, D. 30.1.56 ; Cour Toulouse, 11 novembre 1839, D. *Jurisp. gén.*, V° *Instruction criminelle*, n° 619.

Telle était la tendance de la jurisprudence avant la loi de 1897. Celle-ci, la preuve en est dans les mesures qu'elle impose, semble avoir législativement consacré le principe que l'interrogatoire doit servir à la justification de l'accusé !

Il convient très brièvement de nous demander comment cette évolution s'est produite, quelle en est la cause ?

Est-il possible d'expliquer cette conception nouvelle et ce changement du caractère de l'interrogatoire par la défiance dont on entoure l'aveu en lui-même ou en tant que moyen de preuve ? Doit-on suspecter l'interrogatoire parce qu'il est le mode le plus normal de le provoquer ? et englober dans la même suspicion l'aveu et le moyen habituel par lequel il est obtenu ?

L'étude des documents de jurisprudence précités et des travaux préparatoires de la loi de 1897 nous permet d'affirmer que la cause déterminante de cette évolution n'est pas seulement la crainte d'abus dans la recherche de l'aveu ; des réformes, en effet, s'imposaient dans la procédure d'instruction. Notre Code d'instruction criminelle avait maintenu presque intacte la procédure inquisitoriale dans l'instruction préparatoire. Cette procédure était empruntée exclusivement à l'ordonnance de 1670. Elle était tout entière secrète ; les intérêts de l'accusé se trouvaient absolument sacrifiés à ceux de l'accusation. L'inculpé ne pouvait connaître les charges relevées contre lui qu'au moment de comparaître devant

la juridiction de jugement. « L'instruction se développait dans un tête à tête continuuel entre un magistrat expérimenté qui est disposé à voir un criminel dans tout inculpé, souvent déprimé par la prison et prêt à faire des déclarations compromettantes, l'inculpé ne pouvait ni examiner les charges relevées contre lui, ni les contrôler ; aucun défenseur ne lui était donné (1). » Le seul droit que la loi lui reconnût était de fournir à la chambre d'accusation tels mémoires qui lui seraient utiles sur les charges qu'il ignorait légalement (art. 217). Le Code de 1808 n'avait pas pris soin de déterminer quel devait être le rôle du juge d'instruction lors de la première comparution. Il en résultait que le magistrat était libre d'agir comme il lui plaisait. En droit le juge d'instruction n'était pas tenu de donner connaissance au prévenu des faits qui lui étaient imputés. Il pouvait procéder à son interrogatoire complet et minutieux dès la première comparution. L'inculpé avait le droit de ne pas répondre, mais il était laissé dans l'ignorance de ce droit.

Il convenait de favoriser la défense de l'inculpé. Cet état de choses nécessitait des réformes, que la loi du 8 décembre 1897 a réalisées en partie, introduisant le principe de la contradiction dans l'instruction préparatoire. « La loi, dit la circulaire officielle qui accompagnait au *Journal officiel* le décret de promulgation, est une œuvre de progrès, inspirée par l'unique souci de

(1) Garraud, *Précis*, p. 685.

fortifier la liberté individuelle et d'entourer de garanties plus complètes l'exercice du droit de défense, sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts de la répression qui sont ceux de l'ordre social (1). »

La loi de 1897 n'a donc pas été faite contre l'aveu. On s'efforce de prémunir l'inculpé contre le danger de se compromettre par des aveux irréfutables et des dénégations imprudentes. La pensée dominante des commissions préparatoires était de faire de l'interrogatoire la principale arme de défense de l'accusé. « L'inculpé, disaient les rapporteurs des premiers projets, doit être, non seulement à l'abri de toutes surprises, mais aussi garanti contre ses propres imprudences et instruit avant de répondre de toutes les charges, de toutes les pièces (1). » Tout démontre le but de la loi, organiser devant la juridiction d'instruction la défense de l'inculpé. C'est l'obligation d'interroger le prévenu arrêté, en vertu d'un mandat d'amener, dans les 24 heures de son arrestation, c'est l'interdiction pour le juge de procéder à un véritable interrogatoire lors de la première comparution, c'est ensuite la présence d'un conseil à tous les interrogatoires ; toutes ces dispositions reflètent l'esprit de la loi de 1897, faire de l'interrogatoire un moyen de justification.

Ce sont ces considérations qui ont amené le vote de la loi de 1897. Elle a été faite contre certains aveux, mais

(1) *Journal officiel*, 10 décembre 1897.

(2) Rapport de M. Dauphin, rapporteur du projet Le Royer au Sénat : *Journal officiel, Docum. parlem.*, 1882, annexe 63.

elle n'est pas dirigée contre l'aveu en lui-même, qui doit conserver toute sa force probante. Elle s'élève contre les aveux obtenus par la violence morale, elle s'y oppose, mais favorise les aveux faits de bonne foi, dont la sincérité et la loyauté ne peuvent plus être discutées. Elle empêche les aveux inconsidérés, irréfléchis, qui ne sont pas l'expression de la vérité et qui peuvent nuire au prévenu dans toute la procédure.

Si l'interrogatoire tend en dernière analyse à la défense de l'accusé, la provocation de l'aveu n'est-elle plus qu'un but accessoire de l'interrogatoire ? On fait remarquer que la nouvelle loi éloigne l'aveu. Il arrivera moins fréquemment que l'interrogatoire amène des aveux. Lors du premier subi par lui, le prévenu est averti qu'il est libre de ne faire aucune déclaration ; avant les autres interrogatoires, il a eu le temps de combiner son système de défense ; il aura peut-être réfléchi et il est pour ainsi dire averti de la portée et de l'inutilité de son aveu. La recherche de l'aveu dans l'interrogatoire est-elle donc sacrifiée ?

En fait il n'en est rien. Le rôle de l'avocat n'est jamais de donner à l'accusé le conseil de retenir un aveu. L'obtention de l'aveu reste la raison d'être et le fondement de l'interrogatoire. Il est vrai qu'à la préoccupation de l'aveu à obtenir s'oppose le souci de la liberté individuelle. La science pénale moderne s'efforce surtout d'augmenter les droits et les garanties de l'accusé dans

l'instruction préparatoire. M. Hafter (1), dans une étude récemment parue, précisait cette tendance. L'inculpé traité jadis comme un simple objet « Processobjekt », comme un moyen de preuve, une matière inerte dont on cherchait à « extraire » des aveux, devient une partie véritable au procès, un sujet actif dans la procédure « Processubjekt ». La personnalité de l'inculpé s'affirme. Ses garanties de défense augmentent. Mais précisément la répression étant plus timorée, l'aveu en devient la condition.

On doit reconnaître cependant que la loi de 1897 permettant à l'accusé de préparer toutes ses réponses et de recevoir communication par son défenseur du dernier état de la procédure, a pour conséquences nécessaires de restreindre le nombre des aveux (2). C'est même pour ce motif que le principe de l'instruction contradictoire a rencontré à Saint-Petersbourg, comme à Buda-Pest, lors des derniers congrès pénitentiaires tenus, de nombreux adversaires. M. Cauvière, à l'un d'eux, faisait observer notamment que si quelques juges d'instruction avaient pu, dans certaines circonstances, pécher par excès de zèle, ce n'était pas une raison pour les tenir tous en suspicion, pour les placer dans leurs interrogatoires sous la dépendance des avocats des inculpés. Il estimait que la loi n'a d'autre but que d'empêcher l'aveu qu'il consi-

(1) « La situation de l'inculpé dans l'instruction préparatoire d'après le Code de procédure pénale du canton de Zurich », *Revue pénale Suisse*, 6^e livraison, *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 957.

(2) M. Morizot-Thibault, *L'instruction préparatoire*.

dère comme la meilleure des preuves et comme le commencement du repentir chez le coupable (1).

Mais si l'interrogatoire, contrôlé par l'avocat, sert à la défense de l'accusé, il reste toujours le moyen par excellence d'instruction. Il ne faut pas, à cause des abus commis, parce que la liberté de défense de l'accusé doit être sauvegardée, qu'il soit dévié de son but, qu'il fournisse au coupable un moyen de résister à l'aveu. C'est l'écueil que rencontre la théorie de la libre contradiction dans l'interrogatoire. En réalité, avec la loi de 1897, si l'interrogatoire est utile pour la justification de l'accusé, il conserve le même but : amener l'aveu de la culpabilité. La loi a simplement voulu donner une protection étendue à l'inculpé en permettant à l'avocat de surveiller les actes de l'instruction. « Le rôle de l'avocat, disait M. Jean Dupuy, est d'encourager l'inculpé à répondre aux questions qui seront posées hors de toute crainte d'une fausse interprétation ou d'une traduction défectueuse (2). L'inculpé sera donc interrogé en présence d'un conseil. Le but de l'interrogatoire n'est pas changé. Les aveux ainsi obtenus seront plus dignes de foi, plus solides et plus purs ; faits librement en dehors de toute contrainte morale, le juge pourra s'appuyer sur eux en toute confiance pour baser une condamnation. Nous reviendrons sur ce point.

Avec les précautions prises par la loi de 1897, devant

(1) *Revue pénitentiaire*, 1902, p. 1122.

(2) Séance du 18 mai 1897.

la juridiction d'instruction, pour que l'inculpé soit protégé contre ses propres déclarations, aucun abus n'est plus possible. La légitimité de l'interrogatoire ne saurait être mise en doute. Devant la juridiction de jugement, où il s'agit moins de rechercher la preuve que de l'administrer (1), où la discussion sur les preuves est publique et contradictoire, il ne peut être question de sa suppression.

Un mouvement très fort s'est produit cependant en doctrine, en faveur du système anglais qui supprime l'interrogatoire et fait examiner les témoins successivement et contradictoirement par l'accusation et la défense, en ne laissant au juge qu'un pouvoir modérateur (2).

(1) V. Garraud, *Instruction criminelle*, 1907, p. 497 et suiv.

(2) V. l'article de M. Esmein : « *Le Criminel Evidence act de 1898*, p. 347 et suiv., dans la *Revue Politique et parlementaire*, 1898, t. IV. M. Esmein rappelle la manière humoristique et saisissante dont Dickens a traduit cette situation : « C'est dans le Magasin d'Antiquités » où il nous montre un pauvre garçon surnommé Kit, poursuivi à raison d'un vol qu'il n'a pas commis, mais dont les apparences sont contre lui. Il a répondu « not guilty », voici alors ce qui se passe : « Lorsqu'un des messieurs en perruque se leva et dit « Je suis pour le prisonnier, My Lord », Kit lui fit une révérence et lorsqu'un autre monsieur en perruque se leva et dit « Moi je suis contre lui, My Lord », Kit trembla très fort et lui fit aussi une révérence. Dans son cœur il n'espéra pas que le premier monsieur fût de force à lutter contre le second, et pensa que bientôt il serait couvert de honte. Les débats se déroulent, les témoins sont examinés et contre-examinés, mais c'est toujours une affaire entre les deux Messieurs, le Monsieur de Kit et l'autre. Le malheureux accusé est là qui compte les coups et suit les péripéties. Enfin il est condamné comme dans un rêve, sans être intervenu, comme s'il s'agissait, d'un autre. » — V. également, Halton, *Etudes sur la procédure criminelle en Angleterre et en France*, 1898.

On sait qu'en Angleterre la procédure n'a pas perdu son caractère accusatoire. Là point de juge d'instruction, point de secret. Elle part de ce principe que l'accusé est un simple spectateur des actes de procédure qui s'accomplissent contre lui et des débats qui se déroulent. On ne procède pas à son interrogatoire, car il doit être jugé seulement d'après les preuves fournies contre lui, il n'a pas à se charger lui-même, pas plus qu'il n'a à se disculper. Un crime est-il commis, après une information sommaire, faite exclusivement par la police, l'inculpé est conduit devant un juge de paix (Magistrate) ou devant une « Police Court » qui décide s'il doit être renvoyé devant un jury d'accusation. Dans la première phase de la procédure les déclarations de l'inculpé, s'il en fait, sont recueillies et utilisées, mais depuis longtemps la loi oblige le « Constable » ou le « Magistrate » à avertir le prisonnier qu'il est tenu à ne rien dire et tout ce qu'il dira sera utilisé contre lui. Lorsque le grand jury, devant lequel il ne comparait pas, a renvoyé l'accusation devant la juridiction de jugement et que celui-ci comparait devant le « Criminal Court » pour être jugé, une question, une seule lui est posée. Plaide-t-il coupable ou non coupable ? S'il plaide coupable, c'est-à-dire s'il avoue librement, cela suffira et le juge prononcera la peine sans qu'il soit besoin d'un verdict du jury. Si au contraire il plaide non coupable, la procédure se déroule devant le jury. Mais alors, si l'accusé a un défenseur, il devient un spectateur passif dans le « dock ». Non seulement il ne subit aucun

interrogatoire, mais il n'a pas le droit d'intervenir et de prendre la parole.

En enlevant à l'accusé la faculté de se compromettre elle le paralyse souvent aussi dans sa défense et la protection se retourne contre lui. « On a du reste reconnu que cette procédure devrait être modifiée et on permet à l'accusé de faire une déclaration devant ses juges (statement). Mais cette déclaration était insuffisante. Une seule solution était possible : écarter la règle d'après laquelle, en droit anglais, on ne peut être témoin dans sa propre cause. C'était le principe du *Criminal Evidence Act* de 1898, qui déclare que toute personne inculpée d'un délit (offense) sera un témoin valable pour sa défense, sans distinguer si la personne ainsi inculpée est seule inculpée ou si elle l'est conjointement avec d'autres (1). »

L'accusé est un témoin. Il prêtera serment et subira l'interrogatoire dirigé par son défenseur et l'avocat de l'accusation (examination et cross-examination). Il n'est point forcé de déposer et de se soumettre à la « cross-examination ». Mais en fait pour se disculper et à cause de la mauvaise impression que peut produire sur les juges le refus de s'expliquer, il sera moralement obligé de se prêter à la « cross-examination ». « Dans ces conditions, ainsi que le conclut M. Esmein (2), on peut se demander si le système anglais n'est pas moins favorable à l'in-

(1) Esmein, *Le Criminal Evidence Act* de 1898, *op. cit.*

(2) Esmein, *eod. loc.*

culpé que l'interrogatoire subi en France. » L'interrogatoire tel qu'il est pratiqué actuellement apporte à l'accusé le maximum de garanties. Tout abus semble impossible ; dirigé par un magistrat expérimenté, impartial, il obtiendra aussi bien l'aveu de l'accusé coupable, qu'il fera apparaître la fausseté de l'inculpation relevée contre un innocent (1).

Nous avons emprunté l'institution du jury, qui n'est pas exempte de tout reproche, à la législation anglaise, la nécessité n'apparaît point de lui faire un nouvel emprunt. L'interrogatoire doit être maintenu, soit devant les juridictions de jugement, soit devant les juridictions d'instruction, avec des garanties pour la libre défense de l'inculpé, comme celles apportées par la loi de 1897, qui, bien qu'elles ne donnent pas une entière satisfaction, constituent cependant une innovation intéressante.

Dans le dernier projet du Code de procédure pénale qui ait paru, le Code italien de procédure pénale, l'interrogatoire subsiste, soit devant la juridiction d'instruction, soit devant celle de jugement. Le président continue à interroger l'accusé. On fait remarquer que le pouvoir modérateur du président, tel qu'il existe dans la législation anglaise, est parfois insuffisant ! « Avec les mœurs actuelles, où l'audience surtout aux assises est régie par une esthétique spéciale qui la veut chargée d'incidents violents, on ajoute qu'elle eût risqué de pro-

(1) Sur ce point : Garraud, *Précis*, 1907, *op. cit.*, p. 684.

longer et d'envenimer les débats : l'« examination » et la « cross-examination » dégénérant en altercations. Le président forcé d'intervenir eût été lui-même pris à partie, perdant ainsi sa dignité d'arbitre impartial (1). »

Toutes ces raisons justifient le maintien de l'interrogatoire dans la procédure pénale.

L'interrogatoire dans l'instruction préparatoire.

« L'interrogatoire dans l'instruction préparatoire est un des moyens les plus sûrs d'investigation. Il met le prévenu en état de faire éclater son innocence, ou il l'amène à confesser sa culpabilité, soit qu'il avoue expressément, soit qu'il reconnaisse les faits qui l'établissent, soit qu'il s'embarrasse par des systèmes trompeurs ou qu'il se trahisse par des mensonges (2). »

C'est le juge d'instruction qui est chargé d'interroger le prévenu. Son rôle est particulièrement délicat, car il doit être impartial, s'efforcer de découvrir la vérité sans se rendre coupable d'excès de zèle ou d'abus, et arriver à l'aveu sans promesses fallacieuses ni menaces qui enlèveraient toute valeur à l'aveu ainsi obtenu (3).

L'ordonnance de 1670 consacrait un titre entier à l'in-

(1) Le nouveau Code italien de procédure pénale, *Revue pénitentiaire*, 1907, not. p. 520.

(2) Duverger, *op. cit.*, p. 240.

(3) « Les interrogatoires sont les actes les plus difficiles et les plus délicats de la procédure ; les juges les plus habiles se trouvent souvent embarrassés. » — Serpillon, *G. instr. crim.*, t. I, p. 624.

interrogatoire des accusés. Ni le Code de brumaire an IV, ni notre Code d'instruction criminelle, ne déterminent les formalités essentielles de l'interrogatoire. Le Code d'instruction criminelle se borne à décider que les prévenus seront interrogés sans différer en cas de flagrant délit et de mandat de comparution ; dans les 24 heures en cas de mandat d'amener ou de transfert dans une maison de justice. La loi du 8 décembre 1897 consacre certaines garanties pour la défense de l'inculpé, mais ne réglemente pas à proprement parler la forme de l'interrogatoire.

La doctrine et la jurisprudence ont formulé des règles que nous allons examiner, particulièrement celles qui ont trait à la provocation ou à la constatation de l'aveu (1). Les termes de l'ordonnance de 1670 précisent toute la théorie de l'interrogatoire. L'accusé est « bien et dûment interrogé ». L'instruction doit être loyalement menée ; l'interrogatoire habilement et utilement dirigé. Ce sont là les conditions de l'obtention de l'aveu.

Un interrogatoire ne peut avoir une portée efficace, quant à l'aveu, que s'il est fait par le magistrat qui a constaté le fait incriminé, qui recueille les charges et les preuves, qui est renseigné sur la personnalité de l'inculpé, en un mot qui dirige toute la procédure préparatoire. C'est pour ces motifs que le prévenu est interrogé par le juge d'instruction lui-même (2).

(1) Sur tous ces points, voir Garraud, *Précis*, 1907, p. 678 à 688.

(2) Garraud, *Précis*, 1907, p. 680.

Déjà l'article 144 de l'ordonnance de 1539 avait prescrit au juge de procéder en personne aux interrogatoires, récolements et confrontations. Mais jusqu'à l'ordonnance de 1670, l'information pouvait être déléguée à un greffier, à un notaire ou à un sergent, ce qui entraînait de graves abus (1).

Le juge depuis l'ordonnance de 1670, article 2, t. XIV, est tenu de vaquer en personne à l'interrogatoire qui ne peut en aucun cas être fait par le greffier. L'ordonnance prononçait la nullité de l'interrogatoire fait par le greffier et une amende de cinq cents livres tant contre le greffier que contre le juge. La première de ces sanctions subsiste seule aujourd'hui.

La loi donne au procureur de la République le droit de procéder à l'interrogatoire au cas de flagrant délit (2), d'après le Code d'instruction criminelle, article 40 « au cas de flagrant délit le procureur interroge sur le champ l'inculpé amené devant lui ».

On s'est demandé si, avec la loi du 8 décembre 1897, le procureur de la République procède légalement en interrogeant l'inculpé conduit devant lui, sans l'avertir qu'il

(1) C'était un grand mal que l'emploi de subalternes dans une fonction aussi importante. « N'y a si homme de bien qui ne soit mis en peine par ces sergents et notaires... et font l'information grosse ou maigre selon le désir de la partie, etc. ». — Imbert III, ch. XIII, n^{os} 14.

(2) Voir aussi la loi du 8 décembre 1897, articles 4, 5 et 6. Le procureur peut interroger le prévenu arrêté en vertu d'un mandat d'amener et trouvé hors de l'arrondissement où celui-ci a été délivré ; c'est un interrogatoire de pure forme.

est libre de ne pas faire de déclaration, sans lui donner avis de son droit d'avoir un conseil. On répond par l'affirmative : la loi de 1897 n'a en vue que les opérations et les attributions du juge d'instruction et ne vise ni les constatations ni les actes d'information auxquels le procureur de la République est obligé de procéder en qualité d'officier de police judiciaire (1).

On comprend aisément que le juge d'instruction soit tenu de procéder lui-même à l'interrogatoire. C'est un acte trop important pour qu'il puisse n'en remettre le soin à personne ; en effet, d'après les explications du prévenu résultant de l'interrogatoire, la procédure prendra telle ou telle direction.

L'article 103 du Code d'instruction criminelle prévoyait un seul cas où la loi donnait l'autorisation au juge de déléguer cet interrogatoire. Lorsque, en vertu d'un mandat d'amener, un prévenu est arrêté plus de deux jours après la date de ce mandat, hors de l'arrondissement du juge qui l'a décerné et à plus de 5 myriamètres du domicile de ce magistrat, aux termes de l'article 100 du Code d'instruction criminelle, le prévenu n'est tenu de se rendre au mandat, « que s'il est muni des effets ou instruments qui feront présumer qu'il est l'auteur ou complice des crime ou délit ». Si le prévenu n'est trouvé nanti d'aucun des objets indiqués, il a le droit

(1) Cass., 12 mars 1898, *Bul. Cass. crim.*, n° 110, S. 99.I.297 ; D. 98.1.208. Dagallier et Bazanet, *Commentaire théorique et pratique de la loi de 1897*, n° 31, p. 92.

d'être interrogé dans l'arrondissement où s'est faite l'arrestation. « Le juge d'instruction chargé de l'affaire transmettra sous cachet, au juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les notes et précis relatifs au délit, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu » (article 103, C. d'instr. crim.).

La situation s'est-elle modifiée depuis la loi de 1897 ? La loi du 8 décembre 1897 se préoccupe dans les articles 4, 5 et 6 du cas où l'inculpé est ainsi arrêté dans un endroit éloigné du lieu dans lequel réside le juge d'instruction. Les formalités ont été simplifiées ; on évite les circuits et les complications qui pouvaient résulter des articles 101, 102 et 103 du Code d'instruction criminelle. — Art. 4 : « Si l'inculpé est trouvé hors de l'arrondissement où a été délivré le mandat, il est conduit devant le procureur de la République. » — Art. 5 : « Le procureur l'interroge sur son identité, reçoit ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, et l'interpelle sur le point de savoir s'il consent à être transféré. » — Art. 6 : « Le juge d'instruction saisi de l'affaire décide s'il y a lieu d'ordonner le transfèrement de l'inculpé. »

On considère, en général, que les dispositions nouvelles des articles 4, 5 et 6 de la loi de 1897 ont abrogé implicitement les articles 100 et suivants du Code d'instruction criminelle (1). Certains auteurs, il est vrai, pré-

(1) V. circulaire du garde des sceaux du 10 décembre 1897, Dalloz, *Code annoté sous l'article* ; Albanel et Brégeault, n° 40 ; Garraud, n° 405 ;

tendent que la loi du 8 décembre 1897 ne les abrogeant pas expressément, ces dispositions survivent (1). Mais l'opinion qui semble prévaloir est que la loi de 1897 réforme sur ce point la législation antérieure et qu'aux articles 100 et suivants doivent être subsituées les dispositions de la nouvelle loi.

La circulaire du garde des sceaux déclare que, suivant la modification apportée par l'article 6, le juge d'instruction doit statuer immédiatement sur le transfert de l'accusé et n'a plus la faculté, inscrite dans l'article 103 du Code d'instruction criminelle, de renvoyer les pièces à son collègue du lieu de l'instruction le chargeant ainsi de procéder à l'instruction.

La faculté donnée au juge de déléguer ses pouvoirs dans ce cas particulier a donc disparu avec l'abrogation implicite de l'article 103. Cette exception, du reste, ne faisait que confirmer le principe d'après lequel un juge d'instruction, chargé d'une affaire, doit procéder lui-même à l'interrogatoire et ses pouvoirs ne sauraient être délégués.

On estime cependant qu'aucune disposition de la loi n'enlève au juge le droit de faire prendre des interrogatoires par délégation (2). Les textes qui s'occupent de cette délégation sont, il est vrai, limitatifs. C'est l'article 266 qui dispose que le président d'assises chargé

(1) Dagalier et Bazenet, p. 88.

(2) Duverger, *op. cit.*, p. 503 et 504. — V. Dalloz, *Rép.*, V^o *Inst. crim.*, n^o 577.

d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice pourra déléguer ses fonctions ; c'est l'article 497 qui déclare que lorsqu'une section de la Cour de cassation est saisie de l'examen d'une prévention criminelle contre un tribunal ou un juge, le président peut déléguer l'audition de témoins et l'interrogatoire des prévenus à un juge d'instruction autre que celui du lieu où ils se trouvent. On ne saurait évidemment induire de ces deux textes une tendance du législateur à étendre la délégation de l'interrogatoire. Il est l'acte principal de l'instruction préalable. C'est au juge d'instruction à le diriger lui-même. « C'est dans les réponses, les aveux ou les dénégations que le juge peut puiser la direction qu'il donne à la procédure. Comment pourrait-il donc instruire, s'il ne connaît pas la personne contre laquelle il instruit, s'il ne se rend compte ni de ses habitudes, ni de son caractère, ni de ses antécédents, s'il n'a d'autres renseignements que le procès-verbal d'un interrogatoire subi devant un juge étranger à la procédure qui ne peut suppléer à la présence même du prévenu, à l'examen de ses gestes, de son attitude, aux questions que ses réponses avaient pu susciter (1). »

Il peut arriver que cette délégation de l'interrogatoire soit parfois indispensable, elle doit être l'exception. Dans l'étude de la provocation de l'aveu qui nous intéresse, l'aveu sera plus facilement obtenu par le juge qui dirige

(1) Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 551 et suiv.

l'affaire et il pourra en être tenu compte avec plus de sécurité dans la suite de la procédure. Il faut limiter la délégation de l'interrogatoire aux seuls cas où elle est rendue nécessaire et pour les cas de force majeure (1).

Le juge d'instruction est donc, en principe, seul compétent pour accomplir les actes d'instruction. Il suit de là que s'il a le droit de déléguer, par voie de commission rogatoire, d'autres magistrats à l'effet de procéder à des opérations d'instruction, il ne peut jamais déléguer, pour cet objet, un magistrat du ministère public dont les attributions diffèrent essentiellement de celles du juge d'instruction (2). Lorsqu'il s'agit d'opérations à accomplir hors de son arrondissement, le juge commettant ne peut déléguer que le juge d'instruction du lieu, conformément aux articles 84 et 90 du Code d'instruction criminelle (3).

Mais à côté des actes d'instruction proprement dits, tels que les perquisitions, saisies, interrogatoires d'inculpés, auditions de témoins, une procédure criminelle se complète souvent par des renseignements de moralité sur les inculpés. Ces derniers éclairent le magistrat instructeur dans la recherche de la vérité et la juridiction

(1) C'était, du reste, la règle de notre ancienne jurisprudence. Jousse notamment indique : « On peut aussi déléguer pour interroger l'accusé, lorsqu'il est arrêté hors du ressort où s'instruit le procès, et qu'il est hors d'état d'être transféré. »

(2) *Jurisp. générale*, V^o *Instruction criminelle*, n^o 582 et suiv.; *Supplément*, V^o *Procédure criminelle*, n^o 799 et suiv. — V. aussi : *Code d'instruction criminelle* annoté, art. 90, n^o 35 et suiv.

(3) *Jurisp. générale*, v^o *cit.*, v^o 582; *Suppl.*, *eod. verb.*, n^o 799.

de jugement dans sa décision. Ce ne sont pas, au sens précis de l'expression, des actes d'instruction, qui doivent suivre les formes des articles 84 et 90 du Code d'instruction criminelle. Dans la pratique de tous les jours, les juges d'instruction chargent les maires, les commissaires de police ou de gendarmerie de recueillir et de leur fournir des indications de cette nature. Un juge d'instruction peut, donc à bon droit et sans violation de la loi, charger le parquet d'une autre ville de lui transmettre des renseignements de moralité sur un inculpé (1).

Il a été jugé, en ce sens, que le juge d'instruction chargé d'une information ne commet aucune violation de la loi en demandant par voie de commission rogatoire au procureur de la République d'une autre ville des renseignements sur la moralité, les antécédents de l'inculpé se disant né dans cette ville (2). La solution de cet arrêt a été critiquée.

On voit les objections qu'elle suscite. Il semble qu'on réunisse dans la même personne les deux qualités de partie poursuivante et de magistrat instructeur que le Code sépare d'une manière absolue sauf le cas de nécessité dans l'hypothèse du flagrant délit. Une pareille solution ne constitue-t-elle pas une déformation du Code d'instruction criminelle, à cause de la diminution de

(1) Note sous arrêt de Cassation, 24 décembre 1904, D. 1905.1. 206 ; Comp. Crim., 5 septembre 1901, D. 1903.1 622, S. 1907.1.198.

(2) Arrêt du 24 décembre 1904, précité. — Voir également Cass., 16 juillet 1868, Blaignon, *Bull. crim.*, n° 168.

garanties que le législateur de 1808 assurait à l'impartialité des informations judiciaires. Il semble cependant que cet arrêt doit être pleinement approuvé. Il n'y a pas, en effet, d'inconvénients à admettre que les demandes de renseignements sur la moralité de la famille, de l'inculpé, toutes choses qui ne touchent pas essentiellement à l'information ouverte contre ce dernier, puissent être adressées au procureur de la République, qui, en sa qualité de chef du parquet, est à même de réunir ces renseignements d'une façon complète et précise. De plus en droit, une pareille décision se justifie. Il ne s'agit pas, en réalité, d'une commission rogatoire à proprement parler. Le procureur de la République n'a pas besoin d'une délégation particulière pour réunir les renseignements qui lui sont demandés ; il trouve en lui le pouvoir pour y procéder ; il agit *ex officio suo*, donc en dehors des dispositions de l'article 84 du Code d'instruction criminelle (1).

Du reste la jurisprudence, malgré l'opposition de la doctrine, a décidé que ces dispositions de l'article 84 ne sont pas limitatives (2).

Il y a un danger toutefois pour les aveux, qui peuvent être recueillis au cours de ces informations. Dans les grandes villes, par suite de la multiplicité des affaires, on ne se contente pas de demander aux officiers de

(1) Note Sirey, sous arrêt 24 décembre 1904, 1907.1.198.

(2) V. Cass., 14 juin 1866, S. 67.1.189, P. 67, 427 et note ; 21 novembre 1879, S. 80.1.188.

police judiciaire de simples renseignements sur l'inculpé : ceux-ci, commissaires de police, commissaires aux délégations judiciaires, font comparaître l'inculpé devant eux et procèdent à de véritables interrogatoires. Nous ne saurions trop nous élever contre de telles pratiques, qui suppriment toutes les réformes apportées en vue de la liberté de défense de l'inculpé.

L'instruction est faite par le juge d'instruction. L'interrogatoire, l'acte principal de l'instruction, lui est réservé par la loi. Il peut déléguer l'interrogatoire au cas de nécessité. Il ne peut se décharger de l'interrogatoire, en le confiant à des officiers de police judiciaire. Quelle serait la valeur de ces aveux obtenus, on ne sait par quels procédés, en dehors de tout contrôle ? Cette pratique, qui semble vouloir s'établir, qu'avant l'instruction telle qu'elle est organisée par la loi, une information soit ouverte, où l'inculpé est entendu, doit être rigoureusement condamné. Le rôle de la police judiciaire doit se borner aux recherches de renseignements, dans la limite que nous avons indiquée, et aux arrestations. Ce sont les conditions d'une instruction préparatoire loyale et complète, dans laquelle les aveux recueillis ont toute leur valeur et puisent leur force probante. La jurisprudence n'est cependant pas hostile à ces procédés.

Elle admet que le procureur de la République pourrait même recevoir les déclarations de l'inculpé.

C'est ainsi qu'il a été jugé que « bien que le procureur impérial ne puisse procéder à aucun acte d'instruc-

tion, hors les cas prévus par les articles 32 et 46 du Code d'instruction criminelle, il peut cependant en cas d'urgence, notamment lorsque le juge d'instruction est dessaisi de l'affaire sans que la chambre des mises en accusation ait été encore saisie, dresser à titre de simples renseignements procès-verbal des aveux de l'accusé et ce procès-verbal peut dès lors être remis aux jurés avec les autres pièces du procès » (1).

Que le procureur de la République recueille les aveux d'un accusé au cas d'urgence et fasse ainsi acte d'instruction, l'authenticité et la sincérité de ces aveux sont garanties par le caractère et la dignité de ses fonctions. Nous ne saurions admettre que de simples officiers de police judiciaire, prêts à voir dans tout inculpé un coupable, aient le droit d'interroger en l'absence d'un conseil, amenant et contraignant l'inculpé à un aveu, consigné dans un procès-verbal, contre lequel celui-ci n'aura aucun recours et qui le suivra dans toute la procédure.

L'interrogatoire de l'inculpé se fait au Palais de Justice, en dehors des cas de force majeure.

Afin de donner plus de garanties aux déclarations de l'inculpé et pour obtenir plus aisément l'aveu, l'accusé, dans notre ancien droit, devait prêter serment de dire la vérité. Le serment avait été introduit dans l'usage en matière criminelle ; l'ordonnance de 1670 l'imposait formellement à l'accusé. Cette nécessité du serment fut

(1) Cass. crim., 13 janvier 1870, S. 70.1.141. — V. Cass., 29 juin 1865, S. 66.1.38.

l'objet dans la conférence préparatoire de l'ordonnance de 1670 de vives contestations. Le président de Lamignon protesta contre l'usage qu'on faisait du serment et lutta pour le faire écarter des dispositions de l'ordonnance. Il montrait que cette prestation de serment mettait l'accusé dans la nécessité de commettre un parjure, en déniait la vérité « engageant infailliblement l'accusé à perpétrer un nouveau crime » (1), qu'il en résultait un combat entre les deux plus saintes obligations qui soient au monde, le devoir naturel obligeant l'homme à conserver sa vie et la religion du serment qui l'oblige à dire la vérité. « De Thou, disait-il interrogeant un accusé de crime qualifié, ne voulut jamais lui faire prêter serment, parce qu'il n'y avait aucune ordonnance qui obligeât les juges de l'exiger de l'accusé et qu'il ne voulait pas l'engager dans un parjure manifeste. » M. Pussort et M. Talon répondaient que l'article 154 de l'ordonnance de 1539 soumettait l'accusé à prêter serment, hors de la confrontation avec les témoins, pour affirmer la sincérité des reproches, que l'usage avait adopté ce serment (2). C'est dans ces conditions que l'article fut rédigé et le serment maintenu.

Cette exigence odieuse fut vivement attaquée par les publicistes du ^{xviii}^e siècle ; elle fût seulement abolie par l'article 12 du décret du 9 octobre 1789.

(1) *Procès-verbal*, p. 153-159.

(2) V. Esmein, *op. cit.*, p. 230 et suiv. — V. Garraud, *Précis*, 1907, p. 680.

Cette obligation de la prestation de serment imposée à l'accusé peut paraître abusive, parce qu'elle soumettait l'accusé à une véritable torture morale. Elle ne nous surprend pas à une époque où la conviction des juges enchaînée par les preuves légales avait besoin pour se fortifier de l'aveu du prévenu. Le serment de l'inculpé peut être un moyen de provoquer l'aveu, souvent il amènera ce résultat. Et comme tout l'effort de la procédure est d'obtenir l'aveu, la fin justifiera les moyens.

Cette préoccupation de l'aveu est moins sensible dans notre législation ; la pratique de la prestation du serment ne nous apparaît plus que comme une exigence odieuse et un abus intolérable. Dans notre droit, non seulement le juge ne peut obliger l'accusé à prêter serment, mais il ne doit pas recevoir le serment que l'inculpé offrirait de prêter volontairement. Il y aurait atteinte à la liberté du droit de la défense, qui entraînerait la nullité de toute la procédure préalable (1).

La prestation du serment avant l'interrogatoire a disparu de la procédure criminelle des législations. Il est un pays cependant où l'on défère encore le serment à l'accusé. Cette pratique a reparu en Angleterre, avec le *Criminal Evidence Act* de 1898.

On sait que l'accusé, qui n'avait que le droit de faire

(1) Un des seuls arrêts rendus sur ce point est un arrêt de Cassation du 21 août 1879 dont voici le sommaire, « Le juge de répression, en admettant un prévenu à prêter serment, porte atteinte à la liberté de la défense et commet un excès de pouvoir qui entraîne la nullité de son jugement sur la poursuite (D. 80.1.89). »

une déclaration devant ses juges, est devenu depuis le *Criminal Act* un témoin dans sa propre cause. Il pourra déposer en sa faveur, c'est un témoin ordinaire du procès ; il est soumis aux mêmes obligations et à celle de prêter serment de dire la vérité. Ce serment est une qualification essentielle du témoin et il est prêté solennellement. C'est lui, du reste, qui donne toute valeur à la déclaration du « prisonnier ».

Il est intéressant de remarquer que l'Angleterre, fidèle au principe de la procédure accusatoire, était le pays, non seulement n'imposant aux inculpés aucun serment, mais ne leur faisant subir aucun interrogatoire. Or dans toutes les législations le principe de l'interrogatoire subsiste et la prestation du serment pour l'inculpé a disparu (1).

Le Code de procédure criminelle espagnole déclare (art. 387) que le serment ne peut jamais être exigé des prévenus. Il prend soin de l'indiquer formellement (2).

Les caractères de la procédure de l'instruction préparatoire étaient le secret et la non-contradiction, tout se passait à huis clos dans le cabinet du magistrat instructeur (3).

L'interrogatoire avait donc lieu secrètement. Les inculpés devaient être interrogés séparément sans assis-

(1) V. Esmein, étude précitée sur le *Criminal Evidence Act de 1898*, p. 348 et suiv.

(2) Voir le *Code de procédure criminelle espagnol*, traduit et annoté par Verdier et Depeiges, 1898.

(3) Garraud, *Précis*, p. 628.

tance d'autre personne que du juge ou de son greffier. La disposition de l'article 8 du titre XIV de l'ordonnance de 1670 portait que les accusés, de quelque qualité qu'ils fussent, seraient tenus de répondre par leur bouche, sans le ministère de conseil. La pratique était constante en ce sens. L'Assemblée constituante, en établissant la publicité des débats au criminel, a reconnu formellement l'utilité de maintenir le secret de l'instruction préparatoire (1). L'inculpé n'était autorisé à communiquer avec un conseil qu'après sa translation dans la maison de justice du lieu où se tient la Cour d'assises (C. instr. crim., art. 294, 302). Le prévenu ne peut donc se défendre que par les réponses qu'il fait aux interrogatoires et ne trouve aucun secours autour de lui. « La raison de cette règle est, dit Bonnier, parce que la vérité se trouve mieux et est plus pure dans la bouche des accusés que s'ils se servaient du ministère d'autrui qui la pourrait altérer, et qu'il faut que la principale instruction des procès criminels vienne d'eux, comme étant celle qui satisfait le plus la conscience des juges » (2). La règle de notre Code est donc que le prévenu ne reçoive d'autre inspiration que celle de sa conscience. L'accusé livré à lui-même, placé en face de l'acte qu'il a commis sans que rien ne puisse le distraire, est plus près de l'aveu. C'est ainsi que le juge obtiendra l'aveu.

Mais le juge d'instruction, prenant forcément dans

(1) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 351.

(2) V. Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 571.

son interrogatoire pour point de mire de tous ses efforts cet aveu de l'accusé, des abus ont pu se produire. Le juge d'instruction est plutôt disposé à voir un criminel dans tout inculpé. Son pouvoir est absolu. Certains n'ont pas distingué la ruse de la véritable et légitime habileté et recouraient à des moyens nombreux pour obtenir l'aveu : c'était la promesse de l'impunité ou d'une modération de peine si l'accusé avouait. La menace consistait en celle d'une aggravation de peine ou d'une prolongation de la détention préventive en cas de refus de l'aveu. Et à ce dernier moyen, sans penser à mal, le magistrat le plus consciencieux recourait bien souvent, lassant le prévenu et l'acculant à l'aveu.

Ces procédés ne sauraient être employés. Un juge d'instruction, dit Bonnier, a été jusqu'à prétendre qu'il fallait enlever un aveu. Quel scandale que l'aveu d'un parricide ainsi extorqué à la femme Gandin (1). Habituels dans notre ancien droit (2), les abus étaient heureusement assez rares à notre époque. Ils ont cependant nécessité des réformes.

C'est pour ces motifs que la publicité et la contradiction dans l'instruction préparatoire ont été introduites. Ce sont les garanties contre les vexations de cette nature

(1) Cour d'assises du Nord, 13 avril 1861.

(2) « Certes, disait Montaigne, j'ai eu souvent despit de voir les juges attirer par fraudes et fausses espérances de faveur ou pardon, le criminel à découvrir son fait et y employer la piperie et l'impudence... c'est une justice malicieuse et ne l'estime pas moins blessée par lui-même que par autrui. » *Essais*, liv. III, ch. 1.

et contre cette torture morale imposée aux accusés. Le moyen le plus efficace, pour protéger l'inculpé contre les abus de l'instruction, fait remarquer M. Garraud, consiste à lui accorder l'appui d'un défenseur capable de l'éclairer sur ses droits et de le mettre en garde contre les pièges qui pourraient lui être tendus. La loi du 8 décembre 1897 a réalisé cette réforme depuis longtemps réclamée (1).

(1) Dans les autres législations, cette réforme n'a pas encore abouti.

Le secret de l'instruction a été maintenu en Allemagne, M. Mittermaier (trad. Alexandre, p. 300) signalait l'utilité de la publicité de la procédure en ces termes : « Le juge d'instruction est amené à rechercher l'aveu par suite du caractère de la procédure. De là souvent des promesses fallacieuses, des menaces : de là ces détentions préventives prolongées à dessein dans l'espoir d'une confession qui se fait attendre. Les lois allemandes, sous le nom de peines de désobéissance, autorisent les coups, l'incarcération plus longue ou plus douloureuse, contre tout inculpé qui refuse de répondre ; ce sont là autant de prétextes fournis au juge pour imposer de véritables tortures à l'inculpé qui ne voulait pas avouer et qui souvent, poussé par le désespoir, débite autant de mensonges sous forme de confession. » Avant la promulgation du Code de procédure allemand de 1877, les peines disciplinaires encourues avaient disparu ; par son silence le Code de 1877 a écarté tous ces procédés de répression.

Le canton du Valais autorisait la commission à mettre en état de détention sans durée fixe le prévenu qui se refuse obstinément à répondre. Les cantons de Neuchâtel et de Fribourg interdisent formellement l'emploi de menaces pour extorquer un aveu au prévenu. — Sur ce point : Voir *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1903, p. 429. Le Code d'instruction criminelle autrichien de 1873 consacre à l'interrogatoire de l'inculpé un chapitre et renferme des prescriptions adressées au juge pour empêcher tout abus de sa part. Le conseil ne peut cependant pas assister à l'interrogatoire.

Voir pour plus de détails : Bonnier, *op. cit.*, p. 349 et surtout Garraud, *Instruction criminelle*, 1907, t. I, p. 128, 129 et suiv.

L'instruction dans notre droit n'est plus secrète vis-à-vis de l'inculpé, qui a la communication par son défenseur des pièces de la procédure et des charges relevées contre lui. En ce qui concerne le secret de la procédure, l'article 10 de la loi de 1897 s'exprime ainsi : « La procédure doit être mise à la disposition du conseil, la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir. » La contradiction existe, en ce sens que, lors de la première comparution (art. 3), le magistrat instructeur constatant l'identité de l'accusé lui fait simplement connaître les faits qui lui sont reprochés et reçoit sa déclaration, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, sans l'assistance d'un conseil. Quant au second interrogatoire et à ceux qui le suivent, au cas où le juge croit devoir y procéder, la loi de 1897 prescrit à celui-ci de ne le faire qu'en présence du conseil de l'inculpé ou après une convocation dûment adressée.

Si la loi de 1897 a assuré la libre défense de l'accusé, elle a rendu peut-être, ainsi que nous l'avons vu, la provocation de l'aveu plus difficile. Le juge est tenu de prévenir l'accusé qu'il est libre de ne rien répondre aux questions qui lui sont posées, de ne faire aucune déclaration sans l'assistance de son conseil. L'accusé va hésiter devant un aveu qu'on lui permet de retenir. « N'est-il pas à craindre, comme le fait remarquer M. Dumas, que parfois le défenseur ne s'applique à détourner son client de tout mouvement de sincérité et à oblitérer ce qui lui reste de sens moral au moment où il faudrait que sa

conscience soit en éveil (1). » Si ce danger existe réellement, ce dont nous ne sommes pas certains, le moyen simple de l'éviter serait d'encourager l'aveu, non par des promesses fallacieuses que nous avons blâmées, mais législativement en accordant une diminution de peine, en le considérant comme une circonstance atténuante légale de la culpabilité. Pour obtenir l'aveu, le meilleur moyen est de le favoriser et de le récompenser par une diminution de peine. Ce sera l'objet d'un autre chapitre.

Le rôle du juge d'instruction s'est ainsi modifié. Il apparaît plutôt comme un juge que comme un accusateur. Il demeure au-dessus de l'accusation et de la défense conservant une stricte impartialité qui est le meilleur moyen d'arriver à la découverte de la vérité et d'amener des aveux (2).

Le rôle d'accusateur public appartient dans notre droit au ministère public. Ce serait à lui qu'il appartiendrait de réunir les preuves et de les rechercher parallèlement et contradictoirement avec l'avocat. C'est à l'accusation qu'il appartient dans la rigueur des principes de provoquer l'aveu.

Pour obtenir plus aisément l'aveu, le ministère public représentant l'accusation ne doit-il pas assister à la procédure et être présent aux interrogatoires ?

C'est le rôle du ministère public ?

Mais une première question se pose, celle de savoir si

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 589.

(2) V. Garraud, *Précis*, 1907, *op. cit. passim*.

le magistrat du ministère public a le droit de pénétrer dans le cabinet du juge d'instruction et d'assister à des actes de l'information ?

Cette question n'a pas été tranchée par la loi du 8 décembre 1897 : elle ne l'a pas été davantage par la circulaire du garde des sceaux du 10 décembre 1897 (1). La Cour de cassation n'a pas eu à se prononcer, et le seul document de jurisprudence qui puisse être produit est un jugement du tribunal de Corbeil du 11 novembre 1901 (2), dont voici le sommaire : « S'il est préférable et plus conforme à la volonté du législateur que les membres du parquet s'abstiennent d'assister aux interrogatoires et confrontations auxquels procède le magistrat instructeur, cependant il n'y a pas nullité de la procédure à raison de la présence du ministère public à un interrogatoire et à une confrontation. »

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, quelques auteurs enseignaient que le magistrat du parquet ne peut assister aux dépositions des témoins, l'article 73 du Code d'instruction criminelle disposant que ceux-ci seraient entendus séparément et hors la présence du prévenu par le juge d'instruction assisté de son greffier (3).

(1) *D. périod.*, 97.4.129.

(2) *D.* 1903.2.301.

(3) Bourguignon, *Jurisprudence des Codes criminels*, t. I, p. 182 ; Mangin, *De l'instruction écrite*, t. I, p. 117 ; Duverger, *Manuel des juges d'instruction*, t. I, p. 189, t. II, p. 188 ; Faustin Hélie, *op. cit.*, t. IV, n° 1859 ; Carnot, *De l'instruction criminelle*, t. I, p. 337, 2^e édition.

Mais comme la loi ne faisait pas défense à ce magistrat d'y assister, sa présence ne saurait entraîner la nullité. En ce qui concerne les interrogatoires, certains exprimaient l'opinion que le ministère public pouvait y assister. D'autres auteurs (1) faisaient remarquer que l'article 80 n'autorise le juge d'instruction à condamner le témoin que sur les conclusions du procureur de la République, ce qui suppose virtuellement la présence de ce magistrat à l'audition des témoins.

Pour refuser l'accès du cabinet du juge d'instruction au ministère public, on rappelait les prescriptions de l'ordonnance de 1670. Le prévenu doit comparaître devant le magistrat instructeur, seul sans l'assistance du ministère public (2). Il en est de même, dit-on, aujourd'hui. Carnot disait. « De ce que l'article 94 du Code d'instruction criminelle porte que le mandat d'arrêt ne sera décerné qu'après avoir entendu le ministère public, il faut conclure que le ministère public pouvait assister à l'interrogatoire du prévenu. » Il a rétracté cette opinion dans la suite. « Néanmoins, dit Massabiau, dans un seul cas peut-être, la présence du procureur de la République à l'interrogatoire pourrait être tolérée ; ce serait en cas de flagrant délit, parce que la loi l'investit du pouvoir d'interroger lui-même en l'absence du juge d'instruction, et qu'il est essentiel que le ministère public soit informé

(1) En ce sens, Rodière, *Eléments de procédure criminelle*, p. 82 ; Garraud, *Précis de Droit criminel*, 1^{re} édit., p. 631.

(2) Art. 6, tit. XIV de l'ordonnance de 1670.

le plus promptement possible, soit des révélations, soit du système de défense de l'inculpé, afin que, pendant que l'interrogatoire se continue, il puisse faire procéder sur le champ aux interrogatoires nécessaires pour parvenir à la découverte de la vérité (1). »

Après la loi du 8 décembre 1897, on enseigne que la faculté pour le ministère public d'assister aux dépositions des témoins, aux interrogatoires, aux confrontations est devenue une véritable nécessité puisque le défenseur de l'inculpé a acquis le droit d'entrée dans le cabinet du juge d'instruction. « Alors que les intérêts de la défense se trouvent représentés au cours de l'instruction, dit M. André, qui donc pourrait représenter les intérêts de l'accusation, le juge n'est qu'un simple enquêteur, il n'est pas un accusateur. Il est inévitable de songer à placer auprès du juge d'instruction le ministère public en face du défenseur (2). » M. le sénateur Guérin disait à la séance du Sénat du 21 mai 1897 : « Si voulez la contradiction loyale et sincère, l'égalité entre l'accusation et la défense, vous ne pouvez pas faire entrer l'avocat et laisser le ministère public à la porte (3). »

M. Constans, l'auteur de la proposition de loi, s'explique très nettement à cet égard : « Quant au procureur de la

(1) Massabiau, t. II, n° 2631.

(2) André, *Régime modifié de l'instruction judiciaire*, p. 82 ; dans le même sens : Dagallier et Bazanet, *Commentaire théorique et pratique de la loi du 8 décembre 1897*, p. 846 ; D. 97.4.126.

(3) *Journal officiel*, 22 mai 1897, p. 846.

République, nous ne lui avons pas ouvert la porte par cette raison simple, qu'elle lui est déjà ouverte et que nous n'avons pas besoin d'enfoncer une porte qui s'ouvre d'elle-même (1). »

Certains auteurs ne sont pas de cet avis (2). Mais le jugement du tribunal de Corbeil semble avoir précisé la difficulté et donné une solution équitable. La présence du ministère public à un interrogatoire n'entraînera pas la nullité de l'interrogatoire. Il est de principe que les nullités sont de droit étroit (3). Telle est la jurisprudence actuelle.

Est-il désirable que le ministère public assiste aux interrogatoires ? (4)

La question a été l'objet de discussions et études ; notamment elle fut examinée à une séance de la Société générale des prisons le 21 décembre 1898. Les opinions se sont partagées. MM. Jolly, Demartial et Rouquet n'hésitent pas à penser que la présence du ministère public serait utile. Il semble que, en face de l'avocat, le juge d'instruction représente l'action publique. Or son véritable représentant est le ministère public. Ce n'est pas le rôle du juge d'instruction.

(1) *Journal officiel*, 23 mai 1897, séance du 24 mai, p. 851.

(2) Brégeault et Albanel, *La réforme de l'instruction préalable*, p. 75, nos 65 et 66 ; Milhaud et Monteux, *L'instruction criminelle*, p. 193.

(3) Le Poittevin, *Des nullités commises dans l'instruction*, dans *la France judiciaire*, 1900, p. 189 et suiv.

(4) Voir le procès-verbal de ladite séance, dans *la Revue pénitentiaire* de 1899, p. 9 et suiv.

M. Le Poittevin s'opposait à cette théorie, estimant que le procureur de la République et son substitut feront mieux de ne point se trouver dans le cabinet du juge d'instruction quand il interroge, bien qu'ils en aient le droit strict.

Il est peut-être à souhaiter en théorie que le ministère public et l'avocat assistent tous deux à l'interrogatoire, représentant des intérêts non seulement différents mais contradictoires. Logiquement la loi qui a admis la présence de l'avocat à l'interrogatoire devait permettre l'accès du cabinet du juge d'instruction au ministère public. Au point de vue de la provocation de l'aveu, cette question a-t-elle un intérêt quelconque ? Il ne faut pas oublier, en pratique, que l'avocat n'intervient pas dans l'interrogatoire (souvent du reste il n'y assiste pas), il ne pourra jamais établir un débat, il ne fait qu'encourager le prévenu par sa présence, le ministère public ne saurait avoir plus de droits que lui. Laissons donc au juge d'instruction seul le soin de diriger l'interrogatoire et d'amener loyalement un aveu.

Le délai dans lequel doit être fait le premier interrogatoire a été formulé par l'article 93 du Code d'instruction criminelle, complété par l'article 2 de la loi de 1897. Aux termes de cet article, le juge dans le cas de mandat de comparution, interroge immédiatement l'inculpé ; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures, au plus tard, de l'entrée de l'inculpé dans la

maison d'arrêt. La loi prévoit des sanctions rigoureuses au cas où ces dispositions seraient transgressées.

C'est l'opinion unanime que le premier interrogatoire doit être différé le moins possible. Jousse affirmait la nécessité de cette règle, afin de voir par les interrogatoires, si les accusés sont véritablement criminels et dans le but que les criminels n'aient pas le temps d'inventer des moyens pour déguiser la vérité (1). La pratique était fidèle à cette règle dans notre ancien droit (2) ; notre Code l'a adoptée.

Elle se justifie aisément, en ce sens que si le prévenu est innocent, on ne saurait trop s'empresse de le mettre à même de se justifier. Si le prévenu est coupable, « il ne faut pas lui laisser le temps de s'abandonner à des conseils astucieux et de combiner un système de dissimulation et de mensonges qui lui assurent l'impunité ». Interroger l'accusé dans le plus bref délai possible est un moyen sûr d'arriver à la vérité des faits, par la propre confession de l'accusé (3).

Mais s'il arrive parfois que le premier interrogatoire, fait peu de temps après l'arrestation de l'accusé, amène des aveux, le plus souvent l'aveu n'est obtenu par le juge et ne se produit qu'en face d'une accumulation de charges matérielles et morales, rendant toute dénégation impossible. Il sera absolument impossible au juge de

(1) T. II, *op. cit.*, p. 254.

(2) Ordonnance de 1539, art. 146 ; Ord. de 1670, art. 1, tit. XIV ; Code de Brumaire an IV, art. 64 et 66 ; C. inst. crim., art 40-93.

(3) V. Duverger, *op. cit.*, p. 247.

réunir dans ce délai de vingt-quatre heures ces preuves de culpabilité, qui emportent l'aveu.

C'est pour cela que le premier interrogatoire ne sera, en général, qu'un interrogatoire d'identité, donnant l'indication au prévenu des faits relevés contre lui. Sous le coup de l'émotion, dans un accès de franchise, l'accusé coupable peut-être avouera. On sait, qu'aux termes de l'article 3, § 1, de la loi de 1897, le juge est tenu de prévenir l'accusé qu'il est libre de ne rien répondre aux questions posées, de ne faire aucune déclaration sans l'assistance d'un conseil. L'accusé va peut-être hésiter et retiendra un aveu contre lequel on le met en garde !

Ce sont les interrogatoires postérieurs qui le détermineront. Aucune règle, quant à ceux-ci, n'est imposée au juge, sauf la condition prescrite sous peine de nullité, de la mise à la disposition du conseil de l'inculpé de la procédure suivie jusque-là, la veille du jour où l'interrogatoire doit avoir lieu. On s'est demandé si, conformément à cet article 10, la procédure devait être mise à la disposition de l'inculpé la veille des confrontations.

Les confrontations sont intéressantes au point de vue de la provocation de l'aveu. Ne sont-elles pas faites pour déterminer une certaine émotion chez les inculpés et leur arracher, à la faveur de cette émotion par des questions habilement posées, cet aveu auquel on tient malgré tout ?

Qu'est-ce au juste qu'une confrontation. N'est-ce pas un véritable interrogatoire, en présence de témoins ? un interrogatoire limité aux faits dont vient de déposer un témoin ? un procédé d'interrogation ?

La doctrine était d'avis de soumettre la confrontation à la règle écrite, mais pour les interrogatoires seulement, dans l'article 10, de la communication vingt-quatre heures à l'avance au conseil de l'inculpé (1). La jurisprudence s'est arrêtée à l'opinion intermédiaire. Elle soumet à la loi la « confrontation qui a le caractère d'un interrogatoire ». Cette formule est un peu vague. Il y a des confrontations, où le juge d'instruction ne pose aucune question à l'inculpé et se borne à le mettre en présence d'un témoin pour faire constater son identité : cette confrontation en rien mêlée d'interrogatoire, reste une simple confrontation et échappe à l'article 10. Mais dans la plupart des confrontations, le juge posera à l'inculpé des questions sur des faits autres que ceux sur lesquels le témoin a déposé. La confrontation se transformera en interrogatoire. Il est vrai que le rôle du juge dans une confrontation est un rôle plutôt passif, il se borne à écouter, imitant le juge dans notre ancien droit, qui ne pouvait interpellier ni l'accusé, ni le témoin (2). Cependant il est un fait, c'est que le juge d'instruction a la même attitude combative dans la confrontation que dans l'interrogatoire (3), et il conviendrait de la soumettre en tous cas aux règles de la loi de 1897. La Cour de cassa-

(1) Le Poittevin, *Revue critique*, 1899, p. 423 et suiv. La discussion générale à la Société des prisons. *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 423 et suiv.

(2) Jousse, *Traité de la justice criminelle en France*, part. 3, liv. 2, p. 18, s. 3, n° 49.

(3) Note très complète de M. Roux sous arrêt de la Cour de cassation, 17 mars 1899, S. 1901.1.475.

tion a cependant décidé que « cette prescription de la loi ne saurait s'étendre aux actes de confrontation que si ces actes ont en réalité le caractère d'interrogatoire » (1). Le critérium sera difficile à établir.

A la différence de l'ordonnance de 1670 notre Code n'impose pas la confrontation qui est une mesure d'instruction laissée à la disposition du juge d'instruction.

Il nous faut préciser quel doit être le rôle du juge d'instruction dans l'interrogatoire, car il y a une bonne et une mauvaise manière d'interroger pour amener l'aveu,

Il était de jurisprudence, dans notre ancienne pratique criminelle, que le juge d'instruction pouvait tendre des pièges au prévenu pour le faire tomber dans quelque aveu. Plus il employait de subtilités et de ruses pour obtenir ce résultat, plus il était habile (2). Ces ruses et manœuvres sont légitimement répudiées. Elles avaient du reste disparues depuis longtemps, avant que la loi de 1897 n'y ait mis obstacle. Le juge doit interroger avec droiture et sans subtilité. Si la présence d'esprit et l'adresse sont importantes chez un juge d'instruction, la ruse et le dol dégraderaient la dignité de son caractère. Le juge doit toujours conserver le calme et la modération en présence du prévenu. Toutes les questions qu'il adresse doivent être claires, précises, sans équivoque. Ce n'est pas par des moyens captieux que la loi charge les magistrats de rechercher les coupables et de les atteindre (3).

(1) Arrêt précité. Voir également, Cass., 11 février 1899, S. 1900, 1.425.

(2) V. Faustin-Hélie, *op. cit.*, t. IV, p. 571 et suiv.

(3) V. Le Graverend, *Traité de législation criminelle en France*,

Ces procédés doivent être écartés. L'accusé doit être respecté et l'objet d'égards. La règle doit être « que le juge le plus sensible et le plus humain n'est ni l'ami, ni l'ennemi de l'accusé ; il n'est que l'ami des vérités et des lois. Il ne cherche, ni un innocent, ni un coupable, il veut trouver ce qui est (1) ».

Tous les inculpés que le juge interroge sont loin d'avoir la même attitude et les mêmes dispositions (2).

Les uns, et c'est le plus grand nombre, sont de nature faible et grossière, ce ne sont pas de véritables criminels, ils n'ont pu résister à un coupable entraînement : ils avaient cru échapper aux poursuites, leur arrestation les a déconcertés ; ils ne se sentent pas de taille à lutter avec le juge ; ils ont l'aveu presque sur les lèvres et le premier interrogatoire va l'amener. Cet aveu dépendra de la manière d'agir du juge, qui l'obtiendra presque toujours avec un peu de bienveillance et de bonté. « Plus cette justice lui paraît généreuse et paternelle, plus il se sent entraîné à lui confesser la vérité. »

Parmi les inculpés, il se trouve des criminels endurcis, conservant tout leur sang-froid devant le juge et cherchant à force de mensonges et de dissimulations à dérouter ses recherches. C'est alors pour amener cet aveu

t. I, p. 243 ; Duverger, *op. cit.*, p. 259 ; Ayrault, liv. III, 2^e partie, p. 485, n^o 22.

(1) Bentham, *op. cit.*, liv. VII, chap. II, t. II, p. 135.

(2) V. les développements de Bonneville de Marsangy sur cette idée, *op. cit.*, p. 350 et suiv.

que l'habileté du juge doit se donner libre carrière. Le magistrat expérimenté et habile embrasse dans ses demandes tout ce qui peut tendre à vérifier, expliquer les causes, les préliminaires ou accessoires du fait. Puis arrivant aux circonstances spéciales qui ont précédé, accompagné ou suivi le crime, il finira par étreindre l'inculpé si étroitement, que ne trouvant plus d'issue pour fuir, il sera forcé de confesser sa culpabilité.

Cette méthode était celle que Beccaria préconisait déjà de son temps. *Le interrogazioni, secondo i criminalisti, devono, per di così, involuppare spiralmente i fatto.*

L'interrogatoire est conduit *spiralmente*. Il est rare que le coupable ne se trouve tellement enveloppé dans le réseau des preuves, comme aussi dans ses propres mensonges et ses contradictions, qu'ainsi amené *per così dire, al piede del muro*, il ne soit pas contraint bon gré mal gré de confesser sa culpabilité (2).

Dans ce cas, ce sont des interrogatoires successifs, faits à des intervalles plus ou moins rapprochés qui seront nécessaires.

Que le prévenu soit ou non en état d'arrestation, le juge peut répéter l'interrogatoire autant de fois que cela lui paraît utile, soit qu'il ait omis de l'interroger sur un fait important, soit que de nouvelles charges fussent survenues depuis l'interrogatoire. Le juge dis-

(1) Beccaria, *Traité des délits et des peines*.

(2) V. Bonneville de Marsangy, *op. cit., ibid.*, p. 351.

pose comme il le croit nécessaire, des moyens d'instruction que la loi lui a remis entre les mains (1).

Il semble que la Cour de cassation estime que l'instruction préparatoire puisse être valable, quand elle ne comprend qu'un seul interrogatoire (2). Il a été jugé que le juge d'instruction, lors de la première comparution de l'inculpé, a constaté l'identité de celui-ci, lui fait connaître les faits qui lui étaient imputés, a reçu ses explications à cet égard, ainsi que sa déclaration qu'il choisissait un avocat, peut se borner à ce seul interrogatoire, terminer son instruction en dehors de l'inculpé et le renvoyer devant la chambre d'accusation, sans avoir provoqué de sa part de nouvelles explications. « En droit cette solution se justifie. Mais, comme le fait remarquer M. Faustin-Hélie, deux interrogatoires, au moins, sont nécessaires, le premier au moment où commence la procédure comme moyen d'instruction pour connaître les explications du prévenu, le second au moment où elle se clôt, pour lui communiquer les charges recueillies et lui permettre de se justifier. C'est en ce sens qu'une circulaire du procureur général d'Orléans, du 21 mars 1838, prescrivait et conseillait deux interrogatoires. » Indépendamment du premier interrogatoire, l'inculpé doit subir un interrogatoire final, lorsque l'information est entièrement terminée. Au moyen de cette précaution les ma-

(1) Faustin-Hélie, *op. cit.*, t. IV, p. 570.

(2) C. cass., 11 juillet 1902, D. P. 1906.1.535 et note, *Pand.*, 1904.1.45, S. 1903.1.545.

gistrats de la chambre d'accusation seront certains d'avoir sous les yeux un système complet de défense et pourront statuer en pleine connaissance de cause.

L'utilité d'un interrogatoire final pour la provocation de l'aveu est incontestable.

Le juge d'instruction a minutieusement vérifié les faits allégués par l'accusé, entendu les témoins cités par lui. Après avoir recueilli et étudié tous les éléments de l'instruction, il achèvera sa procédure dans l'interrogatoire final. Il récapitulera tous les faits constatés, toutes les explications données, les renseignements fournis et interpellera l'accusé, le mettant en demeure ou de persister dans une défense impossible ou d'avouer « franchement sa culpabilité. L'accusé innocent n'a rien à redouter de ces interrogatoires qui fortifieront sa défense et ses explications toujours concordantes. Cet interrogatoire final, mettant l'accusé en face de ses contradictions et des invraisemblances relevées déterminera l'aveu (1). »

La pratique d'un interrogatoire final et de plusieurs interrogatoires, surtout depuis la loi de 1897, où le premier interrogatoire ne sera souvent qu'un simple interrogatoire d'identité, ne saurait être trop vivement conseillée.

Dans l'interrogatoire il peut se produire que le prévenu refuse de répondre. Son silence doit-il être considéré comme un aveu ?

(1) V. B. de Marsangy, *op. cit.* — M. Garraud conseille trois interrogatoires, *Précis*, p. 680, éd. 1907.

Bentham affirmait que le silence est synonyme d'aveu; « l'aveu est une confession de bouche, le silence est une confession de fait » (1). Mais le silence de l'accusé ne préjuge pas qu'il est coupable. En aucun cas la position du prévenu ne saurait être aggravée à raison de son silence. L'ordonnance de 1670 (titre XVI, art. 7 et suiv.) traçait à l'égard des muets volontaires une procédure rigoureuse qui n'est plus applicable. Ayrault disait « que la taciturnité de l'accusé peut provenir de révérence pour la justice et étonnement, d'une nature et d'une complexion rustique, d'un chagrin et d'une indignation extrême de se voir traité indignement et calomnieusement. De sorte que vous ne puissiez dire que celui qui se tait parle, et qu'il parle plutôt à sa charge qu'à sa décharge » (2). Le silence du prévenu n'influe donc pas sur sa position et ne peut retarder la justice (3). Il est évident, en tout cas, qu'il indisposera fatalement le juge contre l'accusé. L'accusé a le droit de ne rien répondre au premier interrogatoire en vertu de la loi de 1897, la question ne se pose plus pour lui ; pour les interrogatoires suivants, en présence de son conseil, l'inculpé ne refusera pas de parler.

L'interrogatoire a amené l'aveu de l'inculpé. Il est une règle certaine, c'est que le juge ne peut se contenter d'un aveu général, vague ou incomplet. Le juge doit faire pré-

(1) Bentham, *op. cit.*, liv. IV, chap. xiv, t. 367.

(2) Ayrault, *De l'Ord. et Form. jud.*, liv. III, 3^e partie, n^o 25, p. 489 ; n^o 26, p. 490.

(3) V. Duverger, *op. cit.*, t. II, p. 267, et plus loin, p. 285.

ciser l'aveu dans tous ses détails. Si l'aveu intervient dès le début de l'instruction, le juge ne devra pas moins rechercher et constater en dehors de cet aveu, toutes les preuves qui peuvent établir avec certitude la culpabilité. C'est une maxime générale, en matière criminelle, que le juge doit mettre en usage, pour le bien de la justice, toutes les preuves qu'il peut avoir au procès. Il faut donc que les faits et les circonstances que l'inculpé reconnaît soient vérifiées par l'instruction comme si l'aveu n'était pas intervenu.

L'aveu, quelque formel et quelque détaillé qu'il soit, ne dispense jamais le juge d'instruction de continuer ses investigations (1). Ce n'est pas encore assez d'obtenir l'aveu, il faut que cet aveu soit constaté et consigné de telle façon que toute rétraction ultérieure deviendra impossible ou vaine. C'est pour ces motifs que le juge devra faire préciser toutes les circonstances de nature à prouver la liberté et la réalité de cette confession de l'accusé (2). Le juge devra lui demander, en outre s'il persiste dans son aveu. A l'aide de ses précautions, seront évités les dangers d'erreurs judiciaires et les rétractions d'aveux « si fréquemment faites à l'audience, au grand détriment de la vérité, au grand détriment surtout de la haute confiance et de la juste autorité qui doivent s'attacher à tous les actes du juge instructeur ». La pra-

(1) Voir Duverger, *op. cit.*, p. 285 et suiv.

(2) Voir B. de Marsangy, *op. cit.*, p. 358 et suiv. sur tous ces points.

tique de tous les jours démontre que, bien souvent, des coupables viennent rétracter, sous prétexte d'erreurs ou de malentendus, les aveux faits devant le juge d'instruction.

C'est pour aller à l'encontre de ce danger que l'article 430 du Code pénal autrichien édicte cette disposition, qui doit être pleinement approuvée.

L'aveu n'a par lui-même force de preuve légale que s'il remplit les conditions suivantes :

1° Que l'inculpé l'ait fait ou du moins confirmé dans son interrogatoire devant le juge criminel ;

2° Qu'il l'ait fait étant parfaitement sain d'esprit ;

3° Qu'il l'ait fait d'une manière claire et précise et non par des expressions ou des gestes douteux ;

4° Que l'aveu ne consiste pas dans la simple affirmation d'une question posée, mais dans un narré de l'inculpé lui-même ;

5° Qu'il s'accorde avec les informations déjà observées sur les circonstances du délit. Cet article ajoute encore : « Néanmoins cet aveu (dans les conditions ci-dessus détaillées) ne suffit pas pour prononcer la peine de mort, à moins que l'existence du fait, avec toutes ses circonstances importantes, ne fût pleinement et légalement justifiée. »

L'observation de ces règles est indispensable pour donner à l'aveu recueilli dans l'instruction préparatoire toute sa valeur, le mettre à l'abri de toute rétractation et de toute critique.

Le juge doit dicter l'interrogatoire à son greffier qui le transcrit. Les questions et les réponses doivent être fidèlement et exactement consignées. Le juge, au cas d'aveu, se bornera à enregistrer la confession dans les termes mêmes où elle a été faite, afin que rien ne puisse altérer le caractère et la portée de l'aveu. L'interrogatoire est lu à l'accusé, ses déclarations seront confirmées par sa signature, leur authenticité par celle du juge et du greffier.

Tels sont les principes qui régissent l'interrogatoire devant le juge d'instruction.

L'interrogatoire devant le président d'assises.

En outre des interrogatoires subis devant le juge d'instruction, l'accusé contre lequel a été rendu un arrêt de mise en accusation doit encore être interrogé par le président de la Cour d'assises ou un juge délégué (1). Cette formalité a pour but de permettre au président de mieux connaître l'affaire qu'il aura à juger, de s'assurer que l'accusé est pourvu d'un défenseur, d'avertir l'accusé qu'il a un délai de cinq jours pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de mise en accusation dans le cas où la loi donne ouverture à ce recours (2).

L'interrogatoire de l'inculpé est une formalité essen-

(1) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 353.

(2) V. Garraud, *Précis criminel*, p. 721 et 722, et note.

tielle (1). Il se place entre l'arrêt de mise en accusation et l'ouverture des débats ; les délais en sont indiqués par les articles 293 et 296 du Code d'instruction criminelle. Il y sera procédé au plus tard, vingt-quatre heures après l'arrivée de l'accusé dans la maison d'arrêt, et, au plus tôt, cinq jours avant l'ouverture des débats. Il y aurait irrégularité, mais non nullité, à procéder à l'interrogatoire plus tôt ou plus tard, pourvu qu'il s'écoulât au moins cinq jours pleins entre l'interrogatoire du prévenu et l'ouverture des débats.

La loi prescrit de dresser un procès-verbal où l'on constate les formalités auxquelles il a été procédé et les déclarations de l'inculpé s'il y a lieu. Comme le fait remarquer M. Bonnier, il est rare que des révélations soient faites par l'inculpé devant le président de la Cour d'assises ; souvent lui-même n'attache pas assez d'importance à cet interrogatoire dont il délègue la tâche à un autre juge.

Cet interrogatoire obtiendra bien peu souvent des aveux de l'inculpé. Il a du reste été jugé que l'inter-

(1) L'interrogatoire est une formalité d'une extrême importance, comme toutes celles qui touchent aux droits essentiels de défense. L'ouverture des débats, avant l'expiration du délai de pourvoi contre l'arrêt de renvoi et sans le consentement exprès de l'accusé, entraîne nullité, Cass., 12 et 16 juillet 1844 ; 11 septembre 1845 ; 20 nov. 1846 ; 11 juillet 1873 et la note, S. 73.1.94.

Mais l'accusé peut consentir à être jugé sans délai (V. Garraud), et sa renonciation est irrévocable. — Cass., 6 juin 1867, S. 68.1.84 ; 27 juillet, 1876, S. 78.1.185 ; 27 août 1891, *Bull. crim.*, n° 178. — Pour le délai, arrêt récent, Cass., ch. crim., 31 janvier 1907 ; *Monit. judic. de Lyon*, 23 juillet 1907.

rogatoire peut être de pure forme. Le président peut se borner à demander à l'accusé s'il persiste dans ses précédentes déclarations devant le juge d'instruction (1).

Le pouvoir du président d'assises est cependant très étendu. Le président des assises, au lieu de faire subir à l'accusé dans sa prison, avant l'audience, un interrogatoire de pure forme, devrait faire préciser par l'accusé les circonstances dans lesquelles il a commis des crimes : les articles 293 et suivants du Code d'instruction criminelle n'imposent aucune forme à l'interrogatoire qu'ils prescrivent, et lorsque le président des assises s'est borné à consigner les réponses faites par l'accusé à ses questions sur les circonstances du crime, aucune nullité ne peut être tirée du plus ou moins d'étendue de cet interrogatoire (2).

« Trop souvent les présidents d'assises, pour se conformer à la prescription de l'article 293 du Code d'instruction criminelle, se bornent à soumettre les accusés à un interrogatoire de pure forme leur demandant simplement s'ils persistent dans les déclarations qu'ils ont faites devant le juge d'instruction. Pour que la loi ait attaché comme sanction à son omission ou à son irrégularité la nullité, cet interrogatoire doit être approfondi et sérieux (3).

(1) Cass., 3 octobre 1844, 4 mars, 1847, 18 octobre 1850.

(2) C. Cass., 13 septembre 1900, S. 1902.1.431.

(3) Note de l'arrêt et Faustin-Hélie, *op. cit.*, 2^e édit., t. VII, n° 3355.

Le président des assises ne viole donc pas la loi en procédant à un véritable interrogatoire de l'accusé, il rompt, au contraire, avec une pratique vicieuse qui tend à faire de cet interrogatoire une simple constatation de l'identité. L'interpellation que le président, aux termes de l'article 294 du Code d'instruction criminelle, adressera à l'accusé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil, ne répond plus à aucune utilité avec les modifications apportées par la loi de 1897. L'accusé sera presque assisté toujours d'un défenseur. Dans ces conditions, à quoi servirait-il, s'il n'est dirigé dans le but d'obtenir un aveu ?

Cette solution de la Cour de cassation mérite pleine approbation. Le président doit avoir le droit d'interroger au fond, de ne pas se contenter d'un interrogatoire de pure forme, comme il a le droit de noter l'attitude de l'accusé et recueillir les aveux qu'il pouvait faire. Il est libre d'agir comme il lui plaît, mais n'est pas obligé de constater sur le procès-verbal l'attitude de l'accusé, et de procéder à un véritable interrogatoire. Les interpellations des articles 294 et 296 sont prescrites à peine de nullité, mais l'étendue de l'interrogatoire est abandonnée à la volonté du magistrat (1).

(1) V. notamment : Cass. crim., 18 septembre 1902, S. 1906. 1. 470. — V. Garraud, *Précis*, 1907, p. 681.

L'interrogatoire lors des débats.

Il est de principe dans notre droit que l'accusé soit invité à l'audience à donner des explications verbales sur les faits qui lui sont reprochés (1). L'interrogatoire a toujours pour but la recherche de l'aveu, mais il est aussi destiné à permettre à l'accusé de se disculper. Dans la phase de l'instruction définitive, à l'audience, la preuve en général est faite, il s'agit pour l'inculpé de la discuter.

L'accusé est libre de donner les explications qu'il lui plaît. Il n'est pas question dans notre droit des peines de désobéissance, c'est-à-dire, les coups, l'incarcération plus rigoureuse ou plus prolongée que prononçaient autrefois les lois allemandes, contre l'accusé qui refusait de répondre (2). On ne considère plus, comme sous l'ordonnance de 1670, celui qui refuse de répondre, après trois interpellations, comme un muet volontaire et comme privé, en conséquence, de la faculté de revenir ultérieurement sur les points à l'égard desquels il n'a pas voulu s'expliquer (3).

(1) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 353.

(2) V. Mittermier, *op. cit.*, *ibid.* p. 116.

(3) On sait que d'après l'ordonnance de 1670, les juges avant le jugement définitif procédaient à un dernier interrogatoire, qui avait lieu « sur la sellette » en présence de tous les juges. Cet interrogatoire avait pour but de faire connaître au juge les moyens de défense de l'accusé et de mettre celui-ci à même de les produire. « L'esprit de l'ordonnance de 1670 n'a jamais été de priver les accusés dans aucun cas du droit naturel qu'ils ont de se défendre par leur

Le refus de répondre peut passer pour un aveu, mais ce refus est l'exercice même du droit de libre défense de l'inculpé qui répond ou non aux questions qui lui sont posées, suivant les nécessités de cette défense. Le juge peut estimer que son silence, ses réticences, ses hésitations constituent un aveu. C'est la seule conclusion qu'il puisse tirer de ce refus de répondre. Nous ne saurions approuver cet arrêt de la Cour de cassation du 9 juillet 1836 où on lit « que le prévenu y ayant déclaré qu'il ne répondrait rien aux questions posées, que l'audience étant ainsi troublée et le cours de la justice entravé, il était au pouvoir de la Cour d'appliquer les dispositions de la loi du 9 septembre 1835 ; que la Cour appliquant les articles 8 et 9 de cette loi, la désobéissance aux injonctions de la justice devait être assimilée au refus de comparaître (1) . »

La Cour de cassation a confirmé sa première décision : « Il n'y a pas comparution, dit-elle, rendant le jugement contradictoire de la part du prévenu en état de détention, qui amené à l'audience, déclare vouloir faire défaut, refuse de répondre à tout interrogatoire et ne présente aucune défense. Il diffère seulement du cas prévu par les articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835, les-

bouche ». Ord. de 1670, tit. XIV, art. 2, 15 et 21. Ord. du 13 avril 1703. — V. Faustin-Hélie, p. 412, t. I.

(1) C. cass., 9 juillet 1836, *Bull. crim.*, n° 226. — M. Garraud estime également qu'il est difficile de comprendre comment le cours de la justice serait entravé et l'audience troublée par le seul refus de répondre. *Précis*, p. 683, éd. 1907.

quels supposent une résistance systématique ou matérielle opposée à la marche de la justice, et exigent des sommations et des constatations spéciales (1). Mais on doit décider cependant que la présence forcée d'un prévenu à l'audience où il doit être jugé, ne saurait équivaloir à la comparution proprement dite, qui suppose la volonté de prendre part aux débats et de se défendre. Le jugement ne peut être réputé contradictoire par cela seul que le prévenu a été matériellement présent : il faut qu'il y ait eu une contradiction réelle, c'est-à-dire que le prévenu ait opposé les moyens de défense à la prévention dirigée contre lui.

M. Faustin-Hélie (2) déclare que cette assimilation complète du refus de comparution à l'audience et du refus de réponse d'un prévenu est une chose très grave. « Qu'est ce refus, sinon l'exercice d'un droit en vertu duquel il peut répondre ou non aux questions posées ? Le prévenu est-il tenu de s'accuser lui-même ? Est-ce qu'il a l'obligation d'avouer les faits qui lui sont imputés ? Or puisqu'il peut les dénier, pourquoi ne pourrait-il pas garder le silence ? Puisque ses dénégations peuvent être mensongères, pourquoi ne pourrait-il pas n'en donner aucune ? » Cette conclusion s'impose par sa logique même. L'accusé semble mal comprendre évidemment son droit de défense en refusant de s'expliquer. Il peut en user cependant avec la plus grande liberté. L'inculpé

(1) Ch. crim., casse jug. Agen, S. 1859.1.961.

(2) *Op. cit.*, t. VI, p. 641.

qui ne veut pas répondre ne refuse pas de comparaître : il refuse d'être interrogé.

Son attitude peut être interprétée comme un aveu : c'est une question qui est laissée à l'entière appréciation du juge, comme toute autre circonstance du procès. « Son refus de répondre, dit M. Garraud (1), peut entraîner dans l'opinion des jurés une opinion défavorable sur son compte, mais c'est la seule conséquence de son opiniâtreté. »

Nous avons déjà indiqué les tendances de la doctrine moderne relatives à l'interrogatoire du prévenu à l'audience : celle-ci est hostile à cet interrogatoire et décide que le président ne doit être investi que d'un pouvoir modérateur et son rôle être borné à la seule direction des débats.

Dans notre législation l'interrogatoire dirigé par le président à l'audience subsiste. Il est un des moyens de l'obtention de l'aveu du prévenu, et à ce titre nous l'étudierons devant la Cour d'assises, au tribunal correctionnel et devant les tribunaux de simple police.

Interrogatoire de l'accusé à la Cour d'assises.

Aucune disposition spéciale de la loi n'est consacrée à cet interrogatoire. Avant d'ouvrir les débats, le président, aux termes de l'article 310 du Code d'instruction criminelle, doit demander à l'inculpé son nom, son pré-

(1) Garraud, *Précis*, 1907, p. 682.

nom et son âge, sa profession, son domicile, mais ce n'est pas un interrogatoire proprement dit, de nature à déterminer des aveux, c'est un interrogatoire d'identité. L'article 319 du même Code déclare, après l'audition des témoins, « le président pourra également demander à l'accusé tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité. » En s'en tenant aux termes de la loi, le président n'aurait pas le droit de faire subir un interrogatoire à l'accusé, il solliciterait de lui des éclaircissements.

La pratique habituelle des Cours d'assises lui a reconnu le droit de procéder à un véritable interrogatoire. Il est même libre d'apprécier dans quel ordre les débats doivent être dirigés. Il pourrait procéder à l'interrogatoire avant l'audition des témoins.

L'interrogatoire de l'accusé avant l'audition des témoins, est, en effet, une mesure qui rentre dans le pouvoir discrétionnaire du président chargé de la direction des débats. Ce principe a été affirmé dans l'arrêt rendu par la Haute Cour de justice siégeant à Bourges, le 2 avril 1849, dans l'affaire Blanqui, Raspail, Louis Blanc, prévenus d'avoir, le 18 mai 1848, « commis un attentat ayant pour but de détruire et de changer la forme du gouvernement ». Les accusés avaient proposé un déclinatoire tiré de la non-rétroactivité des lois. A l'audience suivante, la Cour l'ayant rejeté, le président interrogea les accusés. Blanqui se leva et soutint que l'interrogatoire était illégal et portait atteinte au droit de la défense. « L'interroga-

toire des accusés par le président est un abus déplorable que l'ignorance ou l'abattement des hommes, la timidité et la complaisance du barreau ont laissé prendre pied peu à peu et s'asseoir enfin en maître dans la procédure des Cours d'assises. On essaiera de le justifier parce que l'article 268 accorde au président tous les moyens discrétionnaires de découvrir la vérité. Cette omnipotence ne peut aller jusqu'à la résurrection des procédés tortionnaires des vieux usages abolis... Ce n'est jamais sans tristesse que je lis cette formule : « l'accusé pressé de questions... » N'est-ce pas une torture morale que ce feu croisé de questions adressé à l'accusé par le juge et par le ministère public ? En Angleterre il n'y a pas d'interrogatoire de l'accusé. Le magistrat à chaque mot lui dit prenez garde de ce que vous allez dire et craignez de vous compromettre. En Angleterre on cherche à faire ressortir la vérité du choc des témoignages, jamais de la fatigue ou de la douleur de l'accusé. »

Nous avons résumé les conclusions déposées par Blanqui car elles reproduisent les arguments proposés à l'encontre de l'interrogatoire du président d'assises. La Haute Cour ne s'y arrêta pas et décida qu' : « il résulte du rapprochement des articles 319, 267, 268 et 269 du Code d'instruction criminelle, que le droit appartient au président de demander aux accusés, avant l'audition des témoins, ce qui lui semble nécessaire pour la manifestation de la vérité » (1).

(1) Haute Cour de justice de Bourges, S. 1849.2.243.

La question ne saurait être discutée. Le président a le droit d'interpeller l'accusé pour provoquer l'aveu de sa culpabilité, aussi bien que pour lui permettre de se justifier.

Quant à la manière dont l'interrogatoire est conduit, la loi s'en remet à la sagesse du magistrat qui préside les débats. Elle prescrit seulement de représenter à l'accusé toutes les pièces relatives au délit pouvant servir à conviction et de l'interpeller de déclarer s'il les reconnaît (art. 329).

« La présence de ces objets qui ont servi au crime, peut agir sur la conscience de l'inculpé et l'amener à confesser son crime (1). »

Le président qui dirige l'interrogatoire devra le conduire avec habileté, et n'user ni de ruses ni de pièges en posant « captieusement » des questions à l'accusé. Il n'y a plus d'aveu dès que la déclaration faite en justice n'est pas la libre expression de la pensée de l'interrogé. La publicité de l'audience, il est vrai, assure la libre défense de l'accusé.

Le président dirigera aussi l'interrogatoire avec impartialité tant à la charge, qu'à la décharge de l'inculpé. Ce sera le meilleur moyen de découvrir la vérité. Certains présidents d'assises sont peut-être

(1) V. Bonnier, *Précis*, p. 355. — Les dispositions de cet article 329 ne sont pas prescrites à peine de nullité. — Cass., 16 avril 1829 ; 27 janvier 1838 ; 28 septembre 1865 ; 2 janvier 1868 ; 4 novembre 1893.

trop soucieux de la liberté de la défense de l'inculpé (1). Ils ne doivent pas oublier que l'interrogatoire à l'audience tend aussi à la justification de l'accusé. C'est lorsque l'inculpé contredit les réponses qu'il a faites à l'instruction, lorsque ses dires vont à l'encontre des dépositions des témoins ou des constatations opérées, que le président, lui faisant remarquer ses variations et ses invraisemblances, pourra le forcer dans ses retranchements et l'acculer à l'aveu.

Dans l'espoir d'obtenir cet aveu, des mesures utiles peuvent être prises. Lorsque le président estime que la présence de l'un des accusés peut exercer une influence fâcheuse sur les réponses de leurs co-accusés, il ordonnera que quelques-uns d'entre eux soient interrogés séparément, sauf à les avertir ensuite de ce qui se sera passé en leur absence (2).

Le président a la faculté de poser à l'accusé toutes les questions qu'il juge nécessaires, sans se départir de cette impartialité qui est la condition d'aveux sincères dont la valeur n'est plus discutable et qui peuvent être pris en considération pour l'atténuation de la peine.

(1) V. Garraud, *Précis*, p. 727.

(2) Cette formalité, dit M. Garraud, *ibid.*, est substantielle et son omission emporterait nullité. — V. Cass., 16 novembre 1854, D. 54. 5.216.

**L'interrogatoire devant le tribunal correctionnel
et en simple police.**

Devant le tribunal correctionnel, l'article 190 du Code d'instruction criminelle ordonne expressément l'interrogatoire du prévenu. « Le prévenu sera interrogé », dit cet article.

La jurisprudence déclare, d'ailleurs, que l'interrogatoire du prévenu n'est pas prescrit à peine de nullité, parce que le Code d'instruction criminelle n'apporte aucune sanction à cette formalité. L'interrogatoire ne serait ainsi qu'un moyen d'instruction, à l'omission duquel la plaidoirie supplée et qui ne tient pas expressément à l'exercice du droit de la défense. Toutefois s'il était certain que cette formalité eût emporté une entrave aux droits de la liberté de la défense, il y aurait nullité de ce fait (1).

L'interrogatoire a lieu après les dépositions des témoins, afin que l'inculpé coupable, en présence des déclarations des témoins, soit contraint d'avouer s'il ne l'a déjà fait devant le juge d'instruction. Ses explications embarrassées, contredites par les témoignages, trahiront son incertitude et décideront l'aveu.

Au tribunal de police, le prévenu n'est pas, à proprement parler, interrogé. Il est entendu dans sa défense.

(1) Cass., 9 juillet 1836, *Bul. Cass. crim.*, n° 226, S. 37.1.412 ; 23 juin 1842, D. 42.1.314 ; 18 juin 1851, D. 52.5.322 ; 9 septembre 1869, D. 70 ; Faustin-Hélie, t. VI, n° 2906. — C'est l'avis de M. Garraud, n° 546, qu'il n'est pas prescrit à peine de nullité.

Les articles 153 et 160 établissent à cet égard une différence qui résulte des formes de ces deux juridictions (1). Devant ce tribunal le prévenu peut se faire représenter, son audition n'est pas considérée comme une forme nécessaire de l'instruction. S'il est entendu, il peut faire l'aveu de la contravention qu'il a commise ; cet aveu est, comme tout autre moyen de preuve, soumis au juge qui a le droit de l'apprécier.

Telles sont les formes de l'interrogatoire à l'audience. L'aveu, pour la première fois fait à l'audience, a moins de valeur ; l'inculpé s'est efforcé de le retenir dans la procédure d'instruction. L'aveu a été déterminé insensiblement par la charge des preuves et l'évidence des faits que révèlent les débats. Il n'a plus ce caractère de spontanéité qui fait sa force, il devient un calcul. Les effets que nous y attacherons devront être de moindre importance, et plus limités.

Si l'aveu est consigné dans l'instruction écrite, il doit être réitéré à l'audience. C'est un intérêt de l'interrogatoire à l'audience de permettre aux juges du fond de savoir si l'inculpé persiste dans son aveu. La Cour de cassation décide que c'est dans le débat oral et non dans l'instruction écrite que les juges doivent puiser les éléments de leur conviction (2).

(1) Faustin-Hélie, t. VI, p. 282.

(2) La Cour de cassation (6 janv. 1853, *Bul.* n° 4) a rejeté un pourvoi fondé sur ce que l'arrêt attaqué n'avait pas relevé l'élément de preuve résultant de l'aveu du prévenu. « Attendu qu'il n'est point

Des aveux tacites.

Existe-t-il en droit criminel des aveux tacites dont on puisse faire état ?

L'aveu en matière pénale suppose essentiellement une déclaration de culpabilité. En l'absence de cette déclaration l'aveu ne se conçoit pas. Il pourrait, il est vrai, résulter de certains faits, d'attitudes qui le laissent supposer et de quelques circonstances auxquelles les législations du temps passé ont attaché la valeur légale d'une présomption de culpabilité (1).

C'est ainsi que notre ancien droit considérait le refus de répondre de l'accusé comme un aveu ; l'ordonnance de 1670 prévoyait pour le « muet volontaire » des peines spécialement édictées pour ce cas. Dans le droit actuel, avec la doctrine, nous estimons que le refus de répondre de l'accusé en présence de l'accusation dirigée contre lui ne doit pas être assimilé au refus de comparaître. Mais le silence de l'accusé à l'interrogatoire pourra être inter-

établi que l'aveu de ce prévenu consigné dans l'interrogatoire qu'il a subi devant le juge d'instruction ait été présenté et réitéré au cours des débats, soit devant le tribunal, soit devant la Cour ; que cet élément de preuve échappe à l'examen et à l'appréciation de la Cour et que l'arrêt n'avait point à s'en occuper. » Faustin-Hélie, t. IV, p. 592.

(1) Garraud, *Précis*, p. 1907, p. 685. — Le droit romain voyait dans la transaction avec l'accusateur un aveu du fait imputé. Cette présomption ne s'appliquait qu'aux actions privées et aux accusations non capitales. Lorsque l'accusation était capitale, on pensait que la transaction pouvait avoir été dictée par la crainte d'une condamnation injuste. — L.I.D. *De bon. eo qui ante sint*.

(2) Voir Bonnier, *op. cit.*, p. 358 et suiv., principalement p. 381,

prêté par le juge comme un aveu. Cette circonstance est en tout cas laissée à son appréciation souveraine

Une tentative de corruption du ministère public ou de la partie civile peut être un indice grave de la culpabilité de l'accusé. Le juge appréciera le fait.

Le défaut de l'accusé aux débats et sa fuite ne peuvent être regardés comme une preuve de culpabilité : dans notre droit la culpabilité ne se présume pas, le juge doit suppléer aux moyens de défense de l'accusé.

En droit civil, le législateur laisse au juge la faculté de tenir pour avérés certains faits, par cela seul qu'une partie n'a pas voulu se prêter à la mesure exigée par lui. Aux termes de l'article 330 du Code de procédure, dans l'interrogatoire sur faits et articles, les faits sur lesquels l'interrogé n'a pas voulu répondre doivent être tenus pour certains. Le cas le plus remarquable d'aveu tacite, est celui qui résulte du refus de prêter ou de référer le serment décisoire.

Mais s'il suffit d'une attitude muette pour vous faire déclarer débiteur, il faut d'autres indices pour vous faire déclarer coupable (1). C'est pourquoi l'aveu tacite ne peut être admis en droit pénal. Le Code civil permet au tribunal de provoquer cet aveu par un serment déféré d'office, tandis que le droit pénal actuel ne prévoit aucune hypothèse où le serment puisse être déféré au prévenu.

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 504.

Le serment décisoire suppose une transaction. On ne peut concevoir l'emploi au criminel du serment que sous l'empire de législations qui laissent l'accusation entre les mains de particuliers. Dans l'antiquité cette délation du serment était admise (1). De nos jours et dans toutes les législations qui ont adopté la forme de la procédure inquisitoriale, où la faculté de transiger a disparu, le serment qui la suppose n'a pas sa raison d'être. En Angleterre, qui était le pays resté fidèle au principe accusatoire, nous avons vu la pratique du serment revivre depuis le *Criminal Evidence Act* de 1898, mais sous une forme particulière. Il ne s'agit pas de faire dépendre l'aveu de la culpabilité d'une prestation de serment. Le serment est prêté par l'accusé pour garantir la déposition qu'il fait en qualité de témoin dans sa propre cause. « On ne voit plus comme à Athènes et à Rome l'accusateur et l'accusé se provoquer réciproquement au serment. Le bon sens du jury se refuse à faire dépendre d'un mode de preuve aussi dangereux le sort d'une accusation capitale. »

« Dans la procédure allemande, dit M. Mittermaier (2), bien que plusieurs voix se soient prononcées pour l'admissibilité du serment au procès d'accusation, il a été reconnu de bonne heure que c'est là un acte antipathique à tout procès criminel, la délation du serment suppose

(1) *Intelligitur confiteri crimen qui paciscitur*, Paul, Liv. S. D. *De his qui not. infam.*

(2) Mittermaier, *op. cit.*, chap. 56.

un pacte et il ne peut y avoir de pacte ; que là, au regard de l'objet en litige, le désistement serait admis. »

On peut considérer le serment décisoire comme ayant complètement disparu chez les peuples en matière criminelle.

M. Dumas propose, sans restaurer le serment purgatoire d'autrefois, de laisser aux tribunaux, aux cas où la sincérité de l'inculpé leur inspirerait confiance, la faculté de lui déférer le serment, comme dernier mode d'enquête. Cette théorie soulève des objections. Le serment en matière pénale, dira-t-on, n'offre pas une sécurité absolue, à cause du grand intérêt que les parties ont à mentir ! N'est-il pas trop naïf de croire à la véracité du délinquant ? M. Dumas s'efforce de les réfuter, en insistant sur le caractère facultatif du serment que les magistrats ne déféreraient qu'à des individus dont la moralité et la probité ne seraient pas douteuses. « Parmi les individus inculpés, dit-il (1), il y en a que l'on peut croire au-dessus du parjure. Il y a des inculpés de coups et blessures, des auteurs de crimes passionnels, toute une série de délinquants qui ont enfreint une disposition d'ordre public, n'engageant ni leur honneur ni leur conscience, auxquels le serment pourrait être déféré avec quelque confiance. Pour cette catégorie la simple considération du respect d'eux-mêmes peut suffire à leur faire dire la vérité. »

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 592.

On rajeunirait ainsi le serment en matière criminelle, le réadaptant à notre législation pénale. Si cette théorie était adoptée, nous nous trouverions en présence d'aveux tacites formellement prévus par la loi. Le refus de prêter le serment déféré serait, en effet, pour le prévenu, l'aveu tacite de sa culpabilité, de même qu'en droit civil, la partie qui refuse de prêter le serment succombe dans sa demande (1). Cet appel à la conscience du coupable et à ce qui reste d'honnêteté en lui pourrait produire des résultats appréciables.

En attendant cette réforme, si jamais elle se réalise, l'aveu tacite de culpabilité dans notre droit ne peut être déduit que de certains faits ou d'indices peu nombreux. Ces présomptions à elles seules ne sont pas assez fortes pour déterminer la conviction du juge. Elles doivent être rapprochées des preuves déjà obtenues. Autant l'aveu exprès, précis et formel, dont la sincérité est établie, est digne de foi, autant l'aveu tacite peut inspirer le doute.

(1) Code civil, article 1361.

CHAPITRE III

L'AVEU EXTRA-JUDICIAIRE.

Tout aveu qui ne renferme pas les conditions caractérisant l'aveu judiciaire est appelé extra-judiciaire. On dit souvent que c'est celui qui a lieu hors justice (1).

L'aveu extra-judiciaire peut être écrit ou verbal.

Il est écrit quand il est fait dans un acte ou dans une pièce. Fréquemment il se produit que des aveux soient consignés dans des procès-verbaux.

Il est verbal lorsqu'il a lieu, au cours d'une conversation, par exemple ; dans ce cas, il ne peut être établi que par témoins.

Pour le moment, nous nous bornons à constater qu'il existe des aveux extra-judiciaires qui pourront, comme ceux se produisant en justice, être soumis à l'appréciation du juge. Il semble que nous devions en réserver l'étude. Les formes de ces aveux sont variées et nombreuses ; ce sont des questions d'espèces. Nous examinerons dans la troisième partie de cet ouvrage, consacrée à la force probante de l'aveu, la foi que le juge peut accorder à ces aveux consignés dans des procès-verbaux

(1) Pothier, n° 834 ; Demolombe, t. VII, n° 546 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1296.

ou établis par les dépositions de témoins. Cette étude de la force probante attachée à des aveux de cette nature est la seule intéressante. Et ayant déterminé les règles consacrées par la jurisprudence en ce qui concerne leur force probante, nous passerons en même temps en revue ces différentes sortes d'aveux.

Il nous suffira à cette place d'indiquer une question d'aveu extra-judiciaire controversée et délicate.

L'article 338 du Code pénal dispose expressément qu'en matière d'adultère, la preuve de la culpabilité du complice de la femme ne résultera pas, en dehors du cas de flagrant délit, de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu. On s'est demandé si les déclarations faites par le prévenu devant le juge d'instruction pouvaient rentrer dans les termes de cet article. Un arrêt de la Cour de Paris du 18 mars 1829 (1) décidait que le complice ne peut être condamné sur son aveu. Mais il s'agissait d'une déclaration devant le juge d'instruction, laquelle n'avait été, suivant la Cour, ni libre, ni spontanée (2).

Quel est le but de la restriction établie par le Code pénal ?

L'orateur du Corps législatif disait : « Il importe de fixer la nature des preuves qui pourront être admises pour établir une complicité que la malignité se plaît trop

(1) C. Paris, 18 mars 1829, S. 29.2.138.

(2) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 330.

souvent à rechercher dans des indices frivoles, des conjectures hasardées ou des rapprochements fortuits (1). Après les preuves du flagrant délit, de toutes les moins équivoques, les tribunaux ne pourront admettre que celles qui résulteraient des lettres ou autres pièces écrites par le prévenu : c'est dans ces lettres, en effet, que le séducteur dévoile sa passion et laisse échapper son secret. »

Mais si l'on permet de rechercher des preuves dans la correspondance du prévenu, c'est pour y trouver un aveu tacite de sa culpabilité. « Comment refuser toutefois à l'aveu exprès, donnant ainsi plus de force aux inductions puisées dans une déclaration extra-judiciaire, qu'à la démonstration que fournit la confession judiciaire. »

La Cour de Paris est revenue sur sa première jurisprudence. Elle juge que l'aveu rentre dans la catégorie des preuves légales d'adultère à l'égard du complice (2).

La jurisprudence est maintenant fixée. La complicité d'adultère est prouvée par l'aveu du complice spontanément et librement signé sur un procès-verbal du juge d'instruction ou des officiers de police judiciaire (3).

Il est bien certain que pour constituer une preuve suf-

(1) M. Bonnier, *op. cit.*, note, estime qu'il serait trop dangereux d'appliquer ici le vieil adage : *quando scholaris loquitur cum puella, non præsumitur dicere pater noster*. Mascardus, concl. 1062, n° 23.

(2) C. Paris, 13 mars 1847, S. 47.2.178, D. 47.2.186.

(3) Lyon, 24 mai 1868, D. 71.5.16 ; Paris, 23 juin 1866 ; Alger, 19 juin, 1877, S. 77.2.292.

fisante, l'aveu d'un individu prévenu d'avoir eu des relations adultères avec une femme mariée doit être libre et spontané. S'il a été arraché par la violence, il ne fait aucune preuve devant la justice. C'est ainsi qu'il a été jugé à bon droit, qu'il y a violence exclusive d'un aveu libre et spontané dans le fait d'un mari d'avoir menacé d'un fusil qu'il avait entre les mains le complice de la femme et de l'avoir contraint, sous cette menace, de reconnaître sa culpabilité (1).

La même Cour de Rouen a décidé que l'aveu du prévenu de complicité d'adultère consigné dans une lettre signée de lui et écrite au commissaire de police chargé de l'affaire est un aveu écrit (2).

La solution de cette difficulté ne fait aujourd'hui plus de doutes.

Après avoir ainsi passé en revue les différentes formes d'aveux, il nous reste à en étudier la force probante.

(1) Rouen, 18 juin 1852, *Recueil arrêt de la Cour de Rouen*, t. XVII, p. 258.

(2) Rouen, 2 juin 1853, S. 54. 2. 508, D. 55. 2. 340.

TROISIÈME PARTIE

LA FORCE PROBANTE DE L'AVEU

L'histoire de l'aveu, l'examen des moyens à l'aide desquels il est obtenu, ont contribué à mettre en lumière cette idée essentielle qui s'impose à toutes recherches sur la force probante de l'aveu, que pour servir de preuve ou en tout cas valoir comme élément de preuve, la liberté de l'aveu doit être assurée.

La contrainte morale, comme la violence physique, enlèvent toute valeur à la confession de l'accusé ; l'autorité que le juge doit y attribuer, la force probante de l'aveu ne résultent que de la liberté et de la volonté qui l'ont déterminé.

Aussi notre législation pénale ne s'est-elle pas contentée de prévenir les abus possibles de la provocation de l'aveu ; dans la crainte de l'intimidation ou de l'erreur, elle décide qu'il peut toujours être rétracté sous la seule réserve que la sincérité de cette rétractation sera laissée à l'appréciation souveraine du juge du fait. De même la jurisprudence semble admettre, contrairement aux principes les plus certains de notre droit civil, que l'aveu criminel peut être divisé, chacun des aveux d'un prévenu pouvant être séparé de ceux qui le précèdent ou le suivent et ne s'imposant pas en bloc au juge.

C'est ainsi qu'après avoir, dans le précédent chapitre, décrit les modes de provocation de l'aveu qui en attestent ou garantissent la sincérité et l'authenticité, étudié toutes ses sources, il nous reste encore, par un résumé des tendances jurisprudentielles, à approfondir le caractère de l'aveu et à rechercher la force probante que notre législation y attache et pourrait attribuer à l'aveu. Nous distinguerons de nouveau l'aveu judiciaire et l'aveu extra-judiciaire.

Lorsque nous aurons démontré qu'il donne la meilleure preuve de culpabilité, qui satisfait et rassure la conscience du juge, nous nous demanderons dans une dernière partie s'il ne conviendrait pas de l'encourager en lui réservant certaines faveurs.

CHAPITRE PREMIER

FORCE PROBANTE DE L'AVEU JUDICIAIRE

Notre Code d'instruction criminelle ne mentionne pas l'aveu dans la nomenclature des preuves qu'il admet. Les articles 154, 156, 189 et 317, qui indiquent la manière dont la preuve doit se faire en matière de contraventions, de délits et de crimes, ne le citent pas comme un moyen de preuve. Cependant, un point sur lequel toute la doctrine s'accorde, est que notre législation n'a pas voulu proscrire l'aveu comme mode de preuve. L'article 190 du Code d'instruction criminelle déclare formellement : le prévenu sera interrogé. L'interrogatoire ne peut s'expliquer et n'a sa raison d'être que par l'aveu qu'il s'efforce d'obtenir. Le principe de notre droit criminel en matière de preuve est posé par l'article 342 du Code d'instruction criminelle. L'intime conviction est le fondement de tout jugement. Les juges apprécieront le caractère probant de l'aveu. Il peut former un élément de leur certitude et avoir pour ceux-ci la valeur d'une preuve, de même qu'aucun effet n'y est nécessairement attaché. « Comme tous les moyens de preuve, il est livré à l'examen judiciaire qui l'étudie, on recherche les causes, on pèse les termes et lui accorde ou lui refuse sa confiance (1). »

(1) V. Faustin-Hélie, t. IV, p. 587 ; Garraud, *Précis*, édit. 1907,

L'aveu peut déterminer l'intime conviction du juge, servir de base à une condamnation, mais le juge n'est pas tenu de s'y attacher et d'y conformer sa sentence.

Tout autre était son caractère dans notre ancien droit. Nous avons vu, dans la deuxième partie de notre étude, que la procédure inquisitoriale considérait l'aveu comme la première des preuves parce qu'elle produisait la plus grande somme de certitude. « La faiblesse de cette procédure, dit M. Faustin-Hélie, consistait principalement dans son impuissance à produire une conviction réelle dans l'esprit du juge : de là la tendance incessante de toutes les trames d'une instruction armée de l'interrogatoire et de la torture pour obtenir la confession de l'accusé. Le juge, au milieu de toutes ses preuves légales, ressentait le besoin que le jugement qu'il allait prononcer fût ratifié, en quelque sorte, par une déclaration qui effaçait ses derniers doutes (1). »

L'aveu devenait une preuve légale, lorsqu'il était accompagné de « circonstances et de présomptions » qui étaient les témoins de la sincérité. Les dispositions de l'ordonnance de 1670 étaient formelles : « Les procès criminels, déclare l'article 5 du titre XXV, pourront être instruits et jugés, encore qu'il n'y ait point d'informations, et si d'ailleurs, il y a preuve suffisante par les interrogatoires et par les autres présomptions et cir-

p. 677 ; Bonnier, *Traité des preuves*, p. 327 ; Morin, *Répert.*, V^e Aveu, 1 et 10.

(1) Faustin-Hélie, t. IV, n^o 4935.

constances du procès (1). » Quels sont ces indices qui devaient corroborer l'aveu (2) ? Il fallait que la confession fût appuyée de la constatation du corps du délit : car l'accusé « ne peut faire par sa confession, qu'il y ait un crime ou qu'il n'y en ait point » (3). Il était nécessaire que la confession fût faite dans le même procès et qu'elle tombât sur le même crime, car, si elle avait été faite dans une autre circonstance, par exemple lorsque l'accusé déposait comme témoin, elle ne pouvait donner lieu qu'à la torture ou à une peine extraordinaire. Enfin elle devait être uniforme et persistante : il est évident que si les déclarations faites se contredisent entre elles, il est difficile d'admettre la sincérité de l'aveu (4).

L'aveu réalisant ces conditions faisait la preuve complète des crimes. « Aussi lorsque l'accusé, dit Jousse, avoue librement et reconnaît qu'il est l'auteur du crime pour lequel il est poursuivi, la confession de l'accusé forme la preuve la plus complète et par conséquent suffisante pour le faire condamner, pourvu que le corps du délit soit bien vérifié et d'ailleurs constant » (5).

Cette dernière condition était essentielle. « En effet,

(1) Ordonnance de 1670, art. 5, t. XXV. — V. art. 17 du titre XIV, et surtout art. 19 du titre XIV.

(2) V. Esmein, *Procédure criminelle*, p. 273 ; Faustin-Hélie, t. I V précité.

(3) Muyart de Vouglans, *Inst. crim.*, p. 339, p. 340.

(4) Mittermaier, *De la preuve*, chap. xxxiii, p. 260.

(5) Jousse, I, p. 673.

déclare Ayrault, le juge qui se contenterait des confessions et des déclarations de l'accusé et n'ordonnerait pas que le demandeur fit venir témoins, faudrait-il en l'instruction ? Nous disons communément : *non auditur perire volens*, et par là nous inférons que sur la seule confession on ne peut donner et asseoir jugement : il faut qu'il apparaisse du crime et de beaucoup d'autres choses premier que d'y joindre la confession d'un accusé (1). » S'il s'agissait d'un crime grave, pouvant entraîner la peine capitale, l'aveu ne pouvait jamais suffire à faire prononcer une condamnation. « La confession ne peut de sa nature opérer la condamnation à une peine capitale, et il faut pour cela le concours de plusieurs autres conditions ; elle doit être accompagnée de quelques indices pressans ou de la déposition d'un bon témoin (2). » La confession libre et volontaire ne forme pas preuve contre lui (3).

D'Aguesseau résume les règles de notre ancienne jurisprudence en quelques mots. « La règle qui a lieu à l'égard de tous les crimes publics, c'est que la seule confession du coupable ne suffit pas pour mettre la justice en état de le condamner suivant cet ancien axiome *non auditur perire volens*. L'aveu de l'accusé est sans doute un grand commencement de preuve ; mais il faut nécessairement que, pour achever sa conviction, on y joigne

(1) Agrault, liv. III, 3^e partie, n^o 27.

(2) Muyart de Vouglans, *op. cit.*, p. 339.

(3) Du Rousseau et de Lacombe, *op. cit.*, p. 1012.

des preuves qui ne dépendent pas de sa seule reconnaissance, sans quoi il ne peut être regardé comme suffisamment convaincu (1).

C'est à ces conditions, joint aux indices prochains, que l'aveu constituait une véritable preuve légale dans notre ancien droit, enchaînant le conviction du juge (2).

Dans notre droit actuel l'aveu n'est plus qu'un moyen de preuve, offert à la conviction du juge et qui ne le lie pas.

La jurisprudence paraît avoir consacré cette première règle : *que les tribunaux peuvent rechercher les éléments de leur conviction dans les déclarations faites en justice par les prévenus eux-mêmes* (3).

Conformément à ce principe il a été jugé : « que si l'aveu fait par le prévenu ou son avoué n'établit pas une présomption légale de sa culpabilité, les juges peuvent, du moins, sans violer aucune loi, y puiser les éléments de conviction (4). »

Si rien n'oblige les juges à se contenter de l'aveu, lorsque la culpabilité ne leur paraît point d'ailleurs suffisamment établie (Rej., 15 décembre 1814), il n'est pas permis de repousser l'aveu. en se basant sur le vieil adage *nemo auditur perire volens* ; c'est ce que la Cour

(1) *Lettres du chancelier d'Aguesseau*, 199.

(2) V. étude de Faustin-Hélie, *op. cit.*, 1936, et *Journal de droit criminel*, 1849, p. 161 ; Garraud, *Précis*, 1907, p. 676.

(3) Garraud, *Précis*, 1907, p. 677.

(4) Cass. crim., 30 janvier 1830, S. et P. chr., p. 30.II.426, D. P. 1830.1.97.

de cassation a décidé notamment le 23 septembre 1837.

« La violation d'une maxime de jurisprudence, dit cet arrêt, ne peut constituer un moyen de cassation qu'autant que cette maxime serait revêtue du caractère législatif, et aucune loi ne défend aux juges correctionnels du premier ou deuxième ressort de faire entrer dans leurs éléments de conviction l'aveu du prévenu et ne leur impose à cet égard des règles différentes de celles qui existent pour les jurés (1). »

La Cour de cassation (20 juin 1848) a repoussé la doctrine qui exigeait une constatation préalable du corps du délit, condition à laquelle aurait été subordonnée la prise en considération de l'aveu (2).

« En vertu de leur pouvoir d'appréciation, des juges peuvent trouver dans la déclaration écrite du prévenu, non un aveu faisant preuve complète du fait avoué, mais un commencement de preuve par écrit les autorisant à prendre en considération les autres documents du procès et à recourir à la preuve testimoniale (3).

La Cour de cassation est allée jusqu'à déclarer « qu'il rentre dans le pouvoir d'appréciation du juge de tenir

(1) V. Bonnier, *op. cit.*, p. 328 ; Cass. crim., 23 septembre 1837 ; *Bull. Cass. crim.*, n° 293.

(2) La constatation matérielle du corps du délit n'est pas aujourd'hui indispensable. La Cour de cassation a jugé le 16 mars 1837 qu'aucune loi n'exige comme préalable aux poursuites un procès-verbal du corps du délit. Le principe contraire était admis dans notre ancien droit.

(3) Cass., 6 octobre 1826, D. 27.1.28.

compte d'un aveu qui ne résulterait cependant que de simples notes d'audience » (1).

L'aveu seul, en dehors de toute autre preuve, pourrait-il servir de base à une condamnation ? Peut-on, en principe, motiver une condamnation uniquement sur l'aveu de l'accusé ? La jurisprudence semble avoir résolu la question par une distinction suivant qu'il s'agit de crimes ou de délits, ou de simples contraventions (2).

En matière criminelle, c'est-à-dire dans une affaire soumise à la Cour d'assises, la question ne peut pas se poser ; le jury, en effet, ne motive pas ses décisions ; il n'a point à rendre compte des éléments de sa conviction. Il est donc impossible de savoir si l'aveu est la seule base du verdict. On ne serait pas fondé à former une demande en nullité sur ce que la condamnation n'a d'autre fondement que l'aveu de l'accusé (3).

Ainsi il a été jugé en matière criminelle que le condamné ne peut tirer un moyen de cassation d'une violation prétendue du principe de l'indivisibilité de l'aveu. « Le moyen de cassation ne repose, en effet que sur l'appréciation de l'un des éléments de la procédure orale ou écrite, à savoir les réponses des accusés ; il tient essentiellement à l'examen du fait, il est donc non recevable devant la Cour de cassation (4). »

(1) Cass., 21 décembre 1888, *Pand. françaises*, 1889.1.193 ; *Bul. crim.*, n° 379.

(2) V. sur ce point : Fuzier-Hermann, mot *Aveu*, 413 et suiv.

(3) V. Bonnier, n° 365 ; Morin, *Rép.*, V° *Aveu*, n° 18 ; Rauter, *Droit crim.*, t. I, n° 224.

(4) Cass., 22 août 1867, D. 69.5.34 ; *Bull. crim.*, n° 201. Le moyen

En matière correctionnelle, il en est autrement ; les juges doivent motiver leurs décisions. Nous devons donc demander quelle serait la valeur d'un jugement de condamnation basé uniquement sur les aveux du prévenu ?

En doctrine il est de principe que si l'aveu rapproché du procès-verbal peut seul constituer une preuve du délit ; en dehors du procès-verbal, l'aveu ne constitue qu'une simple présomption. Aussi la plupart des auteurs, décident-ils, en général, qu'en matière correctionnelle un jugement ou un arrêt qui ne donnerait d'autre preuve du délit que l'aveu du prévenu devrait être annulé comme insuffisamment motivé ; puisque l'aveu ne se trouverait corroboré par aucun indice permettant de le contrôler (1).

La jurisprudence, a cependant décidé qu'un prévenu de délit correctionnel, peut être condamné sur son seul aveu (2).

« Que le tribunal qui trouve, dans l'aveu du prévenu, la preuve du délit reproché à celui-ci, n'est pas tenu d'entendre les témoins produits par le ministère public, Il en est ainsi alors même que le tribunal reconnaît l'existence de circonstances atténuantes (3). »

tiré d'une prétendue violation du principe de l'indivisibilité de l'aveu, n'est pas recevable lorsqu'il est présenté à l'appui du pourvoi dirigé contre la condamnation, prononcée par une Cour d'assises. *Ibid.*

(1) Faustin-Hélie, t. III, n° 1457 ; Carnot, *Instr. crim.*, t. I, p. 104 ; Morin, *Rép.*, V° *Aveu*, n° 22 ; Legraverend, t. I, p. 217 ; Mangin, *Procès-verbaux*, p. 39.

(2) Cass., 23 septembre 1837, précité.

(3) Cass., 29 avril 1837, *Bull. crim.*, n° 140.

En matière correctionnelle, la tendance de la jurisprudence paraît être néanmoins, qu'à lui seul il ne peut servir de preuve. Elle se résume dans les considérants de ce jugement récent. « L'aveu ne doit jamais tenir lieu de preuve en matière correctionnelle, il doit seulement être considéré comme un élément d'appréciation n'ayant de valeur juridique, qu'autant qu'il est corroboré par certains témoignages dignes de foi ou par des circonstances de fait ; il est d'ailleurs toujours révocable (1). »

En matière de simple police, la doctrine et la jurisprudence semblent unanimes : elles admettent que l'aveu à lui seul servira de base légale à une condamnation. Le peu d'importance des faits donne beaucoup moins de force, dit-on, à la règle *nemo auditur perire volens* ; le juge est obligé de tenir compte de l'aveu qui se produit devant lui et il condamne le prévenu, alors même que l'infraction aurait été constatée dans un procès-verbal nul (2).

Les décisions rendues en ce sens sont très nombreuses. La solution serait la même s'il n'existait aucun procès-verbal constatant la contravention (3).

Ainsi, il a été jugé « que lorsque le prévenu à l'au-

(1) Trib. corr. Perpignan, 4 août 1904, *Recueil des sommaires*, 1905, n° 204.

(2) Faustin-Hélie, t. IV, n° 1937 ; Cass., 5 février 1825, D. 25.1.213 ; 17 février 1837, D. 37.1.490 ; 4 septembre 1847, D. 48.5.44 ; 29 juillet 1858, D. 58.5.96 ; 24 janvier 1861, D. 61.1.405 ; 22 février 1878, *Bull. Cass. crim.*, n° 53 ; *Pandectes françaises*, mot *Aveu*, n° 476.

(3) 3 avril 1839, *Bull. Cass. crim.*, n° 93 ; 26 mai 1882, *Bull. Cass. crim.*, n° 132 ; 22 février 1889, *Pandectes françaises*, 89.1.482.

dience, a avoué qu'il avait, pendant la nuit, conduit sur une route nationale une voiture non pourvue d'une lanterne allumée, le juge de simple police admet une excuse illégale et viole l'article 154 du Code d'instruction criminelle, quand, pour renvoyer le prévenu des poursuites, il se fonde uniquement sur ce que le procès-verbal qui avait constaté la contravention était irrégulier, et sans apprécier, comme il en avait le devoir, la force probante de l'aveu fait à l'audience (1). »

De même « l'infraction à un règlement sur le nettoyage des rues est suffisamment prouvée par l'aveu d'un contrevenant, alors même qu'il n'aurait pas été dressé de procès-verbal de la contravention (2) ».

Les mêmes règles sont vraies pour les délits, qui enfreignant des dispositions spéciales, sont punissables par le fait seul de leur perpétration et abstraction faite de l'intention.

Ainsi jugé, lorsque le délit de chasse est avoué par le prévenu, le tribunal ne peut le renvoyer des poursuites sous le prétexte que le délit n'est pas suffisamment prouvé (3).

Que le délit de chasse, étant avoué par le prévenu, le tribunal ne peut, alors même que le procès-verbal serait nul, prononcer l'acquiescement (4).

(1) Cass., 26 mars 1886, *Bull. Cass. crim.*, n° 131.

(2) Cass., 7 avril 1809, D. A. 2.143.

(3) V. Fuzier Herman et *Pandectes françaises*, au mot *Aveu* ; Cass., 26 janvier 1826, S. et P. chr.

(4) Bordeaux, 28 février 1833, Pichon, P. chr.

Que l'aveu fait par un inculpé qu'il a vendu du tabac de fraude suffit, même en dehors de toute autre preuve, pour baser un jugement de condamnation (1).

Que l'existence d'un délit forestier est suffisamment établie par l'aveu du prévenu (2).

Que l'aveu du prévenu suffit pour établir et constituer la preuve de la mendicité (3).

Il est bien certain que le juge n'est obligé de tenir compte de l'aveu que s'il se produit devant lui ou s'il est officiellement porté à sa connaissance. Aussi la Cour de cassation a-t-elle refusé de casser un arrêt, où malgré un aveu passé devant le juge d'instruction, le juge correctionnel avait acquitté le prévenu sans indiquer le motif pour lequel il ne tenait pas compte de l'aveu. « Attendu, dit-elle, qu'il n'est point établi que l'aveu du prévenu, consigné dans l'interrogatoire subi devant le juge d'instruction, ait été présenté ou réitéré en cours des débats, soit devant le tribunal, soit devant la Cour ; que cet élément de preuve échappait à l'examen et à l'appréciation de la Cour ; que l'arrêt n'avait point à s'en occuper (4). »

Au criminel, comme au civil, en tout cas, le juge a tout pouvoir pour apprécier la déclaration faite devant lui et pour décider si réellement elle renferme un aveu (5).

(1) Amiens, 5 mai 1880, *Recueil arr. Amiens*, 1888, p. 241. — V. Cass., 22 février 1889, *Bull. Cass. crim.*, n° 75.

(2) Cass., 20 juin 1806, P. chr., D. A. 8.790.

(3) Alger, 4 février 1882, S. 82.1.184.

(4) Faustin-Hélie, *Instr. crim.*, t. IV, n° 1939 ; Cass., 4 janvier 1856, *Bull. Cass. crim.*, n° 308, D. 56.1.415.

(5) Cass., 18 août 1854, D. 55.1.43 ; 4 septembre 1856, D. 56.1.415.

En second lieu, *la jurisprudence impose aux tribunaux l'obligation de motiver toute décision par laquelle ils rejettent les aveux d'un prévenu et le renvoient de la poursuite* (1).

C'est ainsi que la Cour de cassation décide, sur le moyen tiré de ce que, malgré l'aveu fait par le prévenu de la contravention reprochée, le tribunal de police aurait ordonné son renvoi. *Attendu qu'il résulte des constatations du jugement que le fait de violences imputé à... et à raison duquel il a été poursuivi, a été avoué au cours des débats, d'où s'ensuivait pour le juge de police, l'obligation de reconnaître la violation commise... et de la réprimer par les peines déterminées* » (2).

De même la Cour de cassation a cassé un jugement pour les motifs suivants. « *Attendu, dit la Cour, qu'il était constaté, en fait, par le jugement attaqué, que le prévenu a fait des aveux à l'audience. Que de ces faits constatés et avoués résultait la preuve de la contravention qui lui était reprochée et conséquemment la nécessité de l'application de la loi pénale. Que pour relaxer le prévenu des fins de la poursuite, le jugement s'est fondé sur la qualité des parties, le repentir exprimé par l'accusé, qu'il a ainsi admis des excuses non prévues par la loi et violé en conséquence, en ne l'appliquant pas, l'article 479-8º. — Casse* (3). »

(1) Garraud, *Précis*, 1907, p. 677.

(2) Cass., ch. crim., 29 juillet 1858, D. 58.5.96.

(3) Cass., ch. crim., 5 novembre 1859, D. 60.5. 85.

En sens contraire, elle a refusé de casser un arrêt qui se basait sur les aveux de l'instruction et des débats. Il était, en effet, parfaitement régulier (1).

Le principe jurisprudentiel est donc qu'on ne peut rejeter un aveu, parce que c'est un aveu et sans autre motif. Le silence des articles du Code d'instruction criminel, sur l'aveu comme moyen de preuve rendait impossible à la Cour de cassation de trouver une violation de la loi dans des décisions contraires, mais celle-ci n'a pas hésité à y voir un excès de pouvoir. « L'exès de pouvoir ne consiste, du reste, que dans le fait d'avoir écarté l'aveu en tant qu'aveu, car la Cour de cassation admet parfaitement que l'aveu, une fois constaté, soit apprécié par le juge au point de vue de sa force probante, ce qui impliquerait le droit d'écarter quand même cet aveu en disant pourquoi, chaque fois qu'il y aurait une raison plausible de douter de sa véracité (2). »

On a pu soutenir que la Cour de cassation a vu dans l'aveu le moyen de preuve par excellence et qu'elle le considérerait toujours comme la *probatio probatissima*. Les termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 6 juin 1835 semblaient être un argument à l'appui de cette opinion. On lit, en effet (3), « que l'arrêt attaqué, énon-

(1) Cass., 6 mars 1856, *Bull. Cass. crim.*, n° 98 ; 8 mars 1889, *Pand. françaises*, 89.1.439 ; *Bull. Cass. crim.*, n° 97.

(2) Dumas, *op. cit.*, p. 590 ; Cass., 20 novembre 1863, *Bull.*, n° 277.

(3) 6 juin 1835, *Bull. crim. Cass.*, n° 230.

gant que la défense des sieurs P. et V. impliquait nécessairement l'aveu des faits qui avaient donné lieu à la poursuite, ce qui rendait inutile la preuve testimoniale offerte ». « Il est clair fait, remarquer M. Dumas (1), que si cet attendu s'appliquait à l'une des espèces habituelles où le fait n'est prouvé que par témoins, on pourrait en conclure que la Cour de cassation a vu dans l'aveu un mode de preuve dispensant la partie poursuivante de toute démonstration. Mais ce serait donner à l'aveu une portée qu'il n'a pas. Il a été rendu dans un cas d'infraction établie par un procès-verbal susceptible de faire foi jusqu'à inscription de faux. La nullité de ce procès-verbal était invoquée. Même en admettant sa nullité, il aurait continué à valoir comme un commencement de preuve par écrit. Ce commencement de preuve devait être corroboré soit par un aveu, soit par un témoignage. On avait l'aveu : le témoignage confirmatif était donc superflu. »

L'idée de la Cour de cassation ne semble pas être que l'aveu dispense de toute preuve, ou de tout commencement de preuve. A peu près à la même date elle décidait (2) que les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux des aveux et des déclarations du prévenu ; ces aveux et ces déclarations étant des faits matériels, comme

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 588.

(2) 30 juillet 1835, S. 35.1.848. — Elle avait antérieurement jugé « que les procès-verbaux des gardes champêtres ne font foi que jusqu'à preuve contraire des aveux et déclarations du prévenu », 16 avril 1835, S. 35.1.847.

tous les autres faits constatés dans le procès-verbal. Aussi en supposant que ce procès-verbal eût été annulé, le commencement de preuve par écrit était complété par l'aveu du prévenu, qui « rendait inutile le témoignage offert ». Mais la Cour de cassation n'a jamais décidé que l'aveu à lui seul devait déterminer la conviction du juge, que toute autre preuve était superflue.

En résumé, notre jurisprudence considère l'aveu comme un élément de preuve : en matière correctionnelle et criminelle l'aveu fait partie des éléments de conviction dont les juges disposent et demeure soumis à leur libre appréciation (1).

Il semble que l'aveu est même plus qu'un élément de preuve. Lorsqu'il se rattache à un fait certain, et que son exactitude est démontrée, il forme la preuve la plus complète qui puisse être. Quelle est la preuve qui pourrait déterminer mieux la conviction du juge que la déclaration du principal intéressé sur les faits mêmes du procès ? Quelle est la personne la plus renseignée sur toutes les circonstances de l'infraction que celle qui y a participé ? La confession que fait l'accusé en justice, c'est-à-dire lorsqu'il ne peut méconnaître les conséquences graves de sa déclaration semble une preuve supérieure à toutes les autres (2). La certitude de culpabilité est complète. « Il ne peut y avoir, comme le fait remarquer Jousse (3), de

(1) Faustin-Hélie, *op. cit.*, IV, n° 1935 et 1936.

(2) V. Garraud, *Précis*, 1907, p. 675.

(3) Jousse, *op. cit.*, liv. III, 3^e partie, n° 27.

condamnation plus juste que celle qui se prononce contre ceux qui, sans violence, ni tourment confessent librement le crime dont ils sont accusés. En effet, quelque certaine que paraisse la preuve testimoniale, on peut dire cependant avec raison qu'elle est imparfaite et souvent sujette à l'erreur, au lieu que la certitude qui naît de l'aveu et de la science de l'accusé est une certitude incontestable et basée sur l'évidence même. »

L'aveu nous semble la preuve par excellence : Aussi non seulement le juge ne doit pas rejeter tout aveu comme suspect *à priori*, il doit se laisser guider par lui, lui accorder toute sa confiance et il n'aura pas lieu de s'en repentir. Nous disions que l'aveu est plus encore qu'une preuve. Il permet au juge de proportionner rigoureusement la peine à la culpabilité.

C'est à ce double titre qu'il convient de l'encourager.

Quelle est la force probante de l'aveu dans les législations étrangères ?

Dans le droit allemand, l'aveu de l'accusé ne doit pas dispenser le tribunal de recourir à l'administration de la preuve. Le législateur n'a pas, en effet, attribué à l'aveu la valeur décisive qu'il possède en Angleterre et que lui attribuait la loi prussienne. Nous savons qu'en Angleterre, lorsque l'accusé a plaidé coupable, c'est-à-dire qu'il reconnaît avoir commis l'acte à raison duquel il est poursuivi, la question de culpabilité est considérée comme

tranchée et le juge n'a plus qu'à procéder à l'application de la peine. De même en Prusse, au cas d'aveu de l'accusé, la Cour d'assises pouvait rendre son arrêt sans le concours des jurés (V. loi du 3 mai 1852, art. 75; loi du 25 juin 1867, art. 345). Mais le point de vue du Code allemand est tout différent; l'aveu est admis comme un simple élément de preuve livré à l'appréciation du juge et que celui-ci doit contrôler à l'aide des moyens d'investigation dont il dispose. L'article 244 du Code de procédure allemand indique « que le tribunal pourra laisser de côté tel ou tel moyen de preuve, si le ministère public et l'accusé sont d'accord sur ce point ». C'est le seul cas où il soit permis de s'en rapporter exclusivement à l'aveu de l'accusé relativement à la question de culpabilité. Mais en principe l'aveu ne dispense pas de recourir à l'administration de la preuve (1).

Les praticiens anglais tiennent au contraire pour constant, dans le cas où l'accusé se reconnaît pleinement coupable du crime qui fait l'objet de l'accusation, que les débats devant le jury et son verdict deviennent superflus. L'accusé plaidant coupable arrête les débats. La plus grande valeur est ainsi attachée aux aveux, qui ont lieu dans le cours de l'information préparatoire. Cependant l'aveu ne saurait être utilisé qu'avec une grande circonspection dans le cas où l'accusé ne plaide pas coupable;

(1) V. le *Code de procédure allemand*, traduit et annoté par Daguin, notamment art. 243, 244 et 253 (sur la lettre des procès-verbaux dans le but de fournir la preuve de l'aveu.

même au cas où des aveux ont été faits devant le magistrat dans le cours de l'information préparatoire, l'accusé n'en peut pas moins essayer de revenir sur ces aveux sous prétexte d'erreurs ou d'irrégularités dans les procès-verbaux où ils sont consignés (1).

En Ecosse, où dans l'information préparatoire on soumet l'accusé à des interrogatoires dans le but d'obtenir des aveux, la condition essentielle pour qu'on puisse s'en prévaloir est que la santé de l'esprit de l'accusé, au moment où il a fait sa déclaration, soit certifiée par deux témoins (2).

Le Code de procédure de New-York de 1850 (art. 449) disposait qu'un aveu de l'accusé, fait dans l'information en public, ou en présence de quelques personnes, ne saurait valoir comme preuve, s'il est produit sous l'influence de la crainte causée par des menaces et il ne saurait jamais non plus à lui seul faire pleinement foi, s'il n'existe encore d'autres preuves du crime commis. Aussi, le Code actuel de procédure criminelle de New-York, qui s'est inspiré de la même idée, décide que nul n'est obligé de témoigner contre lui-même et la conséquence de ce principe conduit à la prohibition de l'interrogatoire du « défendeur ». Comme en Angleterre l'aveu ne peut être une preuve que s'il est spontané. Or l'aveu qui résulte d'un interrogatoire ne peut avoir ce caractère. Le « défen-

(1) V. notamment : Mittermaier, *Traité de la procédure criminelle en Angleterre, Ecosse et dans l'Amérique du Nord*, p. 379, 380, 381.

(2) Mittermaier, *ibid.*, p. 380.

deur » aura aussi la faculté, ainsi qu'en Angleterre, depuis peu de temps, de faire une déclaration sur les faits du procès « statement » non pas prise sous forme d'interrogatoire, mais sous celle de déposition de témoins (1).

Nous avons vu qu'en Autriche (2), le Code de procédure pénale de 1853, article 264, consacrait certaines règles auxquelles était subordonné l'aveu comme preuve légale. L'aveu devait avoir lieu non seulement devant le juge instructeur, mais à l'audience. Il fallait que l'inculpé fût sain d'esprit ; que l'aveu fût précis et ne résultât point d'une expression ou d'un geste équivoque ; qu'il ne consistât pas dans une simple réponse aux questions posées, mais dans un narré de l'inculpé lui-même. Enfin l'aveu s'accordera avec les informations déjà obtenues. Le nouveau Code d'instruction criminelle autrichien de 1873 se borne à déclarer que « les aveux de l'inculpé ne dispenseront point le juge d'instruction du devoir d'arriver autant que possible à la démonstration des faits (3) ».

Ayant déterminé la force probante de l'aveu judiciaire dans notre législation, il nous reste à préciser ses caractères en matière pénale ; ils diffèrent essentiellement de ceux de l'aveu en droit civil.

(1) *Code de procédure criminelle de l'Etat de New-York*, traduction Fournier. V. le *Criminal Evidence Act* de 1898 et étude d'Esmein citée.

(2) *Ibid.*, p. 130.

(3) Article 200, C. Inst. criminelle autrichien. — V. Bonnier, p. 328.

Nous voulons parler de la rétractation de l'aveu et de sa divisibilité.

La rétractation de l'aveu.

L'aveu peut-il être rétracté en matière criminelle ?

La question ne semble pas faire de doute ; l'aveu est essentiellement révocable. Dans le droit civil, l'article 1356 décide que l'aveu ne peut être révoqué, à moins de prouver qu'il ne soit la suite d'une erreur de fait. La raison de cette règle est que l'aveu pour la partie adverse constitue un droit acquis. En matière pénale ce motif n'a pas de valeur. Toute la procédure est dirigée dans le but de découvrir la vérité. Si un accusé fait un aveu inconsidéré, qui n'est pas l'expression de la vérité, il doit lui être toujours loisible de revenir sur sa déclaration. Cette rétractation, le juge du fait l'appréciera souverainement ; la sincérité de l'accusé pourra paraître suspecte dans certains cas ! Mais la révocation d'un aveu doit toujours être possible ; elle nous paraît une des conditions essentielles qui assurent l'indépendance et la liberté de l'aveu, et le rendent apte à produire les effets que nous étudierons dans la quatrième partie de cet ouvrage.

La doctrine se montre unanime, en ce sens que l'aveu en matière pénale peut être rétracté, sans que le prévenu soit tenu de justifier qu'il ait été le résultat d'une erreur de fait. Elle décide avec l'ancien Code bavaïois, que « s'il paraît hautement probable qu'au moment de l'aveu

l'accusé n'a pu, ni voulu dire la vérité, la rétractation peut être admise (1) ».

La jurisprudence adopte la même solution. Il faut que le prévenu maintienne son aveu à l'audience. S'il le rétractait devant le juge, s'il soutenait qu'il lui a été arraché par la violence, par intimidation, ce prétendu aveu ne saurait à lui seul constituer une preuve de l'infraction. La jurisprudence reconnaît donc la possibilité de la rétractation. Elle a affirmé son opinion dans plusieurs arrêts (2). Cependant le juge devrait tenir compte d'un aveu même rétracté, s'il est confirmé par les circonstances de la cause et paraît l'expression de la vérité (3). En sens contraire, il a été jugé que « l'aveu fait par le prévenu peut toujours être rétracté, et il y a lieu de tenir compte de cette rétractation lorsqu'elle ne rencontre aucune contradiction dans les éléments du débat. La rétractation d'un aveu appartient à l'appréciation du juge, sans qu'on puisse la repousser par aucune fin de non-recevoir, et nul texte, en matière pénale, ne déclare l'aveu irrévocable. Il rentre surtout dans le pouvoir du juge de rechercher, dans les circonstances de la cause, le compte qu'il convient de tenir de cette rétractation (4) ».

(1) V. en ce sens : Garraud, *Précis*, 1907, p. 627 ; Bonnier, *op. cit.*, p. 330 ; Faustin-Hélie, *op. cit.*, p. 592, t. IV ; Code bavarois, art. 273 ; Mittermaier, chap. xxxvii.

(2) V. notamment : arrêt C. Rennes, 17 février 1864, D. 64.2.148 ; Cass., 19 août 1841 ; D. *Rép.*, V^e *Obligations*, n^o 577.

(3) Cass., 12 février 1885, D. 85.1.432.

(4) V. Cass., ch. crim., 28 juillet 1881, D. 82.1.186. Il s'agis-

Nous approuvons cette jurisprudence. Elle est conforme au caractère que doit présenter l'aveu criminel pour qu'il puisse servir légitimement de base à une condamnation. L'aveu doit pouvoir être discuté, au besoin rétracté : il ne saurait fatalement amener la condamnation de tout prévenu qui aurait avoué l'infraction (1). C'est le moyen de prévenir toute chance d'erreur. Des innocents se sont accusés de crimes qu'ils n'avaient pas commis ; leurs aveux ne peuvent les suivre dans toute la procédure. Il est juste qu'ils aient le droit de revenir sur leurs déclarations. Après avoir maintenu ses aveux à l'audience du tribunal de première instance, le prévenu peut les rétracter en appel ; ceux consignés dans l'instruction peuvent être révoqués à l'audience.

L'aveu est toujours, et en tout cas, révocable. Les termes d'un jugement du tribunal correctionnel de Perpignan (2) méritent une entière approbation. La rétractation, qui n'aurait lieu qu'à l'audience doit entrer évidemment dans les éléments de conviction à apprécier par le

sait d'une affaire de chasse : les prévenus avaient déclaré à la gendarmerie avoir participé à une chasse à courre ; en faisant cette déclaration, ils s'étaient réservé le droit d'expliquer en quoi avait consisté cette participation. Cette déclaration n'était pas à proprement parler un aveu.

(1) Un arrêt de Cassation, 8 mars 1889, *Pandectes françaises*, 89.1.4395, *Bull. Cass. crim.*, n° 97, a décidé que l'aveu du contrevenant ne pouvait être rétracté, sans que la preuve contraire eût été offerte. Mais il s'agissait d'un aveu recueilli dans un procès-verbal de gendarmerie faisant foi comme ce procès-verbal jusqu'à preuve contraire. V. la note de l'arrêt.

(2) Trib. corr. Perpignan, 4 août 1904, précité, *ibid.*

juge, sans qu'on pût la repousser par aucune fin de non-recevoir, puisque nul texte, en matière criminelle, ne déclare l'aveu irrévocable, et que l'aveu, même non rétracté, n'est point nécessairement un motif de condamnation.

L'indivisibilité de l'aveu en matière pénale.

On disait volontiers dans notre ancien droit, que l'aveu n'était pas à proprement parler une preuve, mais dispensait de preuve celui au profit duquel il était fait. C'est ainsi qu'est né le principe de l'indivisibilité de l'aveu, en droit civil ; celui qui bénéficie d'un aveu doit le prendre, en bloc, tel qu'il est, sans pouvoir choisir ce qui est préférable et lui semble favorable et rejeter le reste. « Observez, déclarait Pothier, que lorsque je n'ai d'autre preuve que votre confession, je ne puis la diviser (2). » Le Code civil s'inspire de la même idée (art. 1356) : « L'aveu ne peut être divisé. »

L'aveu criminel est-il indivisible comme l'aveu civil ? Dans cette question délicate et controversée, nous indiquerons brièvement les solutions généralement admises et celles qui nous semblent le plus équitables.

On reconnaît généralement que, toutes les fois qu'un délit suppose la violation d'un contrat civil, ce contrat doit être prouvé d'après les règles du droit civil, et que notamment le principe de l'indivisibilité de l'aveu doit

(1) V. Planiol, *Droit civil*, t. II, p. 20.

être respecté (1). Celui-ci possède toute sa force lorsque l'existence du contrat civil, notamment du mandat en ce qui touche l'abus de confiance, ne repose que sur un aveu, et que le prévenu, en avouant le mandat, déclare en même temps s'être acquitté envers le mandant. Il faut alors appliquer par identité de motifs, ainsi que l'a fait un arrêt de rejet du 28 juillet 1854, l'article 1294 du Code civil (2). A l'égard des faits civils, qui ne peuvent être prouvés que par la production d'un acte écrit, la loi, qui a déterminé le genre de preuve auquel ils sont assujettis, s'applique à la procédure criminelle comme à la procédure civile. Ainsi la règle posée par les articles 1356 et 1924 du Code civil doit être observée devant la juridiction criminelle, toutes les fois que la preuve du fait incriminé est subordonnée à la preuve du fait civil (3).

Toutefois même dans cette hypothèse l'aveu pourrait être apprécié et divisé s'il ne constituait pas la base unique de la décision. C'est ce qui a été reconnu par la Cour de cassation dans un arrêt ainsi conçu (4) : « Sur le moyen tiré de la violation des articles 1341, 1356, 1923, 1924 du Code civil, en ce que l'admission de la preuve

(1) V. Recueils de jurisprudence, V^o *Aveu*. Notamment : *Pandectes françaises*, n^o 500 ; Aubry et Rau, t. VIII, n^o 765, p. 347 ; Garraud, *Précis criminel*, 1907, p. 687. — Cass., 26 septembre 1823, S. 24.1.565 ; Cass., 3 mai 1848, D. 48.1.145 ; Cass., 18 novembre 1853 ; Lyon, 10 août 1881, S. 82.2.125, D. 82.2.65, etc.

(2) V. Bonnier, *op. cit.*, n^o 368.

(3) Faustin-Hélie, t. IV, p. 593.

(4) Arr. Cass., juillet 1850. — V. Faustin-Hélie, p. 593, t. IV.

testimoniale de la remise du blanc-seing aurait pour effet de diviser l'aveu fait par le demandeur : — Attendu que si aux termes de l'article 1356 l'aveu judiciaire ne peut être divisé, cette règle ne s'applique qu'au cas seul où les juges prennent cet aveu pour base unique de leur décision, mais que lorsque, comme dans l'espèce, les faits qui ont été l'objet de l'aveu ont été établis ou détruits par une autre preuve légale, il n'y a plus d'obstacle à ce que les juges écartant l'aveu en le considérant comme non avenu, admettent tout ou partie de ces faits, en se fondant sur cette nouvelle preuve, que cette appréciation ne porte aucune atteinte au principe de l'indivisibilité de l'aveu. »

En dehors des cas que nous venons d'examiner, dans lesquels la violation d'un contrat civil est la base d'un délit, l'aveu en matière pénale reste divisible. Les aveux recueillis dans des interrogatoires qui se composent d'un enchaînement de questions et de réponses, sont considérés généralement, comme renfermant autant de « propositions distinctes qu'il y a de questions posées ». On admet que ces propositions soient séparées par le juge qui, en vertu de son pouvoir d'appréciation, adopte les unes ou rejette les autres (1). Le juge n'est pas obligé d'accepter en entier toutes les déclarations faites par le prévenu.

Il importe de distinguer l'aveu simple de l'aveu quali-

(1) V. Dumas, *op. cit.*, p. 595 ; Cass., 5 février 1825, *Bull. crim.*, n° 22 ; 12 avril 1844, *Bull.*, n° 137 ; 24 septembre 1857, *Bull.*, n° 347.

fié (1). Le premier contient une déclaration de culpabilité ; il est vrai ou faux, doit être admis ou repoussé. Le second est accompagné de déclarations accessoires, circonstances qui peuvent diminuer la responsabilité ; il peut parfaitement être divisé (2). Pour les aveux qualifiés, les aveux complexes, des difficultés se sont élevées.

On sait que les commentateurs du droit civil ont de la peine à justifier l'indivisibilité de l'aveu dit complexe, c'est à-dire accompagné de circonstances accessoires. Cependant la Cour de cassation a paru disposée à voir dans de telles déclarations des aveux qu'il fallait retenir ou écarter pour le tout (3).

Pour les aveux simples la jurisprudence était nettement fixée.

Elle jugeait (4) « que la règle de l'indivisibilité de l'a-

(1) V. Garraud, *Précis*, 1907, p. 686.

(2) Si l'aveu porte sur le fait principal et que les circonstances accessoires soient niées, le fait principal sera établi par l'aveu ; il peut être retenu par le juge ; la preuve de la culpabilité est faite. Si l'aveu ne porte pas sur un des éléments essentiels du délit, mais simplement sur une de ses circonstances, il perdrait singulièrement sa valeur. Un prévenu avoue avoir eu en sa possession des valeurs volées, il faut encore démontrer qu'il est l'auteur du vol (V. Garraud, *op. cit.*, *ibid.*).

Contrairement à la théorie que nous adoptons, la Cour de Paris a jugé « que l'aveu étant indivisible, on ne saurait considérer comme faisant la preuve de la contravention, la reconnaissance par le prévenu du fait matériel de l'introduction dans la ville de marchandises, s'il déclare en même temps que tous les objets reçus par lui étaient affranchis des droits d'octroi ». — C. Paris, D. 1901.2.396 ; arrêt du 19 mai 1899.

(3) V. Aubry et Rau, t. VIII, p. 751, n° 4 ; Dumas, *op. cit.*, p. 595.

(4) Cass., 23 juin 1837, S. 38.1.138.

veu en matière civile reçoit exception en matière criminelle, lorsque l'aveu formel sur un point présente sur un autre des variations et des contradictions qui sont éclaircies ou démenties par une autre preuve » : Elle se basait, du reste, sur une décision précédemment rendue en matière civile, « lorsque l'aveu d'une partie porte sur deux faits distincts et indépendants l'un de l'autre, les juges peuvent, en admettant l'un des faits tel qu'il est avoué, rejeter l'autre ou ne l'admettre que sous certaines modifications ; il n'y a pas division de l'aveu donnant ouverture à cassation » (1).

« Le principe de l'indivisibilité de l'aveu, déclare de nouveau la Cour de cassation, ne fait pas obstacle à ce que chacun des aveux consignés dans l'interrogatoire d'un prévenu soit séparé de ceux qui le précèdent ou le suivent, de sorte que le juge admette les uns ou repousse les autres ; surtout lorsqu'un aveu formel sur un point présente sur un autre des variations démenties par d'autres preuves (2).

Quant aux aveux qualifiés, qui sont ceux les plus fréquents, notamment en matière d'abus de confiance, le prévenu reconnaissant qu'une somme lui a été remise, mais justifiant son appropriation par l'effet de quelque autre contrat subséquent, il y a deux faits qui sont liés. « La difficulté, dit M. Dumas, se complique ; en raison de ce que l'aveu portant dans sa partie positive

(1) Cass., 23 décembre 1835, S. 35.1.141.

(2) Cass., 10 août 1854, précité, D. 55.1.43.

sur la question préjudicielle de l'existence du contrat, c'est-à-dire sur une question de droit civil, on a quelque hésitation à ne pas se sentir lié par le principe de l'indivisibilité de l'aveu (1). »

La Cour de cassation décidait que le principe de l'indivisibilité de l'aveu devait recevoir son application.

Elle l'a affirmé dans un arrêt de cassation en date du 3 juin 1892. Dans l'espèce, un nommé I... était inculpé d'abus de confiance, comme ayant détourné, au préjudice de son propriétaire, un dépôt de valeurs. « Attendu, dit la Cour, qu'en droit, lorsque la preuve d'un délit est subordonnée à l'existence d'un contrat, ce contrat doit être prouvé d'après les règles établies par le Code civil : dans le cas où il dépasse 150 francs, il ne peut être prouvé que par témoins avec commencement de preuves par écrit... ; qu'il peut être aussi prouvé par l'aveu judiciaire, mais que cet aveu est indivisible et qu'il n'appartient pas au juge d'en retenir une partie et de rejeter l'autre ;

« Attendu que le prévenu a reconnu être débiteur de la somme de 2.400 francs et de valeurs, mais déclare que les valeurs lui avaient été remises à titre de prêt ; qu'antérieurement il avait déclaré avoir reçu une somme de 5.200 francs qui lui était remise à titre de dépôt, qu'il s'est rétracté et a soutenu que sa dette avait pour cause un prêt.

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 595.

« Attendu qu'après avoir constaté ces faits, l'arrêt attaqué conclut que L... a reçu à titre de dépôt 2.400 francs en espèces et les dites valeurs, se fondant sur l'aveu judiciaire auquel il emprunte la détermination de l'objet de la dette, en écartant la qualification que cet aveu donnait au contrat.

« Que cette décision viole les articles 1356 et 1924 du Code civil, en divisant l'aveu judiciaire qu'il fallait retenir ou écarter pour le tout...

« Par ces motifs, Casse (1). »

La Cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence, elle estime aujourd'hui que l'aveu peut être divisé, même dans le cas d'aveu complexe. Elle a jugé, que doit être annulé, pour fausse application de l'article 1356 du Code civil, l'arrêt qui relaxe un individu prévenu d'abus de confiance en considérant comme un aveu indivisible la reconnaissance des détournements et les déclarations accessoires jointes à cette reconnaissance, alors qu'il ne s'agissait pas, dans l'espèce, de la preuve d'un contrat à faire d'après les règles du droit civil (2).

Un arrêt de rejet de la Cour de cassation, du 15 mai 1897, est encore plus formel. Sur le troisième moyen d'un pourvoi « pris de la violation de l'article 1356 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué aurait divisé l'aveu de la

(1) Cass., ch. crim., 3 juin 1892, *Bull. arrêts C. cass.*, 1892, n° 173.

(2) Cass., ch. crim., 30 mars 1895, *Bull. crim.*, 1895, n° 98, D. 1900.1.278.

demanderesse en ne retenant de ses déclarations que celles qui servaient à prouver le dépôt effectué entre ses mains sans s'arrêter à celles qui tendaient à établir sa libération, la Cour a jugé que l'aveu déduit de la déclaration du prévenu au cours de l'instruction ne constitue pas l'aveu judiciaire prévu par l'article 1356 du Code civil, et la règle de l'indivisibilité de l'aveu ne lui est pas applicable (1) ».

De même, le 11 mai 1900, la Cour déclare que (2) « ne méconnaît pas le principe de l'indivisibilité de l'aveu, l'arrêt qui pour établir la culpabilité du prévenu, se fonde, en dehors des lettres contenant l'aveu, sur les débats de l'audience ». Dans l'espèce la culpabilité du prévenu avait été établie, en partie grâce à ses aveux à l'audience, en partie par des lettres : on avait disséqué ses aveux.

Les juges peuvent donc ne retenir l'aveu que pour partie et il leur appartient de l'apprécier souverainement comme tout autre fait du procès. Il n'y a pas lieu de distinguer les aveux simples et les aveux complexes. Le tribunal aura ainsi toute facilité de rechercher dans l'interrogatoire qui contient l'aveu, non pas un aveu destiné à se suffire à lui-même, mais un commencement de preuve par écrit que doivent corroborer les décisions de l'audience (3).

(1) Cass., 15 mai 1897, Ch. crim., *Bull.*, 1897, n° 168.

(2) Cass., 11 mai 1900, S. 1904.1. 247 — V. également arrêt Cass., 8 octobre 1898, S. 1900.1.249 ; Toulouse, 16 juin 1897, S. et P., 90.2.137 et la note de M. Ed.-H. Labbe.

(3) V. Cass., 2 janvier 1883, *Bull. crim.*, n° 31 ; Dumas, *op. cit.*, p. 595.

L'indivisibilité de l'aveu doit donc rester à l'état théorique en matière pénale. Le juge a toute latitude pour former sa conviction, sous la seule réserve de la preuve conformément aux règles du droit civil du contrat dont la transgression constitue un délit. Il faut que le magistrat puisse apprécier l'aveu dans toutes ses parties, en contrôler chaque élément (1).

(1) Notre ancien droit permettait au juge de diviser l'aveu de l'inculpé, Jul. Claus, quest. 55, n° 15.

CHAPITRE II

FORCE PROBANTE DE L'AVEU EXTRA-JUDICIAIRE.

L'aveu extrajudiciaire est celui qui a lieu hors justice. Il a sa valeur en matière criminelle comme en matière civile. Mais la difficulté est de faire la preuve de l'aveu extrajudiciaire, preuve qui ne peut être administrée que de deux manières, par écrit ou par témoins.

L'aveu extrajudiciaire est oral : ce sont les dépositions de témoins qui l'établiront.

Il peut aussi être écrit ; le plus souvent il sera consigné dans un procès-verbal.

L'aveu extrajudiciaire oral.

Il est un élément de conviction du juge dont celui-ci peut tenir compte. La preuve de l'aveu est difficile et n'est pas exempte de périls. Le juge doit se montrer très prudent et n'admettre que les témoignages les plus dignes de foi.

Il est nécessaire que l'aveu extrajudiciaire soit entouré de garanties qui attestent sa sincérité et sa liberté. Le tribunal de Perpignan, le 4 août 1904, a jugé, qu'en leur absence, et l'aveu ayant été rétracté immédiatement, aucune preuve ne le corroborant, il ne saurait en être fait état.

Il a certainement été trop loin en posant comme une règle absolue, « qu'il y a lieu de rejeter son aveu ayant un caractère extrajudiciaire (1) ».

La jurisprudence a toujours admis, au contraire, qu'une condamnation basée sur l'aveu extrajudiciaire du prévenu « établi par les déclarations des témoins produites au débat », échapperait au contrôle de la Cour de cassation. C'est ainsi notamment que la Cour de cassation a rejeté un pourvoi tiré de la violation des articles 153, 154, 155 du Code d'instruction criminelle, en ce que l'arrêt attaqué s'est fondé sur l'aveu du prévenu établi par des déclarations produites aux débats et qu'une telle constatation ne permet pas à la Cour de cassation d'apprécier de qui émanent ces déclarations, ni quelle

(1) V. 2^e partie, *ibid.*, p. 150.

Voici l'espèce intéressante sur laquelle le tribunal avait à se prononcer. « Le 16 juillet 1904, un cantonnier endormi au bord d'une route, constatait en s'éveillant que sa montre avait disparu. Il accuse une jeune fille du vol. Celle-ci lui dit en pleurant en présence de deux témoins : « Oui c'est moi : ne dis rien, viens à la maison, ma mère te payera. » A l'arrivée des gendarmes elle proteste de son innocence et, à l'audience, elle renouvelle sa déclaration, affirmant n'avoir avoué que pour échapper à la menace d'être attachée à un arbre. Cette petite aventure a eu son dénouement devant le tribunal correctionnel qui a relaxé la prévenue par un jugement dont voici un des principaux passages :

« Attendu que si l'aveu reçu par un magistrat au cours d'une information régulière, est bien fait pour rassurer la conscience du juge, il y a lieu de rejeter tout aveu ayant un caractère extra-judiciaire ; que l'aveu est considéré comme un élément d'appréciation n'ayant de valeur que s'il est corroboré par des témoignages dignes de foi. » V. *Revue pénitentiaire* de 1905, p. 106 ; *Gazette des tribunaux*, 23 septembre 1904.

est leur portée légale. Les motifs de l'arrêt sont « que les articles précités déterminent le genre de preuves sur lesquelles le juge doit asseoir sa conviction et n'admettent que celles qui, produites aux débats, peuvent subir l'épreuve d'une discussion contradictoire. Que la Cour de Paris en prenant comme base de sa décision des déclarations de témoins entendus à l'audience, soumise à la discussion contradictoire des parties a pleinement satisfait aux vœux des articles (1). Par ces motifs, rejette. »

La Cour de cassation estime seulement que le juge doit se montrer très circonspect en présence d'un aveu extrajudiciaire.

Elle a affirmé encore sa théorie dans l'affaire de révision Dreyfus, décidant « qu'on ne peut écarter des faits nouveaux permettant la révision en invoquant les faits postérieurs au jugement, comme les propos tenus le 5 janvier 1895 par Dreyfus devant le capitaine Lebrun-Renault ; qu'on ne saurait voir dans ces propos un aveu de culpabilité, puisque non seulement ils débute par une protestation d'innocence, mais qu'il n'est pas possible d'en fixer le texte exact et complet par suite des différences existantes dans les déclarations successives du capitaine Lebrun-Renault et celles des autres témoins (2). »

Les règles habituelles concernant la preuve testimo-

(1) 12 février 1885, D. 85.1.432.

(2) Cass., ch. réunies, 3 juin 1899, D. 1900.1.181. — V. note Garraud, sous arrêt Cass., 18 juin 1898, D. 1900.1.137.

niale doivent s'appliquer en ce sens, qu'elle sera admissible, à moins que l'on n'entre dans un cas où il faut, devant toute juridiction, un écrit pour prouver un fait juridique, par exemple l'existence d'un mandat ou d'un dépôt (1).

L'aveu extrajudiciaire écrit.

Il peut être constaté dans des documents, des actes, même dans une correspondance saisie.

L'aveu écrit comme tout autre document de la cause est soumis à l'appréciation du juge.

L'aveu consigné dans un procès-verbal a une tout autre valeur que nous allons étudier.

Il est hors de doute que les agents verbalisants ont pour mission de rapporter dans leurs procès-verbaux tout ce qui touche de plus ou moins près au délit qu'ils constatent. L'article 2 du Code d'instruction criminelle le dit formellement pour les maires, les adjoints et les commissaires de police. Ce principe a été étendu par l'article 22 de la loi du 3 mai 1844 : « les procès-verbaux des maires, adjoints, commissaires de police, gardes champêtres ou gardes assermentés, feront foi jusqu'à inscription de faux ou preuve du contraire ». Ce ne sont plus de simples rapports, mais presque des actes d'instruction (2).

Or le principe essentiel sur la foi due aux procès-ver-

(1) Garraud, *Précis*, 1907, p. 675.

(2) V. Marigny, *Des procès-verbaux en matière répressive*, p. 14.

baux, c'est qu'ils ne prouvent que les « faits matériels », relatifs aux délits et aux contraventions qu'ils constatent. Ce sont les expressions mêmes de l'article 176 du Code forestier, de l'article 53 de la loi sur la pêche fluviale du 15 avril 1829, « expressions qui ont été introduites dans ces deux lois pour consacrer une jurisprudence depuis longtemps établie (1) ». La question se pose donc de savoir, si les aveux consignés dans les procès-verbaux doivent être considérés comme des faits matériels.

M. Mangin, dans son *Traité des procès-verbaux* (2), soutenait que les aveux consignés sur les procès-verbaux sont des faits matériels, et que par conséquent ils sont prouvés jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve du contraire. Son opinion se fonde sur les motifs suivants : « Les procès-verbaux font foi des faits matériels qu'ils constatent, et l'on doit entendre par faits matériels tous ceux qui frappent les organes ; or, comment établir une distinction entre les faits qui frappent tel organe plutôt que tel autre et ne pas ajouter foi à ce qu'ils disent avoir entendu, aussi bien qu'à ce qu'ils disent avoir vu. Les faits matériels d'un délit ne gisent pas seulement dans les traces qu'il a pu laisser, ils consistent aussi dans les faits qui s'y rattachent et qui sont propres à en faire connaître l'auteur. « La Cour de cassation a rendu plusieurs arrêts confirmant cette opinion,

(1) Garraud, *Précis*, 1907, p. 671. — La preuve littérale.

(2) Mangin, *Traité des procès-verbaux*, 1839, n° 33.

en décidant que les procès-verbaux faisant foi des faits matériels, font par conséquent foi des aveux et des déclarations des prévenus. Elle a jugé notamment, l'aveu ayant été consigné dans un procès-verbal et l'accusé le rétractant à l'audience, « qu'il fallait recourir à l'inscription de faux, qu'en l'état le délit devait être tenu pour constant, puisque l'aveu du coupable rendait encore le délit plus incontestable que si les gardes l'avaient vu commettre » (1).

La jurisprudence actuelle a adopté en partie l'opinion de M. Mangin. Les aveux sont considérés comme des faits matériels prouvés par les procès-verbaux quant à leur réalité, mais la sincérité est toujours discutable.

Le procès-verbal fera foi de la réalité des aveux, la raison en est que « lorsque l'officier public affirme les avoir entendus, c'est comme s'il affirmait avoir vu un fait extérieur, « par conséquent tout ce qui tombe sous les sens, ce qui est constaté *de visu et auditu*, les aveux en particulier seront prouvés jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, selon l'infraction constatée dans le procès-verbal. C'est en 1835 que se produisit cette évolution de la Cour de cassation qui rendit l'arrêt suivant qui a servi de base aux décisions postérieures (2). « Attendu que d'après l'article 176 du Code forestier, les procès-verbaux régulièrement constatés font foi jusqu'à

(1) Cass. crim., 9 novembre 1810. — De même : Cass. crim., 25 octobre 1811, 20 avril 1816.

(2) Cass. crim., 30 juin 1835, *Bull. crim.*, n° 307,

inscription de faux des faits relatifs aux contraventions aux délits qu'ils constatent et que du nombre de ces faits matériels sont les déclarations et aveux faits par les prévenus aux agents forestiers au sujet des délits et des contraventions ; d'où il suit que la réalité de ces déclarations et de ces aveux faits par les prévenus ne peut être méconnue, tant que les procès-verbaux n'ont pas été détruits par l'inscription de faux ; attendu que si la sincérité des dites déclarations et des aveux peut être débattue, sans recourir à l'inscription de faux, elle doit être néanmoins présumée jusqu'à preuve contraire. »

La réalité de l'aveu est donc établie par le procès-verbal jusqu'à inscription de faux ou preuve contraire, mais la sincérité de l'aveu peut être discutée. Telle est la jurisprudence qui semble définitivement adoptée en cette matière. Une décision plus récente la confirme encore. Il s'agit d'un arrêt statuant sur les procès-verbaux de régie. « Ces procès-verbaux, dit l'arrêt, ne font foi des aveux et des déclarations des aveux qui y sont rapportés qu'en ce qui touche leur réalité » et non en ce qui concerne leur exactitude. « Par conséquent, ajoute-t-il », les tribunaux peuvent, tout en acceptant le fait matériel d'une déclaration du prévenu consigné dans un procès-verbal et sur laquelle repose exclusivement la prévention, constater l'inexactitude de cette déclaration en s'éclairant des autres circonstances de la cause et reconnaître que la contravention n'est pas établie (1).

(1) Toulouse, 20 février 1889 ; Cass., 11 août 1892, *Droit* du 12 oc-

Cette jurisprudence doit-elle être approuvée ? Il est certain que l'aveu est un fait complexe, matériel en ce qu'il est susceptible d'appréciation (1). Or pourquoi l'autorité des procès-verbaux sur les faits matériels ? c'est que ces faits se manifestent avec le caractère d'évidence, qu'ils ne peuvent être différemment appréciés. L'aveu n'a pas ce caractère d'évidence. Il importe que son caractère, ses limites, les réserves qui tendent à atténuer le fait ou à le justifier, soient aussi constatés. L'aveu ne peut être matérialisé seul ; si les éléments qui le composent ne sont pas déterminés dans le procès-verbal le juge doit-il en tout cas tenir sa réalité comme démontrée, quand même le prévenu n'a pas recouru à la preuve contraire ou à l'inscription de faux, par cela seul que le procès-verbal a consigné l'aveu de l'accusé ? Il semble que la réalité de l'aveu pourrait être discutée et laissée à l'appréciation du juge comme sa sincérité elle-même.

Les aveux extra-judiciaires consignés dans les procès-verbaux, et à plus forte raison ceux qui ne reposent que sur les déclarations de témoins, doivent être examinés de très près par le juge, contrôlés et toutes leurs circonstances vérifiées. C'est la condition de leur force probante.

tobre 1892 ; Cass., 8 mars 1889, S. 89.1.349 ; Cass., 10 novembre 1888, S. 90.1.432. — V. Marigny, *th. citée*, p. 114.

(1) Faustin-Hélie. En ce sens, Favard de Langlade, t. IV, p. 594.

QUATRIÈME PARTIE

DE L'EFFET QU'IL CONVIENDRAIT
DE DONNER A L'AVEU

CHAPITRE PREMIER

L'IMPORTANCE DE L'AVEU.

Après avoir déterminé le degré de force probante que notre législation attache à l'aveu sous ses différentes formes, il convient d'une manière un peu générale de dégager l'importance de l'aveu et d'en préciser tous les avantages. Nous nous demanderons ensuite quels sont les effets qu'il importe dans l'intérêt de la société et de la bonne administration de la justice de faire produire à l'aveu ?

Il paraît donner la meilleure preuve de culpabilité entraînant la conviction du juge en même temps qu'il rassure sa conscience.

La recherche de la preuve, plus difficile encore dans le procès criminel que le procès civil, est singulièrement

facilitée et complétée. Le juge peut, il est vrai, arriver en dehors de tout aveu, à une certitude de culpabilité. Mais dans combien de cas cette certitude existe-t-elle ?

Pour établir la culpabilité le juge ne dispose le plus souvent que de témoignages dont la valeur et la sincérité peuvent être discutées. Ces dépositions de témoins n'apportent qu'une demi-certitude. Les causes d'erreurs dans les témoignages sont, en effet, nombreuses. En dehors des erreurs qui proviennent d'un état morbide du témoin, leurs causes résident dans les faux témoignages dont les mobiles sont l'intérêt, la vengeance et la haine. Nous ne parlons pas d'erreurs qui ressortissent à la psychologie normale, faux témoignages inconscients d'individus normaux qui se trompent eux-mêmes sans le vouloir et sans s'en douter (1). Le juge doit donc passer au crible les témoignages, les peser avec soin, se renseigner sur leur valeur ; après cet examen minutieux, le témoignage, qui est le principal mode de preuve en matière criminelle, déterminera-t-il toujours la conviction du juge ? il est permis d'en douter. Les recherches récentes faites sur la psychologie du témoignage ont démontré que l'erreur est un élément constant. Le témoignage même sincère ne mérite pas la confiance qu'on lui accorde communément. Les erreurs sont encore plus fréquentes dans l'interrogatoire que les récits spontanés. L'affaiblissement de la foi en la valeur du témoignage, comme

(1) Garraud, *op. cit.*, I, p. 548 ; Montrochet, *op. cit.*

moyen de preuve implique le relèvement de la force probante de l'aveu. La crise du témoignage doit amener sa réhabilitation.

La crainte de l'erreur judiciaire qui hante le juge et affaiblit la répression, disparaît nécessairement, lorsque l'inculpé avoue, souscrivant ainsi à sa propre condamnation.

« L'aveu, dit M. Bonneville de Marsangy, soit qu'il complète les preuves acquises, soit qu'il ne fasse que les confirmer, a cet immense avantage, qu'il élève la certitude... Que si, sans lui, l'on peut acquérir la manifestation légale de la vérité, *plena probatio*, très souvent aussi sans lui, les preuves restant insuffisantes, le juge scrupuleux se verrait contraint de s'abstenir ; dans tous les cas, avec lui, on a la conviction la plus parfaite que l'on puisse imaginer *plenissima probatio* (1). » Les témoignages sont imparfaits : l'aveu les corrige et leur donne une valeur certaine. La déclaration qu'un individu conscient fait de sa propre culpabilité, allant au-devant de la peine, est le meilleur argument et la meilleure preuve qui puisse en être donnée. Rapprochées de l'aveu de l'accusé, les déclarations des témoins sont complétées, épurées ; la vérité apparaît tout entière.

Le juge a le souci de la responsabilité très grave qui pèse sur lui et il tient à l'aveu. Les erreurs judiciaires sont toujours à redouter. Le juge d'instruction dont le

(1) Bonneville de Marsangy, *op. cit.*, p. 321.

rôle est devenu plus difficile, qui est pour ainsi dire sous la surveillance de l'avocat, peut hésiter à prendre certaines mesures. Lorsque les garanties de la liberté individuelle augmentent, avec les sanctions graves qui ont accompagné certaines erreurs produites dans des informations ou des incriminations, la procédure criminelle devient de plus en plus timorée. M. Dumas affirme même que le temps viendra « où la magistrature craintive n'osera plus mettre en jugement un individu qui nie. L'aveu sera devenu la condition de la répression. Il serait donc sage dès maintenant de l'encourager puisque bientôt on ne pourra plus se passer de lui (1) ». En effet, l'aveu de l'inculpé justifie toutes mesures contre lui, éclaire la procédure et satisfait la conscience du juge. S'il facilite l'instruction et permet de faire une preuve plus complète, il a aussi cet autre avantage de donner à la condamnation une base certaine et plus d'autorité. La peine doit se servir d'exemple. Or il n'est pas douteux que son but d'intimidation et d'exemplarité est atteint, lorsque les décisions de la justice ne peuvent être discutées et semblent s'imposer par une preuve évidente.

Or, l'opinion publique, qui de nos jours se passionne pour les procès criminels, paraît s'attacher surtout à l'aveu de l'accusé. Elle est guidée par cet aveu. Elle approuve le verdict et devient favorable à la condamnation lorsque l'accusé avoue. L'aveu est son critérium de cul-

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 587.

pabilité. La chose jugée est la vérité *res judicata, pro veritate habetur* dit un adage. Ce qui a été jugé est bien jugé, non pas parce que c'est une décision de justice, mais parce que l'accusé en avouant a souscrit à cette décision, l'a reconnue juste et méritée, que ce doit être la vérité. Avec l'aveu, on ne redoute plus les erreurs judiciaires. La peine est la conséquence nécessaire de la faute avouée. Un verdict de culpabilité rendu dans ces conditions ne peut laisser planer le moindre soupçon sur celle du prévenu. La décision est juste.

Si l'aveu rassure la conscience du juge, il imprime aussi à sa décision le caractère d'autorité qui rend la répression plus populaire et plus exemplaire. Encourager l'aveu, c'est diminuer le nombre des erreurs judiciaires et augmenter le respect dû à la justice.

L'aveu produit aussi cet effet, de révéler la présence de co-auteurs et de déterminer la part de responsabilité de chacun des complices dans l'acte criminel. Il est très rare, comme le fait remarquer M. de Marsangy, qu'un accusé qui consent à confesser sa culpabilité personnelle, ne finisse bientôt par avouer celle de ses co-auteurs ou de ses complices.

La complicité, qui se définit, un accord en vue de l'accomplissement d'un délit, une sorte d'association en vue d'un délit, est inquiétante par la gravité de l'intention criminelle dont elle est l'indice. On s'est même posé la question de savoir si la circonstance de s'être entendu

pour l'exécution d'une entreprise criminelle, ne serait pas une cause possible de l'aggravation de la peine et s'il ne conviendrait pas de punir la participation elle-même (1) ? Quoi qu'il en soit, la complicité dans les articles 381, 382, 383, 384 et 385 du Code pénal a été considérée comme une circonstance aggravante, et l'on sait que dans notre Code pénal, elle est punie de la même peine que celle qui frappe l'auteur principal. Comment établir la preuve de la complicité, de cet accord d'intentions criminelles qu'aucun fait n'a pu démontrer ? Cette preuve faite, comment préciser la part de chacun dans le crime sans l'aveu de l'inculpé ?

L'aveu de l'auteur principal ou d'un complice est un aide puissant de la justice. Le juge doit en vérifier la sincérité, le contrôler parmi les témoignages et les observations qu'il a recueillies. Certains aveux ou dénonciations de complicité peuvent être inspirés par l'intérêt ou la vengeance, mais la plupart sont sincères et dignes de foi. Dans la pratique, du reste, combien sont nombreux les procès criminels, où sans l'aveu d'un inculpé aucune complicité n'aurait pu ni être établie, ni même soupçonnée ! Dans les affaires de vol, notamment, ce sont presque toujours les aveux de l'auteur principal qui amènent l'arrestation des receleurs.

La loi a reconnu et consacré cette utilité de l'aveu. Elle s'est si bien rendue compte des avantages et de l'in-

(1) V. Garraud, 2^e édit., *Traité*, t. II, p. 603 avec la bibliographie citée qui se rattache à la question.

térêt qu'il peut avoir pour la découverte de complices, qu'elle s'efforce de le provoquer dans certains crimes graves.

Nous remarquons dans le Code pénal, qu'aux termes de l'article 108 « les auteurs ou les complices de complots ou autres crimes attentatoires à la sûreté de l'Etat seront exemptés des peines prononcées contre eux, si avant toutes poursuites commencées, ils donnent connaissance de ces complots ou de leurs auteurs ou complices. » L'article 144 édicte la même disposition au profit de ceux « qui ont contrefait le sceau de l'Etat ou fait usage d' « un sceau contrefait ». Enfin l'article 138 porte « que les personnes coupables de crimes de fausse-monnaie seront exemptés de leurs peines, s'ils procurent l'arrestation des auteurs principaux ou des complices ».

Cet article est d'une application constante; il n'y a pas de sessions d'assises où les faux-monnayeurs, sans aucun remords, n'invoquent cette disposition de la loi. Notre Code pose donc comme principe, que, dans certains cas, le coupable qui dénonce ses complices, est exempté de toute peine. Cette dénonciation implique évidemment l'aveu de la culpabilité. Le faux-monnayeur qui dénonce ses complices, est obligé d'avouer qu'il a sa part de responsabilité dans le crime. On a compris la nécessité de l'aveu pour la recherche des complices; on s'efforce de l'amener par la prime qui y est attachée, l'exemption de tout châtiment. Ce sont, du reste, dans notre droit, les seuls cas où l'aveu est officiellement encouragé; encore

ne l'est-il que d'une façon détournée, parce qu'il est accompagné d'une dénonciation.

Il convenait de faire observer que cette utilité de l'aveu n'a pas échappé au législateur, et que les crimes, dans lesquels l'aveu et la dénonciation des complices ont pour résultat l'exemption de la peine, sont ceux qu'il regarde comme particulièrement graves et punit, en conséquence, de peines très sévères.

L'aveu complète la preuve en précisant le rôle joué par chacun des complices, en déterminant la part effective de chaque co-auteur. La répression, grâce à lui, ne peut s'égarer. Il serait donc à souhaiter, la société étant tellement intéressée à ces révélations, que l'aveu soit toujours un motif légitime d'atténuation de peine et que son effet ne se borne pas à exempter de tout châtiment, celui seul qui dans des cas très rares et déterminés a pu amener l'arrestation de ses co-auteurs ou complices (1).

L'aveu est donc un auxiliaire puissant de la justice. Il facilite les recherches et les rend plus fructueuses. L'autorité de la justice s'accroît parce qu'il lui évite l'erreur judiciaire. Si, grâce à lui, la répression est plus populaire, elle sera plus protectrice aussi par la prompté réparation du dommage causé.

« La répression est d'autant plus exemplaire qu'elle suit de plus près le délit (2). » Lorsque le crime est commis, la société attend avec impatience la sanction et la

(1) C'est ce qu'édictait l'article 84 du Code de Bavière.

(2) Tronchet, cité par B. de Marsangy, *op. cit.*, p. 324.

réparation. La peine, si elle a pour effet le relèvement du condamné, a surtout un but d'intimidation. L'expiation, suivant le crime, est l'idéal de la justice. Et cette lenteur habituelle dans « la marche de la justice » peut être regardée comme une cause de la progression constante de la criminalité. La défense sociale exige la répression immédiate du crime. Lorsque le châtiment tarde à venir, la peine paraît déjà moins redoutable. Il est si vrai qu'un mal éloigné, quelque cruel qu'il puisse être, effraie moins qu'un mal actuel. La peine est salubre quand elle suit aussitôt la faute. Dans la conscience populaire l'idée d'expiation est intimement liée à l'idée de faute.

Quelle est la cause des lenteurs de la procédure criminelle ? Le plus souvent elles proviennent des difficultés que rencontre l'information dans l'obtention et la recherche des preuves. L'aveu, ainsi que nous l'avons vu, en matière de complicité, rend cette recherche aisée. Dans le procès où l'accusé est le seul inculpé, il facilite cette tâche du juge d'instruction. Il lui permet de terminer plus rapidement son information. Au lieu d'entendre chaque témoin plusieurs fois, pour s'efforcer de découvrir la vérité dans leurs multiples explications, il suffira à celui-ci de les citer une seule fois pour contrôler la sincérité des déclarations de l'inculpé. C'est une cause de retards dans la procédure supprimée. Ces enquêtes en sont l'une des principales. Les témoins sont parfois éloignés ; ils ne peuvent se rendre à la convocation

pour le jour fixé. Le juge d'instruction ne procédera ainsi qu'à un seul interrogatoire. Ce sont des formalités de moins, surtout depuis la loi de 1897 où le juge doit mettre, avant son interrogatoire, la procédure à la disposition du conseil de l'inculpé vingt-quatre heures à l'avance. L'intérêt de l'aveu, dans l'instruction de l'affaire, est considérable, parce qu'il va aiguiller toute la procédure dans son véritable sens. Jusque-là elle ne marche qu'à tâtons, ayant quelques points de repères, mais manquant de direction. C'est le rôle de l'aveu d'accélérer toute cette procédure et de la diriger. Ajoutons encore que les économies réalisées seront sensibles, les frais de justice sont diminués d'autant.

Par l'effet de l'aveu la mise en jugement suivra l'inculpation. La détention préventive, dont parfois on abuse, est réduite à son minimum. Le châtiment suit la faute. Le prestige de la justice en est consolidé. Il convient donc encore à ce point de vue de noter cet effet intéressant de l'aveu, qu'il est nécessaire d'encourager, non pas par des promesses fallacieuses, mais légalement, ainsi que nous l'étudierons, et par une promesse effective.

L'aveu renseigne sur la personnalité morale de l'inculpé.

Les conclusions de l'école anthropologique, tendant à considérer le criminel comme un criminel né et instinctif sont aujourd'hui battues en brèche. L'homme n'est pas exclusivement le jouet de son atavisme ou de son héré-

dité. En dehors des aliénés délirants et des épileptiques, lorsqu'ils obéissent à des impulsions inconscientes, fatales et irrésistibles, tout homme est responsable. En nous plaçant en face d'un homme libre, en pleine conscience de lui-même, *compos mentis et capax doli*, qui peut mieux déterminer sa responsabilité et fixer son individualité que l'aveu, sa propre confession ?

La notion de personnalité suffit à elle-même pour servir de base à la responsabilité. Cette personnalité se révèle avec les circonstances dans lesquelles cet aveu est intervenu, sa spontanéité, ses limitations, ses exagérations et son accent. Pour punir justement et utilement, il faut rattacher l'acte à l'agent, examiner le caractère, les prédispositions et le tempérament du délinquant (1). Cette individualisation de la répression est le but auquel doit tendre la justice ; elle est la formule d'une bonne justice. La peine sociale n'est pas seulement alors un instrument de préservation sociale, mais aussi de relèvement individuel. Elle est le moyen d'amendement propre à réadapter le criminel au milieu social où il est destiné à vivre. « Le but de la répression, en effet n'est pas seulement de frapper pour un fait passé, comme s'il s'agissait de donner satisfaction à un sentiment de vengeance individuelle ou collective, mais un moyen d'obtenir un résultat à venir. Et pour que ce but soit rempli,

(1) V. Garraud, *Précis Dr. crim.*, p. 10.

il faut que la répression soit adaptée à la nature de celui qu'elle frappe » (1).

La personnalité et la nature de l'inculpé sont déterminées par l'aveu. S'il est spontané, il implique souvent l'amendement, car il est dicté par le repentir ou par le remords. S'il est obtenu par l'évidence des preuves, un ensemble de témoignages ou de faits établis, il est encore l'indice d'une certaine sincérité et d'une soumission au verdict qui sera rendu contre lui. Se soumettre aux décisions de la justice, n'est-ce pas déjà reconnaître les lois de la société, se réadapter à cette société, dont le criminel par la faute commise a été exclu et s'est écarté ? L'aveu le rapproche de la société, le ramène à elle. Et comme il s'agit pour celle-ci de proportionner la peine au péril que le criminel lui fait courir, elle doit tenir compte de cet aveu pour l'application de la peine. L'amendement et le repentir qui sont la preuve d'un relèvement moral, appellent son indulgence. L'individu qui confesse son crime, a encore conscience du bien et du mal : il est moins dangereux pour elle.

« L'individualisation de la répression permet seul de mesurer l'intensité du danger que présente le délinquant (2). » Cette individualisation est faite par le juge, l'Etat dans les lois criminelles ne se plaçant qu'au point de vue objectif, du danger couru par la société et du dommage causé. Il nous faut nous demander et préciser

(1) Garraud, *op. cit.*, *Le droit de punir*.

(2) Garraud, *op. cit.*, p. 10.

quelle est l'importance de l'aveu dans cette individualisation judiciaire des peines et quels en sont les avantages ?

M. Dumas, dans l'étude que nous avons citée (1), s'est posé la même question. Il rappelle que les criminalistes, qui aspirent à ce régime pénal où chaque peine serait rigoureusement adéquate à la criminalité subjective du fait, et où il y aurait corrélation étroite entre le degré de répression et le classement psychologique du coupable, proposent, en général, comme critérium de cette corrélation, la recherche et l'examen des motifs de l'inculpé. Si ce critérium lui paraît théoriquement impeccable, il reconnaît que l'examen des motifs présente des difficultés insurmontables. Il peut y avoir une fin, un but légitime, l'individu qui vole poussé par la misère, pour nourrir ses enfants, comme il peut y avoir des instincts criminels et pervers, causes de crimes en dehors de tout but poursuivi.

Pour individualiser la peine, il faut, dit M. Dumas, « suivre l'inculpé à travers les obscurités et les contradictions de sa propre conscience, et comment le suivrait-on si on ne l'a lui-même pour guide et si de son but apparent à son mobile secret, il ne jalonne lui-même votre route par des aveux successifs ? »

« Dès qu'on veut avoir égard au facteur psychologique de la criminalité, dès qu'on veut s'éclairer sur le délin-

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 598. — V. également Saleilles, *op. cit.*

quant pour proportionner la peine à son degré de perversité personnelle plutôt qu'à l'atrocité de son acte, on se heurte à l'inéluctable nécessité des aveux, et c'est pourquoi on peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que l'aveu est la condition *sine qua non* de l'individualisation judiciaire des peines. »

Nous adoptons cette conclusion si formelle de M. Dumas. Le critérium offert, les mobiles de l'acte, est insuffisant pour déterminer la criminalité. Elle est révélée par l'aveu ; c'est par lui qu'elle peut être appréciée. Le juge peut se guider sur l'aveu de l'inculpé pour fixer la moralité d'une infraction et prononcer la condamnation en toute connaissance de cause. Il doit en tirer un motif d'atténuation de la peine, ainsi que nous le démontrons. Et nous ne saurions admettre les termes de cet arrêt de cassation où il est dit « que le jugement de relaxe étant fondé sur l'aveu et le repentir exprimé par l'inculpé, ce jugement a admis des excuses non autorisées par la loi et a violé en ne l'appliquant pas l'article 479-8° du Code pénal » (1).

Nous avons passé en revue les principaux avantages de l'aveu. Cette étude démontre l'importance du rôle de l'aveu et sa véritable utilité sociale.

Le témoignage de l'inculpé reconnaissant contre son propre intérêt la vérité des faits reprochés semble être la preuve par excellence de la culpabilité. L'aveu est habi-

(1) Cass., 5 novembre 1859, D. 60.5.85.

tuellement sincère ; il y a moins de faux aveux que de faux témoignages. Par lui la lumière est faite plus rapidement sur le crime. La répression devient plus exemplaire et plus moralisatrice, puisqu'elle suit l'infraction ; et le juge en déterminant la moralité par l'aveu, peut en toute connaissance de cause strictement proportionner la peine au fait coupable.

Si les effets de l'aveu sont aussi féconds pour la société que l'accusé, celle-ci devrait le favoriser, lui réserver certaines primes légales. Et cependant la société s'efforce de l'obtenir, mais elle n'a pas cherché à l'encourager.

Le but de la procédure d'instruction est bien l'aveu de l'accusé, encore est-il nécessaire d'indiquer que la loi de 1897 paralyse parfois le juge d'instruction dans ses efforts. L'interrogatoire devant les juridictions de jugement s'explique par le même désir d'amener la confession de l'accusé, mais on ne facilite pas cet aveu, on ne fait pas envisager à l'inculpé une récompense de sa sincérité. Aucune prime légale n'est attachée à ces déclarations sincères, qui presque toujours attestent le remords ou le repentir et qui sont d'un si grand prix pour la justice. Dans la pratique, afin de provoquer l'aveu, le juge d'instruction assure parfois l'accusé qu'il lui en sera tenu compte pour l'application de la peine et qu'il rencontrera plus de bienveillance devant les juridictions de jugement, mais ce sont des promesses qu'il n'est pas au pouvoir du juge de tenir. Les juridictions de jugement apprécient, en effet, l'aveu souverainement comme tout

autre fait du procès. Elles y puisent parfois un motif d'atténuation de la peine, comme elles sont libres de n'en pas faire état.

C'est pour ces motifs, que les aveux sont relativement peu nombreux. Beccaria disait déjà : « La sperienza fa vedere che nella maggiore parte dei processi, i rei sono negativi. » De nos jours encore les accusés qui avouent sont l'exception. L'inculpé ignore le sort de son aveu, ou plutôt il sait qu'en échange d'une diminution possible de la peine, sa condamnation est certaine. Il hésite donc devant l'aveu. Il pense que les preuves seront insuffisantes ; il évite de donner au juge la meilleure preuve de sa culpabilité sans une compensation. Le délinquant, qui n'avoue pas, espère que le doute subsistant en sa faveur permettra même son acquittement. L'aveu étant intervenu, le doute s'est dissipé. A quoi sert d'avouer, d'aller à l'encontre d'une condamnation (1) !

Le conseil qu'Avinain a donné, en montant sur l'échafaud « n'avouez jamais » n'a pas été perdu. Du reste, parmi les maximes qui avaient cours dans notre ancien droit et que Loysel nous a transmises, on cite volontiers celle-ci : « tout mauvais cas est reniable ».

(1) Au cas d'aveu l'acquittement n'est plus possible. En Russie notamment, le jury ne peut pas prononcer et le défenseur ne doit pas demander l'acquittement d'un accusé qui a avoué le délit. Le Sénat a cassé et renvoyé à une autre session un arrêt de la Cour d'assises de Saint-Petersbourg après un verdict d'acquittement rendu dans ces conditions. *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 1078.

(2) Il a été jugé, Cass., 5 novembre 1859, D. 60.5.85, que l'aveu

Le mensonge ne saurait être encouragé à l'encontre de la vérité. Toute notre procédure criminelle tend, en somme, à l'extraction de l'aveu. Il est véritablement surprenant qu'on ne se soit pas efforcé de l'attirer, de le rendre plus fréquent en faisant bénéficier celui qui avoue de certaines exemptions ou en lui réservant certaines faveurs.

Nous allons étudier les effets qu'il conviendrait de donner à l'aveu et les réformes qui s'imposent. Nous distinguerons ces effets, avant, pendant et après les poursuites.

du prévenu fait à l'audience oblige le juge à appliquer la peine encourue malgré le repentir manifesté par le prévenu !

CHAPITRE II

DE L'EFFET QU'IL CONVIENDRAIT DE DONNER A L'AVEU AVANT
TOUTES POURSUITES ET DEVANT LA JURIDICTION D'INS-
TRUCTION.

Dans notre droit, le coupable n'a aucun intérêt à se dénoncer. L'inculpé qui avoue au cours des poursuites exercées contre lui ne retire aucun avantage de ses aveux. Le seul effet certain de l'aveu est d'entraîner une condamnation, qui pourra parfois, il est vrai, être atténuée en considération de l'aveu ; mais encore cette atténuation est-elle laissée à la libre appréciation du juge du fait !

En matière criminelle, nous avons vu que dans des cas limitativement déterminés, le coupable qui avoue jouissait d'une immunité, l'exemption de la peine. Ce sont des exceptions uniques. Un effet indirect de l'aveu est de diminuer la prison préventive, parce que l'instruction sera moins longue, la preuve étant faite. Mais l'individu qui se dénonce ne peut, ni espérer une diminution de peine légale, ni éviter sa comparution devant la Cour d'assises. Il n'échappe pas au déshonneur d'être cité devant elle. S'il est allé au-devant des poursuites en se dénonçant, ou s'il a éclairé la justice dans ses recherches, en avouant loyalement sa faute au cours de l'instruction, sa sincérité ne reçoit aucune récompense.

Pour les délits, il en est de même. L'aveu peut abréger la détention préventive, mais il n'influe pas sur la procédure et la comparution devant le tribunal correctionnel est obligatoire.

Comme le fait remarquer M. de la Grasserie (1), l'aveu pour la certitude de preuve qu'il apporte peut être comparé au flagrant délit. Or la procédure du flagrant délit est très rapide. L'inculpé est interrogé immédiatement ; la mise en jugement suit le délit. Il s'étonne que l'aveu spontané n'ait pas le même résultat. De plus ne serait-il pas désirable que l'aveu exerçât une certaine influence sur la compétence, que le coupable fût déféré à une juridiction de faveur, en tout cas à une juridiction d'ordre inférieur ?

Quant aux contraventions, l'aveu est sans aucun effet vis-à-vis d'elles. La comparution est nécessaire à l'audience ; la condamnation n'est ni évitée, ni diminuée.

La loi n'accorde donc à l'aveu aucun encouragement. En présence des avantages qui y sont attachés, de l'importance qu'il peut avoir pour une répression utile et équitable, il convient de nous demander de quelle manière le coupable, avant de comparaître devant la juridiction de jugement, peut être incité à avouer ?

Il nous faut auparavant indiquer quelles sont les dispositions des législations étrangères qui favorisent l'aveu et que nous pourrions leur emprunter.

(1) De la Grasserie, *op. cit.*, p. 17.

Le droit anglais attache à l'aveu une extrême importance.

Nous savons que le prévenu contre lequel le grand jury s'est prononcé est amené devant la Cour. S'il se reconnaît coupable et avoue son crime, la Cour prononce immédiatement la sentence ; en pareil cas le jury ne prend pas part à l'affaire ; il n'y a même à proprement parler aucun débat. En Angleterre l'aveu de l'accusé fait pleine et entière foi contre lui. L'accusé est donc mis en demeure de se déclarer coupable ou non coupable — *guilty of not guilty*. — C'est sa réponse qui détermine la compétence. S'il plaide non coupable, il est jugé par le jury ; s'il se reconnaît coupable, il est immédiatement jugé par le magistrat sans jury. L'aveu de l'accusé lui évite ainsi la comparution devant le jury et le fait bénéficier d'une mesure de faveur (1).

La législation des Etats-Unis a fait de nombreux emprunts à la législation anglaise, son œuvre propre consiste seulement dans quelques statuts promulgués sous la domination anglaise ou édictés depuis la fondation de l'Union. En ce qui concerne l'aveu, nous retrouvons les mêmes principes directeurs. La poursuite par « *indictment* » est le mode habituel de poursuite. Après une instruction préalable dirigée par un magistrat ou un coroner, le ministère public rédige un projet d'acte d'accusation, qu'il soumet au grand jury. Celui-ci déclare

(1) Voir Glasson, *op. cit.*, t. VI, p. 8, et Mittermaier, *Procédure criminelle*.

l'accusation fondée ou non. Dans le premier cas l'accusé est arrêté, s'il ne l'a pas encore été, il est conduit devant la Cour. Après la lecture de l'acte d'accusation, on l'invite à prendre parti. Il peut alors plaider coupable ou non coupable. S'il prend le premier parti, il est condamné sans débat ; s'il plaide non coupable, on procède au tirage au sort d'un jury de jugement devant lequel les débats ont lieu.

Quand la poursuite a lieu devant les juridictions inférieures, appelées dans le Code de New-York, Cours de sessions spéciales ou Cours de police, elle est portée devant le juge de paix ou juge de police. On demande encore à l'accusé s'il plaide coupable ou non coupable. Dans le cas seulement où il plaide non coupable, il peut sauf dans la ville de New-York, demander à être jugé par un jury (1).

Pour les délits de moindre importance et les contraventions, la tendance générale dans tous les pays est

(1) Voir sur tous ces points : « Le Code de procédure criminelle de New-York », traduction Fournier, 1893, précédé d'une étude sur la procédure criminelle aux Etats-Unis.

Voir notamment les articles 332, 333, 334 et suivants de ce Code. Dans cette déclaration de culpabilité, la Cour doit s'assurer que le « défendeur » l'accusé, agit avec réflexion et intelligence, en lui exposant les conséquences de ce « plea ». Elle peut renvoyer à un autre jour avant de donner acte, afin de laisser au défendeur le temps de la réflexion et faire une enquête sur son état mental ou les causes de sa détermination. Aussitôt après avoir donné acte, le juge peut procéder au jugement. Toutefois l'avocat a le droit d'être entendu ainsi que le défendeur sur l'application de la peine. — Toutes les garanties sont donc prises pour exercer la sincérité de l'aveu et la libre défense de l'accusé.

une simplification de procédure, et dans ce but, il faut nécessairement tenir compte de l'aveu de l'inculpé. Ces législations par cela même reconnaissent l'utilité de l'aveu (1).

Trois systèmes ont été adoptés.

Le premier organise une procédure sommaire par voie de comparution immédiate.

La loi française de 1863 a consacré une procédure accélérée en matière correctionnelle, lorsque le délinquant est surpris en flagrant délit. Nous nous demanderons si cette procédure ne pourrait être étendue au cas d'aveu. En effet, le Code d'instruction criminelle hongrois de 1896 admet la comparution immédiate de l'inculpé sur l'acte d'accusation du procureur, non seulement dans les cas de flagrants délits, mais au cas d'aveu incontestable (2). Les résultats obtenus par cette procédure sont très satisfaisants. De même le Code d'instruction criminelle allemand autorise le juge à se saisir de l'instruction principale sans accusation écrite et sans ordre d'information, lorsque l'inculpé comparait volontairement au tribunal — ce qui suppose l'aveu, — ou lorsqu'il y a contravention de simple police. « Dans ce cas (art. 211), le juge du bailliage pourrait ouvrir les

(1) V. article sur la procédure en matière de contravention, rapport par M. de Tcheglowitow à la commission de la Société juridique de St-Petersbourg, *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1902, t. X, p. 352.

(2) Code d'instruction criminelle hongrois, art. 281-284.

débats sans le concours des échevins, lorsque l'inculpé sera poursuivi à raison d'une simple contravention et lorsqu'il avouera le fait mis à sa charge. »

Les deux autres formes de procédure dispensent de toute poursuite devant les tribunaux, sauf opposition du prévenu s'il n'accepte pas la décision rendue (1).

Le paiement volontaire de l'amende entraîne l'extinction de l'action publique. Ce système est fondé sur la considération de l'inutilité de toute procédure judiciaire après le paiement de l'amende, qui implique la reconnaissance de la culpabilité. Le Code pénal des Pays-Bas contient un article consacrant ce principe de l'extinction de l'action publique par le paiement de l'amende (2).

« L'action publique, dit cet article, intentée en matière de contraventions, peut être éteinte moyennant le paiement volontaire par l'inculpé du maximum de l'amende et des frais. » Des essais tentés afin d'introduire ce système très rationnel en France sont restés sans résultats. Le paiement volontaire de l'amende n'existe dans notre législation que pour certains délits fiscaux, de régie ou de douane. Le système, qui paraîtrait le plus pratique et dont l'adoption serait désirable (3), est celui présenté par M. Destrée. Il part de cette idée que la constatation des contraventions et leur répression sont longues et

(1) Garraud, *Instruction criminelle*, t. I, 1907, p. 132.

(2) Article 74 du Code pénal des Pays-Bas

(3) Voir article précité de M. Tcheglowitow, *op. cit.*, p. 359.

coûteuses. Une simplification s'impose surtout lorsqu'il y a aveu du prévenu. Dans ce but le ministère public aurait la faculté de transiger, en notifiant au prévenu que l'action publique serait éteinte par le paiement à titre d'amende d'une somme déterminée. La poursuite n'aurait pas lieu si l'inculpé paie l'amende dans les trois jours.

Nous devons signaler enfin, la disposition du Code pénal italien du 30 juin 1899 spéciale aux contraventions. Elle permet au contrevenant de supprimer tout débat, en avouant sa faute et en acquittant l'amende. C'est l'article 101 ainsi conçu : « Le prévenu peut, au sujet des contraventions, relativement auxquelles est édictée seulement une peine pécuniaire n'excédant pas trois cents livres, faire cesser le cours de l'action pénale, en payant avant l'ouverture des débats, une somme égale au maximum de la peine édictée relativement à la contravention commise (1).

Cette manière de procéder évite à l'inculpé des débats publics, en même temps qu'il rend la répression plus rapide et sert les intérêts privés aussi bien que les intérêts publics.

« C'est à ce concept, dit M. Garraud, que se rattache une institution qui n'a pas son analogue dans la législation française, celle des ordonnances pénales (*Mandatsverfahren*) par lesquelles le juge condamne l'inculpé sans l'entendre et sans procédure (2). »

(1) *Code pénal italien annoté*, par Jules Lacoïnta, 1890.

(2) Garraud, *Instruction criminelle*, t. I, p. 133.

Le Code d'instruction criminelle autrichien de 1873, articles 460 à 462 (1), organise sous ce nom la procédure suivante. Aux termes de cet article, le juge à qui l'on a dénoncé un individu se trouvant en liberté, à raison d'une contravention punie de l'emprisonnement pendant un mois au plus ou d'une amende simple, peut, s'il trouve qu'il n'y a lieu qu'à un emprisonnement de trois jours au plus ou à une amende de quinze florins au maximum, prononcer dans une ordonnance pénale (*Strafverfügung*) la peine encourue, sur la demande du ministère public, sans aucune procédure antérieure.

Le Code de procédure pénale allemand du 1^{er} février 1877 a institué une procédure qui a beaucoup de rapports avec celle du Code de procédure autrichien. C'est une procédure sommaire, dans laquelle le juge du bailliage, statuant sans le concours des échevins, condamne l'inculpé, sans débats préalables. L'article 447 est ainsi conçu. « Dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux d'échevins, à l'exception de celles qui sont relatives aux délits énumérés dans l'article 27 du Code d'organisation judiciaire, le juge du bailliage « *Amsrichter* » peut, sans débats préalables et lorsque le ministère public le requiert par écrit, prononcer une condamnation par une ordonnance pénale (*Strafbefehl*) écrite. On ne

(1) Un droit d'opposition est réservé au condamné, art. 464, dans les huit jours à partir de la signification de l'ordonnance pénale. S'il n'y a pas d'opposition, l'ordonnance pénale devient définitive et est mise en exécution.

peut, par ordonnance pénale, prononcer d'autres peines que l'amende de cent cinquante marks au maximum, la privation de la liberté pour six semaines au plus et la confiscation s'il y a lieu. L'inculpé ne peut jamais être mis à la disposition de la haute police par une ordonnance pénale. L'article 449 décide que l'inculpé devra être averti que cette ordonnance devient exécutoire s'il n'y forme opposition dans le délai d'une semaine à partir de sa signification. — Article 450. « Toute ordonnance pénale contre laquelle il n'aura pas été formé opposition dans le délai voulu acquerra l'autorité d'un jugement passé en force de chose jugée. » — Article 451. « Si l'opposition a été formée en temps utile, les débats auront lieu devant le tribunal des échevins, qui ne sera pas lié par le jugement à rendre par les dispositions de l'ordonnance pénale. »

Le Code d'instruction criminelle allemand réserve ainsi aux juges locaux de statuer sans délai sur la répression des infractions peu graves, sans citation et sans comparution de l'inculpé. Les ordonnances pénales sont applicables à toutes les contraventions de police et à certains délits, punis au maximum d'un emprisonnement de trois mois ou d'une amende de 600 marks (1).

Le système des ordonnances pénales fonctionne dans plusieurs cantons suisses, en Hongrie et en Norvège (2).

(1) Ces délits doivent également rentrer dans la compétence du Tribunal des Echevins (V. art. 26, n^{os} 1 et 2 du Code d'organisation judiciaire).

(2) Canton de Soleure, Code d'instruction criminelle, article 388 ;

Dans ce pays elles sont rendues par le ministère public (1).

« Les ordonnances, dit M. Tcheglowitow présentent un mode d'action judiciaire et de répression très rapide sans porter aucun préjudice aux intérêts du prévenu. » Elles ont aussi le grand avantage d'éviter, aux délinquants qui avouent, la comparution à l'audience, toujours vexatoire, pénible en même temps que coûteuse. Elles permettent aux parties de transiger, tout en permettant de recourir à la procédure ordinaire, si l'accusation ou la défense estiment que leurs intérêts sont sacrifiés.

Comme la base de toute l'institution des ordonnances pénales est l'aveu du délinquant, il convenait de signaler cet intérêt de l'aveu, dont certaines législations avisées se sont servies pour améliorer leur procédure criminelle. Celles-ci n'hésitent pas à ajouter foi à l'aveu de l'accusé et lui font une place dans leur procédure.

L'examen de la législation anglaise et américaine nous a montré un des résultats de l'aveu. La compétence est déterminée par lui. L'accusé qui a plaidé coupable ne comparaît pas devant le jury.

de Glaris, Code de 1899, articles 171 à 186 ; en Hongrie, Code d'instruction criminelle, 1896, articles 532-535.

(1) Voir le Code d'instruction criminelle de Norvège, articles 287 à 290.

Une réforme de cette nature serait-elle désirable dans notre droit ? L'inculpé d'un crime avoué, doit-il être jugé par la Cour d'assises ?

On sait que la Cour d'assises est une juridiction composée de deux éléments, d'un jury et de magistrats. Le jury est chargé d'apprécier la culpabilité ; il décide, si oui ou non, à la majorité, l'accusé est coupable. Or à quelle idée répond la comparution devant la Cour d'assises d'un inculpé qui avoue sa culpabilité ? Quel sera le verdict du jury en présence de l'aveu du prévenu ? Ou il déclarera l'accusé coupable, son rôle alors est inutile, l'accusé reconnaît lui-même sa culpabilité. Ou le jury l'acquitte comme non coupable au mépris de son aveu de culpabilité, ce verdict paraît dérisoire. Quelle peut donc être l'utilité de faire comparaître devant la Cour d'assises l'inculpé qui avoue ? Si le jury devait prononcer la peine, dit M. de la Grasserie, nous comprendrions son intervention malgré l'aveu, mais il décide seulement que le fait est constant et que l'accusé en est l'auteur, rien de plus (1). Or, l'accusé la déclare lui-même et il s'agit seulement de constater cette déclaration. Le magistrat pourra sans inconvénient le faire.

Il faudrait donc décider, que l'inculpé justiciable de la Cour d'assises, et qui avoue, serait soustrait à la compétence de la Cour d'assises. Il sera jugé directement par des magistrats et renvoyé devant le tribunal correc-

(1) De la Grasserie, *op. cit.*, p. 24.

tionnel ou devant la Chambre des mises en accusation qui prononcera la peine. M. de la Grasserie énumère les avantages que présente une telle solution, dans l'intérêt de la société, comme dans celui de l'accusé. Combien d'erreurs judiciaires évitées ; que de frais économisés, que de formalités surannées disparues ? Plus de ces cas nombreux de cassation que la solennité de la Cour d'assises fait naître ; plus de ces longues détentions préventives. La honte de la comparution devant la Cour d'assises est réservée au coupable qui nie.

Supposons que lors de l'instruction le coupable ait avoué. Dès ce moment la procédure est arrêtée, il suffit que l'aveu ait été enregistré et qu'il soit corroboré par les déclarations des témoins. L'accusé est renvoyé devant la Chambre des mises en accusation ou le tribunal correctionnel qui statue sur l'application de la peine. Il s'agit uniquement d'en déterminer le quantum. Les magistrats jugent en toute connaissance de cause et ils tiennent compte de l'aveu, qui est devenu une circonstance atténuante légale. Au contraire, si l'accusé n'a avoué qu'à la Cour d'assises, la procédure normale suivra son cours.

L'aveu serait ainsi légalement favorisé, la procédure simplifiée et abrégée.

Logiquement la déclaration de culpabilité émanant du jury ne répond plus à rien lorsque l'inculpé avoue :

Cette réforme fait naître diverses objections.

La plus sérieuse réside dans le danger de l'insécurité de l'aveu. Celui-ci n'est pas toujours parfaitement cons-

cient ; on ne peut se rapporter exclusivement à lui. Il peut être vicié par la ruse et la violence morale dont on a usé pour l'obtenir. On cite des cas d'auto-accusation. Il est dangereux d'y ajouter foi. A côté de ces aveux viciés en eux-mêmes, il y a des aveux altruistes, pour prendre la place d'un ami ou d'un parent et leur éviter une condamnation. Enfin ne serait-il pas à redouter, dans le but précisément d'éviter la comparution devant la Cour d'assises et la longueur de la détention préventive, pour en finir, que certains d'entre eux ne fussent pas sincères ?

Ce sont les considérations, toujours les mêmes, que l'on oppose à l'aveu, dès qu'il s'agit d'y attacher certains effets.

Ces craintes ne semblent pas fondées. Les cas d'auto-accusation, que nous avons étudiés, ne sont que des exceptions. Les faux aveux sont très rares. La loi du 8 décembre 1897 apporte à l'inculpé, dans l'instruction de son affaire, des garanties telles que la sincérité de ses déclarations ne peut être suspectée. Celui qui s'avoue l'auteur d'un crime qu'il n'a pas commis persistera-t-il dans son aveu jusqu'au bout devant la juridiction de jugement ? Un accusé non coupable avouera-t-il le crime reproché, dans le seul but d'éviter la honte de la comparution devant la Cour d'assises ? L'expectative d'une condamnation qui sera la conséquence presque fatale de son aveu est de nature à le faire hésiter et à le retenir. Quant à la crainte de la détention préventive que l'inculpé

pourrait être tenté d'abrégé en avouant, elle peut évidemment inciter à l'aveu. Le seul remède est d'améliorer l'instruction et d'empêcher qu'elle ne se prolonge outre mesure. D'ailleurs la durée de la prison préventive ne peut encore être mise en comparaison avec la durée de la peine que l'aveu suivi d'une condamnation peut faire encourir !

Il est donc permis de conclure qu'on peut avoir confiance dans l'aveu de l'accusé, d'autant plus qu'il lui est toujours loisible de le rétracter ?

C'est précisément la possibilité d'une rétractation qui suscite une nouvelle objection. La rétractation d'un aveu obtenu à l'instruction, est fréquente. Elle se produit à l'audience, l'accusé prétendant qu'il a été surpris par le juge et que ses paroles rapportées ne sont pas exactes. « Le coupable, alors, pourrait se faire un jeu d'arrêter ou de mettre en mouvement, à son gré, tout l'appareil judiciaire ! ».

M. de la Grasserie ne se laisse pas arrêter par cette objection. Si cette rétractation se produit et si elle est sérieuse, il ne s'agira que de renvoyer l'accusé devant le juge d'instruction pour compléter la preuve et l'inculpé aura à subir tous les errements de procédure. Si l'aveu semble avoir été fait à la légère, s'il n'est pas vraisemblable, au besoin pourquoi ne se serait-il pas puni d'une peine spéciale ?

M. de la Grasserie répond encore à une autre objection relative aux circonstances aggravantes et atténuantes et

à la pluralité des faits. Il estime que si un accusé avoue un crime et dénie les autres, la « contraction » de procédure ne peut avoir lieu. L'aveu doit porter sur tous les faits incriminés, sinon le renvoi devant le jury s'impose. De même pour les circonstances aggravantes, si l'accusé les nie, tout en reconnaissant le fait principal, on fait retour à la procédure ordinaire. Les circonstances atténuantes pourraient être accordées par le magistrat chargé de statuer. Il est vrai que si le jury était intervenu, celui-ci aurait pu lui imposer par son verdict l'admission de ces circonstances atténuantes. Mais l'aveu est par lui-même considéré comme circonstance atténuante et le magistrat sera forcé d'abaisser la peine d'un degré. S'il s'agit d'irresponsabilité pour démence, ou d'une excuse absolutoire, le renvoi devant la Cour d'assises s'impose.

Telle est la solution proposée en ce qui concerne les Cours d'assises. Cette juridiction serait, en somme, réservée aux auteurs de crimes qui nient. L'accusé ayant avoué son crime, antérieurement aux poursuites ou devant la juridiction d'instruction ne comparait pas devant le jury. Il est traduit devant la chambre des mises en accusation ou devant le tribunal correctionnel qui lui fera application de la peine. C'est un encouragement donné à l'aveu que de soustraire le criminel à la solennité des débats, et à l'infamie de la comparution devant la Cour d'assises. La procédure, et par suite la détention préventive, sont considérablement abrégées.

— La Cour d'assises n'est pas, en effet, une juridiction permanente. — Si l'accusé est renvoyé devant le tribunal correctionnel, ou devant la chambre des mises en accusation, aussitôt l'aveu consigné et contrôlé, la mise en jugement doit avoir lieu. Ce sont autant de lenteurs de la procédure disparues pour le plus grand intérêt de la société et de l'accusé.

Le criminel qui avoue bénéficierait donc d'une juridiction de faveur. Quelle est l'utilité, en effet de suivre la procédure habituelle de la Cour d'assises lorsque l'inculpé avoue ? L'audition des témoins, l'interrogatoire de l'accusé, toute l'instruction à l'audience ne se justifient plus. Quant à la déclaration du jury, elle ne peut faire que double emploi avec la déclaration de culpabilité émanant de l'accusé.

Ce sont les raisons qui militent en faveur de cette théorie qui donne à l'aveu une partie de la portée qu'il devrait avoir dans une législation soucieuse de la vérité et aussi de son propre intérêt. C'est pour ces motifs que nous l'avons exposée. La réforme proposée est intéressante, mais sa réalisation pratique est encore éloignée dans notre droit. En la signalant, nous relevons, en même temps, un des effets qu'on pourrait faire produire à l'aveu. Ces avantages certaines législations les ont si bien compris qu'elles recherchent l'aveu et qu'elles le favorisent ; elles ne traitent pas le coupable qui avoue comme un criminel ordinaire : elles lui tiennent compte de son aveu et l'en font bénéficier en abrégant la pro-

cédure en instituant des juridictions de faveur, en lui évitant la comparution devant le jury rendu inutile par son attitude.

Après avoir indiqué de quelle manière l'aveu pourrait être attributif de compétence, nous devons nous demander de quel traitement de faveur ou de quels privilèges de procédure pourraient bénéficier dans notre législation *les auteurs de délits ayant avoué l'infraction commise* ?

La procédure pourrait être abrégée. A notre avis, la preuve est complète dès que l'aveu est intervenu. Lorsque l'inculpé s'est dénoncé, ou qu'immédiatement arrêté, il a fait des aveux, il n'est plus nécessaire d'ouvrir une instruction. Le tribunal correctionnel serait appelé à se prononcer rapidement, aussitôt l'aveu obtenu et contrôlé. L'affaire serait ainsi rapidement solutionnée.

Dans notre législation, la procédure sommaire par voie de comparution immédiate trouve son application lorsque le délinquant est saisi en flagrant délit. On pourrait recourir par analogie à la procédure du flagrant délit, dans le cas d'aveu, qui peut être rapproché du flagrant délit par la certitude qu'il donne. C'est la loi du 20 mai 1863 qui organise et accélère les poursuites et le jugement des délits devant les tribunaux correctionnels. Elle supprime l'intervention du juge d'instruction pour concentrer toute la poursuite entre les mains du procureur de la République, abrégeant les délais et supprimant toute la procédure devant le tribunal. Ne devrait-on pas étendre ses dispositions à l'aveu ?

La procédure est simple. Un individu a été arrêté en flagrant délit pour un fait puni de peines correctionnelles ; il est conduit devant le procureur de la République. Cette comparution devant le procureur et l'interrogatoire auquel il est procédé par lui, sont une garantie de la véracité de l'aveu. L'inculpé est traduit immédiatement devant le tribunal, ou le lendemain de l'interrogatoire, par une citation à lui adressée. Au besoin, conformément à l'article 4 de la loi, un délai de trois jours pourra être accordé à ce dernier pour préparer sa défense.

Il serait facile, en étendant les dispositions de cette loi, de faire bénéficier l'inculpé qui avoue le délit de cette procédure qui a donné de très bons résultats. Une enquête rapide permettrait de vérifier la sincérité de l'inculpé et la véracité des faits allégués. L'instruction est absolument inutile dans ce cas. Une grande économie résulterait du fait qu'aucun témoin ne serait cité. Les affaires seraient plus vite expédiées et l'encombrement du rôle disparaîtrait. Quant à la détention préventive, elle serait en fait abolie, l'affaire étant rapidement solutionnée, ou si elle était renvoyée à une audience ultérieure pour plus ample information, l'inculpé pourrait être mis en liberté provisoire (1).

(1) Sur la loi du 20 mai 1863, V. Garraud, *Précis, op.cit.*, p. 673 ; sur cet effet de l'aveu, de la Grasserie, *op. cit.*, p. 28. — Le Code hongrois, art. 281-284, applique à l'aveu incontestable la procédure du flagrant délit.

L'extension de la loi du 20 mai 1863 du flagrant délit au délit avoué est une réforme qui pourrait être réalisée sans grandes difficultés, sans secousses et qui ne porte pas atteinte, comme celle proposée déterminant la compétence par l'aveu, aux principes fondamentaux de notre législation criminelle.

On a proposé aussi de soumettre les délits avoués à une juridiction où la procédure est plus simple, plus rapide et plus bienveillante. M. Dumas estime qu'une législation soucieuse de la vérité devrait admettre que l'aveu exerçât quelque influence sur la compétence *ratione materix*, en déterminant le renvoi de l'affaire devant une juridiction de faveur. Il rappelle qu'à cette heure, on discute des projets d'extension de la compétence pénale des juges de paix et se demande s'il n'y aurait pas lieu de décider que les délits avoués fussent de la compétence des juges de paix (1).

Un courant d'opinion s'est, en effet, produit en faveur de l'extension de la compétence pénale des juges de paix. On invoque la nécessité de la décentralisation. « La justice, dit M. Saleilles, par cela seul qu'elle doit être exemplaire, et à plus forte raison lorsqu'elle a un caractère arbitral, doit être autant que possible rapprochée des justiciables (2). »

(1) J. Dumas, *op. cit.*, p. 596.

(2) Saleilles, « Observations complémentaires sur l'extension de la compétence des juges de paix, » p. 586, dans le *Bulletin de la Société des études législatives*, 1903, t. 2.

Au point de vue pénal, l'économie de la proposition de loi déposée par M. Cruppi était la suivante. Son système consistait à soumettre aux tribunaux de police un certain nombre de délits correctionnels, ou en d'autres termes les tribunaux de simple police jugeaient correctionnellement des délits limitativement énumérés. Il était inspiré de cette idée que la procédure parfois doit être simplifiée. Un grand nombre de délits sont commis par des gens qui ne sont pas des professionnels des délits. Une forme de justice plus simple s'impose, une justice pénale d'équité est nécessaire. Les tribunaux correctionnels sont surchargés de besogne. Ils sont occupés par des affaires insignifiantes, ils sont détournés de leurs véritables fonctions, et ils perdent dans l'opinion publique leur puissance d'intimidation.

Comment remédier à cet état de choses ? En contraventionnalisant certains délits, qui seraient soumis à la juridiction du juge de paix.

La réforme proposée n'a pas abouti. Il va de soi tout d'abord que cette extension de la compétence des juges de paix en matière pénale suppose une modification profonde dans le recrutement de ces magistrats. D'autre part, ni la défense, ni l'accusation ne sont organisées devant le juge de paix. La difficulté la plus grande enfin est de déterminer quels sont les délits qui pourraient être contraventionnalisés. On a forcément recours à des distinctions arbitraires (1).

(1) La Société générale des Prisons et la Société des Etudes lé-

Mais si l'on prenait pour base de la contraventionnalisation de certains délits l'aveu constaté par l'enquête préliminaire, toutes les difficultés disparaîtraient (1). On ne souffre plus de l'absence du ministère public ou de l'avocat, puisque aucune contestation ne peut s'élever sur la matérialité de l'infraction. Ce n'est pas à tous les délits sans exception qu'on peut étendre le bénéfice de l'aveu. Même parmi les délinquants ayant fait des aveux complets « on réserverait la faveur du renvoi en simple police à ceux qui n'auraient aucun antécédent, ou du moins pas d'antécédents pour une infraction de même nature ».

Devant le tribunal de simple police toutes les règles applicables aux délits continueraient d'être observées. Si le délinquant rétracte son aveu, il sera justiciable du tribunal correctionnel. Le tribunal de simple police se déclarerait incompétent.

L'aveu est le critérium le plus simple de la contraventionnalisation des délits qui ait été offert. Mais la difficulté est de savoir comment il peut être constaté. Ainsi, au cas de citation directe, il y a purement et simplement un fait consigné et pas d'interrogatoire du prévenu.

gislatives avaient été appelées à se prononcer sur cette question. Dans des séances communes, et après un rapport très complet de M. le professeur Garçon, la discussion s'était ouverte. La majorité était opposée à la réforme, la trouvant compliquée, sans grand intérêt pratique. Le rapport de M. Garçon et les débats complémentaires sont consignés dans le *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1903, t. II, p. 478 à 587.

(1) Dumas, *op. cit.*, p. 596.

L'aveu se produira donc fréquemment à l'audience, et comment déterminer la compétence par ce qui se produira à l'audience. Il pourra être, il est vrai, consigné dans une enquête, l'objection subsiste cependant entière !

Soustraire le délit avoué à la compétence du tribunal correctionnel peut être un moyen d'encourager l'aveu. La réforme de l'extension de la compétence pénale des juges de paix n'est cependant pas à désirer même dans ce but. Si elle rapproche le juge des justiciables, « ce qui constitue en matière pénale un avantage incontestable permettant au premier de mieux connaître le second (1) », il faudrait nécessairement un recrutement tout autre des juges de paix. Actuellement il paraît difficile d'augmenter leurs pouvoirs en matière répressive, car ce n'est plus une question de fortune qui est en jeu, il s'agit de la liberté et de l'honneur des justiciables.

Il semble que les meilleures réformes susceptibles de favoriser l'aveu et de le rendre plus fréquent dans les poursuites correctionnelles et criminelles sont celles qui ont trait à une diminution de la peine ou au sursis à l'exécution de la peine. Elles encourageaient l'aveu sans entraîner la moindre complication ou perturbation dans les règles habituelles de procédure, et parce qu'elles sont simples, elles auraient plus de chances d'être adoptées.

(1) Garraud. Discussion du rapport de M. Garçon à la séance précitée, *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1903, t. II, p. 570.

Notre législation, en matière de contraventions, a deux graves défauts ; elle est trop longue et trop coûteuse, elle ne tient aucun compte de la sincérité du prévenu. L'aveu est, en effet, sans aucune conséquence sur la procédure suivie.

Il y a, tout d'abord, une simplification de procédure qui s'impose. Les criminalistes modernes se demandaient s'il ne serait pas possible de trouver un système de répression immédiate pour les contraventions. Il semble que le système des ordonnances pénales présente cet avantage de rendre la répression plus rapide, sans nuire aux intérêts du prévenu, qui peut toujours recourir par voie d'opposition à la procédure ordinaire, s'il estime que ses intérêts ont été lésés.

Les ordonnances pénales favorisent ensuite l'aveu. Le délinquant qui se reconnaît coupable de l'infraction, accepte les termes de l'ordonnance pénale et ne fait pas opposition ; il évite ainsi les débats publics et la comparution devant un tribunal, comparution souvent pénible pour les parties. Cette procédure est donc basée sur l'aveu du délinquant ; elle l'encourage, en faisant de l'aveu la condition de la non-comparution à l'audience.

En matière de contraventions, le paiement volontaire de l'amende et surtout la condamnation sans comparution sont les moyens les plus rationnels d'encourager l'aveu. Il serait désirable que le système des ordonnances pénales soit adopté dans notre législation. La procédure serait considérablement abrégée ; il est hors de

doute qu'une condamnation de simple police survenant des semaines ou des mois après le fait incriminé, ne produise aucun effet sur le prévenu et ne saurait servir d'exemple.

La dispense de comparution serait la prime légale réservée à l'accusé qui ne conteste pas sa culpabilité.

CHAPITRE III

DE L'EFFET QU'IL CONVIENDRAIT DE FAIRE PRODUIRE A L'AVEU DEVANT LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT.

Les moyens de favoriser l'aveu sont nécessairement limités.

Les privilèges et les faveurs qui, avant la mise en jugement, peuvent être réservés à l'aveu, sont peu nombreux. On peut estimer, en effet, que ce serait lui attacher une trop grande importance que de lui subordonner la compétence, et toute la procédure. L'attribution de juridiction par l'aveu est une réforme nécessitant une mise au point délicate ; toute autre réforme, sauf adoption du système des ordonnances pénales, exigerait une révision très complète de nos lois et serait par là-même longue à aboutir. L'aveu pourrait être utilement encouragé sans porter aucune atteinte aux bases fondamentales de notre procédure pénale, en exerçant son effet sur la peine.

Il doit être tenu compte de l'aveu dans l'application de la peine.

D'une part, l'aveu est considéré comme un indice certain de repentir ou de remords ; il fait prévoir le relèvement moral du délinquant. Il est de principe que la peine est

étroitement mesurée à la culpabilité de l'agent. Or, parmi les circonstances qui diminuent la culpabilité l'aveu ne doit-il pas rentrer en ligne de compte ? D'autre part, il arrive souvent que, dans l'instruction de l'affaire, pour provoquer l'aveu de l'accusé, on lui fait entrevoir une diminution de peine qui serait la conséquence de sa sincérité et de l'aide qu'il a pu donner à la justice. Mais cette promesse, qui est faite à l'accusé par le juge d'instruction ou l'officier de police judiciaire, ceux-ci sont hors d'état de la tenir, puisqu'ils ne jugent pas. Les juridictions d'instruction ne sont en aucun cas juges des degrés de culpabilité.

Il devrait donc être législativement consacré que l'aveu est une circonstance atténuante pour tout délinquant et en tout cas.

Il serait facile d'encourager encore l'aveu d'une autre manière. On sait que la loi du 26 mars 1891 a institué dans notre législation la condamnation conditionnelle au profit des délinquants primaires qui peuvent bénéficier d'un sursis à l'exécution de la peine. Or, l'aveu fixant la personnalité de l'inculpé, on pourrait tenter une individualisation légale des peines en réservant la faveur de la loi de sursis aux délinquants primaires seuls qui auraient avoué.

Nous nous demanderons enfin, s'il est désirable, dans le but de favoriser l'aveu, de décider que les débats ne seraient point publics mais secrets, lorsque l'accusé a avoué, et de soustraire ainsi l'inculpé à la grande publicité de l'audience.

De l'aveu comme circonstance atténuante.

L'aveu mérite l'indulgence de la justice.

Pour l'aveu, spontané c'est l'évidence même. Si l'aveu se produit spontanément, si le coupable affolé à l'idée de son crime et conscient de sa faute, vient se dénoncer à la justice, celle-ci doit le traiter avec moins de sévérité et être plus bienveillante pour lui. Elle doit apprécier à sa juste valeur la confession de l'homme qui, écoutant le cri de sa conscience, poussé par le remords ou le besoin de pardon, vient se livrer à elle pour expier sa faute. Il faut de l'énergie morale et un certain courage pour triompher des hésitations, du doute, des révoltes contre la décision prise qui sacrifie l'intérêt personnel au devoir (1). Cette lutte où le devoir est vainqueur, dans laquelle la conscience de celui qui avoue s'est affirmée, donne la mesure exacte de la moralité du délinquant. Et comme on doit tenir compte pour l'application de la peine de la personnalité de l'inculpé et de la faute commise, il faut s'attacher à l'aveu qui la fixe et atténue aussi la faute. Il est de principe que la mesure de la répression est fixée au point de vue subjectif par la malfaisance du délinquant. Celle-ci est considérablement atténuée par l'aveu ainsi que nous venons de le voir. Au point de vue

(1) Victor Hugo, dans les *Misérables*, a décrit dans des pages célèbres cet état d'âme de Jean Valjean qui se dénonce comme l'auteur d'un crime dont personne ne l'aurait soupçonné, et note toutes ses hésitations, tous ses scrupules.

objectif, la répression doit être proportionnée au danger social causé par l'infraction. Or, en admettant même que le droit attaqué soit un droit plus sévèrement protégé, la criminalité de l'infraction est diminuée, car la culpabilité de l'agent doit l'être par l'aveu qu'il a fait de sa faute. Cette circonstance atténue sa culpabilité.

Dans le moindre délit, le fait d'aller au devant d'un châtiment est méritoire. L'aveu éclaire la justice, facilite sa tâche. Nous avons étudié les avantages et les intérêts qu'il présente pour une bonne administration de la justice. Et nous pouvons conclure que la meilleure prime accordée à la sincérité du coupable est une diminution de la peine, puisque sa condamnation est rendue certaine par son aveu.

Quant à celui obtenu par le juge, il est produit le plus souvent par l'évidence des preuves ou des charges réunies, parfois aussi par le repentir et la honte de la faute commise. Dicté par les mêmes motifs que l'aveu spontané, il doit influencer sur la peine. Si le coupable confesse son crime parce que les charges relevées contre lui l'accablent, il faut encore tenir compte de son aveu, et de sa sincérité. Le droit absolu du coupable est de nier son crime. Il ne fait en somme que se défendre. Ce droit est incontestable et reconnu par tous. Certaines législations, notamment la législation anglaise, interdisent de provoquer l'aveu de l'inculpé. Il est libre de ne rien répondre ; le président l'avertit que son aveu ne peut

être utilisé contre lui. Il peut conserver pour lui seul le secret de sa culpabilité (1).

En Angleterre, en effet, on ne tient pas compte à l'accusé des aveux qui peuvent lui échapper à l'audience. On estime qu'empêcher l'accusé de se trahir ou de commettre une maladresse devant le jury est une précaution de stricte humanité (3). Il est à remarquer que cet aveu à l'audience sera sans effet, alors qu'il est admis comme décisif au début de l'audience. La contradiction semble manifeste ; d'une part l'aveu détermine la compétence puisque l'accusé qui avoue est jugé sans jury, d'autre part à l'audience il est considéré comme sans aucune valeur. « Pourquoi, dit M. Garraud (3), écarter du débat *à priori* la déclaration du principal intéressé ? pourquoi repousser ce moyen, peut-être unique de découvrir la vérité ? »

La même contradiction existe dans notre droit, qui dirige toute la procédure criminelle dans le sens de l'obtention de l'aveu, et qui n'a pas songé légalement à encourager l'aveu, le déterminant et le rendant plus fréquent par un abaissement de la peine.

Si l'aveu spontané est digne d'être considéré comme une circonstance atténuante, l'aveu provoqué par l'accusation mérite encore une récompense. C'est son utilité

(1) Cette législation respecte à ce point l'accusé qu'elle ne lui fait subir aucun interrogatoire.

(2) *L'instruction criminelle d'Angleterre*, par M. John Kinghorn, notice, p. 247, dans la *Revue générale du droit*, 1882.

(3) Garraud, *Précis*, nouvelle édit., 1907, p. 677.

sociale que dans ce cas nous devons envisager. Au moyen de cet aveu, la Société poursuit son but de réparation et d'exemplarité par une répression efficace et rapide ; elle s'assure contre une erreur toujours possible.

Tout aveu d'un inculpé doit être encouragé. Faire envisager au coupable qui avoue une réduction de la peine est un moyen certain de favoriser l'aveu. Le coupable saurait que l'indulgence de la justice lui est acquise, de même celui qui nie pourrait s'attendre à plus de sévérité.

Cette idée d'une atténuation ou d'une aggravation des peines, suivant que l'aveu est ou non intervenu, a reçu souvent son application ; elle est fort ancienne. « Au xv^e siècle, Philippe le Bel, donnant des instructions à ses commissaires de justice chargés de la répression des crimes, et notamment de celui d'usure, signalait les circonstances aggravantes ou atténuantes qui devaient motiver leur sévérité ou leur indulgence ; et parmi ces circonstances nous voyons figurer l'aveu et la dénégation(1). » « Vous devez, leur disait-il, avoir considération de la richesse de l'usurier, à savoir s'il a longuement maintenu le métier d'usure ; s'il a moult gagné audit mestier, s'il a griefves usures ou légères ; enfin s'il a confessé son crime ou s'il a été rebelle ou riotteux en soi défendant, et suivant ce, soyez avisés selon votre discrétion de le punir ou de faire composition. »

(1) B. de Marsangy, *Traité de la récidive*, t. I, p. 293. — V. *op. cit.*, p. 340. Instruction de Philippe le Bel de 1415.

Certaines législations se sont inspirées des mêmes principes. Nous trouvons tout d'abord dans le Code de Toscane cette disposition : « La confessionne del accusato diminuisce la pena di quarto (1). »

« La peine s'abaissera, dit le Code de Bavière, si le coupable s'est livré lui-même à la justice ou si dans le premier ou le second interrogatoire, il avoue son crime d'une façon sincère et circonstanciée ». La peine sera atténuée, dit le Code du Grand-Duché de Hesse, si le coupable a avoué son crime dès le début de l'instruction ou avant d'en avoir été convaincu. Les Codes criminels du Grand-Duché de Bade, article 152, n° 6, du royaume de Hanovre, article 95, nos 4 et 5, de Brunswick, article 66, n° 6, de Thuringe, article 47, contiennent les mêmes dispositions. Toujours sous l'influence de la même idée, le Code d'Oldenbourg, de 1858, décidait que la criminalité s'étend d'autant plus que le coupable a cherché davantage à tromper le juge instructeur par l'intervention de circonstances mensongères ou par l'opiniâtreté de ses dénégations (2).

Le Code d'Autriche prend également en considération

(1) Le Code de Toscane du 20 juin 1853 resta en vigueur jusqu'à la promulgation du nouveau Code pénal italien de 1890, V. Lacointa.

(2) Code de Bavière, art. 94. La loi d'Empire du 22 avril 1871 introduisit le Code pénal de la Confédération du nord en Bavière à partir du 1^{er} janvier 1872. Code du Grand-Duché de Hesse, art. 121, n° 8. Le Hanovre s'est donné un Code en 1848 qu'il resta en vigueur jusqu'à l'adoption du Code pénal prussien de 1867. Depuis le 1^{er} janvier 1872, le Code pénal de l'Empire d'Allemagne est en vigueur comme tel dans l'empire entier.

l'aveu, mais au cas seulement « où le coupable pouvant se soustraire par la fuite ou se tenant caché, se sera dénoncé lui-même en avouant son délit ». Le même Code déclare que doit être considérée comme circonstance aggravante « le fait d'avoir essayé de tromper le juge en inventant des circonstances fausses et en niant une culpabilité vérifiée » (1).

Dans le projet de Code pénal espagnol (1884-1885), le fait de se présenter spontanément aux autorités et d'avouer son méfait avant qu'elles en eussent connaissance, ou de se livrer à elles avant d'avoir été signalé comme l'auteur ou poursuivi, était une cause d'atténuation de peine (2). Le nouveau Code pénal portugais attache expressément à l'aveu spontané le caractère de circonstance atténuante (3).

Comment l'aveu pourra-t-il diminuer la peine dans notre législation ?

Les causes d'atténuation des peines sont, dans notre droit, déterminées les unes par la loi et portent le nom d'excuses, les autres par le juge et portent le nom de circonstances atténuantes. Les premières atténuent la

(1) C'est le Code pénal d'Autriche de 1852, art. 46, l. H. qui consacre à l'aveu cette disposition. Il range l'aveu parmi les circonstances atténuantes tenant à la personnalité du délinquant. Sur tous ces points Franz von Liszt, *Le droit criminel des Etats européens*, p. 383 à 400, t. I.

(2) V. Ernest Lehr, *Les nouveaux projets de Code pénal espagnol*, Paris, 1885, p. 15.

(3) Art. 39, n° 9 du Code pénal portugais de 1886.

peine légalement, les autres judiciairement et modifient uniquement l'application de la peine (1).

« Les excuses sont des faits de nature à atténuer ou à supprimer même complètement la peine. Toute excuse trouve son titre dans la loi. L'article 65 déclare, en effet : nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse. Il y en a d'absolutoires qui assurent l'impunité à un individu coupable. D'autres, au contraire, simplement atténuantes, sont des faits qui en diminuant la culpabilité diminuent la peine et qu'on peut définir des circonstances atténuantes spécialement prévues par la loi.

C'est en cela qu'elles diffèrent des circonstances atténuantes proprement dites qui sont laissées à l'appréciation souveraine du juge du fait. Celles-ci sont illimitées et indéfinissables. Les juges ont ainsi le pouvoir le plus étendu pour atténuer la peine et ils ont le droit, pour tenir compte équitablement de la culpabilité, de descendre la peine au-dessous du minimum fixé par la loi. Les circonstances atténuantes sont laissées à l'appréciation du juge qui peut les trouver dans toutes les causes qui affaiblissent soit la matérialité de l'infraction, soit la culpabilité de l'agent.

Le juge peut estimer que l'aveu constitue une circons-

(1) V. sur tous ces points : Garraud, « De l'application de la peine », *Précis de Droit pénal*, p. 305 à 341.

tance atténuante. Il est aussi libre de n'en tenir aucun compte. En pratique, surtout lorsque l'aveu a été spontané, il le considérera comme une circonstance de nature à atténuer la culpabilité du délinquant, mais le droit du juge est absolu, il peut n'y trouver aucun motif d'atténuation. Notre Code pénal qui ignore l'aveu, n'en a pas fait évidemment une excuse. Aussi le coupable, ayant avoué, ne peut prévoir, dans notre législation, le sort qui sera réservé à son aveu. Si un commissaire de police, consignait dans une première enquête les déclarations d'un inculpé, ou un juge d'instruction, dans ses interrogatoires, lui a fait entrevoir que son aveu sera considéré comme une circonstance atténuante de sa culpabilité, il l'induit en erreur et n'agit pas loyalement envers lui. Cette promesse d'une atténuation de peine peut n'être jamais réalisée si le juge estime que l'aveu n'est pas digne d'intérêt. En admettant que le juge en fasse état, quel sera l'effet de l'aveu sur la détermination de la peine, de combien sera-t-elle abaissée ?

Une législation soucieuse de l'aveu, parce qu'elle se rend compte de ses avantages et de son utilité sociale, ne doit pas laisser son appréciation à l'arbitraire du juge.

Nous devons donc conclure que la diminution de peine résultant de l'aveu doit être légale, c'est-à-dire inscrite dans la loi. L'aveu prendrait rang à côté de certaines excuses simplement atténuantes et qui, nous le savons, ne sont que des circonstances atténuantes spécialement prévues par la loi. Le coupable qui hésite devant l'aveu,

en connaîtra désormais la portée exacte. Il sait quelles en seront les conséquences et le taux de la peine appliquée.

Devant la Cour d'assises la peine pourrait être abaissée d'un degré si le jury refuse les circonstances atténuantes, autres que l'aveu, excuse prévue par la loi. Elle le sera de deux degrés si le jury accorde les circonstances atténuantes et même de trois degrés, si la Cour estime qu'il en existe encore d'autres ; la Cour a le droit de s'associer à l'indulgence du jury et d'abaisser la peine de deux degrés ; l'aveu abaisse la peine d'un degré.

Devant la juridiction correctionnelle, la peine ne peut être abaissée de degrés. L'aveu doit alors diminuer la peine dans une proportion fixée par avance. L'aveu pourrait avoir pour effet de réduire au tiers ou au quart du maximum légal la plus forte peine que le tribunal pourrait prononcer. Il juge la diminution suffisante parce que dans le système des courtes peines en usage les peines sont par cet usage déjà beaucoup réduites.

Enfin, en simple police, s'il s'agit d'une peine fixe, le contrevenant empêcherait toute poursuite ultérieure, en versant le quart par exemple du maximum de la peine légale ; si la peine est passible d'un maximum ou d'un minimum, on pourrait se contenter d'offrir le quart ou le cinquième de la peine légale. Le contrevenant éviterait ainsi la comparution devant le tribunal qui ne rendrait pas de jugement (1). Le système préférable est

(1) M. de la Grasserie, *op. cit.*, p. 35, préconise une semblable réforme.

celui des ordonnances pénales que nous avons exposé.

Ces solutions proposées sont simples ; elles pourraient être adoptées sans difficultés dans notre législation.

En matière criminelle, l'aveu devenu circonstance atténuante légale diminuera la peine d'un degré. Cet effet de l'aveu sera obligatoire et inscrit dans la loi. Cette circonstance atténuante légale ne peut empêcher l'obtention d'autres circonstances atténuantes. On sait que, dans notre droit, le jury est appelé à se prononcer sur la question de savoir s'il existe en faveur de l'inculpé des circonstances atténuantes. Cette déclaration de l'existence de circonstances atténuantes est faite par le jury ; l'effet nécessaire en est l'abaissement de la peine d'un degré. L'appréciation du degré des circonstances atténuantes, déclarées par le jury appartient à la Cour qui peut encore abaisser la peine d'un degré (1). Cette faculté d'atténuation laissée au jury et à la Cour ne disparaît pas avec la réforme proposée. En dehors de l'aveu dont la portée est déterminée légalement et qui échappe au jury et à la Cour, le jury peut déclarer qu'il existe des circonstances atténuantes. La Cour est libre d'user de la faculté qui lui est réservée d'abaisser la peine d'un degré. Comme l'aveu nécessairement produit une diminution légale de la peine et que les circonstances atténuantes, accordées par le jury, l'auront déjà abaissée de deux degrés, la Cour

(1) V. Garraud, *op. cit.*, *Précis*, p. 331.

peut estimer qu'elle ne saurait être réduite davantage. Son appréciation est souveraine.

L'abaissement de la peine d'un degré, prime légale réservée à l'aveu, nous paraît être une faveur suffisante. La peine répond à une utilité sociale et la répression ne saurait être énervée par trop d'indulgence. Pour encourager l'aveu, une faveur doit lui être accordée. Il semble que cette diminution légale de peine doit inciter l'inculpé de crime à avouer sans nuire aux intérêts de la société. D'autant plus que si le jury accorde les circonstances atténuantes, la Cour peut encore atténuer la peine.

Mais l'aveu doit-il être une circonstance atténuante légale à quelque moment qu'il soit intervenu ? L'accusé a nié pendant toute l'instruction, ce n'est qu'au dernier moment, à l'audience, quand il se sent accablé par l'évidence des charges qu'il avoue. Cet aveu n'a pas la même valeur, il aura en tout cas l'effet de fixer la culpabilité. M. de la Grasserie estime que la prime attachée à cet aveu est trop précieuse et propose de décider que la réduction de peine sera moins forte, « on ne descendrait la peine plus que d'un demi-degré par exemple » (1). Cette distinction peut se justifier, mais elle a l'inconvénient de rendre moins nette la solution que nous avons adoptée. De plus il est impossible de préciser à quel moment exact l'aveu devra intervenir dans la procédure pour produire tel ou tel effet.

(1) De la Grasserie, *op. cit.*, p. 36 et suiv.

Nous maintenons donc notre opinion, accordant à l'aveu les effets que nous avons indiqués. Il ne faut pas oublier, au cas d'aveu tardif, que le jury peut refuser les circonstances atténuantes et que la Cour aura le droit de montrer plus de sévérité dans l'application de la peine. Le seul danger de cette immunité accordée à l'aveu ne se révèle que lorsqu'un accusé innocent est inculpé dans un crime grave ou puni de la peine de mort. Il est peut-être à craindre, que l'accusé se sentant perdu, à mesure qu'avancent les débats, avoue à tout prix pour éviter la peine attachée à son crime. Avec les moyens de défense dont dispose de nos jours l'inculpé, les erreurs judiciaires sont plus rares. Le danger incertain que nous signalons ne peut être opposé à l'intérêt social qui exige d'encourager l'aveu.

En matière correctionnelle les peines de l'emprisonnement, de l'amende, ne forment pas une échelle à plusieurs degrés. Il n'est plus question d'abaisser le degré de la peine, mais seulement de la diminuer. L'aveu produira l'effet de toute autre circonstance atténuante, il diminuera la peine. Il importe que la réduction soit fixée, que le taux en soit uniforme; l'effet de l'aveu étant connu, l'inculpé est éclairé sur la portée de son aveu, dont il peut envisager toutes les conséquences légales. Une diminution d'un quart du maximum de la peine légale est une perspective encourageante pour l'accusé; elle n'affaiblit pas la répression. Le juge, en outre, peut trouver d'autres circonstances atténuantes dans les faits

mêmes du procès, apprécier l'aveu à une plus haute valeur, mais il doit avant tout en tenir compte dans la proportion fixée.

L'imputation du quart doit se faire sur le maximum légal de la peine ; cette base du calcul est la meilleure, car, le juge peut se mouvoir aisément dans les limites fixées par la loi, après l'imputation du quart effectuée.

Pour les contraventions l'aveu diminuerait également d'un quart la peine ; la base du calcul serait le maximum légal (1).

Une diminution légale de la peine se justifie pour les délinquants primaires, mais que doit-on décider au cas de récidive ?

La récidive est une répétition d'infraction, un commencement d'habitude complète. Elle est un mal social, qui est l'objet des préoccupations de tous les criminalistes (2).

Elle atteste, d'une part, la persistance de l'intention coupable chez l'agent et, d'autre part, l'insuffisance de la répression. En faisant bénéficier le récidiviste d'une diminution de peine, il semble qu'on invite le délinquant

(1) La peine serait encore trop forte surtout pour les contraventions de régie ou de douane. Cette solution n'est qu'un pis-aller, en attendant l'introduction dans notre droit du système des « ordonnances pénales » qui fonctionne dans plusieurs pays à la satisfaction générale.

(2) André, *La récidive* ; H. Joly, *La France criminelle* ; Garraud, *Le problème moderne de la pénalité*.

La courbe de la récidive qui n'avait cessé de croître en France jusqu'en 1892 tend cependant à décroître depuis cette date (loi de sursis). V. Garraud, *Précis*, p. 422.

à recommencer ! De plus, quelle est la valeur morale de l'aveu d'un récidiviste ? Le malfaiteur d'habitude, sauf lorsqu'il est relégable, n'hésite pas à avouer l'infraction ; quelques-uns éprouvent une sorte de fierté de leurs méfaits !

Nous croyons cependant que les récidivistes eux-mêmes doivent bénéficier de la faveur légale attachée à l'aveu à cause de l'importance qu'il présente, pour la prompte réparation du dommage causé et la certitude qu'il apporte. Si des délinquants d'habitude se glorifient de leurs crimes, d'autres obéissent, en avouant au remords et au repentir. Ne convient-il pas d'encourager ce cri obscur de la conscience qui peut être l'indice d'une régénération morale ?

De l'aveu comme condition d'application de la loi de sursis.

La loi du 26 mars 1891 est un des épisodes de la lutte entreprise contre la récidive. Aux termes de cette loi le juge peut, s'il y a lieu, dit l'article 1^{er}, ordonner, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine prononcée contre l'inculpé. La décision de sursis n'est ni un pardon ni une grâce dispensés sous condition (1). C'est une véritable condamnation, mais une condamnation condition-

(1) V. sur tous ces points : André, *De la récidive*, 1892, not. p. 401 et suiv. — Sur la matière juridique du sursis : discours de M. Humbert au Sénat le 3 juin 1890 ; Brégeault, *Commentaire de la loi de 1891*.

nelle ; une condamnation avec exécution conditionnelle de la peine. L'exécution de la peine est, en effet, subordonnée à une condition suspensive qui doit se produire dans un délai fixe de cinq ans, et consiste dans une nouvelle infraction. Si dans le délai de la condition suspensive, cette condition se produit, la peine commence immédiatement ; quand le délai de la condition suspensive a pris fin sans que cette condition se soit réalisée, interviennent une sorte de prescription de la peine et une réhabilitation véritable.

Tels sont les principes de la loi de sursis ; pour arrêter l'accroissement incessant de la récidive, elle tient compte de la situation spéciale du délinquant qui n'a jamais subi de condamnation et décide, afin de lui épargner le séjour de la prison et le déclassement qui en est la conséquence, qu'il n'accomplira pas la peine prononcée sous les conditions indiquées (1).

Les résultats obtenus par cette loi ont été les plus heureux. Dès 1892 la récidive correctionnelle qui avait suivi jusque-là un mouvement ascendant atteint son apogée. Depuis lors le nombre des récidivistes a sensiblement diminué (2). La meilleure preuve du succès de la réforme est que le système français a été adopté, sauf des modifications de détails, dans un grand nombre de

(1) V. Garraud, *Précis*, p. 422.

(2) V. un article très complet de G. Tarde sur la loi du sursis conditionnel et ses effets en France avec les statistiques et les résultats obtenus. *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1902, p. 296.

législations, Portugal, Norvège, etc. (1). Il s'est alors produit ce fait, c'est que la magistrature d'abord assez réservée dans l'application de la loi, a largement usé de la faculté nouvelle qui lui a été donnée. On peut dire qu'aujourd'hui l'application de la loi de sursis à tout délinquant primaire a lieu automatiquement et que l'absence de toute condamnation antérieure semble un titre suffisant à l'obtention du sursis. La loi de sursis est même parfois accordée à l'inculpé en fuite (2).

Telle ne fut pas l'intention du législateur de considérer le sursis comme une faveur toujours acquise à tout délinquant primaire, par le seul fait qu'il n'a jamais subi de condamnation. Il réserve le sursis à ceux dont la conduite antérieure a été bonne, et que l'on peut espérer ramener au bien par une mesure exceptionnelle de clémence. Or pour apprécier cette moralité du coupable, pour trouver des gages d'un amendement probable, pour faire appel à la conscience du délinquant, son aveu est indispensable au juge.

« La loi de sursis met en œuvre l'indulgence comme moyen d'action sur les esprits », disait M. Trarieux (3). Celui-là seul est digne d'indulgence, qui ne cherche pas par des mensonges à tromper la justice, mais qui loyalement a confessé sa faute.

(1) Rapport de M. Bérenger. Les résultats de la condamnation conditionnelle, dans le *Bulletin de l'Union Internationale de Droit pénal*, 1902, p. 302 à 311.

(2) V. André, *De la récidive*, p. 117; Trib. corr. de Chartres, 29 avril et 26 août 1891.

(3) Trarieux, Sénat, séance du 3 juin 1890.

Il semble que l'aveu, condition nécessaire de l'obtention de la loi de sursis, eût été prévu par le législateur de 1891. M. Bérenger notamment paraît avoir eu le souci de l'aveu de l'inculpé. L'article 3 de la loi de 1891 exige de la part du président un avertissement spécial destiné à mettre le condamné conditionnel en garde contre la récidive et ses conséquences légales dans le délai de cinq ans. On prémunit le condamné contre les dangers auxquels l'exposerait une rechute. Cet avertissement, à notre avis, est dénué de toute signification, s'il est adressé à un inculpé qui nie le fait. Il ne peut avoir de raison d'être et d'efficacité que s'il est donné à un individu qui avoue. Le principe même du sursis à l'exécution de la peine constituant une prime au repentir semble exclure de ses prévisions les condamnés qui ont persisté jusqu'au bout dans leurs dénégations (1). Si l'inculpé nie et s'il y a doute, l'acquiescement s'impose, il ne faut pas de ces demi-acquiescements, condamnations légères avec application de la loi de sursis, qui rassurent le juge. Lorsque l'inculpé a avoué, sa personnalité est dégagée : le juge tient compte de l'aveu, du repentir qui l'a dicté, en tout cas il rend hommage à la sincérité du coupable et peut ordonner en toute connaissance de cause le sursis à l'exécution de la peine.

L'aveu serait une condition *sine qua non* de la décision de sursis.

(1) V. Dumas, *op. cit.*, p. 597.

Il est profondément regrettable que les tribunaux, en l'absence de tout texte et de toute indication législative ne tiennent pas compte de l'aveu et qu'ils fassent bénéficier des dispositions de la loi des individus qui nient leur culpabilité. Le sursis est une faveur très grande que doivent mériter seuls les délinquants, dont la première faute est une erreur et qui sont susceptibles de s'améliorer. Il faut que le délinquant se rende compte de la faute qu'il regrette et que le juge puisse prévoir le relèvement moral du condamné. Or l'étude que nous avons faite de la valeur morale de l'aveu nous permet d'affirmer qu'il en est l'indice et que presque à lui seul il est un témoignage d'amendement. Le juge en accordant le sursis s'efforce de prévenir une nouvelle infraction. Il isole le délinquant d'un milieu où il pourrait se corrompre. Pour cela il doit connaître le délinquant, apprécier son état d'âme, doser la criminalité révélée par le fait et il a besoin de l'aveu pour se guider et s'éclairer ?

Le meilleur encouragement de l'aveu nous paraît résider dans une mesure relative à la peine. Une atténuation de la peine, dans tous les cas, le sursis à l'exécution quand il s'agira de délinquants primaires, sont les moyens de le favoriser. « La logique et la morale, dit M. Dumas, trouveraient aisément leur compte dans un amendement qui restreindrait expressément la faveur du sursis aux condamnés dont la juridiction répressive aurait recueilli les aveux (1) ». Et ce serait bien de l'individualisation

(1) V. Dumas, *op. cit.*, p. 597.

légale que ce tempérament législatif réservé à une seule classe de condamnés.

Parmi les moyens propres à encourager l'aveu, la réforme que nous proposons, restreindre l'application de la loi de sursis aux délinquants primaires qui ont avoué, est celle qui s'impose, et la plus immédiatement réalisable. On ne pourrait faire à cette théorie qu'un seul reproche. N'est-il pas à craindre qu'elle ne suscite de faux aveux ? Certains délinquants, ainsi assurés de l'indulgence de la justice, plutôt que de persévérer dans un système de défense qui ne leur laisse que de faibles chances de salut, avoueront l'infraction qu'ils n'ont pas commise ? Ce danger nous paraît devoir être facilement écarté par des précautions prises pour contrôler la sincérité et la réalité de l'aveu, par les enquêtes, les confrontations. Il nous semble peu probable qu'un accusé innocent aille au devant d'une condamnation certaine (l'exécution seule en est différée), alors qu'il pourrait bénéficier d'un doute toujours interprété en sa faveur et la liberté de la défense étant assurée de nos jours de façon très complète.

De l'effet de l'aveu sur le secret des débats.

Dans notre législation la publicité de l'audience est prescrite à peine de nullité pour toutes les juridictions. Il n'y a qu'une seule exception à ce principe : le huis clos pourra être ordonné par un jugement du tribunal lorsque

la publicité sera dangereuse pour l'ordre et pour les mœurs (1). Cette publicité a été instituée pour la garantie de l'accusé. La liberté de la défense semble plus complètement assurée, lorsque le verdict rendu est pour ainsi dire contrôlé par le public, qui assiste à l'audience, et quand les débats se déroulent sous sa surveillance. Par elle toute crainte d'erreur judiciaire, tout verdict de passion ou de complaisance paraît devoir être écartée. Le malheur est que cette publicité a engendré des abus et a été détournée de son rôle véritable. L'influence d'une certaine presse, avide de scandales, s'est faite sentir. Elle a su éveiller chez ses lecteurs une curiosité malsaine, qui s'attache aux pires exploits des malfaiteurs les moins dignes d'intérêt, et a mis à la mode les débats criminels. La publicité de l'audience semble alors n'avoir plus qu'un but, donner la faculté de suivre les procès sensationnels et d'aller à l'audience comme on assiste à un spectacle. Le huis clos dans bien des cas pourrait être utilement ordonné (2).

On comprend encore que les débats soient publics lorsque l'accusé conteste sa culpabilité, mais pourquoi le seraient-ils quand il avoue sa faute, quand toutes les preu-

(1) Voir les art. 153, 140 et 309, C. instr. crim., art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et surtout l'art. 81 de la constitution de 1848 qui n'a pas été abrogé.

(2) Aux assises notamment, il serait à désirer que le huis clos soit plus souvent prononcé. On éviterait les scandales auxquels donnèrent naissance certains procès à « sensations », qui ont été la cause de circulaires nombreuses du garde des sceaux et même d'interpellations déposées sur le bureau de la Chambre.

ves sont réunies, qu'il ne s'agit plus que de déterminer le taux de la peine ? Le huis clos ne peut aller à l'encontre de l'intérêt de l'accusé ; l'infraction est établie, celui-ci avoue l'avoir commise. Quelle est la nécessité de faire comparaître en public l'accusé, d'appeler des témoins pour le confondre, de l'interroger devant une salle remplie de curieux souvent hostiles, dont l'attention se concentre sur lui et le paralyse dans ses explications ? La plaidoirie de la partie civile, le réquisitoire du ministère public augmentent encore sa confusion et sa honte.

L'accusé qui avoue, sait, suivant l'expression populaire, qu'il doit rendre ses comptes à la société. Il ne fuit pas le débat, il va au devant de la condamnation. Il serait facile de lui épargner cette comparution toujours infamante, et sa publicité de mauvais aloi, en même temps de donner une prime appréciable à l'aveu qui deviendrait ainsi la condition du secret des débats.

« A mesure que l'esprit de l'homme s'élève, dit M. de la Grasserie (1) et que sa conscience devient plus délicate, les peines morales deviennent plus pénibles que les peines physiques. L'homme le plus grossier, à moins qu'il ne soit très endurci, car alors il s'opère une perversion mentale sur ce point et il se vante du crime, redoute l'opinion publique, et sa comparution devant la Cour d'assises. » Le coupable qui confesse son crime vient demander à la société le pardon et l'oubli. Les dé-

(1) De la Grasserie, p. 30, *op.cit.*

bats publics à la Cour d'assises l'effrayent souvent autant que la condamnation qu'il prévoit. La société est trop intéressée à l'aveu pour ne pas lui en tenir compte ; et rendre les débats secrets lorsqu'il est intervenu est un encouragement dont elle serait la première à bénéficier.

De même pour les tribunaux correctionnels, la publicité est moins grande, il est vrai, mais elle existe cependant. Là encore le coupable est interrogé publiquement, confronté, pris à partie par le ministère public, l'avocat de la partie civile. Il préférerait souvent une augmentation de peine à cette comparution publique. Pourquoi lui infliger cette honte inutile ? Quant aux contraventions, le système des ordonnances pénales, que nous avons préconisé, évite au délinquant qui avoue toute comparution à l'audience. C'est encore un motif de l'introduction dans notre droit de cette procédure simple et rapide, qui protège aussi bien les intérêts de la société que ceux de l'accusé, et soustrait l'accusé qui avoue aux débats eux-mêmes.

Le secret des débats n'est qu'une mesure accessoire destinée à favoriser l'aveu. Le vrai moyen de l'encourager est une atténuation de la peine. Pour le délinquant primaire il doit être la condition de l'obtention de la loi de sursis. Ce sont les effets les plus utiles qu'il convient de faire produire à l'aveu.

Nous émettons le vœu, en terminant, que l'administra-

tion réserve le bénéfice de la libération conditionnelle aux inculpés ayant avoué (1). L'aveu est un indice de l'amélioration probable du condamné. L'espoir de cette faveur pourrait déterminer certains aveux.

(1) Loi du 14 août 1883. V. Appleton, *op. cit.*

CHAPITRE IV

DE L'EFFET DE L'AVEU APRÈS LES POURSUITES

L'aveu, qui interviendra après les poursuites terminées, sera le plus souvent un aveu extra-judiciaire. Il pourra cependant parfois être recueilli en justice, consigné dans une enquête ou dans un interrogatoire visant d'autres faits. S'il ne repose que sur des déclarations de témoins, il est suspect, et avant d'y ajouter foi son authenticité doit être contrôlée et garantie.

Un inculpé a été cité devant un tribunal ; les poursuites terminées, il avoue.

Nous devons envisager les deux hypothèses qui peuvent se présenter : ou il est acquitté, ou il est condamné. Quelles doivent être les conséquences de cet aveu tardif ?

Le coupable, après que son acquittement a été prononcé, confesse son crime. Il se vante publiquement de son méfait, en éprouve une sorte de gloriole. Le scandale est d'autant plus grand qu'il sait, dans notre législation, qu'il ne peut être, ni repris, ni accusé pour le même fait, alors même que des preuves nouvelles établiraient sa culpabilité avec certitude. L'acquittement met obstacle à de nouvelles poursuites pour la même infraction. Une réforme s'impose ; l'aveu du coupable après un ver-

dict d'acquittalment exige que les poursuites soient reprises. En Autriche et en Allemagne, les débats peuvent de nouveau être ouverts après l'aveu de culpabilité de l'inculpé (1). Cette disposition se justifie aisément ; la présomption de vérité, qui est la base de l'irrévocabilité de la décision de justice disparaît lorsque la preuve contraire est offerte. Cette réouverture des débats se comprend d'autant mieux que le principe de l'irrévocabilité de la chose jugée reçoit déjà une exception dans l'institution de la procédure de la révision. L'individu condamné injustement, qui se prétend victime d'une erreur judiciaire, peut demander l'annulation du jugement ou de l'arrêt pour erreur de droit, ou la révision pour erreur de fait. Il serait donc à désirer dans notre droit, que l'exception de la chose jugée ne puisse plus être invoquée par le coupable, avouant sa culpabilité dans le fait incriminé qui a motivé des poursuites et son acquittalment. Le principe de l'irrévocabilité de la chose jugée a été admis dans l'intérêt des prévenus et des accu-

(1) Le Code d'instruction criminelle autrichien permet de demander la reprise de la procédure contre l'inculpé, sauf au cas où l'infraction est prescrite : 1° lorsque la décision du tribunal a été rendue et déterminée par une pièce fausse : 2° lorsque l'inculpé a, depuis l'époque du jugement fait, des aveux ou qu'il se manifeste de nouveaux faits (art. 355). L'article 402 du Code de procédure pénale allemand déclare : « Une procédure terminée par un jugement passé en force de chose jugée sera reprise au préjudice de l'inculpé, lorsque l'accusé, après son acquittalment, aura fait en justice ou extra-judiciairement, un aveu digne de foi relativement au fait punissable. » L'aveu de l'accusé condamné, recueilli postérieurement à sa condamnation, ne saurait motiver la reprise de la procédure. V. Daguin, *Code de procédure pénale allemand*, p. 212.

sés (1), l'intérêt social exige que des tempéraments y soient apportés.

Lorsque le coupable a été condamné, si l'aveu survient après les poursuites et le jugement définitif, quelle est la valeur morale de cet aveu ? Doit-il exercer une certaine influence, soit sur la réhabilitation, soit sur le régime pénitentiaire ?

L'accusé qui, pendant toute la durée des débats, a nié avec énergie son crime et, le verdict étant intervenu, avoue sa culpabilité, semble peu digne d'intérêt. Il a espéré jusqu'au dernier moment, par ses protestations d'innocence, faire naître un doute en sa faveur, être acquitté malgré la charge des preuves rassemblées contre lui, et quand le jugement est définitif, son sort réglé, il a confessé son crime. Or nous savons que la valeur de l'aveu réside dans sa spontanéité, sa sincérité et le témoignage qu'il donne d'un amendement probable. L'aveu tardif ne possède aucune de ces qualités, il ne peut être désormais que le calcul d'un condamné qui espère l'adoucissement de son sort.

M. Dumas (2) considère ces aveux tardifs comme dénués de toute valeur. Il estime que les pouvoirs publics devraient se montrer sévères à leur égard. « Cette sévérité, dit-il, loin de décourager la véracité, augmenterait au contraire l'intérêt et le prestige de l'aveu fait au moment où la question de culpabilité était encore en sus-

(1) V. Garraud, *Précis crim.*, p. 864.

(2) Dumas, *op. cit.*, p. 599.

pens. » C'est pour ce motif qu'il émet le vœu, que les recours en grâce formés par des condamnés dont les aveux formulés après un jugement sont souvent la base, soient la plupart rejetés. On ne peut jouer du repentir pour mériter la clémence du chef de l'Etat. La grâce est une nécessité qui s'impose au gouvernement pour corriger les erreurs judiciaires. Son effet est immédiat, puisque avant toute procédure de révision elle suspend la peine. Son avantage lorsqu'il y a une incertitude, est de prévenir l'erreur judiciaire ; si l'inculpé proteste de son innocence, s'il persiste à nier les débats, elle peut utilement intervenir. Mais, comme le fait remarquer M. Dumas, la grâce accordée sur le vu d'un aveu postérieur au jugement se justifierait d'autant moins que le requérant, qui par ses dénégations se serait volontairement exclu des faveurs réservées à l'aveu judiciaire, n'aurait aucun titre à réclamer une réduction de peine que son attitude seule a fait aggraver. L'aveu lui donne droit à l'indulgence du juge ; en niant sa culpabilité il s'efforce de tromper la justice. Ce n'est pas d'un aveu tardif que celle-ci peut être reconnaissante ; elle ne saurait donner une prime au mensonge. L'aveu postérieur à un jugement de condamnation ne doit pas militer en faveur du coupable, et influencer sur la décision du chef d'Etat auquel son recours en grâce est soumis. Celui-ci doit réserver son pardon à ceux qui en sont dignes.

L'aveu postérieur au jugement n'est pas toujours le résultat d'un calcul. S'il n'est pas intervenu pour servir

de prétexte à un recours en grâce, doit-il influencer sur la situation du condamné et le favoriser dans une certaine mesure ?

Cette influence doit-elle s'exercer sur la réhabilitation ?

La réhabilitation est, dans notre droit, judiciaire ou légale.

La réhabilitation judiciaire peut être demandée par tout condamné, soit à une peine correctionnelle, soit à une peine criminelle, qui remplit certaines conditions, justification d'une résidence pendant trois ou cinq ans dans le même arrondissement et suivant le caractère de la peine ; il faut que le condamné ait payé les frais, expié sa peine, mené une vie irréprochable depuis le jour de sa libération. La Cour ne fait que vérifier si ces conditions ont été suivies, elle apprécie souverainement les renseignements de moralité et de conduite qui lui sont fournis. Dans la réhabilitation judiciaire, il est difficile de faire une place importante à l'aveu antérieur ou postérieur au jugement.

La loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation ou l'aggravation des peines a introduit dans notre droit la réhabilitation de droit par l'effet du temps écoulé. Au cas d'obtention du sursis, la condamnation n'est pas exécutée, et nous avons vu que si aucune poursuite n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle disparaît même du casier judiciaire délivré aux parties. L'arrivée du terme de cinq ans sans condamnation nouvelle anéantit la première

condamnation et réhabilite le condamné. A notre avis, ainsi que nous l'avons exposé, l'aveu est la condition d'application de la loi de sursis. La réhabilitation légale, qui est la conséquence de la loi de 1891, serait donc réservée aux délinquants primaires qui avouent avant le jugement.

La réhabilitation légale au profit de tous les condamnés indistinctement a été instituée par la loi du 5 août 1899. Elle se produit de plein droit par le calcul du temps passé depuis le jour où la condamnation est survenue ? Elle est acquise suivant les cas prévus et déterminés par les articles 6 à 10 de la loi du 5 août 1899 et du 11 juillet 1900 par l'expiration d'un délai de dix quinze ou vingt ans.

Il serait possible encore de favoriser légalement l'aveu antérieur au jugement en décidant que les délais prévus seraient abrégés d'un quart, par exemple lorsque l'inculpé a avoué. Cette réforme ne peut soulever aucune objection, mais doit-on faire bénéficier d'un délai de faveur pour la réhabilitation le condamné qui avoue après le jugement ?

Une difficulté, que nous avons déjà signalée, est d'abord la constatation d'un aveu de cette nature, puis c'est l'incertitude de la moralité et de la valeur de cet aveu tardif. On redoute qu'il ne soit peu sincère et ne cache un calcul. Autant l'aveu est intéressant avant le jugement pour éclairer la justice et pour fixer la per-

sonnalité de l'inculpé, autant après le jugement il paraît suspect.

Nous croyons qu'il ne peut être question d'une mesure générale, réservant dans tous les cas aux condamnés ayant avoué postérieurement au jugement certaines faveurs.

Il ne convient donc pas, en tout cas et toujours, de récompenser l'aveu intervenu après les poursuites. Mais des mesures individuelles pourraient être utilement prises. On sait que l'administration accorde au condamné qui a mérité cette récompense par son travail et sa bonne conduite sa mise en liberté anticipée, à charge pour lui de continuer à se conduire honnêtement et sous la condition qu'il sera réintégré pour achever de subir sa peine s'il donne de nouveaux sujets de plainte. La preuve de cet amendement moral, qui justifie la libération conditionnelle, peut résider dans l'aveu postérieur au jugement (1), souvent l'indice d'une amélioration morale. L'administration devrait se préoccuper de l'aveu à ce point de vue et le récompenser par la libération conditionnelle.

L'aveu est sans effet sur le régime pénitentiaire. Ne pourrait-on pas réunir aisément les condamnés ayant avoué après les poursuites avec ceux qui dès le début ont été sincères ? Une sorte de sélection s'opérerait ainsi.

(1) V. sur ce point, Jean Appleton, *La réforme des casiers judiciaires*, p. 114.

Et ce serait encourager l'aveu sans aucun danger même après les poursuites. Ces condamnés échapperaient à la contagion morale de la prison et au contact démoralisant de criminels endurcis et dangereux pour l'ordre social.

CONCLUSION

Si le témoignage d'autrui peut suffire en matière criminelle pour déterminer la conviction du juge, l'aveu doit être accepté au même titre comme preuve suffisante. N'est-ce pas le meilleur des témoignages, que celui de l'inculpé se reconnaissant l'auteur du fait poursuivi ? Logiquement un innocent ne peut venir se déclarer coupable. Une présomption irrésistible s'attache donc à l'aveu librement émis par tout homme sain d'esprit et conscient de son acte. Aussi, à notre avis, la preuve de culpabilité qui résulte de la confession du coupable est la plus convaincante de toutes, hors le cas de flagrant délit.

Il faut cependant prévoir des erreurs toujours possibles. Cette déclaration de culpabilité peut avoir été faite sous l'empire d'une contrainte morale : elle peut même, dans quelques cas, être mensongère, dictée par un intérêt quelconque, parfois sans aucun but. Le législateur n'a pas cru devoir l'ériger en preuve légale irrécusable, comme en matière civile. Loin de formuler un système quelconque, relativement à l'aveu, il s'est abstenu de comprendre l'aveu parmi les moyens de preuve qu'il énumère. Est-ce à dire que l'aveu librement consenti par un accusé ou un prévenu ne puisse jamais être un élé-

ment de conviction contre lui ? Non sans doute. Notre procédure criminelle basée principalement sur le système inquisitorial et admettant l'interrogatoire, impose au juge le devoir de rechercher par tous moyens la preuve du délit poursuivi et aussi celle de la culpabilité du prévenu. Le Code de procédure criminelle, article 342, instruisant les jurés de leurs devoirs, leur explique que la conviction du juge, auquel la loi ne demande pas compte des moyens par lesquels il est convaincu, doit se former en cherchant dans la sincérité de sa conscience, quelle impression ont faite sur sa raison les preuves rapportées par l'accusé et les moyens de sa défense. De là résulte un pouvoir d'appréciation qui s'étend à l'aveu comme à tout autre élément de preuve.

Le juge pourrait s'emparer de l'aveu comme d'une preuve irrécusable, de même qu'il lui est loisible d'écarter un aveu sincère et complet comme un indice insignifiant. Le but de notre étude a été de déterminer l'importance de l'aveu, de le réhabiliter et de montrer sa force probante.

Nous ne voulons pas distinguer les différentes sortes d'aveux. Dans tous les cas celui-ci doit être examiné en lui-même.

Une condition essentielle est l'*animus confidendi*. Elle se rencontre surtout dans l'aveu spontané ; dans l'aveu provoqué elle existe cependant. On la conçoit dans l'aveu judiciaire comme dans l'aveu extra-judiciaire. Pour s'assurer qu'il n'existe aucune erreur dans l'aveu ou dans sa

constatation, le juge doit rechercher toutes les circonstances de cet aveu, vérifier s'il est sincère, s'il n'a pas été dénaturé par celui qui le rapporte. Pour bien établir que l'aveu est l'expression d'une volonté libre, le magistrat instructeur ou le juge doivent éviter non seulement toute contrainte morale, mais s'abstenir de toute suggestion, recueillir l'aveu tel qu'il est, en demander la répétition avec des explications, avertir l'accusé de ses conséquences et faire toutes les vérifications propres à la manifestation complète de la vérité (1).

A ces conditions l'aveu est la preuve complète qui s'impose à la raison et que la justice ne peut dédaigner. Il rapproche l'inculpé du juge, facilitant une individualisation sûre et équitable de la peine. Il convient pour ces motifs, que nous avons longuement étudiés, d'encourager l'aveu. Nous avons indiqué les moyens qui nous semblent les mieux appropriés à cette tâche.

Et en terminant cette étude, qu'il nous soit permis d'émettre le vœu que ces moyens soient pris en considération. La société a besoin de l'aveu du coupable. L'aveu est la condition d'une répression exemplaire et moralisatrice. La peine est juste ; le condamné reconnaît à la société le devoir de le punir. L'aveu a ainsi une véritable utilité sociale.

(1) V. Mittermaier, *op. cit.*, chap. 34.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS. — Utilité sociale de l'aveu.	1

PREMIÈRE PARTIE

LE DISCRÉDIT LÉGAL DE L'AVEU

CHAPITRE PREMIER. — Les motifs de sa défaveur dans notre droit.

Silence du Code pénal et du Code d'instruction criminelle à son égard. — Sa réhabilitation.	7
---	---

CHAPITRE II. — Aperçu historique des procédés et des abus de la provocation de l'aveu.

La nécessité de l'aveu apparaît avec la procédure inquisitoire. — La torture en Grèce et à Rome. — Le régime féodal. — Les ordonnances. — L'ordonnance de 1670 et la question préparatoire. — Les abus de la torture. — Plaintes soulevées par ces procédés barbares et odieux. — Suppression de la question	14
--	----

CHAPITRE III. — La maxime « Nemo auditur perire volens ».

Doutes émis sur la véracité et la sincérité de l'aveu. — Classification des faux aveux proposés par Bentham. — L'aveu n'est pas infaillible, mais les faux aveux sont plus rares que les faux témoignages.	48
--	----

CHAPITRE IV. — Théorie psychiatrique de l'auto-accusation.

Rapport du Dr Dupré au Congrès de neurologie de Grenoble (1902). — Définition de l'auto-accusation. — Sa fréquence dans l'alcoolisme, l'hystérie, etc. — Observations recueillies. — Nécessité de l'expertise médicale.	57
---	----

DEUXIÈME PARTIE

LA PROVOCATION DE L'AVEU

CHAPITRE PREMIER. — L'aveu doit être librement consenti	73
---	----

CHAPITRE II. — La provocation de l'aveu judiciaire.

L'aveu exprès est obtenu par l'interrogatoire	79
La légitimité de l'interrogatoire. — Son rôle dans la société moderne, faciliter la justification de l'inculpé. — Jurisprudence antérieure à la loi du 8 décembre 1897. — But et tendance de cette loi. — Doit-on supprimer l'interrogatoire ? — La législation anglaise	80
L'interrogatoire dans l'instruction préparatoire. — Il est réservé au juge d'instruction seul. — L'instruction n'est plus secrète. — Délai dans lequel doivent être faits les interrogatoires. — Manières de procéder les plus avantageuses pour l'obtention de l'aveu. — Règles formulées par la doctrine et la jurisprudence.	99
L'interrogatoire par le président d'assises.	135
L'interrogatoire lors des débats. — Le refus de répondre est-il un aveu ?	139
Interrogatoire de l'accusé à la Cour d'assises. — Critiques et justification	142
Interrogatoire devant le tribunal correctionnel et en simple police	147
Les différentes sortes d'aveux tacites. — Ne conviendrait-il pas dans certains cas de déférer le serment à des inculpés dignes de foi ?	149

CHAPITRE III. — La provocation de l'aveu extrajudiciaire sous ses diverses formes. . .	154
--	-----

TROISIÈME PARTIE

LA FORCE PROBANTE DE L'AVEU

CHAPITRE PREMIER. — Force probante de l'aveu judiciaire.
--

Il peut déterminer l'intime conviction du juge, mais le juge n'est pas tenu de s'y attacher. — Il ne peut être rejeté

comme moyen de preuve sous le seul motif qu'il est un aveu. — Théorie de la Cour de cassation. — En matière de simple police, il est la base légale d'une condamnation.	461
Force probante de l'aveu dans les législations étrangères, en Allemagne, en Angleterre, dans l'Etat de New-York, etc.	476
De la rétractation de l'aveu	480
L'aveu est-il indivisible en matière pénale ? — Evolution de la Cour de cassation. — La divisibilité est la règle. . . .	483
 CHAPITRE III. — Force probante de l'aveu extra-judi- ciaire.	
L'aveu extrajudiciaire oral.	492
L'aveu extra-judiciaire écrit. — Les procès-verbaux font foi des aveux, au même titre que des faits matériels consta- tés par l'agent verbalisant.	495

QUATRIÈME PARTIE

DE L'EFFET QU'IL CONVIENDRAIT DE DONNER A L'AVEU

CHAPITRE PREMIER. — L'importance de l'aveu.

Il rassure la conscience du juge.	201
Il détermine la part de responsabilité de chacun des com- plices dans l'acte incriminé. — Le Code pénal a reconnu cette utilité de l'aveu	205
Il facilite la recherche de la preuve.	208
Il renseigne sur la personnalité morale de l'inculpé ; il est la condition de l'individualisation judiciaire de la peine. .	210
Cependant on ne cherche pas à encourager l'aveu	215

CHAPITRE II. — De l'effet qu'il conviendrait de donner à l'aveu avant toutes poursuites et devant les juridic- tions d'instruction	218
En Angleterre la déclaration de culpabilité détermine la compétence.	220
Pour certains délits et les contraventions, la tendance géné- rale est la simplification de la procédure. On se base sur l'aveu. — Système des ordonnances pénales	222
L'inculpé d'un crime avoué, doit-il être déféré à la Cour d'as- sises ? — De l'inutilité dans ce cas de la déclaration de culpabilité du jury	228

Ne serait-il pas possible d'étendre les dispositions de la loi du 20 mai 1863 relative au flagrant délit au délit avoué ? .	234
L'extension de la compétence pénale des juges de paix. — L'aveu est le meilleur critérium de la contraventionnalisation de certains délits	236
L'aveu en matière de contraventions	240
CHAPITRE III. — De l'effet qu'il conviendrait de faire produire à l'aveu devant les juridictions de jugement . .	
L'aveu doit exercer son effet sur la peine. L'aveu circonstance atténuante	242
Dispositions législatives étrangères. — La diminution de peine doit être légale, prévue et déterminée par la loi. — En matière criminelle, il doit la diminuer d'un degré. — En matière correctionnelle, imputation d'un quart sur le maximum légal de la peine. — L'aveu comme condition d'application de la loi de sursis. — Il devrait être la condition de la décision des sursis. — Avantages et dangers de cette réforme.	257
De l'effet de l'aveu sur le secret des débats. Les débats ne seraient publics que lorsque l'accusé conteste sa culpabilité.	262
CHAPITRE IV. — De l'effet de l'aveu après les poursuites.	
L'accusé acquitté avoue après les poursuites, celles-ci devraient être reprises.	268
L'aveu postérieur au jugement est peu digne d'intérêt. — Ne peut-il pas cependant exercer une certaine influence sur les délais de réhabilitation ?	271
CONCLUSION	275

Vu :

Le Président de la thèse,
GARRAUD.

Vu.:

Lyon, le 27 novembre 1907.

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :
Lyon, le 28 novembre 1905.

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université.
JOUBIN.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
